

DUMOURIEZ

PAR ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT

PARIS - ALBERT FONTEMOING - 1914

CHAPITRE PREMIER. — LES DÉBUTS

La famille et le nom de Dumouriez. Sa noblesse. Enfance et éducation. Premières campagnes. A la veille de Klosterkamp. La croix de Saint-Louis.

CHAPITRE II. — VOYAGES

Projet de mariage et de suicide. Voyages. Séjour en Espagne. Mémoire sur le Portugal. Expédition de Corse. Un hiver à Paris. Favier, Guibert et Mlle Legrand.

CHAPITRE III. — EN POLOGNE

Projets de Choiseul. Dumouriez à Eperies. La Confédération. Troupes et chefs. Le plan de Dumouriez. Affaire de Landskron. Vioménil.

CHAPITRE IV. — PRISON ET MARIAGE

D'Aiguillon et Monteynard. Le tableau spéculatif de l'Europe. La mission de Hambourg. La Bastille. Le château de Caen. Mariage et séparation. Tournées et reconnaissances. Le commandement de Cherbourg. Pressentiments.

CHAPITRE V. — LA RÉVOLUTION

Portrait physique de Dumouriez. Ses idées sur la Révolution. Les désordres de Cherbourg. Mission en Belgique. Mémoire sur la République des Etats Belgiques Unis. Démarches. Commandement en Vendée. Dumouriez lieutenant-général.

CHAPITRE VI. — LE MINISTÈRE

Dumouriez ministre des Affaires Étrangères. Remaniement du personnel. Déclaration de guerre à l'Autriche. Neutralité de l'Angleterre et de l'Empire germanique. Négociation avec la Prusse.

CHAPITRE VII. — LA GUERRE

Déroute du 30 avril. Lafayette et Luckner. Menin et Courtrai. Servan, Clavière et Roland. Renvoi des trois girondins. Dumouriez ministre de la guerre. Sa démission.

CHAPITRE VIII. — L'ARGONNE

Dumouriez à l'armée du Nord. Querelles et intrigues. Confiance des Jacobins dans Dumouriez. Le 10 août. Projet d'invasion de la Belgique. Conseil de guerre de Sedan. Occupation des défilés de l'Argonne.

CHAPITRE IX. — VALMY

Le plan de Brunswick. La prise de la Croix-aux-Bois. Les deux paniques dit 15 septembre. Dumouriez à Sainte-Menehould. Jonction avec Kellermann. Coup de tête du roi de Prusse. La journée du 20 septembre 1792.

CHAPITRE X. — LA RETRAITE DES PRUSSIENS

Lombard et Westermann. Manifeste de Brunswick. Ténacité du général français. Indiscipline de l'armée. Jalousie de Kellermann. Retraite des Prussiens. Motifs de Dumouriez pour la favoriser. Les demoiselles Fernig.

CHAPITRE XI. — JEMAPPES

Dumouriez à Paris. Invasion de la Belgique. Bataille du 6 novembre 1792. Le Rocroi de la République. Baptiste et Bertèche.

CHAPITRE XII. — LA CONQUÊTE DE LA BELGIQUE

Conséquences de Jemappes. Occupation des Pays-Bas autrichiens. Lassitude des Français. Administration de Pache. Lutte entre le ministre et le général. Le Directoire des achats. Le décret du 15 décembre. La réunion.

CHAPITRE XIII. — L'INVASION DE LA HOLLANDE

Voyage de Dumouriez à Paris. Chute de Pache. Invasion des Provinces-Unies. Dumouriez rappelé de Hollande par la défaite d'Aldenhoven. Excès des Jacobins. Mesures de Dumouriez. Lettre du 12 mars.

CHAPITRE XIV. — NEERWINDEN

En marche contre Cobourg. Tirlemont et Goidsenhoven. Bataille du 18 mars. Défaite de la gauche française. Retraite de l'armée. Causes de l'évènement.

CHAPITRE XV. — LOUVAIN

Combat du 22 mars. Le colonel Montjoye au camp de Cobourg. Armistice tacite et abandon de la Belgique. Desseins de Dumouriez. Son entrevue à Louvain avec Danton et Delacroix. Miranda.

CHAPITRE XVI. — LES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION

Évacuation des Pays-Bas. Soupçons. Commissaires envoyés, avec le ministre de la guerre, au quartier-général de Saint-Amand. Leur entretien avec Dumouriez. Leur arrestation.

CHAPITRE XVII. — LA DÉFECTION

Proclamation. Les camps de Bruille et de Maulde. Décrets de la Convention. Les sentiments de l'armée. Davout. Fuite de Dumouriez. Proclamation de Cobourg. Débandade de l'armée.

CHAPITRE XVIII. — ERRANT COMME ULYSSE

Proclamations et adresses. Congrès d'Anvers. Dumouriez à Bruxelles, à Aix-la-Chapelle, à Francfort, à Darmstadt, à Stuttgart, à Mergentheim. Séjour à Londres. Expulsion. Ostende. Lüttelforst. Moudon. Augsburg.

CHAPITRE XIX. — MITAU ET PÉTERSBOURG

Hambourg. Mémoires et écrits politiques. Voyage de Mitau. Accueil de la Cour. Séjour à Pétersbourg. Réconciliation de la branche cadette avec les Bourbons. Lettre à Bonaparte. Mémoire sur l'armée autrichienne.

CHAPITRE XX. — LONDRES

Nelson. Dumouriez à Londres. Notes et Mémoires au ministère. Projets de défense. Au secours de l'Autriche. Notes sur la Plata. Lettre au roi de Prusse. Tableau de l'Europe à la fin de 1806.

CHAPITRE XXI. — 1807 ET LE JUGEMENT SUR BUONAPARTE

Le jugement sur Buonaparte. Napoléon aventurier. Assertions inexactes. Prophéties. Avis au ministère anglais. Notes sur le Portugal.

CHAPITRE XXII. — 1808-1815

Plan d'opérations en Espagne. Lettres à Wellington. Le désastre de Russie. La campagne de 1813. Chute de Napoléon. Les Bourbons. Proposition de rentrer en France. Les Cents Jours. Mémoires sur l'Italie, sur les émigrés.

CHAPITRE XXIII. — DERNIÈRES ANNÉES

Le coup d'œil politique sur l'Europe en 1819. Mémoires sur et pour l'Espagne. Les Bourbons et le duc d'Orléans. Mort de Dumouriez.

CHAPITRE XXIV. — CONCLUSION

Les deux tomes de la vie de Dumouriez. Défauts et qualités du général. Son ambition démesurée, son audace, son esprit d'offensive. Pourquoi il fit défection. Il aimait la France, et s'il l'abandonna, il l'avait sauvée.

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS

LA FAMILLE ET LE NOM DE DUMOURIEZ — SA NOBLESSE —
ENFANCE ET ÉDUCATION — PREMIÈRES CAMPAGNES — À LA
VEILLE DE KLOSTERKAMP — LA CROIX DE SAINT-LOUIS.

NÉ le 25 janvier 1739 à Cambrai où son père était commissaire des guerres, Charles-François Du Périer du Mourier — telle est la vraie forme du nom de Dumouriez — dira volontiers qu'il est Wallon ; il aura soin de rappeler en 1792 et en 1793 aux habitants de la Flandre qu'il est leur compatriote.

Mais par ce qu'il a de preste, de vif et d'étincelant il semble plutôt un homme du Midi qu'un homme du Nord. Sa famille est, en effet, issue de la Provence. Il compte parmi ses ancêtres un damoiseau, Isnard du Perier, syndic d'Aix en 1337, et ce Du Perier dont Malherbe a chanté la fille :

Ta douleur, Du Perier, sera donc éternelle.

Son nom de Dumouriez vient de sa trisaïeule et de sa bisaïeule. Claude, son trisaïeul, et François, son bisaïeul, épousèrent chacun une Anne De Mourier ; ils eurent beaucoup d'enfants certains de leurs fils, pour se distinguer des autres, prirent le nom de leur mère. Lorsque naquit le général, ces deux noms de Du Perier et de De Mourier roulaient indistinctement depuis plus d'un siècle entre les frères de la même famille. A Paris, De Mourier devint, par corruption, Du Mourier ou Du Mouriez.

Dumouriez est donc noble il porte d'azur à la bordure dentelée d'or, à la bande d'or surmontée d'une tête de lion, arrachée et couronnée de même. Son père aimait à dire que la famille était une famille provençale, noble de toute ancienneté, qui n'avait fait aucun acte de dérogeance et qui, malgré les revers dont elle fut accablée à la fin du XVIIe siècle, n'avait jamais perdu les sentiments qu'elle tenait de son origine. Lorsque Dumouriez reçut le grade de cornette en 1758, ses preuves de noblesse furent trouvées bonnes : *Vérifier*, avait dit Belle-Isle, *s'il est gentilhomme*. Bien qu'il ait passé quelquefois pour un officier de fortune et pour un roturier, bien que, lorsqu'il fut officier général, il n'ait pris, contre la coutume, aucun titre, les jacobins avaient raison d'affirmer qu'il était *de la caste* et *de race*. En 1764, quand il se rend en Espagne, il se munit d'un certificat de noblesse. En 1793, il déclare à Mack qu'une monarchie bien ordonnée ne peut exister sans noblesse ; en 1794, dans la préface de ses *Mémoires*, il assure que la noblesse, étant une récompense de la vertu, devient une propriété, un caractère ineffaçable pour la descendance de l'homme vertueux ; en 1795, il se moque d'un gouvernement qui proclame l'égalité et qui chasse les nobles des emplois publics uniquement parce qu'ils sont des nobles.

Le père de Dumouriez, Antoine-François, servit d'abord dans le régiment de Picardie où il avait six de ses frères. En 1733, son mariage avec une demoiselle de Châteauneuf, cousine du fameux Bussy qui commandait aux Indes, lui valut une charge de commissaire des guerres. Il eut de cette union, outre un fils, Charles-François, notre général, deux filles, l'une qui fut ursuline à Pontoise et devint abbesse de Fervacques, à Saint-Quentin ; l'autre, mariée à un Saxon, le baron de Schomberg, qui obtint en 1784 le brevet de lieutenant général au service de la France.

Dumouriez eut une enfance pénible. Noué jusqu'à six ans et demi, traîné dans une chaise roulante, emmailloté de fer, il fut confié par bonheur à un chantre de la cathédrale de Cambrai, l'abbé Fontaine, qui le garda durant trois années et lui donna les meilleurs soins. Grâce à Fontaine, l'enfant se redressa, se fortifia. Mais, lorsqu'il rentra dans la maison paternelle, sa mère était morte.

Antoine-François Dumouriez, le père, avait beaucoup de savoir ; il aimait les arts ; il était peintre, musicien et poète il traduisit le *Richardet* de Fortiguerra. Il se piquait de pédagogie il ne permit pas que son fils apprît rien par cœur la mémoire, selon lui, était une faculté à ne pas cultiver parce qu'elle nuisait au jugement. Ce fut lui qui enseigna le latin à Charles Dumouriez six mois suffirent pour que l'enfant pût entrer en troisième au collège Louis-le-Grand. Il y passa trois ans, non sans succès, et en sortit après sa rhétorique. Les jésuites, ses maîtres, et leur principal, le père Latour, lui laissèrent un bon souvenir ; il a dit depuis qu'ils étaient gens d'esprit, qu'ils savaient élever les âmes par l'amour-propre et inspirer le courage, le désintéressement, l'abnégation.

Il voulut même appartenir à leur ordre. Les *Lettres édifiantes* et les récits du P. Maimbourg et du P. Charlevoix l'avaient enflammé du désir de voyager ou d'être missionnaire. Son père se garda de le contrarier ; il lui fit lire Montaigne, Pascal, Bayle, Voltaire huit mois après, Dumouriez s'écriait : **Je serai tout ce qu'on voudra, excepté moine.**

Durant deux ans, de 1753 à 1755, il étudia sous la direction de son père les langues étrangères, italien, espagnol, anglais ; il eut un maître d'allemand il dévora tous les ouvrages de la bibliothèque paternelle. Sa passion pour la lecture était ardente, infinie. Elle devait le soustraire à la mort la veille de Klosterkamp, il reçut une balle à la hanche mais il avait dans sa poche un exemplaire des *Provinciales* le projectile traversa la moitié du livre et y resta.

Il tient beaucoup de son père. Antoine-François, qui n'avait quitté qu'à regret le régiment de Picardie, se targuait de connaissances militaires ; en 1757, il assurait sur un ton avantageux qu'il avait, non pas seulement approvisionné les troupes de l'Ost-Frise, mais qu'il les avait sauvées par de sages mesures de défense. Dumouriez, lui aussi, se piqua d'avoir, selon le mot de son père, **quelques ressources dans les idées** ; lui aussi, comme son père, fut ardent, ambitieux, inquiet, toujours mécontent de son état et tourmenté du besoin de s'élever plus haut ; mais il eut plus de souplesse et plus de chance.

De bonne heure il montra des dispositions martiales et le goût des exercices physiques. En 1755, à Versailles, chez un de ses oncles, Du Perier Du Mourier de la Geneste, premier commis des bureaux de La Vrillière, il apprit l'équitation au manège de la vénerie. et l'escrime avec les pages du roi. En 1756, il achevait son éducation chez son père, à Saint-Germain-en-Laye, lorsque la guerre éclata l'année suivante, Charles accompagnait Antoine-François à l'armée de Hanovre.

Il chevaucha de Maubeuge à Wesel avec un officier d'état-major qui lui expliqua sur le terrain les campagnes du maréchal de Saxe. A Wesel, il servit d'aide de camp au marquis d'Armentières. Près de Brême, à l'attaque du village d'Osterwick, sous les yeux du duc de Broglie, il se joignit aux grenadiers de la légion de Saint-Victor. A Emden, dans l'Ost-Frise, que son père administrait, il apprit à dresser des batteries, et, lorsque l'Ost-Frise fut abandonnée, il fut de ceux qui couvrirent la retraite. Cette campagne de 1757 avait décidé de sa vocation au mois de janvier 1758 il obtenait, grâce à un ami de son père, M. de Cremilles, qui dirigeait le département de la guerre sous le maréchal de Belle-Isle, une place de cornette dans le régiment de cavalerie du vicomte d'Escars. Il ne reçut le brevet qu'à la fin de l'année ; après avoir été volontaire durant six mois dans les garnisons du régiment en Basse-Normandie. **Il a, disait le vicomte d'Escars, donné des preuves de son zèle et de son application au service du roi.**

Il ne fit en 1759 que la petite guerre, et il eut alors le chagrin de voir son père quitter le service pour toujours. Devenu intendant de l'armée du maréchal de Broglie, Antoine-François se brouilla avec le frère de son chef, le comte de Broglie, maréchal général des logis de l'armée ; il dut se retirer dans une petite terre qu'il acheta près de Saint-Germain-en-Laye et il y mourut en 1769. Le 31 août 1760, Dumouriez se signalait à la retraite de Warbourg ; il ralliait deux cents cavaliers autour d'un étendard de son régiment, sauvait une batterie et recevait, avec deux contusions, une gratification de cent écus dont il donna la moitié à sa compagnie.

Quelques semaines plus tard, le 15 octobre 1760, à la veille du combat de Klosterkamp, il se distinguait de nouveau. Le maréchal de camp Thiard avait demandé un officier pour aller reconnaître les emplacements du fourrage destiné à sa cavalerie. On lui désigna le cornette Dumouriez comme l'officier le plus intelligent. Le jeune homme, en exécutant sa commission, fut attaqué par des hussards ennemis ; il en mit deux hors de combat ; mais son cheval fut tué ; les hussards lui tirèrent presque à bout portant des coups de pistolet et de carabine il eut le visage farci de grains de poudre, les sourcils brûlés, le médius de la main droite enlevé ; il faillit périr ; un aide de camp du prince héréditaire de Brunswick le sauva. Fait prisonnier, Dumouriez ne fut relâché que quatre jours après, lorsque le prince, battu à Klosterkamp, eut opéré sa retraite au delà du Rhin. Il n'avait subi qu'un premier pansement ; il avait vécu de vin et de viande salée à la table du prince héréditaire ; il avait passé les journées à cheval et les nuits sur la paille, sans se déshabiller : ce ne fut qu'au bout de deux mois et lorsqu'on eut ôté de la figure plus de deux cents grains de poudre, qu'il put regagner Saint-Germain-en-Laye. Or raconte Dumouriez à son retour au quartier général de Wesel, il avait remis au marquis de Castries une lettre du prince héréditaire qui faisait son éloge, et ce prince héréditaire, c'était le Brunswick que Dumouriez rencontrera en Champagne trente-deux ans plus tard. Brunswick aurait donc aidé à l'avancement de son futur vainqueur ; car la lettre fut envoyée à Belle-Isle qui comprit Dumouriez dans le travail des grâces. L'anecdote est jolie, mais fautive. Ce fut Thiard qui proposa Dumouriez à Belle-Isle. **Ce jeune homme, écrivait-il, pour avoir voulu se défendre avec trop d'opiniâtreté, a reçu cinq blessures dont une lui emporta un doigt ; il demande depuis longtemps une compagnie de cavalerie et m'a assuré que vous lui aviez promis la troisième.** Dumouriez eut une compagnie dans le régiment d'Escars. En 1761, en, 1762 il fit de nouveau la guerre d'Allemagne. Mais en 1763, à la paix, le régiment d'Escars ayant été incorporé dans Penthièvre, Dumouriez fut réformé. Le duc de Penthièvre obtint pour lui la croix de Saint-Louis cette grâce, disait le duc,

pouvait seule flatter cet officier qui la préférait à une pension, si forte qu'elle pût être ; sans doute Dumouriez n'avait pas l'ancienneté requise et il aurait la croix hors rang ; mais il était estropié des deux bras, couvert de blessures, et il avait servi dans les dernières campagnes avec beaucoup de distinction.

Dumouriez avait juré à son père qu'il serait tué ou qu'il serait chevalier de Saint-Louis il avait tenu parole. A vingt-quatre ans, longtemps avant l'âge, il avait cette croix au petit ruban couleur de feu que tous les militaires de cette époque ambitionnaient, cette croix qui, comme on disait, provoquait tant de belles actions et retenait tant d'officiers au service, cette croix dont l'effet était si grand qu'une foule de Français lui avaient sacrifié leur vie et que leur nombre dépassait celui des martyrs de la religion !

CHAPITRE II

VOYAGES

PROJET DE MARIAGE ET DE SUICIDE — VOYAGES — SÉJOUR EN ESPAGNE — MÉMOIRE SUR LE PORTUGAL — EXPÉDITION DE CORSE — UN HIVER À PARIS — FAVIER, GUIBERT ET Mlle LEGRAND.

LE régiment d'Escars étant venu, à la fin de 1762, à Saint-Lô, Dumouriez fit alors un assez long séjour à Pont-Audemer. La sœur de son père, Marie-Anne Du Perier Du Mourier, femme d'un Legris de la Poterie, puis d'un marquis de Belloy, vivait dans cette ville. Elle avait deux filles très jolies et fort bien élevées ; l'aînée devait se marier avec un lieutenant-colonel de cavalerie, le marquis de Perry ; la cadette, Marguerite de Broissy, aimait Dumouriez et Dumouriez l'aimait. Mais la jeune fille n'avait que 800 livres de rente et le jeune homme allait quitter le service après avoir mangé son petit héritage maternel. Nos amoureux reconnurent qu'ils ne pouvaient encore se marier, et Dumouriez promit à sa cousine de l'épouser lorsqu'il aurait trente ans et un état. Or son père avait voué à Mme de Belloy, qui l'avait frustré d'une succession, une haine irréconciliable. Lorsqu'il sut que Dumouriez était féru de Marguerite, il lui ordonna par un billet très sec de regagner son régiment et il écrivit à Mme de Belloy une lettre insultante. Furieuse, Mme de Belloy somma Marguerite de renoncer à son cousin Marguerite répondit qu'elle n'aurait pas d'autre mari ; sur quoi, sa mère l'envoya dans un couvent de Caen.

Désespéré, Dumouriez résolut de mourir. Un soir, dans une auberge de Dieppe, il prend quelques grains d'opium et il se couche. Puis, changeant d'avis, jugeant que le suicide est une lâcheté, pensant que sa mort peut entraîner celle de son père et celle de sa cousine, il se lève, s'élance dans un corridor où brûle une lampe, et, après avoir bu toute l'huile et rendu l'opium qu'il avait avalé, se remet au lit. Il partit le lendemain pour sa garnison et, deux semaines plus tard, alla rejoindre son père qui lui pardonna.

Mais ce père, si philosophe qu'il fût, et malgré toutes ses belles qualités, était infirme, chagrin, misanthrope, et de Caen, Marguerite ne cessait d'écrire qu'elle supportait sa réclusion avec impatience. Dumouriez prit le parti de voyager.

Il a dit qu'il était allé voir le duc de Choiseul pour obtenir du ministre un passeport et la permission de lui écrire. Il a dit aussi que son père sollicita vainement une lettre de cachet contre lui. Quoi qu'il en soit, il parcourt l'Italie ; il offre ses services à Gênes contre Paoli, à Paoli contre Gênes, à Costa de Castellana contre Gênes et Paoli ; il lie partie avec ce Costa ; il lui propose de l'aider à fonder la république corse ; il lui demande en échange de son appui le commandement de l'armée et la concession d'un grand domaine ; il débarque à

Porto-Vecchio ; à la tête d'une bande de Corses, il essaie d'assiéger et d'enlever Bonifacio. Mais assiéger une place, c'est pour les Corses tirer contre elle des coups de fusil, et, si le canon riposte, ils détalent comme des lièvres. Dumouriez se rembarque, il rentre en France après avoir essuyé une affreuse tempête qui l'a jeté jusqu'en vue de Tunis, après avoir subi des calmes plats, après avoir souffert de la faim et abordé le pistolet au poing une pinque napolitaine pour avoir des vivres. Il arrive à Marseille. Il court chez le plus riche des armateurs de la ville, Roux, homme entreprenant qui s'engage à donner aux Corses des armes, des munitions, des canonniers en échange des beaux arbres de la forêt de Porto-Vecchio. Il se rend à Versailles et se présente à Choiseul. Le duc a traité avec Gênes. *Laissez-moi faire, lui dit Dumouriez, laissez-moi fonder la République corse, laissez-moi abattre Paoli qui sera toujours dangereux, et, si votre traité vous embarrasse, permettez que j'enlève Ajaccio ; il est rompu.* Or, le marquis Sorba, ministre de Gênes, a gagné les entours de Choiseul, sa sœur la duchesse de Gramont, et la femme de chambre de la duchesse, l'intrigante Julie. Lorsque Dumouriez revient le lendemain à l'audience publique, Choiseul l'apostrophe rudement, le traite d'aventurier, le chasse. *Les aventuriers,* répond Dumouriez avec rage, *ce sont ceux qui vous entourent.* Il s'éloigne, il franchit la frontière et, de Mons, écrit à Choiseul, lui envoie un mémoire sur la Corse, lui demande l'autorisation de servir en Espagne. Dumouriez, réplique le duc, *est diablement vif, mais il voit en grand ; eh bien, qu'il aille user son feu contre le flegme espagnol !*

Voilà ce que raconte Dumouriez il mérite peu de créance. A ce récit des *Mémoires* s'oppose une lettre du 14 septembre 1764 où il retrace à Choiseul ce qu'il a fait depuis qu'il est en réforme. Il a cherché à entrer aux affaires étrangères ; mais, par la faute d'un secrétaire, le duc n'a pas reçu sa requête. Il a présenté au duc, à Fontainebleau, un mémoire sur le commerce du Portugal, et Choiseul y a trouvé de bonnes idées ; mais rien n'est venu. Il a parcouru l'Italie, et il a écrit au duc plusieurs fois sans obtenir de réponse. Il est allé en Corse et il a remis un plan d'opérations qu'il croit très bon, *d'autant meilleur qu'il a plus l'air aventuré ;* mais il a encore manqué le but. Il a désiré entrer dans la marine : le duc l'approuvait ; mais, de nouveau, il a été *noyé par les formes de la routine.* Que devenir ? Il a fait des voyages coûteux ; il s'est endetté ; le temps qu'il emploie en sollicitations, achève de le ruiner. Et pourtant, il est jeune ; il a de l'ambition, du zèle, quelques talents, des connaissances de guerre et de politique ; il parle assez facilement les langues de l'Europe. *Daignez, conclut-il, me faire lieutenant-colonel et m'envoyer ou en Pologne servir le parti qui soutient la France ou à Cayenne, ou à l'île de Bourbon.*

Il n'est pas question de l'Espagne dans cette lettre de Dumouriez. Ce fut son père qui le fit envoyer au delà des Pyrénées. Antoine-François était fort mécontent de Charles. *Les imprudences de sa conduite,* dit-il au commencement de novembre 1764, *forcent ce fils égaré à s'expatrier jusqu'à ce que les dettes qu'il a follement contractées soient éteintes, et les bontés du ministre seront plus propres à lui ouvrir les yeux sur tous ses torts que les traitements les plus sévères, car son âme fière et ardente le rend plus susceptible d'être gagné que vaincu.* Le père demande donc que son enfant — d'ailleurs Wallon puisqu'il est né à Cambrai — entre au service d'Espagne avec une lettre de recommandation de Choiseul.

Le duc recommande le jeune capitaine au marquis d'Ossun, ambassadeur de France à Madrid, et c'est alors sans doute que Dumouriez se rend à Mons et s'embarque à Ostende. Le 1er janvier 1765, à Cadix, il touchait le sol espagnol.

Il resta dans la péninsule près de trois années, les plus heureuses peut-être de sa vie. Le marquis d'Ossun le combla de bontés, le reçut à sa table, lui prêta de l'argent, le traita comme son fils.

Après plusieurs voyages en Catalogne et sur les côtes, Dumouriez composa un Essai sur l'Espagne, et plus tard, en 1781 et 1782, il devait lire à la Société académique de Cherbourg des extraits de ce travail, un mémoire sur la dépopulation du pays, un exposé de son état militaire, de son commerce, de ses mœurs ainsi que la description d'une révolte de Madrid, et cette révolte était sans doute celle de 1766 qu'il rappelait dans un mémoire du 23 octobre 1791 adressé à Genonville : [J'ai vu en 1766 une révolte à Madrid. Le roi Charles III céda au vœu de son peuple ; il renvoya un mauvais ministre qui avait pensé être victime de l'insurrection ; il lui donna pour successeurs deux ministres que le peuple désigna, et il devint par cette condescendance plus puissant et plus heureux ; le roi ne doit écouter ni ses affections particulières ni les intrigues de ses dangereux entours.](#)

Marguerite de Broissy, dans un accès de mysticisme, avait pris le voile en exhortant son cousin à [sortir, comme elle, de l'abîme du siècle](#). Il résolut de s'attacher au service d'Espagne et, pour obtenir un grade supérieur, de rendre à la cour de Madrid un service important. Il alla donc en Portugal afin d'étudier sur le terrain la désastreuse campagne que l'armée espagnole avait faite en 1762. De là, son livre sur *l'État présent du royaume de Portugal en l'année 1766* qui parut, sans nom d'auteur, à Lausanne en 1775 et, sous son nom, avec nombre de corrections et d'additions, à Hambourg en 1797. Il représente le Portugal en 1766, ses six provinces, ses établissements coloniaux aussi faibles qu'étendus, son état militaire trop considérable pour un petit royaume, sa croyance et ses mœurs, son alliance avec les Anglais dont les Portugais ne sont que les courtiers, son gouvernement et notamment le ministère de Pombal, ce restaurateur et créateur, ce Richelieu de la nation.

De retour à Madrid, avec l'autorisation de Choiseul et par l'intermédiaire du marquis d'Ossun, il remit à la cour d'Espagne un mémoire sur le système d'attaque et de défense du Portugal, accompagné d'observations sur les réformes nécessaires dans l'armée espagnole, sur la formation d'un état-major, sur l'établissement d'arsenaux, de magasins, d'hôpitaux. Fort de ce mémoire, il demandait un grade supérieur. On lui offrit la lieutenance-colonelle d'un corps de trois bataillons, le corps des volontaires étrangers. Il refusa. Mais il ne s'ennuyait pas à Madrid. Il fréquentait les membres du corps diplomatique. Le duc de Crillon, le comte de Crillon, le prince Emmanuel de Salm-Salm s'étaient liés avec lui. Il avait une aimable et spirituelle maîtresse, Mlle Marquet, fille d'un architecte français il voulait même l'épouser dès qu'il aurait un emploi convenable. Un matin de 1767 le marquis d'Ossun l'envoya chercher. Choiseul ordonnait à Dumouriez de rentrer aussitôt en France. Le jeune officier fit ses adieux à Mlle Marquet. [Partez, dit-elle noblement, suivez votre destin et ne me regardez plus que comme votre meilleure amie.](#)

Il n'eut pas à se repentir de son séjour en Espagne, Choiseul savait par des lettres de Madrid que Dumouriez y était vivement regretté, qu'il avait montré des

talents et une grande justesse d'esprit, qu'il avait gagné l'estime et l'amitié des premiers seigneurs de la cour, et le ministre lui-même, après avoir lu les mémoires de Dumouriez sur l'Espagne et le Portugal, avait exprimé sa satisfaction, avait dit que l'officier aurait de l'avancement, qu'on saurait réparer le mauvais état de ses affaires. Dumouriez devait alors 8.000 livres ; on les lui donna pour le rembourser du prix de sa compagnie ; on lui paya l'arriéré de sa pension de réforme ; on la convertit en appointements à dater du 1er avril 1766 600 livres par an ; on promit enfin de lui [faire continuer ses voyages d'une manière convenable parce qu'il avait tout l'esprit qu'il fallait pour étendre ses connaissances](#).

L'expédition de Corse fut un de ces [voyages](#). Choiseul voulait réduire Paoli et, conquérir le pays. Il se souvenait que Dumouriez connaissait l'île ; il le nomma aide-major général des logis de l'armée.

La campagne de Corse de 1768 n'eut pas de succès. L'armée comptait à peine 3.000 hommes et le marquis de Chauvelin, qui la commandait, n'avait plus l'habitude de la guerre. La jeunesse de cour qui composait le corps d'officiers, méprisait les Corses ; elle croyait dissiper en quelques jours cette canaille d'insulaires, cet ennemi qui n'avait pas d'uniforme, et retourner bientôt aux bals de l'Opéra.

Les Corses, il est vrai, eurent le dessous dès la première rencontre, le 5 septembre 1768. Dumouriez se signala dans cette journée ; il ne portait d'autre arme qu'une canne ferrée ; il sauta bravement dans une redoute et d'un coup au travers du visage, abattit un des chefs.

Quatre mois plus tard, autre prouesse. On l'avait envoyé à Calvi sous les ordres de Narbonne-Fritlar. Dans la nuit du 12 janvier 1769 il tenta de surprendre l'Ile-Rousse. Il avait avec lui 150 Corses, ennemis de Paoli, montés sur cinq barques, et un homme nommé Capocchio qui devait livrer la tour de l'Ile-Rousse. Ce Capocchio trahit. Lorsque Dumouriez descendit, il fut assailli par une grêle de balles et il eut de la peine à regagner Calvi avec la moitié de son monde.

Ses camarades l'accusèrent de témérité. Mais ce prétendu casse-cou donnait de sages avis, que Chauvelin avait le tort de ne pas écouter. Il recommandait d'attendre des renforts, même si l'on avait un succès, de ne pas étendre et disperser l'armée, de ne pas former de petites colonnes que les Corses refouleraient l'une après l'autre. Il pria Chauvelin de ne pas occuper la position de Borgo qui lui semblait trop hasardée. Chauvelin fit tout le contraire il divisa son armée, jeta le comte du Lude avec 500 hommes dans Borgo, et Borgo, bloqué et manquant d'eau, se rendit.

Le comte de Vaux, qui remplaça Chauvelin, sut enfin conquérir l'île. Ce fut Dumouriez qui prit le château de Corte. 17 Corses, enfermés dans ce château, menaçaient d'y mettre le feu. Sur leur parole, Dumouriez entra et les renvoya libres après avoir donné dix louis à chacun. M. de Vaux lui permit de prendre cent volumes dans la bibliothèque de Paoli et lui fit obtenir, le 1er mai 1769, une commission de mestre de camp ou colonel Dumouriez, disait-il, avait du mérite et beaucoup de zèle.

A la fin d'août 1769, Dumouriez s'embarquait à Bastia pour aller à Paris régler avec sa sœur Mme de Schomberg les affaires de la succession paternelle. Il avait dès lors 3000 livres de rentes, et le duc de Choiseul lui accorda, en considération des services d'Antoine-François, une pension de 3.000 livres.

Notre colonel passa l'hiver de 1769 à Paris dans une brillante société de gens de lettres et d'hommes d'esprit, Crébillon fils, Collé, Guibert, Favier.

Guibert était un de ses amis les plus intimes. L'un et l'autre devinrent en même temps colonels, brigadiers, maréchaux de camp. Jamais ils ne se jalosèrent. Mais Dumouriez reprochait à Guibert de trop viser au [paraître](#) et de trop aimer les succès de salon, d'avoir de l'orgueil, de vivre dans l'empyrée. [Nous sommes, disait-il à Guibert, les deux rats de la fable, tu es le rat de la ville, je suis le rat des champs.](#)

Favier, ancien syndic des États de Languedoc, avait l'esprit très caustique et il se fit haïr de ceux 'mêmes qui le consultaient et le regardaient comme un oracle. Débauché, besogneux, criblé de dettes, il menait une vie de bohème. Lorsque l'âge eut amorti ses passions, il se livra sans mesure aux plaisirs de la table. Aussi finit-il par avoir un tel embonpoint qu'il craignait l'apoplexie et disait gaiement chaque matin : [Voilà une gratification extraordinaire.](#) Mais il avait étudié profondément l'histoire. Secrétaire de la légation de Turin, il s'était initié à tous les secrets des cabinets de l'Europe nul ne connaissait mieux que lui les traités, les parentés, les droits des maisons souveraines. D'Argenson, Bernis, Choiseul, le comte de Broglie, le duc d'Aiguillon l'employèrent. Le prince Henri correspondait avec lui, l'encourageait à prêcher l'alliance prussienne qui [rétablirait la vraie balance de l'Europe.](#) Un petit écrit qu'il publia en 1756 sous le titre de *Doutes et questions* contre l'alliance autrichienne, fut le bréviaire des publicistes de son temps et Dumouriez témoigne qu'il apprit de Favier tout ce qu'il savait en politique.

Favier, Guibert, Dumouriez et autres se réunissaient chez Mlle Legrand, amie et compagne de la Du Barry, mais qui n'avait pas fait la même fortune, parce qu'elle avait beaucoup plus d'esprit, et il est bien dommage que nul n'ait recueilli les conversations du cénacle qui s'assemblait chez cette Ninon du XVIIIe siècle. On y causait hardiment des personnages les plus en vue, de la Du Barry, de Choiseul, du roi.

[Dire, s'écriait Dumouriez, que j'ai soupé vingt fois avec la Du Barry, une fille que toute la France a eue et que j'aurais eue si j'avais pu la payer ! Et sûrement, elle m'en veut ! A mon retour de Corse, je ne suis pas allé l'adorer, et elle m'a fait faire des reproches !](#)

— Bah ! répondait Favier, [elle n'est pas vindicative.](#)

— [Pas plus que le duc de Choiseul,](#) répliquait Dumouriez, et nos amis se mettaient à débiter sur le ministre tout le bien et tout le mal possible que Choiseul était trop complaisant pour ses entours et particulièrement pour la duchesse de Gramont qu'il aimait trop sa sœur ; qu'il méritait d'être nommé Ptolémée, comme certain roi d'Égypte ; qu'il prodiguait l'argent ; que Sophie Arnould avait eu raison de dire en voyant sur une tabatière le portrait de Sully à côté du portrait de Choiseul [C'est la recette et la dépense](#) ; qu'il était indiscret, léger, étourdi ; mais qu'il était très bon ; qu'il riait des chansons qu'on faisait contre lui ; qu'il avait une extrême facilité de travail, une grande justesse d'esprit, une extraordinaire promptitude de coup d'œil, une merveilleuse pénétration ; que nul en France ne saurait être maire du palais, sinon lui. [Tout dans le duc, disait Dumouriez, tout, jusqu'à ses vices, est aimable, et il faut regretter qu'il n'ait pas trouvé une monarchie mieux ordonnée ou qu'il n'ait pas été roi lui-même.](#)

Mais, ainsi que Favier, il craignait que la Du Barry ne *fit sauter* Choiseul. A Compiègne, ajoutait-il, au camp de plaisance, j'ai vu le roi, à pied, chapeau bas, sous les yeux de l'armée, près du phaéton où trônait la Du Barry, et je n'ai pu m'empêcher de dire à M. de Choiseul que le spectacle de cette honteuse passion me faisait rougir pour mon roi et gémir pour ma patrie. *Que veux-tu*, m'a répondu le duc, *le roi a besoin de maîtresses ; mais la coquine me donne bien de l'embarras ; d'Aiguillon et Maupeou sont derrière !*

Nos amis ne traitaient pas Louis XV avec autant de bienveillance que son ministre. Dumouriez jugeait que le roi était, au fond, bon et juste ; mais que, s'il était indulgent, il avait lui-même grand besoin d'indulgence et que la France, sans le haïr, le méprisait. *Quel roi que l'amant de la Du Barry, que l'homme qui, pour se désennuyer, se fait donner chaque matin une note sur les scandales de Paris !*

A quoi Favier remarquait : *Il y a là une négation absolue du genre nerveux, un tissu de faiblesse et de bassesse d'où naissent toujours l'ingratitude et la perfidie.*

Oui, concluait Dumouriez, *c'est le plus faible et le plus dissimulé des rois*, et quelques années plus tard, il appliquait au monarque deux vers du *Don Carlos* d'Otway qu'il traduisait ainsi :

*Conseillé par des fous, servi par des poltrons,
Louis XV a reçu les plus sanglants affronts.*

Il pressentait un bouleversement. *Nous sommes en 1770*, s'écriait-il un jour, *je vous donne la décade, jusqu'à l'an 80, pour la grande révolution du royaume !*

CHAPITRE III

EN POLOGNE

PROJETS DE CHOISEUL — DUMOURIEZ À EPERIES — LA
CONFÉDÉRATION — TROUPES ET CHEFS — LE PLAN DE
DUMOURIEZ — AFFAIRE DE LANDSKRON — VIOMÉNIL.

AU commencement de l'année 1770, Choiseul fit appeler Dumouriez.

La Confédération dite de Bar, qui protestait contre l'élection du roi de Pologne, Stanislas Poniatowski, nommé sous la protection des baïonnettes moscovites, avait été dispersée et poursuivie par les Russes jusque sur le sol turc. Mais la noblesse polonaise, voyant la Turquie faire la guerre à la Russie, avait formé des confédérations particulières qui s'étaient groupées à Biala, sur les frontières de la Silésie autrichienne, en une Confédération générale, dont les chefs étaient le comte Pac et le prince Sapieha. De Biala, cette Confédération se transporta à Eperies, en Hongrie. Elle avait à Paris un ministre plénipotentiaire, le comte Wielhorski. Après avoir entendu Wielhorski, Choiseul, voulant savoir au juste ce qu'était cette Confédération, envoyait Dumouriez à Eperies.

Dumouriez consulta tous ceux qui connaissaient la question polonaise, le comte de Broglie, Favier, Chauvelin, le chevalier de Taulès ; il lut les dépêches des agents de France depuis 1764 ; il s'entretint longuement avec Wielhorski, et, au mois de juillet 1770, il quittait Paris.

Il eut, avant de partir, une conversation fort intéressante avec Choiseul. Le ministre avoua qu'il voulait ranimer la Confédération de Bar pour sauver les Turcs vaincus par les Russes, qu'il voulait opposer l'Autriche et la Saxe à la Prusse, qu'il voulait agiter la Suède ; qu'il voulait battre les Anglais ; tous les ressorts devaient jouer en 1771 ; la marine n'était-elle pas rétablie, l'armée réorganisée, un projet de descente préparé par le comte de Broglie et La Rozière ?

Dumouriez était fier de la confiance que le ministre lui témoignait. Il admirait l'énergie et la clarté de sa parole ; il loua ses plans ; il jura de l'aider, de travailler, lui aussi, *en grand, en très grand*.

Oui, reprenait le duc, mais ne vous livrez pas au désir de guerroyer, et, si les choses vous semblent aller mal, si votre présence n'est pas absolument utile, ne vous arrêtez qu'autant de temps qu'il faudra pour me faire un rapport exact ; revenez vite et je vous emploierai ailleurs. Je ne vous donne pas d'instructions.

— Je vous défie bien de m'en donner, dit Dumouriez, vous ne savez pas plus que moi ce qu'il faut faire.

Le duc se mit à rire. Mais Dumouriez avait compris que le duc pensait à son propre intérêt et que, menacé par l'intrigue, il tâchait de se rendre nécessaire en jetant le roi dans les embarras d'une vaste guerre.

Dumouriez vit à Vienne Kaunitz et le ministre de France, Durand. **Vous vous embarquez dans une mauvaise affaire**, lui dit Kaunitz ; mais Dumouriez lui répondit qu'il avait les ordres les plus prudents et les plus sages. Durand, homme correct et froid, lui demanda son instruction : **Je n'en ai pas. — Alors, vous ne pouvez continuer votre route.** Pourtant, sur les instances de Dumouriez, il consentit à rédiger lui-même une instruction. Il la remit le 21 juillet. Elle commençait par cette phrase **La semaine qui suit la moisson, étant celle qui est la plus favorable pour opérer en Pologne.** Dumouriez ne put s'empêcher de rire. Le reste était plus sérieux : Dumouriez dirait qu'il venait s'instruire de la force des confédérés, de leurs arrangements ; il devrait **se mettre de la partie et s'attirer la principale direction des manœuvres et opérations de guerre** mais les Polonais comprendraient que la France, dans l'éloignement où elle était, ne pouvait faire tout ce qu'ils désiraient, et ils éviteraient de la compromettre parce qu'elle avait des mesures à garder avec ses alliés.

Le jeune colonel partit avec un maréchal de la Confédération. Cet homme ne savait pas le français ; lui-même ignorait le polonais. On parla latin, et Dumouriez fit, comme il dit, toute cette guerre en latin.

A la fin de juillet il arrivait à Eperies. Quel monde étrange ! Quel chaos de vices où les plus nobles personnages n'étaient certes pas les meilleurs Le comte Pac, maréchal général, homme de plaisir, faible, borné, qui devait son élévation à cinq ou six lâchetés ; le prince Ràdziwill, le plus grand seigneur de la Pologne, espèce de brute, que le premier venu pouvait conduire le comte Zamoiski, vieillard impotent, très simple, très honnête ; Bohusz, secrétaire général, le seul homme de tête qui fût à Eperies, éloquent, mais fourbe, affectant la dévotion et la simplicité des mœurs la comtesse Mniczek, fille du comte de Brühl, femme d'un fort riche sénateur et général de la grande Pologne, belle encore, spirituelle, adroite, mais ambitieuse, cherchant à obtenir de l'influence, à se rendre populaire. L'égoïsme, l'irrésolution, l'ignorance, l'obstination régnaient dans le Conseil. Il n'y avait ni prudence ni raison dans l'assemblée composée de cent cinquante membres, dont aucun n'observait le secret. Beaucoup pêchaient en eau trouble et quelques honnêtes gens gémissaient. Partout, mensonge et perfidie ; rien de plus affectueux et de moins sincère ; pas de fierté républicaine trop de souplesse et trop peu d'âme. Ces Asiatiques de l'Europe ne' faisaient que brelander, musiquer et mentir. Ils ne vivaient même pas en bonne intelligence. Tous se dénigraient, chacun disait à Dumouriez du mal de son camarade, et nul n'avait tort. Cette Confédération était une **hydre à cent têtes, qui toutes sifflaient sur un ton discordant.** Aux prétentions outrées répondaient des moyens puérils. A l'entendre, la Confédération disposait de 40.000 hommes. En réalité, elle n'avait que 16.000 hommes, insubordonnés, mal armés, mal montés, mal vêtus, divisés en corps épars et indépendants qui se méfiaient les uns des autres et parfois se battaient entre eux. Bref, une bande de voleurs, une troupe de bandits dont la moitié au moins étaient colonels, capitaines, officiers tous d'ailleurs ruinés et dénués de ressources. Au bout de quinze jours, Dumouriez voulut s'en aller. Il se jugeait inutile ; il ne croyait pas qu'il pût rien opérer de bon. Comment faire la guerre avec de pareilles gens ? Comment rester avec une assemblée dont la faiblesse finirait par une dissolution totale ? Sa présence ne donnait-elle pas à

ces misérables de fausses espérances ? Les vérités qu'il leur prodiguait ne lui vaudraient-elles pas leur colère et leur haine ? Il partirait donc pour ne pas se déshonorer, pour ne pas compromettre sa cour ; il pria, Durand de le rappeler.

Pourtant, il demeura. Fallait-il venir si loin, presque à l'extrémité du monde, et s'éloigner si promptement ? *J'avais cru*, disait-il, *trouver là ma gloire*. N'y aurait-il pas quelque gloire à débrouiller cette affaire de Pologne qui, après tout, n'était pas entièrement désespérée ? Cette Confédération, dont l'existence ne paraissait qu'un souffle, ne serait-il pas possible de la ranimer ? Pour la fortifier, pour la rendre respectable et la mettre en état d'agir l'année suivante, ne suffisait-il pas d'une somme de cent mille écus ? Fort de l'argent qu'il distribuerait, Dumouriez établirait la paix entre les Polonais, les empêcherait de se diviser en factions, mènerait la partie militaire, imposerait des règlements à cette cohue et lui donnerait un ensemble ; puis, après avoir fait de petits coups, il exécuterait un plan de hardiesse.

Tout cependant avait l'air de se tourner contre lui. Un quintumvirat, dont l'âme était la comtesse Mniczek, prétendait annuler la Confédération d'Eperies. Les Russes battaient les Turcs. L'Autriche prenait possession de la starostie de Zips et plantait ses aigles dans une partie du palatinat de Cracovie. Dumouriez prévoyait le démembrement dès le 19 septembre, il écrivait que les Autrichiens commençaient par un envahissement, que le roi de Prusse les imiterait et que cela finirait par un traité de partage.

N'importe. Il avait pris son parti. Il se réconcilia avec Pac et Bohusz qui se plaignaient de sa mauvaise humeur et de sa dureté. Puis, le 13 octobre, il fit proclamer l'interrègne ou la déchéance de Stanislas. Cette mesure extrême, et qui déjouait les manœuvres du quintumvirat, ôtait tout prétexte aux cabales. Mais ce qui prouve l'incurable étourderie des Polonais, c'est que Bohusz, en leur lisant l'acte de l'interrègne, s'avisait plaisamment, dans l'éloge du roi Auguste, de remplacer ce nom par celui de Stanislas Poniatowski, et que personne ne s'en aperçut !

Pour que la Confédération eût une forme de gouvernement, Dumouriez confia le pouvoir exécutif à quatre conseils un Conseil de justice, un Conseil de finances, un Conseil des affaires étrangères et un Conseil de la guerre. Il obtint la suspension du *liberum veto*. Il donna deux forteresses aux confédérés Czenstochowa que Pulawski réussit à surprendre et le vieux château de Landskron, situé à six lieues de Cracovie. Il leur donna de l'artillerie qu'il acheta en Hongrie ou déterra chez des seigneurs du pays. Déjà s'ébauchait dans sa tête un projet d'opérations pour la campagne de 1771. Il aurait marché soit sur la Podolie pour inquiéter les derrières de l'armée russe et détruire ses magasins, soit sur Varsovie pour y établir le siège de la Confédération pendant que le comte Oginski, à la tête d'une armée dite de la Lithuanie, se serait dirigé sur Smolensk et Moscou.

Quelle audace Et l'audace était d'autant plus grande que d'Aiguillon avait, à la fin de décembre 1770, renversé Choiseul. Or, si d'Aiguillon n'osait pas rappeler Dumouriez, il le desservait sous main. Il remplaçait à Dresde par un simple secrétaire notre ministre Zuckmantel, qui devait faciliter à Dumouriez, son ami, la levée d'un corps de 6.000 hommes licenciés par la cour de Saxe. Il défendait à notre ministre en Bavière d'envoyer 22.000 fusils commandés par Dumouriez à Munich. Mais Dumouriez comptait quand même *soulever la Lithuanie et mettre*

tout en feu dans la Pologne. N'apportait-il pas aux confédérés l'ordre, des conseils et l'argent ? Le ministre de la guerre, Monteynard, ne lui marquait-il pas que le roi, désirant susciter des embarras aux Russes et donner aux confédérés le plus grand degré possible de consistance, leur accordait un subside mensuel de 60.000 livres ? Monteynard ne lui envoyait-il pas des officiers réformés de toutes armes et des canonniers, la crème des aventuriers ? Dumouriez se disait que, s'il réussissait, il empêchait le partage de la Pologne en opérant une révolution dans le système du Nord et que, s'il échouait, il n'empirait pas le sort des Polonais. Jeune, ardent, confiant en lui-même, il espérait triompher des difficultés. Qu'il se rende maître de la rive gauche de la Vistule, qu'il établisse la Confédération à Cracovie, et les désordres cesseront, les ordonnances seront suivies, les revenus publics ne seront plus volés et dissipés, on pourra avec la caisse militaire lever des troupes pour représenter la République, les puissances étrangères prendront meilleure opinion, les secours viendront, les garants se déclareront, les négociations seront plus faciles et faites avec plus de dignité.

Mais que pouvait-il contre l'indiscipline des troupes et contre l'humeur indépendante de leurs chefs ? Zaremba, Pulawski, Walewski et Miaczynski étaient les principaux de ces chefs.

Vieux, pillard, très fin et homme de guerre, Zaremba avait 4.000 cavaliers et cinq pièces de canon. S'il écrivit à Dumouriez, il refusa toujours de s'aboucher avec lui ; les Russes ne l'attaquaient pas il se gardait de les inquiéter.

Fier, impétueux, plus vaniteux qu'ambitieux, intrépide, mais imprévoyant, léger et docile aux avis de ses entours, nullement avide, pillant pour faire des largesses, libéral du bien d'autrui, répandant à pleines mains l'argent et les grades, Pulawski avait sous ses ordres une foule de détachements épars dont il ignorait la force et la position.

Walewski, conseiller du palatinat de Cracovie, plus rusé que brave, avait des vues profondes et plus suivies qu'on n'en trouve d'ordinaire dans une tête polonaise. Se faire élire maréchal du palatinat de Cracovie, s'attribuer en cette qualité l'autorité du maréchal général de la couronne et la direction des affaires, tel était son plan. Il disposait de 400 hommes d'infanterie très bien tenus et de 500 cavaliers.

Miaczynski, maréchal de Belz, issu d'une grande famille, probe, courageux, le seul chef que Dumouriez ait trouvé fidèle et honnête, mais faible, borné ; paresseux, avait deux bons lieutenants un jeune prince Sapieha, très vaillant, et le colonel Schütz qui commandait un régiment de hussards.

Ces chefs et d'autres encore formaient, s'ils se réunissaient, une armée d'environ 10.000 hommes que Dumouriez appelait l'armée du palatinat de Cracovie. Il fallait, à vrai dire, la payer, l'armer, lui fournir des munitions de guerre et de bouche. Mais Dumouriez comptait sur le subside mensuel ainsi que sur l'argent des confiscations et des impositions militaires. Une fois qu'elle aurait pris une position hardie en avant des palatinats de Sandomir et de Lublin, cette armée pourrait avoir des places d'armes et des magasins de subsistances.

Le 7 avril 1771, Dumouriez entra en Pologne à Rabka. C'était une épreuve qui durerait deux mois. Si, pendant les deux mois, les Polonais se montraient disciplinés et s'ils avaient les mœurs de guerriers policés, il partagerait avec joie

leurs dangers et courrait la même fortune. S'ils faisaient une guerre de brigandage, il les quitterait.

Il se rendit d'abord à Landskron. Il y trouva Miaczynski, Pulawski et Walewski, dont la cavalerie, dispersée dans les petites villes de la montagne, n'osait descendre dans la plaine de Cracovie entièrement occupée par les Russes. Il enflamma les courages ; il répandit le bruit qu'il aurait bientôt un renfort de six cents dragons allemands il recommanda de multiplier sur la cime des collines les feux et les gardes. L'infanterie manquait ; il proposa et cette proposition vigoureuse pouvait changer l'esprit de la nation de vendre 2.500 chevaux en Hongrie 2.500 cavaliers seraient désormais fantassins les gentilshommes polonais refusèrent fièrement de servir à pied. Il fit alors un exemple éclatant. Trois nobles, après avoir violé une femme, lui avaient coupé le bras, et ils avaient maltraité leur colonel qui les blâmait. Ils furent jugés par des chefs qui burent et plaisantèrent avec eux. Dumouriez vint et ordonna de les garrotter tous les trois et de les conduire sur des canons à Skawina où il obtint d'un conseil de guerre leur condamnation. La petite armée se mit en bataille sur deux côtés ; Dumouriez s'adossait aux maisons de Skawina avec 200 chasseurs et deux pièces chargées à cartouches. Le plus coupable des trois, Bronikowski, fut fusillé Dumouriez, mêlant la clémence à la sévérité, déclara qu'au nom du roi de France, il graciait les deux autres ; puis il harangua les Polonais et leur représenta que le vrai courage est le compagnon de l'ordre, de la justice, de l'humanité. Ils furent touchés, et Dumouriez, profitant de l'énergie qu'il leur avait inspirée, les mena sur-le-champ vers Cracovie. Les Russes, intimidés, repassèrent en hâte la Vistule après avoir coupé le pont. Les Polonais occupèrent la rive droite, les salines et le petit bourg de Biala. Ils tenaient trente lieues de pays. A la droite et en tête de leurs quartiers se postèrent 300 hommes de Miaczynski ; à Skawina et devant le pont de Cracovie, 400 hommes de Pulawski ; à une lieue au-dessous de Cracovie, à l'abbaye de Tyniec, dans une presqu'île formée par la Vistule, sur une colline qui dominait cette abbaye et qui fut garnie d'une redoute, 400 fantassins de Walewski, 40 dragons et 16 pièces d'artillerie, sous le commandement d'un officier français, très intelligent, nommé Lisbin. Le quartier général et le conseil de guerre étaient à Biala. De là, Dumouriez veillait à tout, et tout semblait assurer le succès de bonnes positions, des rivières que la fonte des neiges avait gonflées et qui se gardaient elles-mêmes, les fonds considérables que promettait l'exploitation des mines de sel. Par malheur, il n'avait pas une troupe régulière qui pût exécuter ses décisions et celles du conseil de guerre ; les chefs s'approprièrent l'argent des salines et des contributions.

Aussi, lorsque l'ennemi revint de son émoi et que les eaux écoulées rendirent les rivières plus guéables, le plan de Dumouriez fut, en un clin d'œil, renversé. Le 20 mai, les Russes, conduits par Drewitz et Souvorov, marchèrent contre les Polonais qui plièrent partout. Pulawski était allé à Czenstochowa chercher des renforts. Il reçut de Dumouriez l'ordre de rebrousser chemin au plus tôt. Mais il n'avait d'autre dessein que de **brigander** ; ses 600 cavaliers s'attardaient à ravager les endroits où ils passaient et il ne menait avec lui que cent fantassins et deux canons. Sitôt qu'il vit les progrès des Russes et le péril de Miaczynski qu'il jalousait, il recula sur Rabka, et vainement Dumouriez lui dépêcha courrier sur courrier pour lui rappeler sa réputation et son honneur.

Walewski s'était jeté dans Tyniec ; il y résista durant la nuit du 21 au 22 mai à de furieux assauts. Mais les Russes entrèrent dans la redoute de la colline ; le prussien Ried, qui commandait l'ouvrage, les laissa pénétrer sans combat.

Désespéré ; Walewski résolut de faire une sortie ; trois officiers français, Duclos, Desprez et Maréchal, se mirent à la tête de 200 hommes et s'emparèrent de la redoute ; les Russes, pris de panique, abandonnèrent l'attaque de Tyniec, et Walewski courut vers Landskron, à l'aide de Miaczynski.

Le 23, à 7 heures du matin, Dumouriez rejoignit Walewski et Miaczynski. Mais déjà les Russes paraissaient. Dumouriez avait sur une montagne 900 hommes dont 70 chasseurs à pied et un canon ; les chasseurs, postés dans un bois, se sauvèrent à l'approche de l'ennemi. De même, la cavalerie qui formait la gauche. De même, les hussards de Schütz qui, après avoir déchargé leurs carabines, se rompirent entièrement. Tout le monde fuyait Dumouriez suivit le torrent. Le jeune Sapieha périt et Miaczynski tombant de cheval fut fait prisonnier.

Dumouriez n'avait plus d'armée. Dégoûté de cette guerre indigne, il regagna la frontière de Hongrie. Pourtant, de retour à Eperies, il conseilla la Confédération et géra les affaires avec la même activité. Il fit la paix avec Pulawski, qui lui jura d'exécuter désormais ses ordres.

Mais il avait demandé son rappel et il l'obtint. Le comte de Broglie, qui dirigeait la diplomatie secrète de Louis XV, écrivait au roi que l'affaire de Landskron avait **un peu effarouché** le duc d'Aiguillon, que Dumouriez n'aurait pas dû se commettre avec des Polonais rassemblés au hasard contre des Russes enrégimentés, et d'Aiguillon blâmait. Dumouriez d'avoir méconnu le caractère des Polonais qui devaient, non pas faire une guerre régulière, mais **voltiger sans cesse**.

Le baron de Vioménil vint remplacer Dumouriez ; il le rencontra le 31 août, à Teschen. Il y eut dans les premières entrevues beaucoup de réserve et de froideur. Peu à peu la glace se fondit. Lorsque les deux hommes se séparèrent, ils étaient contents l'un de l'autre Vioménil mandait à Versailles que Dumouriez l'avait éclairé sur tous les points, qu'il méritait les bontés du ministre par sa conduite et son zèle, qu'il avait du courage et des talents, qu'il était rempli d'esprit et de connaissances, que ses comptes offraient la plus grande netteté. Dumouriez avait en 1770-1771 agité les Polonais plus qu'il ne les avait menés. Mais il montra dans sa mission de belles qualités fermeté, vigueur, décision. Il prit sur lui, comme il dit, et, à un instant, il entraîna la Confédération, si méprisable qu'elle fût ; lui imprima un **grand élan**. C'est, écrivait plus tard Miaczynski à Dumouriez, *par vous et sous vos yeux qu'elle prenait une existence*.

CHAPITRE IV

PRISON ET MARIAGE

D'AIGUILLON ET MONTEYNARD — LE TABLEAU SPÉCULATIF DE L'EUROPE — LA MISSION DE HAMBOURG — LA BASTILLE — LE CHÂTEAU DE CAEN — MARIAGE ET SÉPARATION — TOURNÉES ET RECONNAISSANCES — LE COMMANDEMENT DE CHERBOURG — PRESENTIMENTS.

DUMOURIEZ n'était pas pressé de regagner la France ; il savait qu'il serait mal reçu. Il prit le chemin des écoliers et fit un voyage d'instruction à travers l'Allemagne ; il vit en Bohême les [champs de gloire](#) du grand Frédéric et en Saxe le camp de Pirna puis, par Dresde, Leipzig et Francfort, par Bruxelles et Mons, par Saint-Quentin, où il passa quelques jours auprès de sa sœur, l'abbesse de Fervacques, il arriva dans les premiers jours de 1772 à Paris.

L'audience qu'il obtint du ministre des affaires étrangères fut orageuse.

- Le roi, lui dit le duc d'Aiguillon, est fort mécontent de votre conduite.
- Pourquoi ?
- Il y a trois griefs contre vous. Vous avez fait des plans trop vastes.
- Ils ont été approuvés.
- Vous avez traité les Polonais comme des nègres.
- J'ai reproché leur lâcheté et leurs vices à quelques particuliers ; mais j'ai toujours eu pour la Confédération le respect dû à un corps de nation.
- Vous avez demandé votre rappel.
- La manière dont vous me recevez, me rend heureux de l'avoir obtenu.
- Vous ne vous attendez pas, j'espère, à des récompenses.
- Je vous crois juste.

Le marquis de Monteynard, ministre de la guerre, ennemi de d'Aiguillon et ami de Choiseul, récompensa Dumouriez. Le 24 mars 1772, le jeune homme était attaché, dans le grade de colonel des troupes légères, avec 3.000 livres d'appointements, à la suite de la Légion de Lorraine il avait, disait le bureau, beaucoup de talent et toutes les qualités de cœur et d'esprit qu'exigent les

missions les plus délicates, et en Pologne, il s'était acquitté de sa tâche **autant que possible et de façon à mériter les grâces du roi.**

Monteynard avait pour Dumouriez une vive sympathie il fit de lui son Favier, son mentor diplomatique. Ce fut pour Monteynard que le colonel composa, dans le mois de février 1773, un *Tableau spéculatif de l'Europe.*

Dans ce travail, Dumouriez apprécie d'abord les trois premières puissances du continent, la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Depuis le partage de la Pologne, dit-il, la Russie pèse sur l'Allemagne dont elle s'est rapprochée, et ses succès sur les Turcs lui assurent la Mer Noire. Veut-elle relever l'empire de Constantinople ? Non. Certes, un jour, la Turquie, mal constituée, divisée, avilie, épuisée, se dissoudra dans toutes ses parties. Mais, en ce moment, l'impératrice Catherine vise à la Finlande et, pour l'avoir, elle rétablira l'anarchie en Suède et attaquera Gustave III qui ne pourra que succomber.

La Prusse, c'est Frédéric, ce **monarque extraordinaire, ce créateur, maître et moteur du système de partage,** cet homme qui conduit tout et qui entraîne la Russie et l'Autriche **désormais secondaires et subalternes.** Dumouriez croit qu'il n'en restera pas là. Uni à la Russie et au Danemark contre la Suède, Frédéric saura sans doute obtenir Wismar et la Poméranie suédoise, l'Oldenbourg et le Mecklenbourg, Brême, Verden, Hambourg, tout le nord de l'Allemagne.

Il y a deux partis à la cour de Vienne. L'un, attaché à l'impératrice Marie-Thérèse et dirigé par Kaunitz, possède le pouvoir et l'argent ; il désire la paix. L'autre a Joseph à sa tête, et Joseph est inquiet, fécond en projets, avide de gloire ; il déteste les Français ; il admire le génie de Frédéric ; il craint ses sarcasmes. Pour l'instant, selon Dumouriez, l'Autriche, ne pouvant ni n'osant se mesurer avec Frédéric, ne cherche d'agrandissement qu'au Sud et, à la paix prochaine, elle gagnera peut-être Belgrade et la Serbie. Une conquête plus utile pour elle serait celle de l'Alsace et de la Lorraine ou bien celle de l'Italie, et Frédéric la suggère certainement à Joseph n'est-ce pas occuper, éloigner ce dangereux jeune homme, et, par là, assurer la prépondérance de la Prusse ?

Mais l'Empire Germanique ? Ce n'est plus qu'un mot. La Prusse et l'Autriche le démembrent. La France ne peut même pas compter sur ses troupes auxiliaires. Que l'Empereur rompe le traité de Versailles, qu'il présente la guerre de France comme une guerre d'Empire pour la conquête de l'Alsace le corps germanique se réveillera de sa langueur et se réunira pour marcher sous les aigles de son chef et partager les dépouilles de la France.

Dumouriez passe ensuite à la Suède et à l'Angleterre. Le roi de Suède, attaqué par la Prusse, la Russie et le Danemark, laissera sans doute la Prusse séquestrer la Poméranie ; il confiera la guerre de Finlande au plus habile de ses lieutenants et, comme Charles XII, il ira combattre les Danois ; il n'a d'autre ressource que son héroïsme.

Les Anglais, ces **tyrans de la mer,** ne sont dans le Nord que marchands. Ce qui leur importe le plus, c'est l'Inde, et de là, leur hostilité contre la France et l'Espagne ; toute alliance de l'Angleterre avec la France ne peut être que précaire, pleine de soupçons, pleine de mauvaise foi une guerre que ces deux puissances commenceraient de concert, ne finirait pas sans qu'on les vît se tourner l'une contre l'autre.

L'Angleterre, l'Autriche, la Prusse, la Russie sont des puissances actives. La France est une puissance passive, une puissance faible, une puissance de second ordre et qui court des dangers imminents. La guerre de Sept-Ans l'a laissée dépourvue de toute ressource et dépouillée de sa gloire. Elle a deux alliés, l'Espagne et l'Autriche. Mais quelle union onéreuse ! L'Espagne n'a pas de marine, et l'égoïste Autriche, qui lentement, mais sûrement ne tend qu'à s'agrandir, n'observe les traités qu'aussi longtemps qu'ils lui sont utiles. Quoi ! l'Europe est toute guerrière et la France est absorbée par le luxe et les idées financières Elle ne se prépare pas à la guerre ! Elle ne se montre pas armée ! Ne sait-elle pas que la force lui rendrait **l'influence du respect** et que ses petites négociations, ses subtilités à peine dignes d'une république d'Italie lui enlèvent ses alliés et lui attirent la dérision de ses ennemis ? Que fait-elle en Pologne ? Elle envoie à l'aventure une vingtaine d'officiers que la Russie met en prison ; elle donne un mince subside à quelques malheureux expatriés, de quoi les retenir dans leur obstination pour **les précipiter plus vite** ; puis elle désavoue publiquement cette démarche puérile et fait reconnaître le **roi esclave** qu'impose la Russie Et en Suède ? Elle ne profite pas de la révolution glorieuse qu'un jeune prince exécute dans ce royaume et elle dépêche un ministre à Pétersbourg autre démarche inutile, avilissante qui contraste avec la protection qu'elle prétend accorder à la Suède, à la Pologne et à la Turquie !

Quels moyens, conclut Dumouriez, **pour se garantir de l'orage, pour soutenir et repousser ,la pression du septentrion sur le sud** ? Il faut déployer la vigueur de la France. Il faut rompre l'union des trois puissances actives et gagner la Prusse ; ni la Russie qui est trop loin, ni l'Autriche qui est trop près, n'est une alliée de convenance la véritable alliée, c'est la Prusse. Il faut donner au duc de Deux-Ponts la succession de Bavière ce prince, adossé à nos frontières, fait notre avant-garde et préserve nos provinces. Il faut fortifier nos places et augmenter notre armée, non à la française, sur le pied de garnison, mais à la Frédéric, avec tout l'appareil de la guerre. Il faut avoir en Flandre un corps de troupes menaçant. Il faut négocier avec la Hollande et avec l'Angleterre. Il faut chasser les Allemands d'Italie et, dans ce dessein, la France se fera le chef de la ligue méridionale de l'Europe elle entraînera l'Espagne et Naples elle s'assurera des républiques de Gênes et de Venise, de l'État de Parme, des points essentiels de Mantoue et de Ferrare ; elle aura l'alliance la plus étroite, la plus intime avec le roi de Sardaigne qui sera roi de Lombardie, et ainsi elle redeviendra la première puissance de l'Europe.

Tel est ce mémoire de Dumouriez. Il prévoit une guerre générale, une guerre de conquête le roi de Prusse a, comme il dit, donné l'impulsion, et la fureur des envahissements a saisi les souverains. Il s'élève déjà contre l'alliance de 1756 : les liens du traité de Versailles, écrit-il, sont si relâchés ! Il propose de porter à l'ambitieuse Autriche un coup terrible en la frappant dans cette Italie qu'elle voudrait conquérir. Le mémoire manque d'ordre et de précision. Mais il témoigne d'un chaud et noble patriotisme. La France, telle que la représente et que la veut Dumouriez, est la plus belle nation du monde, la plus spirituelle, la plus courageuse elle doit jouer le rôle qui convient à la majesté de sa puissance ; elle a des frontières hérissées de places fortes qu'il est facile de défendre ; elle peut avoir des armées nombreuses, et ses points d'attaque sont tournés vers l'Allemagne qu'il est aisé d'envahir ; elle a donc les moyens ; tout dépend de son administration intérieure.

Monteynard fut si content du mémoire qu'il employa Dumouriez dans une mission secrète en Basse Allemagne **des yeux comme les vôtres**, lui disait-il, **savent voir et prévoir**.

Gustave III avait rétabli l'autorité royale en Suède et, menacé par la Russie et la Prusse, demandait secours à la France. Le duc d'Aiguillon voulait envoyer des troupes mais il fallait, pour les transporter, obtenir la permission de l'Angleterre, et l'Angleterre proposa de les embarquer sur un convoi escorté par sa flotte. Monteynard, indigné, jura qu'elles ne passeraient pas en Suède sous la honteuse protection du drapeau anglais. Dumouriez lui suggéra un moyen. Il se rappelait qu'un colonel Lascy recrutait chaque année à Hambourg au service de l'Espagne douze cents étrangers. Pourquoi ne pas enrôler ainsi le contingent que la France devait fournir à la Suède ?

Monteynard soumit le projet à Louis XV : **Qui vous a donné cette idée ?** dit le roi. **Le colonel Dumouriez**. Eh bien, qu'il aille à Hambourg, qu'il voie sur les lieux si la chose est faisable, mais que d'Aiguillon n'en sache rien. Si hardi que fut Dumouriez, il eut peur et il objecta sur-le-champ à Monteynard : **Cette mission relève du ministre des affaires étrangères ; il la connaîtra ; il m'en voudra ; il est plus puissant que vous ; le roi vous abandonnera, vous renverra, et moi, je serai perdu**. Faites au moins que j'aie un ordre du roi. Monteynard revint trouver le roi. **Amenez-moi Dumouriez**, s'écria le roi avec impatience. Le soir même, Dumouriez était présenté à Louis XV : **Partez pour Hambourg**, dit brièvement le roi, **et exécutez les ordres de Monteynard**.

Dumouriez partit. Mais il faillit, dès le début, éveiller par son imprudence les soupçons du duc d'Aiguillon. Il était allé voir le comte de Creutz, ministre de Suède ; il lui dit qu'il faisait un voyage dans le Nord pour son plaisir, qu'il pousserait peut-être jusqu'à Stockholm, qu'il prendrait volontiers les commissions du diplomate. Creutz prévint d'Aiguillon, et Monteynard dut défendre à Dumouriez de se rendre en Suède où, selon d'Aiguillon, l'arrivée d'un colonel français produirait un bruit inutile. **Cette défense**, avouait Dumouriez à Monteynard, **ne me présage rien de bon ; notre correspondance sera découverte vous serez compromis et, moi, écrasé**.

Favier chassa les sombres pressentiments de son ami. Pourquoi aller en Suède et même pourquoi tenter de secourir la Suède ? A quoi servirait l'amitié de Gustave III, de ce Gustave qui n'était pas Adolphe ? Qu'était-ce que sa révolution, sinon un acte sans importance et une étourderie de jeune homme ? Dumouriez ferait mieux d'étudier Berlin, et Favier lui envoya une lettre de recommandation pour le prince Henri de Prusse. Il présentait Dumouriez comme un homme attaché aux vrais principes, c'est-à-dire à l'alliance prussienne ; il ajoutait qu'il touchait au but, que la vérité, grâce à ses efforts, **approchait d'un intérieur d'où on avait tout fait pour l'écarter**. Favier était, en effet, depuis quelques semaines, chargé par le comte de Broglie, avec appointements mensuels de vingt-deux louis qu'il mangeait, sitôt touchés de rédiger un grand travail sur la situation politique et il se doutait que ce travail, qu'il intitulait *Conjectures raisonnées sur l'état de l'Europe*, était destiné au roi.

Sur le conseil de Favier et avec l'autorisation de Monteynard, Dumouriez résolut de voir et le prince Henri de Prusse et Frédéric, ce Frédéric qu'il nommait en 1792 le plus grand des rois, ce Frédéric qui fascinait ses ennemis mêmes par son prestige et à qui Dumouriez, en 1756, avait, comme tant d'autres Français, souhaité la victoire. Il pensait qu'à son retour, fort de son expérience et de ses relations, il saurait aider le ministère à faire cette alliance prussienne qui devait

être, selon Favier, l'idéal de la politique française. Le ministère ne serait pas le ministère d'Aiguillon ce serait un ministère où Monteynard garderait le portefeuille de la guerre et où le comte de Broglie remplacerait d'Aiguillon. Sans doute Broglie semblait se défier de Dumouriez qu'il tenait pour une créature de Choiseul lorsque le colonel lui rendit visite avant de partir et voulut lui parler politique, le comte répondit sèchement qu'il ne se mêlait plus d'affaires. Un instant, Broglie fit même mauvaise mine à Favier. *On a su, écrivait Favier à Dumouriez, qu'à Versailles tu logeais chez moi et qu'à Paris nous ne nous quittions pas ; voilà d'où venait le refroidissement dans les derniers temps de ton séjour ici.* Mais Favier voyait quotidiennement le comte de Broglie, il lui était utile, il lui devenait agréable et il ne désespérait pas de le ramener. Dumouriez craignait le caractère des Broglie, jugeait qu'ils étaient fort dangereux et qu'il ne fallait pas trop se livrer à eux. *Oui, répliquait Favier, mais au moins ils ont un caractère, et leur franchise, leur fermeté, leur audace me rassurent.*

Les deux amis projetèrent même de réconcilier le comte de Broglie avec les Rohan-Soubise qui récemment avaient causé sa disgrâce réconciliation difficile, remarquait Dumouriez, parce que les Rohan-Soubise étaient sots et que les Broglie avaient trop d'esprit. Mais Guibert, qui faisait alors un voyage en Allemagne, comptait voir à Vienne le cardinal de Rohan, ambassadeur de France. Il y avait donc complot. Guibert, Favier, Dumouriez et le chevalier de Ségur, qui servait naguère d'aide de camp à Dumouriez et qui transmettait secrètement sa correspondance à Monteynard, étaient d'accord pour culbuter d'Aiguillon. *J'espère, disait Favier en son langage familier, que Broglie est un bon chien, qu'il prendra son gibier, et je serai bien aise d'en tirer pied ou aile.* Dumouriez se flattait, si la guerre éclatait, d'être le second de Maillebois qui serait, sous les ordres du prince de Condé, chef de l'état-major.

Il quitta Paris au commencement de mai 1773 et passa d'abord un mois à Bruxelles. Puis il gagna Hambourg où il s'amusa. Il n'était plus question de secourir la Suède les deux factions qui divisaient ce royaume, les chapeaux et les bonnets, s'étaient accommodées.

Le jeune colonel ne cessait pourtant de correspondre soit avec Monteynard soit avec Favier, Ségur et Guibert. Mais s'il écrivait en chiffre à Monteynard, il écrivait en clair à ses amis, sans autre précaution que celle de désigner les personnes par des sobriquets transparents. Broglie était le *petite ami* à cause de sa petite taille ; Guibert, le *connétable* à cause de sa tragédie sur le connétable de Bourbon ; Rohan, le *blondin*, à cause de sa chevelure blonde dont il prenait un soin ridicule ; d'Aiguillon, le vilain ; le roi, le *directeur de la librairie* ou le *sergent-major* ; le complot, la *triple alliance* ou la *coalition*. Rien de plus aisé pour la police, si elle surprenait les lettres, que de deviner de tels surnoms.

Ces lettres étaient très intéressantes. Nos amis parlaient de toutes choses à cœur ouvert. Dumouriez disait que les philosophes n'avaient que de l'orgueil, que s'il était ministre, il aurait leur plume à ses ordres en caressant leur amour-propre, qu'il les laisserait voyager en ordonnant à ses ambassadeurs de brûler de l'encens sur leur passage et, qu'en revanche, ces messieurs brûleraient leur encre sur ses autels.

Un trait remarquable de cette correspondance, c'est son patriotisme. Du dehors, nos Français jugent la décadence de leur pays profonde et irrémédiable. Guibert mande tristement à Dumouriez que le nom de Français n'est plus une parure, qu'il n'ose plus se vanter d'être Français : *J'ai vu les trois grandes puissances qui balancent les destinées de l'Europe ; nous, nous sommes morts.* Dumouriez

trouve que la France, victime de son malheureux gouvernement, est en léthargie. Plus que jamais il prévoit une révolution : **Le mouvement a été si rapide que les événements de dix ans se sont accumulés en trois ans**, et il pense que cette révolution éclatera en 1775, qu'elle sera précédée d'une grande guerre, que les barbares envahiront de nouveau la Gaule, mais que, cette fois, ils joindront à la grossièreté et à la férocité la prétention des connaissances.

Il se montrait bien supérieur à Favier par la noblesse des sentiments et s'irritait de ne rencontrer autour de lui, même chez les gens les plus élevés, que des **âmes molles**. En un temps d'intrigue, où chaque ministre voulait avoir des créatures et non des agents, en un temps où tout le monde portait la livrée, où le **laquaïsme** était une vertu, il jurait de n'être la créature et le laquais de personne, de ne porter la livrée de personne il resterait un homme libre, et une époque viendrait qui demanderait des hommes libres, des hommes braves, capables de soutenir l'honneur faiblissant de la nation.

Cette mâle fierté plaisait à ses amis et les reconfortait. Un d'eux assurait que Dumouriez avait, par ses martiales exhortations, développé en lui un germe d'énergie étouffé jusqu'alors ; il se félicitait de connaître Dumouriez et de savoir ce que Dumouriez avait fait ou projetait de faire ; il souhaitait de suivre le même chemin **aussi peu battu qu'honorable** ; ce chemin, disait-il à Dumouriez, **peut te mener à tout !** De telles paroles, même inspirées par l'amitié toujours partielle, ne prouvent-elles pas que Dumouriez n'était pas un homme ordinaire ?

Mais, en attendant qu'il pût arriver à tout, il était à Hambourg, surveillé, entouré d'espions du duc d'Aiguillon. Dans la nuit du 31 août, il fut arrêté par l'envoyé de France, qui lui présenta l'inspecteur de police d'Hémery, homme fort aimable et fort doux. D'Hémery avait ordre de l'emmener. Le 13 septembre, Dumouriez était incarcéré à la Bastille ; six jours auparavant, Favier fit Ségur l'y avaient précédé.

Tous les papiers de Dumouriez avaient été saisis et remis à d'Aiguillon. Le duc fut ravi de l'aubaine. Il allait donc écraser ses ennemis ! Il allait ruiner la confiance du monarque dans le comte de Broglie, détruire cette correspondance secrète que Louis XV entretenait en dépit de ses ministres ! Aussi, il ne manqua pas de s'indigner du ton railleur et irrespectueux que prenaient Dumouriez, Favier et Ségur, lorsqu'ils parlaient du roi et de la cour. Il jeta feu et flamme, et, comme disait Louis XV, il tomba fort sur Monteynard et sur Broglie. Évidemment, ces deux hommes étaient de connivence ! Monteynard envoyait en Allemagne, à l'insu de ses collègues, ce fou de Dumouriez que Favier recommandait au prince Henri, ce Dumouriez qui voulait rompre l'alliance de la France avec l'Autriche et déchaîner la guerre ! Et Broglie ! Broglie avait une liaison intime avec ce Favier qui prônait la Prusse et accusait l'Autriche de causer tous les malheurs de la France Il se servait de Favier pour rédiger un mémoire qui prêchait une volte-face de la politique royale ; il tâchait d'embrouiller les affaires afin de se rendre indispensable ; il avait dans toutes les cours des émissaires chargés de décréditer d'Aiguillon, le ministre de Sa Majesté ! Et d'Aiguillon s'écriait : **Le rang des conspirateurs ne les protégera pas ; on verra que je suis le petit-neveu du grand cardinal et je ne craindrai pas de rougir l'échafaud du sang le plus illustre !**

Louis XV pouvait, d'un mot, faire taire d'Aiguillon. Il n'osa pas lorsque Broglie, perdant patience, écrivit au duc pour, le taxer de mauvaise volonté, le roi exila son confident à Ruffec, tout en lui ordonnant sous main de continuer la

correspondance secrète ! Pourtant, il défendit à d'Aiguillon de perquisitionner chez le secrétaire de Broglie **Vous ne trouveriez, dit-il, que des mémoires insignifiants qu'il m'envoie de temps à autre**, et quand le duc proposa de nommer une commission d'enquête et désigna le conseiller d'État Marville et le maître des requêtes Villevault, **vous nommerez aussi M. de Sartine, ajouta le roi, le lieutenant de police est commissaire-né, on ne peut l'exclure**. Il comptait sur Sartine qui connaissait son secret.

Sartine fit tout ce qu'il fallait faire pour modérer le zèle de ses collègues et pour atténuer la gravité des accusations portées par d'Aiguillon. Le duc aurait volontiers impliqué dans le procès tous ceux dont il avait intercepté des lettres, Guibert, Bon, Marbeau, Châteauneuf ; il espérait montrer que la **conjurat**ion avait des affiliés dans toutes les cours. Sur l'avis de Sartine, la commission se contenta de traduire devant elle les trois prisonniers de la Bastille, Dumouriez, Favier et Ségur.

Dès son entrée à la Bastille, Dumouriez avait eu le frisson. On le mit au secret absolu ; on le logea dans la troisième Liberté, c'est-à-dire dans la chambre du troisième étage de la tour de la Liberté. Pas de livres ; pas de papier ni d'encre ; un vieux lit de serge ; une table de bois ; une chaise de paille ; une fenêtre étroite et garnie de deux barreaux de fer.

Mais le secret ne dura officiellement que huit jours. Le lendemain de son arrivée, Dumouriez reçut la visite du vieux gouverneur de la Bastille, le comte de Jumilhac, qui, sans doute sur l'ordre du roi, adoucit le sort du prisonnier. Chaque matin, Jumilhac venait causer avec Dumouriez et lui conter la chronique galante de Paris. Durant six mois, il le choya, le régala ; il lui donnait quotidiennement des citrons et du sucre, du café, du vin étranger. Dumouriez avait cinq plats à dîner, trois plats à souper, sans le dessert, et sa pension coûtait à l'État dix livres par jour, ou vingt-cinq francs de notre monnaie. Il finit par être heureux à la Bastille pas un instant il ne connut l'ennui. Grâce à la complaisance de Jumilhac, il avait obtenu une autre chambre, commode et chaude, la plus belle du château, la chambre dite de la chapelle, parce qu'elle était sous la tour de, la chapelle. Quatre personnages qui furent décapités, le connétable de Saint-Pol, le maréchal de Biron, le chevalier de Rohan et le général Lally, l'avaient habitée. Mais Dumouriez ne craignait pas l'échafaud. Sartine, qui le voyait chaque semaine, lui faisait envoyer des livres de toute sorte, et Dumouriez lut ainsi Stace et Silius Italicus. **Avez-vous lu Stace ?** disait-il en 1792 au duc de Chartres. — **Non.** — **Et Silius Italicus ?** — **Pas davantage.** — **Vous n'avez pas eu le temps de lire, vous n'avez jamais été à la Bastille !**

Il lut des *Voyages*. Il lut les *Mémoires* de Beaumarchais contre Goetzman et il les jugeait excellents ; ces *Mémoires*, disait-il, avaient par leur gaieté, par la sensibilité et par toutes les affections qu'ils exprimaient, enflammé son cœur et amusé son esprit.

Son bonheur fut complet lorsqu'il put avoir, outre ses deux domestiques, du papier, de l'encre et des plumes. Il fit un essai sur les voyages, un traité des Légions, un mémoire sur Hambourg et la Basse Saxe, que sais-je encore ? Tout cela en un mois. **Il est homme**, rapporte un contemporain, **à écrire deux jours de suite sans débrider**.

Vint l'interrogatoire des trois prisonniers. Le seul crime de Ségur était d'avoir plaisanté sur la présentation de la Du Barry à la dauphine. Il fut piteux il pleura, demanda pardon.

Favier exposa que ses relations avec le prince Henri de Prusse étaient connues de tout le monde. Quant au travail dont il parlait dans ses lettres, il l'avait entrepris pour le comte de Broglie qui désirait avoir sous les yeux un tableau d'ensemble de la situation politique et qui lui avait expressément recommandé de s'abstenir de toute personnalité ; le mémoire était donc purement historique. Il reconnut qu'il n'aimait pas le duc d'Aiguillon et qu'il avait souhaité d'opérer entre Broglie et Monteynard un rapprochement qui ne s'était pas produit.

Dumouriez se défendit avec autant d'adresse, et avec plus de bonne humeur. Il subit quatre interrogatoires. Sartine lui avait enjoint d'être *discret*, c'est-à-dire de ne pas révéler le secret du roi Dumouriez fut discret il répondit sans jamais se compromettre et sans jamais avouer qu'il voyageait par ordre de Sa Majesté. Il restait gai. Le soir de son entrée au donjon, il avait demandé du poulet. *C'est vendredi*, objecta le major. *Vous avez charge de ma personne*, répliqua Dumouriez, *et non de ma conscience ; je suis malade, car la Bastille est une maladie, et je veux un poulet.*

II a fait le portrait des trois commissaires Marville était grossier et goguenard ; Villevault, très faux et grand chicanier ; Sartine, fin et poli ; le greffier, un avocat aux Conseils, du nom de Beaumont, avait plus d'esprit qu'eux tous.

Dès le premier interrogatoire, Dumouriez se mit à railler.

Savez-vous, lui dit-on, pourquoi vous êtes à la Bastille ?

— Je m'en doute, répondit-il, mais la question sent l'inquisition. C'est moi qui défends la place ; c'est à vous de tirer les premiers.

— Pensez-vous que nous voulions vous surprendre ?

— C'est assez de m'avoir pris.

— Pourquoi aviez-vous une lettre pour le prince Henri ?

— Favier, pour qui ce prince a des bontés, me l'avait donnée.

— Vous alliez faire des propositions à la cour de Prusse ?

— De quelle part ?

— De la part de Broglie et de Choiseul.

— Je ne comprends pas.

— Vous désiriez la guerre, comme Broglie et Choiseul la désirent, et ils vous avaient chargé de troubler l'Europe.

— Eh, croyez-vous que Broglie et Choiseul soient assez étourdis pour négocier ainsi de leur chef et sans ordre du roi avec la Prusse et que Frédéric irait changer sa politique sur les insinuations d'un petit colonel comme moi ?

— Avez-vous écrit au roi ?

— A quel roi ?

— Au roi de France.

— Jamais, et quand cela serait, est-ce un crime ?

— Lui avez-vous parlé ?

— Jamais.

Tel fut le premier interrogatoire, et Dumouriez, enhardi, demanda qu'on lui fit venir quelques livres de sa bibliothèque. **Vous oubliez, remarqua Sartine, qu'avant de partir pour Hambourg, vous avez vendu vos livres et vos meubles ; il n'y a plus rien chez vous.** La chose n'était pas vraie ; mais Dumouriez devina que Sartine craignait de trouver dans son logis des papiers compromettants.

Le deuxième interrogatoire porta sur la mission confiée à Dumouriez par Monteynard. Dumouriez répondit qu'il avait une mission du ministre de la guerre et qu'il rendait compte au ministre qui, sans doute, rendait compte au roi.

Hâissez-vous, lui dit Marville, le duc d'Aiguillon ?

— La question est-elle sérieuse ?

— Je vous ordonne d'y répondre.

— Osez la faire écrire et j'y répondrai.

— Elle n'a pas besoin d'être écrite.

— J'exige qu'elle soit écrite.

— Vous êtes un téméraire.

— Et vous, un brouillon. Mais, M. le greffier, n'écrivez rien de toutes ces sottises.

— Je n'ai garde, dit le greffier.

— Eh bien, reprit Dumouriez, je n'aime ni ne hais le duc d'Aiguillon que je connais fort peu. Mais, puisque j'ai l'espoir, en me défendant, de faire savoir au roi comment il est servi par son ministre des affaires étrangères, je vais déposer dans cet interrogatoire huit griefs contre sa conduite premier grief, abandon de la Pologne ; deuxième grief, abandon de la Suède ; troisième grief, liberté laissée à la Russie en Orient ; quatrième grief.

— Prenez garde, interrompit Sartine, tout ce que vous dites contre le duc d'Aiguillon, retombe sur le roi.

— J'ai appris du roi lui-même à distinguer sa personne sacrée de celle de ses ministres ; depuis dix-sept ans que je suis au service, Sa Majesté a disgracié ou renvoyé vingt-six ministres.

Dans l'interrogatoire suivant Marville montra les lettres de Ségur qu'il qualifiait d'affreuses ; un homme à qui Ségur écrivait des lettres pareilles, manquait sûrement de respect à son roi

C'est vous-même, répondit Dumouriez, qui manquez de respect à Sa Majesté ; il faut respecter les goûts du roi et ses plaisirs et les secrets de son intérieur ; un tel interrogatoire compromet le roi et blesse sa dignité.

Louis XV finit par intervenir. Il en voulait un peu à Dumouriez. **C'est un fou, s'était-il écrié ; il veut la guerre dont je ne veux pas et la rupture d'une alliance**

que j'ai faite et qui subsistera tant que vivra l'impératrice. Mais deux fois par mois, Dumouriez lui écrivait pour demander des juges. Un jour, Louis XV dit négligemment à d'Aiguillon qu'il fallait terminer l'affaire **Il y a longtemps que ces gens-là souffrent et ils ne sont guère coupables**. La commission fit son rapport, et elle ne pouvait le conclure autrement Sa Majesté, disait-elle, connaissait désormais la correspondance de Dumouriez avec Monteynard ainsi qu'avec Favier et Ségur ; elle savait que le comte de Broglie avait des intelligences avec Favier et correspondait en pays étranger à l'insu du ministre duc d'Aiguillon ; toutes ces lettres précises et authentiques semblaient n'avoir qu'un même but **déranger le système politique de l'Etat et entraîner une guerre générale**.

D'Aiguillon triomphait. Après avoir renversé Choiseul, il avait la joie de l'égaliser en pouvoir. Le pauvre Monteynard qui, durant le procès, était, selon le mot de Favier, comme un homme qui danse en sabots sur un fil d'archal, eut ordre de remettre le portefeuille de la guerre à d'Aiguillon. Le comte de Broglie resta confiné à Ruffec ; il eut beau dire au roi que le public le regarderait dorénavant comme un vil intrigant il fut victime de sa fidélité.

Mais d'Aiguillon n'osa pousser le procès à bout. Les trois prisonniers furent exilés, Ségur, au château de Camon en Languedoc, Favier à Doullens et Dumouriez à Caen.

Le colonel versa des larmes en quittant Jumilhac qu'il tenait, disait-il, pour le père le plus tendre, et qui, au dernier moment, sur le seuil même du donjon, l'obligea d'accepter un prêt de cinq cents louis. **Qui croirait**, écrivait alors Dumouriez, **qu'on peut regretter la Bastille ? Rien n'est cependant plus vrai**.

Le 8 mars 1774, un inspecteur de police, Marais, très honnête et obligeant, installa Dumouriez au château de Caen. Dumouriez avait un bel appartement et un jardin potager ; il était comme à la campagne ; il sortait quand il voulait ; il rendait des visites. Le 10 mai suivant, mourait Louis XV. Dumouriez écrivit aussitôt à Sartine un nouveau monarque excitait toutes les espérances et promettait un règne heureux ; au milieu de la joie publique, du rappel des exilés, du bonheur de la nation, Dumouriez serait-il seul oublié ? Trois ministres, Maurepas, Du Muy, Vergennes examinèrent l'affaire de la Bastille ; ils reconnurent l'innocence de Dumouriez, de Favier, de Ségur, et Louis XVI fit brûler toutes les pièces du procès.

Par le hasard de la lettre de cachet, Dumouriez avait retrouvé à Caen sa cousine, Marguerite de Broissy. Entrée dans un couvent d'hospitalières à Bayeux, Marguerite de Broissy était tombée malade ; elle avait dû rompre son noviciat. En 1770, lorsque Dumouriez, partant pour la Pologne, croyait de son devoir de lui offrir de nouveau sa main, elle répondait de nouveau, du pied de son crucifix, qu'elle avait renoncé au monde et que son cousin ferait bien de l'imiter. Retirée à Caen au couvent des Repenties, elle y vivait dans les pratiques de la plus haute piété. Dumouriez alla la voir. La petite vérole avait grossi ses traits. **Comme tu es changée !** lui dit-il. Huit jours plus tard il apprit qu'elle avait la fièvre miliaire ; il la soigna pendant un mois, du matin au soir ; la malade ne recevait rien que de sa main. Finalement, lorsqu'elle fut convalescente, bien qu'il eût pour elle, non plus une passion fouguese comme en 1763, non plus même de l'amour, mais simplement une très tendre estime, Dumouriez l'épousa. Ce fut le 13 septembre 1774 qu'eut lieu le mariage il fallut, pour obtenir les dispenses de proche parenté, verser au pape 3.200 livres.

Dumouriez alla passer sa lune de miel à Saint-Quentin, auprès de sa sœur l'abbesse de Fervacques. Les deux femmes ne s'accordèrent pas, et Dumouriez s'établit à trois lieues de Rouen. Mais, livrée à une dévotion outrée et minutieuse, Marguerite blâmait aigrement l'indifférence religieuse de son mari. Ses souffrances d'antan, la mort de deux enfants qu'elle perdit au moment de leur naissance, la rendirent chagrine et morose. Elle tenait de sa mère qui était, nous dit-on, très impérieuse et très égoïste. Elle devint insupportable à son entourage par la vivacité et la violence de son caractère. Elle força Dumouriez à renvoyer de vieux et fidèles serviteurs, même Turgis dit La Pierre, même Lamy dit Blondin, le postillon et le valet de chambre qui l'avaient suivi en Corse, en Pologne et jusque dans sa prison ; à renvoyer Baptiste Renard, élevé dans la maison et que Dumouriez regardait presque comme un fils. En quinze ans de ménage, elle eut cent vingt domestiques ! Il la soignait chaque fois qu'elle était malade, et il passa longtemps pour le modèle des maris. Pourtant ; il finit par se lasser de cette femme qui vieillissait et ne cessait de gronder, de se montrer mécontente. Dans un voyage à Paris, il connut une sœur de Rivarol, Mme de Barruel-Beauvert ou la baronne d'Angel, qui vivait séparée de son mari ; il l'aima, et bientôt sa liaison ne fut plus un mystère : **Vous avez**, lui écrivait Marguerite, **une maîtresse affichée à Paris**.

Il fallut rompre. Marguerite disait parfois qu'elle voulait rentrer au couvent. Dumouriez alors à Cherbourg avec elle la prit au mot et lui déclara qu'elle n'avait qu'à partir, à chercher une place dans un couvent de Normandie sous prétexte de rétablir sa santé. Elle regimba, fit un éclat un jour, dans son salon, et, comme on disait alors, dans une assemblée, à l'instant du jeu, devant le tout Cherbourg et, qui pis est, en présence d'étrangers, elle exposa ses griefs. Blessé au vif, Dumouriez écrivit qu'après un pareil scandale, la rupture était inévitable, que Marguerite avait coupé sans ménagement un lien qui devait être dénoué avec douceur. Elle répondit qu'elle ne trouvait pas de gîte dans les couvents. Il répliqua que sa résolution était irrévocable, qu'il allait vendre les chevaux, renvoyer le cocher et le cuisinier, supprimer tout le train de maison. Devant la ferme volonté de Dumouriez qui s'engageait du reste à lui servir une pension de 5.000 livres, elle s'inclina. A la fin de janvier 1789 elle quittait Cherbourg pour se retirer à Saint-Germain-en-Laye où elle mourut en 1807 ; Dumouriez n'apprit sa mort qu'en 1814.

Mme d'Angel vécut désormais avec lui ; elle fit les honneurs de sa maison et de sa table ; c'était une liaison admise et les généraux, les officiers présentaient leurs hommages à Mme de Beauvert. Dumouriez-la nommait **sa biche** ; elle lui répondait qu'elle était sa tendre, constante et fidèle **biche**. Mais, la **biche** se fatiguera de l'émigration ; elle reviendra en France et abandonnera Dumouriez qui passera ses dernières années avec la femme d'un Piémontais, M. de Saint-Martin, dont il avait fait son aide de camp.

De 1775 à 1778 Dumouriez fut un des officiers **de mérite et de distinction** que les ministres successifs de la guerre employaient à des tournées et reconnaissances utiles au service.

Ces ministres étaient Du Muy, Saint-Germain, Montbarey. Le jugement que Dumouriez porte sur chacun d'eux mérite d'être cité. Du Muy était un homme impartial, intègre, austère, un citoyen vertueux, un excellent ministre qui souffrait la contradiction. Saint-Germain avait après sa disgrâce vécu longtemps en Danemark, et Dumouriez pense qu'il avait perdu l'habitude de la France et

surtout des Français, qu'il eut néanmoins de bonnes vues, mais qu'il fut arrêté dans sa réforme du militaire par les privilèges, par les grandes charges et par les protections, que les faiseurs dont il était entouré tronquèrent et morcelèrent ses plans, que ses ordonnances manquèrent de cohérence et d'ensemble, que la plupart ont été par suite inutiles et plusieurs, pernicieuses. Quant à Montbarey, il était très brave et très instruit.

Connu des ministres et apprécié par eux, Dumouriez eut donc les missions que recevaient alors les colonels qui ne commandaient pas de régiment et qui se destinaient à l'état-major des armées.

Nous le voyons en 1775 étudier en Flandre un projet de manœuvres prussiennes importé par le baron de Pirch et examiner les avantages ou les inconvénients d'un plan de redressement de la Lys dont les travaux, sur son rapport, furent suspendus.

Nommé en 1776 aide maréchal général des logis des côtes du Boulonnais avec une gratification annuelle de 6.000 livres et associé à La Rozière pour choisir un bon port dans la Manche entre Dunkerque et la Somme, il conseille d'établir un port de guerre, un [port de roi](#), non pas à Ambleteuse, mais à Boulogne.

Lorsque la guerre est déclarée à l'Angleterre, il a ordre de servir en Bretagne sous La Rozière ; mais il répond que La Rozière suffit, et il rédige un court mémoire sur la défense du Cotentin. Le mémoire plaît au roi qui, à l'endroit où Dumouriez traite de Cherbourg, écrit de sa main [Dumouriez commandant de Cherbourg](#). La nomination date du 1er mars 1778 ; l'emploi a été créé pour Dumouriez qui est, non pas officier d'état-major de place, mais colonel, et qui, n'étant que colonel, fut désigné par un [De par le roi](#). Il touche 6.000 livres par an, tout en conservant ses pensions. Le 30 août suivant, il obtient comme gratification les six mois d'appointements qu'il a eus d'avance. Au mois d'avril 1785, lorsque le roi vient à Cherbourg, il reçoit une gratification extraordinaire de 1.500 livres et, un an plus tard, en 1786, une nouvelle gratification de 3.000 livres parce qu'il a dû louer et meubler une maison pour accueillir les personnes qui visitent Cherbourg et [qui ne trouvent pas dans cette ville de création nouvelle la ressource d'une auberge supportable](#).

Dans le même temps il conquiert deux grades, celui de brigadier le 5 décembre 1781 et celui de maréchal de camp le 9 mars 1788. Ne sert-il pas [d'une manière distinguée](#) ? N'est-il pas, comme dit le duc d'Harcourt, l'homme de guerre actif, audacieux et intelligent dont Cherbourg a besoin, puisque Cherbourg excite chez les Anglais la plus vive inquiétude et sera le premier objet des hostilités ? Et Cherbourg, ce Cherbourg qui n'a ni enceinte ni fortifications, n'est-ce pas, selon l'expression de Dumouriez, un poste d'avant-garde, un poste de campagne confié à un officier supérieur détaché de l'armée et employé sur l'état de l'armée ?

Il ne cessait pas, en effet, de songer à la guerre. Il fit un projet d'attaque des îles de Jersey et de Guernesey et un projet d'expédition contre l'île de Wight. Il alla durant trois mois en 1779 servir comme aide maréchal général des logis, avec gratification de 3000 livres, dans l'armée qui se réunit à Saint-Malo, sous les ordres du maréchal de Vaux, pour menacer Plymouth. Mais M. de Vaux était usé et le plan d'opérations mal combiné ; Dumouriez annonça que l'armée ne s'embarquerait pas la descente n'eut lieu, comme disait Maurepas, que dans la culotte de M. de Vaux.

Du moins Dumouriez put-il à Cherbourg travailler en grand. Il commença par mettre le port à l'abri d'un coup de main ; de son chef, le plus souvent, il établit partout des canons. Cherbourg, ce mouillage des convois entre le Havre et Brest, cette auberge de la Manche, pouvait-il rester désarmé ? Puis, Dumouriez obtint qu'un port de guerre y fût creusé, et ses mémoires firent décider le procès qui depuis cent ans se débattait entre Cherbourg et la Hougue. Il dut abandonner le projet de Vauban, simple, raisonnable, qui paraissait trop mesquin, pour se rallier au projet de La Bretonnière, hardi, merveilleux, titanique, qui coûta quarante millions en six ans. Mais sous son commandement fut construite cette digue qui, telle qu'elle était, offrait derrière elle un vaste et sûr asile aux vaisseaux. Sous son commandement et grâce à ses soins, deux forts et une grande batterie fournirent à la rade de Cherbourg des moyens de défense puissants et presque inattaquables.

Il prétend dans ses *Mémoires* qu'il bâtissait une nouvelle Salente où il eût été heureux, comme Idoménée, de finir son existence. On croirait, à l'entendre, qu'il était très aise de vivre à Cherbourg, voyant s'augmenter la population de la ville, le nombre de ses maisons et de ses édifices ; observant les travaux du port et faisant des remarques qui ne plaisaient pas toujours ; proposant en vain de transformer en polders les marais des Veys et de les concéder à des patriotes hollandais ; lié de cœur avec de bons amis comme Dupuy et Potel, le curé des Pieux — qui voulait plus tard le suivre comme aumônier ; — sûr d'arriver bientôt sans intrigue et par l'ancienneté seule au grade de lieutenant général et aux décorations militaires. Il lit, écrit, médite. Il préside la Société académique et demande à ses membres d'utiles mémoires sur le Cotentin. Il traduit les *Mémoires* de Benvenuto Cellini, ouvrage **peu connu et très original**, et une *Vie* des lieutenants de Charles XII. Au milieu de ses livres il oublie, dit-il, Paris, ses spectacles, ses plaisirs frivoles. Il souscrit à la plus grande opération de librairie du temps, à l'édition des *Œuvres complètes* de Voltaire et il félicite Beaumarchais de son entreprise, lui rappelant qu'il a lu jadis, à la Bastille, avec une joie infinie les mémoires contre Goëzman, le prie d'excuser les propos inconsidérés et indiscrets qu'il a tenus lorsque l'amant de Mlle Ménard eut son affaire avec le duc de Chaulnes, regrettant le jugement injuste, précipité qu'il portait alors sur la conduite du brillant écrivain.

Faut-il le croire ? N'avait-il plus d'ambition ? Trouvait-il à Cherbourg le port où, selon la devise de Gil Blas, il narguait la fortune qui s'était assez jouée de lui ? Non. Il comptait encore sur la fortune, et il assurait qu'un maréchal de camp pouvait avoir la tête aussi bien faite qu'un maréchal de France ; qu'il n'était pas de ces hommes qui, lorsqu'ils s'élèvent à de grandes idées, se laissent appliquer sur le chef le couvre-feu de Guillaume le Conquérant.

C'est pourquoi il se livre aux plus violents exercices du corps ; pourquoi il étudie l'histoire militaire et les langues étrangères ; pourquoi il correspond assidûment avec ses amis de Paris qui lui donnent des nouvelles de la cour et lui retracent les événements de la Révolution. Car cette Révolution que Dumouriez prévoyait pour l'an 1780, elle éclate en 1789, annoncée déjà, ainsi que s'exprime le général dans ses *Mémoires*, par le désordre qui régnait partout et par les assemblées de notables que le ministère convoquait **comme pour essayer la nation**. Les amis de Dumouriez, La Touche-Tréville et autres, lui mandent donc que tel et tel a été élu aux États Généraux que Fréteau l'emporte à Melun sur le duc du Châtelet que Guibert essuie à Bourges une rude avanie et entend la noblesse lui crier insolemment qu'il a bouleversé le militaire et traité les Français à l'allemande ; que la populace a saccagé la maison de Réveillon et lutté

furieusement contre les troupes ; que Lamoignon s'est tué dans son parc de Bâville ; qu'on remarque aux États Généraux le costume gothique d'un vieux paysan superbe ; que le clergé biaise comme toujours ; que plusieurs membres de la noblesse ont insulté le tiers état ; mais que le tiers état, fort uni, garde un silence imposant. Quelques semaines plus tard, ces amis mandaient à Dumouriez que l'Assemblée nationale jetait les aristocrates dans l'étonnement, dans une rage aigre et sourde ; que la noblesse ignorante et hautaine ne pouvait imaginer une société sans privilèges et sans fiefs ; que son mécontentement ferait bientôt explosion ; que les plus déraisonnables et les plus fous étaient les parlementaires et les financiers nobles de père en fils depuis dix-huit mois ; que **le premier jet de la liberté était une licence affreuse** ; qu'on ne savait quel était le plus barbare du seigneur à donjon ou du paysan qui, en ce moment, se vengeait d'une oppression de plusieurs siècles ; que les soixante districts de Paris semblaient des **synagogues anarchiques**, qu'on ne s'y entendait plus et que le président, pour ramener le silence, faisait battre la caisse par un tambour qui se tenait à ses côtés ; que la Constituante même, cette **cohue**, n'avait d'autre point de ralliement qu'un mot vide de sens, le mot de liberté qu'elle n'avait pas encore défini ; qu'elle rendait la banqueroute inévitable ; qu'elle perdait le royaume au lieu de le sauver.

Le commandant de Cherbourg suit ainsi très attentivement la crise. Il apprend avec douleur la disgrâce de Guibert, son vieil ami et camarade ; il tâche de le consoler ; il l'exhorte à se faire **un asile philosophique**, à **rentrer dans le port**, à ne plus s'exposer à l'ingratitude des hommes, à ne plus **se rembarquer** et, **sans se laisser primer par le chagrin**, à **cultiver les lettres et l'amitié**, parce que **le reste est bien futile**. Mais il n'a garde de prendre le parti qu'il conseille à Guibert ; sa bibliothèque ne lui suffit pas ; il préfère Paris à Cherbourg **Attends les circonstances**, écrit-il à Guibert, **elles se représenteront ; le travail que tu fais sur toi-même, te rendra plus fort pour braver de nouveaux orages puisque ta destinée est de mener une vie agitée**. Ces paroles s'appliquent à Dumouriez. Il attend les circonstances et il se doute qu'elles se présenteront sous peu ; il sait que sa destinée est de mener une vie agitée, et cette idée ne lui déplait pas ; il s'apprête gaillardement à braver les orages. Ne disait-il pas en 1788 au duc de Beuvron qu'il ne végéterait plus longtemps à Cherbourg et qu'il irait faire fortune à Paris où se préparait un grand mouvement ? N'écrivait-il pas au mois de septembre 1789 à La Rozière qu'une coalition de rois se produirait inévitablement et que les hommes qui, comme lui et La Rozière, avaient percé par leurs talents, deviendraient les chefs dont la nation aurait besoin pour défendre sa liberté ? Il a déjà cinquante ans ; mais c'est, selon lui, l'âge de la vigueur, l'âge de l'expérience, et il ne croit pas que ce soit trop tard pour sortir du subalterne.

CHAPITRE V

LA RÉVOLUTION

PORTRAIT PHYSIQUE DE DUMOURIEZ — SES IDÉES SUR LA RÉVOLUTION — LES DÉSORDRES DE CHERBOURG — MISSION EN BELGIQUE — MÉMOIRE SUR LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS BELGIQUES UNIS — DÉMARCHES — COMMANDEMENT EN VENDÉE — DUMOURIEZ LIEUTENANT-GÉNÉRAL.

CET homme de cinquante ans est petit un pamphlet flamand l'appellera un *kleyn manneke*, un bout d'homme, et les émigrés le surnommeront le petit tigre. Des traits nettement marqués, le teint brun, le front large, le nez aquilin, la bouche grande mais douce, souriante, parfois dédaigneuse, les yeux noirs et pleins de flamme tel est son signalement. Sa figure respire finesse et résolution à la fois. Il s'habille avec élégance et se poudre à blanc. De ses mains qu'il a petites et ridées il gesticule vivement. Il a des manières aisées et courtoises, par instants un peu de brusquerie qui ne messied pas à sa tournure militaire et à son air martial.

Il voit dans la Révolution une carrière nouvelle qui s'offre à son activité. Mais il n'embrasse pas la cause des réformes uniquement par calcul et par ambition ; il n'est pas du tout indifférent aux idées qui passionnent la France.

Il souhaite généreusement que le bas clergé, qu'il juge utile et respectable, ne soit plus méprisé ni avili par le haut clergé dont il hait la mollesse et les vices.

Il déteste la haute noblesse, la noblesse titrée ou, comme il dit, les ducs, ces *champignons que la faveur a fait croître sur le fumier du palais*. Il s'indigne que la vraie et antique noblesse, la noblesse de sang, ne doive les emplois qu'à l'intrigue et à la bassesse. Il se moque de la noblesse acquise ou achetée qui dédaigne le tiers état parce qu'elle dote richement ses filles et les dégrasse en les faisant duchesses.

Il voudrait que l'armée soit reconstituée. Plus de Conseil de la guerre ; plus d'inspecteurs minutieux ; plus d'ordonnances ridicules, contraires au génie de la nation et qui firent plus de mal peut-être que la guerre de Sept Ans ; plus de novateurs imprudents et de tacticiens énergumènes qui désespèrent le soldat et le portent à la désertion ; plus de grandes charges ni de grosses pensions destinées à des êtres inutiles ; plus de colonels qui ne doivent un régiment qu'à la *tournure*, c'est-à-dire à la fatuité et à l'audace ; plus de ces militaires qui tirent plus de profit d'un hiver à Versailles que de dix campagnes. Les grades donnés au mérite ou à l'ancienneté ; l'officier, citoyen actif et éligible ; l'honneur fortifié par le patriotisme les récompenses substituées aux *grâces* ; plus d'autres guerres que des guerres défensives et justes.

Aussi applaudit-il en 1789 et en 1790 aux premiers événements de la Révolution. Le mouvement est peut-être trop rapide. Mais pourquoi les ministres ont-ils tant de mauvaise foi et d'impéritie ? Pourquoi le clergé a-t-il tant d'avarice, la noblesse tant d'orgueil, et la magistrature tant de prétentions ? La secousse est violente ; elle entraîne le désordre ; l'énergie devient fureur ; un instant il n'y a plus de lois, et chaque ville, chaque bourgade a l'air d'une république isolée. Mais un mot, la nation, réunit, rallie tous les esprits. L'Assemblée nationale donne une constitution à la France ; elle forme une nouvelle division du royaume ; elle détruit les préjugés, les intérêts opposés des provinces ; elle a marché **comme un torrent après un grand orage** ; elle-même n'imaginait pas qu'elle irait aussi loin que les circonstances l'ont poussée. Néanmoins, en dépit de tout, elle a conduit un peuple naguère esclave à la liberté. L'armée s'est débandée. Les officiers généraux qui la tourmentaient par une vaine tactique et qui voulaient, pour n'être pas jugés, ne mener que des automates, ont dû prendre la fuite. Les colonels, les capitaines et lieutenants qui connaissaient à peine leurs inférieurs et qui, par leur nonchalance, par leurs murmures contre les nouveaux règlements, avaient affaibli la discipline, tous sont restés sans crédit, sans autorité. Les bas officiers seuls ont commandé les compagnies dont ils étaient l'âme. Les soldats ont été regardés comme des hommes.

Dumouriez sait, en effet, que les Français sont raisonnables, qu'il ne faut pas les traiter comme des Allemands, et il désire que la France ait une armée nationale où le général vive avec les soldats comme avec des concitoyens et mérite leur estime en leur accordant la sienne. Mais les liens de la subordination ne doivent nullement se relâcher. Pas d'anarchie ni dans l'armée ni dans l'administration. Respect à la loi. Que les pouvoirs qui sont la base de tout gouvernement, ne soient pas suspendus. Que le roi exerce seul le pouvoir exécutif et, conjointement avec la nation, le pouvoir législatif. Homme de guerre et homme d'action, Dumouriez exige une forte autorité. Il est et sera toujours, malgré les apparences, monarchiste. Ni aristocrate ni démocrate, il veut la loi et le roi, la monarchie et la constitution.

Dès la convocation des États Généraux il conseille d'affermir la puissance royale et remet à Vaudreuil un mémoire sur la conduite future de la cour que toutes les divisions cessent et que le comte d'Artois se raccommode avec la reine.

De concert avec M. de Malesherbes, il essaie de persuader à Montmorin, ministre des affaires étrangères, qu'il faut tenir les États non à Paris ou à Versailles, mais dans une ville comme Tours ou Bourges.

Dans les *Cahiers d'un bailliage qui n'enverra point de député aux États Généraux* il combat pour le vote par tête contre le vote par ordre.

La Déclaration des droits de l'homme lui semble inutile et même dangereuse. Elle a été dictée, selon lui, par la vanité des beaux esprits et des métaphysiciens ; mieux eût valu tracer aux Français la connaissance exacte de leurs devoirs. Cette déclaration est la préface de la Constitution ne fait-on pas d'ordinaire le livre avant la préface ?

Le veto lui paraît le droit le plus périlleux qu'on puisse donner au roi et comme son arrêt de mort. Le roi doit-il empêcher l'assemblée de faire les lois ? Il n'a qu'à veiller à leur exécution. Lui conférer le veto, c'est lui conférer un droit illusoire, c'est lui tendre un piège. Puisque des législateurs viennent tous les pouvoirs, le roi sera toujours vaincu dans cette lutte inégale.

Avant l'ouverture des États Généraux, il avait dressé pour les députés de la noblesse du Cotentin un projet de cahiers qu'ils rejetèrent avec dédain parce qu'il leur proposait d'abandonner volontairement leurs privilèges pécuniaires, et lui-même avait eu l'idée de se faire élire par la noblesse de Lisieux. Il préféra rester à Cherbourg et il eut la gloire de rendre, comme il dit, la Révolution douce et raisonnable dans la ville qu'il commandait. Quel dommage que ses confrères n'aient pas montré le même discernement et la même fermeté ! Le 21 juillet 1789, le peuple de Cherbourg se révoltait. Il y eut de graves désordres. Mais Dumouriez s'était fait nommer commandant général de la garde nationale, et il sut user de sa double autorité. Il arrêta 180 hommes et 39 femmes dont le procès fut instruit ostensiblement à son instigation, les citoyens avaient adjoint au lieutenant du prévôt douze avocats qui formaient un tribunal populaire. 2 hommes furent pendus et 18 autres envoyés aux galères ; 4 femmes furent fouettées, marquées et incarcérées. Dans aucune ville le crime ne fut suivi d'un châtement plus prompt et plus légal. **Quelle activité, disait-on à Paris, ce commandant apporte à punir les factieux ! Voilà un homme qui n'est pas capable de favoriser les désordres, et un ami écrivait à Dumouriez : Sans la confiance que les habitants de Cherbourg ont en toi, il y aurait eu dans cette ville des scènes d'horreur ; tu as donné un bel exemple à ceux qui ont la faveur populaire en établissant l'ordre et le respect pour les lois, et en faisant arrêter les bandits on n'en a pas encore puni un seul à Paris !**

Lorsque les commandants militaires furent supprimés, Dumouriez quitta Cherbourg. Il vint se fixer à Paris, et, en 1790, il eut une importante mission ; il alla voir et juger la révolution belge.

Cette révolution avait suivi de très près la révolution française. Les Autrichiens, battus par les **insurgents**, avaient dû évacuer les Pays-Bas. Les États des dix provinces, composés de membres des trois ordres qui siégeaient en vertu d'un usage immémorial, s'étaient attribué le pouvoir souverain ; leurs mandataires, réunis d'abord en États Généraux, puis en Congrès, avaient proclamé la République des États Belgiques unis ; Vander Noot était ministre et Van Eupen, secrétaire d'État de cette république. Mais aux partisans des États ou statistes ou vandernootistes s'opposaient les démocrates ou vonckistes, dirigés par l'avocat Vonck, qui voulaient réformer la composition des États. Les chefs des vonckistes furent chassés de Bruxelles par une insurrection populaire et le général Vander Mersch, leur ami, qui tentait de soulever l'armée en leur faveur, se laissa prendre et enfermer à la citadelle d'Anvers. Un Prussien et protestant, Schönfeld, recommandé par la Prusse et la Hollande, fut mis à la tête des troupes du Congrès, et Vander Noot, avec Van Eupen, régna sur le pays.

Cette révolution belge rappelle à certains égards notre révolution. Les mots **patriotes, démocrate, assemblée nationale**, retentissent dans le Brabant. Le Congrès saisit tous les pouvoirs, envoie des commissaires à l'armée, décrète la levée en masse, croit au triomphe des volontaires et subit la loi de la populace bruxelloise. Vander Mersch tente ce que tenteront Lafayette et Dumouriez. Les statistes emploient contre les vonckistes les mêmes moyens que la Montagne contre la Gironde.

Mais les rôles sont renversés. La Belgique veut restaurer les privilèges, la France veut les détruire ; la Belgique défend les abus, la France les combat ; la Belgique désire une constitution aristocratique, la France, une constitution démocratique ; la révolution brabançonne, entreprise sous les auspices du clergé et surtout des

riches abbés, fonde réellement une théocratie à Paris, elle est considérée comme une contre-révolution. Les Français ne pouvaient toutefois rester indifférents aux événements qui se passaient à leurs portes. Ainsi que le disait Dumouriez, les deux révolutions, quoique marchant en sens inverse, tendaient au même but, la liberté, et par suite, avaient trop d'analogie pour que le destin heureux ou malheureux des Belges n'eût pas quelque influence sur le destin des Français.

Lafayette qui fut en 1789 et en 1790, selon le mot de Mirabeau, le maire du palais, assurait que tout Français devait au peuple de Belgique des applaudissements et des vœux. Il favorisa les vonckistes ; il eut de fréquentes entrevues avec leur représentant, l'avocat Torfs ; il entretint à Bruxelles deux agents, La Sonde et Huguet de Sémonville. Il essaya même de réconcilier vonckistes et statistes. A l'instigation de La Sonde, Van Eupen et le comte de Thienne vinrent à Douai le 31 mai 1790 s'aboucher avec quatre amis de Vonck ; on décida de se mettre sous la protection de la France, et le 3 juin, le Congrès demandait à Lafayette un officier de distinction dont il pourrait suivre les avis avec une confiance entière.

Dumouriez, averti, s'offrit à Lafayette. Les deux hommes n'avaient nulle sympathie l'un pour l'autre. Lafayette, grand seigneur, ne voyait dans Dumouriez 'qu'un vulgaire ambitieux Dumouriez jugeait que Lafayette ignorait les hommes et manquait de finesse et d'expérience. Mais Lafayette était le maître du gouvernement. Dumouriez lui fit toute sorte de protestations et finit par obtenir son assentiment. **Vous êtes l'homme de la nation, lui écrivait-il, vous devez et pouvez seul veiller à ses dangers extrêmes,** et il jurait d'agir avec prudence sans compromettre ni Lafayette ni la France.

La lettre de recommandation que Dumouriez reçut de Lafayette et qu'il avait lui-même rédigée, était courte, mais chaude. Dumouriez, disait Lafayette au Congrès, se rendait aux eaux de Spa ; il s'arrêterait quelques jours à Bruxelles ; ses talents étaient connus le Congrès pourrait lui montrer une entière confiance.

Trois semaines suffirent à Dumouriez pour apprécier la situation. Il était arrivé en pleine réaction à l'instant où les statistes proscrivaient les vonckistes. Son rapport témoigne d'un coup d'œil juste et d'une perspicacité remarquable.

Le Congrès, formé de trente à quarante membres électifs, possède le pouvoir exécutif, négocie avec les puissances étrangères, conduit la guerre. Il a un président qui change tous les mois et un secrétaire d'État qui paraît perpétuel. Ce secrétaire d'État, Van Eupen, chanoine et grand pénitencier d'Anvers, n'est pas député au Congrès ; il a, de son chef, occupé sa place il reçoit et fait toutes les dépêches que le président signe, souvent sans avoir été consulté ; il dispose de tous les fonds ; il négocie secrètement il tronque, falsifie et supprime les lettres ; il mène à sa volonté le Congrès qui le craint et le méprise, mais qui n'ose le heurter de front. Il est l'âme du clergé fanatique d'ailleurs, vindicatif, dur, ignorant, pétri de fausse politique, jouant le second rôle pour mieux exercer l'autorité qu'il a usurpée et laissant le premier à Vander Noot qui loge dans sa maison et qu'il ne perd pas de vue.

Vander Noot, de même que Van Eupen, n'est pas membre du Congrès, et, comme pensionnaire de la ville de Bruxelles, n'a pas le droit d'assister aux séances. Mais il est le Masianello de la révolution. Grossier, bien qu'issu d'une bonne famille, avocat médiocre, il doit son élévation à son caractère séditieux et à un renom de probité et de désintéressement ; il ne connaît rien aux affaires ; il cache sous l'apparence de l'audace et de la brutalité la timidité la plus vile ;

secondé par ses amis et par une famille nombreuse, notamment par deux frères dont l'un, échevin, passe pour un grand coquin et l'autre, commissaire des vivres, pour un fripon, il stipendie la populace de Bruxelles ou les *capons du rivage* qui l'ont aidé naguère à chasser les vonckistes. Abhorré des honnêtes gens, il est l'idole de la canaille. Quiconque parle, quiconque encourt le soupçon. de parler contre lui et les siens, est arrêté et conduit en prison sans forme légale. Bruxelles fourmille d'espions et de sbires qui maltraitent les citoyens, pillent les maisons et, en cas de besoin, iraient jusqu'au massacre. Cette force populaire réside surtout dans cinq compagnies de volontaires dont la plus redoutable par sa licence et sa barbarie est la compagnie des chasseurs. Toutes les lettres sont décachetées et tous les imprimés, interceptés, à moins qu'ils ne renferment des satires contre la nation française ou de ces mensonges qui égarent le peuple. L'inquisition règne dans Bruxelles, et pour l'appuyer, les habitants des villages voisins, prêtres et moines à leur tête, viennent jurer de défendre la religion que personne n'attaque et la liberté qu'ils sont seuls à opprimer processions qui trompent les esprits sur les causes du mouvement et le contiennent dans la soumission !

Voilà ce que font les deux *tribuns* ou *tyrans*, ou *intrus* qui maîtrisent le Congrès, et ce Congrès ne représente ni une légalité stricte ni une puissance réelle. Bien qu'il ait la morgue des anciennes républiques, bien qu'il assure que la révolution française dépend de celle des Pays-Bas et que c'est à la France à faire les premières démarches, bien qu'il regarde la France comme un pis aller et qu'il n'invoque le secours de la France qu'à la dernière extrémité, il est sans vigueur et sans pouvoir comme il est sans lumières.

La confédération belge ne sera sauvée que si le Congrès sort de Bruxelles où il est esclave, s'il siège, par exemple, à Gand, et si dans le lieu où il réside il à la haute police pour ne pas retomber sous la tyrannie d'un pensionnaire de ville. Mais cette translation du Congrès n'est qu'un palliatif. Il faut que les Belges aient une vraie représentation il faut que les États Généraux, ces États Généraux qui jadis traitaient de grands intérêts et envoyaient des ambassades, soient remis en activité.

Ce qui valait peut-être le mieux, c'était l'armée la confédération avait dû, dès sa naissance, établir la force publique, et, par suite, elle avait fait, à cet égard, des progrès *incorrects, mal ordonnés, imitatifs*, mais rapides.

Dumouriez donnait le détail de l'état militaire de la confédération : 11 régiments d'infanterie, 9 régiments de cavalerie, 600 artilleurs et de l'infanterie légère légion belge composée d'Anglais, chasseurs de Lorangeois, chasseurs volontaires, volontaires de Power, troupes du Limbourg, cheveu-légers de Bayard, en tout 18 à 20.000 hommes. Les chasseurs étaient excellents et armés de bonnes carabines ; les cavaliers, mauvais, et leurs chevaux, faibles ou trop jeunes ; les troupes de la ligne, pleines d'ardeur et absolument dépourvues d'instruction. Il n'y avait pas d'officiers supérieurs, ni d'officiers généraux, à l'exception de Schönfeld, de Köhler et de Kleinenberg le Prussien Schönfeld, homme spirituel et très fin, qui disait hautement qu'il fallait tenir les Belges dans un état passif parce qu'ils dépendaient du congrès de Reichenbach ; l'Anglais Köhler, aide de camp d'Elliot à Gibraltar, jeune homme très ardent, bon canonnier, mais purement soldat ; l'Allemand Kleinenberg, grand ivrogne, qu'on employait au recrutement et tenait loin de l'armée. Quant aux volontaires des villes et des campagnes, engagés pour quarante-cinq jours et payés pendant ce temps de service, ils ne faisaient que gaspiller de l'argent et ils étaient plus

dangereux qu'utiles. Bref, cette armée, très faible et très mal administrée, n'était qu'un simulacre d'armée ; elle coûtait énormément, et lorsque le Congrès publierait la .comptabilité des troupes, il effraierait la nation, et les Belges désespéreraient de continuer la guerre. Avaient-ils seulement un système de défense et un point de retraite ? Leur premier échec ne serait-il pas sans ressource ?

Quelle était la conclusion de Dumouriez ? Les principes de la confédération belge lui paraissaient très vagues. Le Congrès semblait ignorer ses vrais intérêts, il n'avait même pas de trésor public, il n'inspirait aucune confiance aux capitalistes, et la ville d'Anvers, quoique très riche, et que Van Eupen se flattait de tenir dans sa main, venait de lui refuser un emprunt de 500.000 florins. D'un jour à l'autre il pouvait être dissous et les Pays-Bas se soumettraient à l'empereur Léopold partiellement, province par province, en lui sacrifiant sans hésitation ni vergogne et les deux tyrans et le Congrès. Il y avait dans la Belgique **un fonds de méfiance** contre nous, et, pour reconnaître l'indépendance des Belges, la France devait attendre que leur révolution fût plus régulière et plus avancée. Cette reconnaissance serait **le résultat de leur conduite politique et militaire, de la solidité de leurs moyens, de l'ensemble national qu'ils se donneraient**. La France ne pouvait donc faire fond sur la confédération belge, ne pouvait traiter avec un Congrès qui représentait tant bien que mal des provinces mal unies et qui n'avait ni liberté, ni armée, ni argent. Traiter avec ce Congrès tant qu'il resterait à Bruxelles, c'était traiter avec deux particuliers qui le tyrannisaient et **favoriser une aristocratie barbare**.

Tel est l'admirable tableau tracé par Dumouriez. L'occasion s'offrait à lui d'exercer un commandement en chef, et un instant, il désira animer, enflammer l'armée belge, la renforcer, lui imprimer assez de vigueur pour qu'elle soutînt le choc imminent des Autrichiens. Il remit au Congrès un mémoire militaire ; il voulait, disait-il, se dévouer aux Belges avec un zèle pur et désintéressé il voulait être Belge et il l'était par naissance ; il proposait de lever une milice nationale, et le Congrès, tout en objectant que les volontaires avaient une organisation conforme à l'esprit de la nation et que le peuple appréhendait l'ombre même d'une conscription militaire, avoua que les plans du général augmentaient considérablement les forces de la République et diminuaient ses dépenses. Mais le Congrès n'osa renvoyer Schönfeld. Le président répondit poliment que Schönfeld avait formé l'armée et lui avait donné la consistance que, si Dumouriez souhaitait de servir les Belges, il serait, non leur Washington, mais leur Franklin, et plaiderait leur cause en France même, leur enverrait des conseils, les ferait reconnaître libres et indépendants par la nation française.

Dumouriez s'éloigna, blâmant le Congrès qui voulait juger le général Vander Mersch bien que Lafayette eût demandé sa liberté comme **le premier et indispensable moyen** d'obtenir le secours de la France, maudissant la faction prussienne qui tenait les Belges sous le joug, prédisant la victoire prochaine de l'Autriche, et quelques semaines plus tard, un membre du Congrès, Gendebien, mandait que tout était perdu, que, si Dumouriez était resté, la République aurait tiré de ses volontaires un tout autre parti.

De retour à Paris, Dumouriez, de nouveau sans emploi, rédigea notes sur notes pour divers personnages. C'est ainsi qu'il fit un travail sur la force publique Talleyrand en eut connaissance et Rabaut Saint-Étienne s'en servit dans son

rapport sur l'organisation des gardes nationales ; mais, disait Dumouriez, [le pauvre petit Rabaut me l'a gâté.](#)

Il envoya des mémoires à Lafayette, aux ministres Montmorin et Duportail. Il remarquait avec tristesse les progrès de la contre-révolution en France et l'impuissance du roi. Le 15 décembre 1790, il retraçait ainsi la situation du pays. L'impôt direct était-il établi ? Les impôts indirects se percevaient-ils ? Et chaque mois le trésor royal ne se nourrissait-il pas d'assignats ? L'affaire du clergé, si malheureusement engagée, ne finirait-elle point par un schisme et par une guerre de religion ? Travaillait-on à la défense des frontières ? Avait-on organisé l'armée et les milices nationales ? Pouvait-on douter des efforts de l'aristocratie ? Que les émigrés, que les étrangers enlèvent une de nos places, quelle défiance, quelle division, quel désordre partout, et ne serait-ce pas la ruine de la monarchie ? Déjà dans l'Europe entière nos principes n'étaient-ils pas abhorrés et proscrits ? On regardait le roi comme prisonnier ! On s'imaginait que religion, lois, traités, tout ce qui nous liait aux autres Etats, était anéanti et, excepté quelques penseurs, tous les peuples considéraient les Français comme une horde anarchique effacée désormais du rang des nations. Ce tableau exact était-il propre à inspirer la sécurité ? Que le ministre, concluait Dumouriez, soit donc prévoyant et prudent ; qu'il prenne les mesures les plus promptes et les plus efficaces ; qu'il en rende compte à l'Assemblée nationale, car [de jour en jour, l'audace des émigrés croîtra, le peuple s'alarmera et le Conseil du roi ne doit s'exposer ni à des soupçons, ni à des reproches, ni à des impulsions populaires que les circonstances rendront terribles.](#)

A cet instant, le Comité de sûreté publique de l'Assemblée nationale découvrait un complot qui se tramait pour livrer Lyon aux princes émigrés à Turin. Le maréchal de camp La Chapelle qui commandait dans le pays, fut soupçonné d'avoir connu le projet ; on résolut de le remplacer par un homme sûr, et Dumouriez, proposé par Lafayette, fut agréé par Duportail et Montmorin. Il promit de ménager les princes, surtout le comte d'Artois. Mais Brissot ayant publié dans son *Patriote français* la nomination de Dumouriez, le roi, qui l'ignorait encore, fut piqué ; il désigna Choisy Dumouriez perdit ainsi le commandement de Lyon. Il se plaignit. On lui donnait, disait-il, un vernis immérité d'exclusion et de disgrâce. Que répondre aux questions que tout le monde lui faisait ? Sa nomination, approuvée par l'opinion, était-elle annulée parce qu'un journal l'avait trop tôt divulguée ? Le roi aurait-il quelque fâcheuse impression contre lui ? Réduit soit à se cacher soit à se justifier, il exprimait le désir d'être tiré de cette insupportable perplexité, et il affirmait que le roi était trompé sur son compte : [La calomnie assiège les trônes et repousse de leur approche les serviteurs fidèles qui n'ont pour appui que leurs services.](#)

A défaut de Lyon, il brigua alors le commandement de Rouen afin d'être près du roi et à portée de lui témoigner son zèle. A défaut de Rouen, il sollicita un poste diplomatique. Sainte-Foy, son ami, le présente à Mirabeau qui lui offre l'ambassade de Prusse ; Dumouriez répond qu'il préfère pour l'instant une place plus subalterne, celle de Mayence à son avis, c'est à Mayence qu'on peut le mieux traiter avec les princes et déjouer leurs complots ; trois mois après l'achèvement de la Constitution, il ira volontiers à Berlin.

Mirabeau meurt. Mais Dumouriez a un ami près du roi son ancien camarade de collège La Porte, intendant de la liste civile. Il prie La Porte d'intervenir en sa faveur, et La Porte assure au roi que Dumouriez a de l'esprit, du caractère, beaucoup de tête, qu'un homme de sa trempe peut être ou fort utile ou fort

dangereux, qu'il montre beaucoup d'attachement au roi et que, quoique révolutionnaire, il n'a pour les démagogues et les ennemis de la constitution monarchique que de l'horreur. Dumouriez écrit en même temps au roi 10 mars 1791 Il a, dit-il, pour le roi, qu'il nomme le plus honnête homme de son royaume, le plus tendre attachement, et un attachement redoublé par les circonstances ; il peut, à Mayence, rendre de grands services, et l'importance de cette mission est le seul motif qui, à son âge et avec son grade, le détermine à demander une place de second ordre.

Mais il faut l'assentiment de Montmorin. En vain Dumouriez proteste qu'il connaît particulièrement Jean de Müller, favori actuel de l'électeur de Mayence, grand publiciste allemand, très accrédité dans la plupart des cours de l'Empire, et qu'il saura combattre les menées des émigrés, disposer à un arrangement convenable les princes allemands possessionnés en Alsace. Montmorin refuse de l'envoyer à Mayence.

Exclu de la diplomatie, Dumouriez rentre dans l'armée. La promotion des généraux destinés à commander en 1792 les vingt-trois divisions militaires vient de se faire. Il est employé comme maréchal de camp dans la 12e division.

Avant de se rendre à son poste, il fait imprimer, après l'avoir remis au Comité de constitution et l'avoir lu au club des jacobins dont il est membre, un mémoire sur le ministère des affaires étrangères qui contient un plan d'organisation du corps diplomatique et qui blâme la lettre écrite le 23 avril par Montmorin aux ambassadeurs de France.

La 12e division comprenait cinq départements Mayenne-et-Loire, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure. Elle se trouvait sous les ordres supérieurs du vieux et faible Verteuil. Le second maréchal de camp, d'Harambure, ne rejoignit pas. Dumouriez laissa Verteuil dans la Charente-Inférieure et commanda les quatre autres départements.

Il arriva le 10 juin 1791 à Nantes. Trois jours après, au soir, il venait de sortir du club où il avait entraîné tout le corps d'officiers, lorsqu'il fut appelé en hâte au Directoire. Le roi était parti ! Eh bien, dit Dumouriez, si le roi est parti, la nation reste ; délibérons ! Il fit prêter serment aux officiers, et il écrivit un billet à son ami Vieillard, maire de Saint-Lô et député à la Constituante il assurait de sa fidélité l'Assemblée nationale et il ajoutait : Malgré la contrerévolution que nous mettrons à la raison, nous vivrons libres sous la plus belle des constitutions. Vieillard lut le billet à ses collègues qui l'accueillirent par de très vifs applaudissements, et l'Ami du roi remarqua que ce maréchal de camp tenait un étonnant langage.

Dumouriez passa sept mois dans la 12e division. Il s'installa non à Nantes, mais à Niort, au centre de son commandement, dans le voisinage de Verteuil. De là, il faisait des tournées à travers les cantons. Son attachement à la cause populaire éclatait en toute circonstance. Il ne manquait pas de se présenter dans les clubs. Ils sont, disait-il aux Sables, le ralliement de la chose publique, le soutien de notre liberté et de nos lois et dans toute ville où je trouve des frères, je cours au milieu d'eux échauffer et éclairer mon patriotisme. Le 21 juin, le surlendemain de son arrivée dans l'Ouest, ne lisait-il pas au club de Nantes, le plus sulfureux de la région, un mémoire sur l'armée de ligne, déclarant que l'armée n'était plus un amas de stipendiaires aveugles ; qu'il fallait substituer à l'obéissance passive et craintive, machinale et puérite une subordination éclairée ; que les soldats sont

citoyens avant d'être soldats ; que les officiers doivent être les pères de leurs soldats ; que les généraux doivent veiller à l'éducation civique des officiers et des soldats et leur inculquer par des lectures dans les chambrées le respect des décrets et le patriotisme le plus épuré ?

A sa voix, à la voix d'un vieux guerrier, sous le coup de fouet que donnaient ses circulaires et ses lettres c'est lui qui s'exprime ainsi s'organisèrent les bataillons de volontaires, et il recommandait instamment de n'admettre que des hommes grands et robustes, non des hommes mal tournés ou trop petits, qui faisaient de leur bataillon un atelier de charité ou une école d'enfants. Il pronostiquait une commotion dans la Vendée. C'était, à son avis, le département de France où le peuple, encouragé par la faiblesse de l'administration et secrètement poussé par la noblesse et le clergé, montrait le plus de fanatisme, et il ne voyait d'autres moyens pour empêcher une insurrection que d'établir des postes fixes dans les endroits les plus dangereux, d'abolir les municipalités des villages, d'éloigner les prêtres réfractaires, de désarmer complètement les privilégiés.

L'assemblée constituante avait envoyé en Vendée deux commissaires civils, un avocat de Bordeaux, Gensonné, et un littérateur de Paris, Gallois. Durant un mois, les deux commissaires accompagnèrent Dumouriez qui les jugea pleins d'esprit, de douceur et de sagesse ; et, de leur côté, les commissaires firent le plus grand éloge du général dans leur rapport qui est l'œuvre de Gallois ; ils vantèrent son zèle, son activité, son patriotisme, ses lumières, et Méjean écrivait que tous les Vendéens qu'il rencontrait n'avaient qu'une voix sur le compte de Dumouriez. On ne pouvait en effet, comme dit le général dans ses *Mémoires*, lui reprocher ni la plus légère aristocratie, ni une démocratie outrée.

S'il était resté dans la Vendée, peut-être aurait-il prévenu l'insurrection. Il avait pris des notes sur les prêtres et les gentilshommes du département. Il ne dissipa que trois rassemblements et il protégea les autres en faisant donner de prudents avis aux curés qu'il savait être de bonne foi. Si les administrateurs exprimaient quelque crainte, il allait avec ses aides de camp, sans nulle escorte, haranguer les paysans, et il revenait chargé de bénédictions. Sous son commandement, pas un coup de fusil ne fut tiré en Vendée.

Mais d'autres destinées l'attendaient. Ses amis annonçaient qu'il pousserait plus loin sa fortune militaire, et lui-même sollicitait un emploi sur la frontière du Nord. Le 15 février 1792, il était nommé lieutenant général, et le lendemain il recevait l'ordre de se rendre à Strasbourg, à l'armée du Rhin le ministre Narbonne, désireux de le voir et de faire avec lui une connaissance plus particulière, le pria de passer par Paris.

Dumouriez avait, le 27 janvier, informé Narbonne qu'il connaissait l'Espagne, qu'il aurait sur ce pays [des idées à communiquer](#). Lorsqu'il sut de Narbonne qu'une armée du Midi existait, il demanda le commandement de cette armée et fit en trois jours un plan de défensive. A peine avait-il remis le projet à Narbonne que Narbonne tombait.

CHAPITRE VI

LE MINISTÈRE

DUMOURIEZ MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES —
REMANIEMENT DU PERSONNEL — DÉCLARATION DE GUERRE À
L'AUTRICHE — NEUTRALITÉ DE L'ANGLETERRE ET DE L'EMPIRE
GERMANIQUE — NÉGOCIATION AVEC LA PRUSSE.

DUMOURIEZ comptait peut-être sur le ministère de la guerre. On parlait déjà de lui lorsque Narbonne fut nommé. *Partout où vous serez, lui écrivait Verteuil, un autre ne fera pas mieux,* et nombre de gens disaient alors que son intelligence, son expérience le désignaient plutôt que Narbonne pour ces fonctions. Le roi choisit un jeune maréchal de camp, le chevalier de Grave, aimable, mais maladif, faible, timide, dépourvu de caractère et de volonté.

Au reste, Dumouriez préférait le ministère des affaires étrangères. C'était son point de mire. Les amis qu'il avait à la cour comme dans le parti populaire assuraient que nul ne connaissait mieux que lui les relations extérieures. Dès la fin de 1791, La Porte, Sainte-Foy, Chamfort, Gallois et Gensonné répétaient partout qu'il fallait l'appeler à Paris, qu'il donnerait de bons conseils à Lessart, successeur de Montmorin. *Je me suis beaucoup entretenu de vous avec Chamfort, lui mandait Gallois, et il me charge de vous dire bien des choses ; il désire vivement, ainsi que moi, que les circonstances vous ramènent ici ; je contribuerai à les faire venir ; j'ai déjà posé quelques pierres d'attente.*

Gensonné, élu par le département de la Gironde à l'Assemblée législative, hésitait à se mettre en évidence. Ce fut Dumouriez qui le poussa, le stimula. Le général morigéna le député. Il avait loué le rapport sur la Vendée, non sans réserves *Votre rapport, très bien fait, présente des tableaux agréables, une teinte de philosophie et d'humanité fort estimable, mais aucune conclusion, rien qui dise, qui indique même à l'Assemblée ce qu'elle doit préjuger sur cette affaire.* Il reprochait à Gensonné d'avoir pris pour devise le vers de Boileau,

Imiter de Conrart le silence prudent ;

il l'exhortait à secouer sa paresse, à sortir du commun des martyrs, à être un homme public, un homme d'État, cet homme d'État que chaque législature devait avoir, à être le Mirabeau de la nouvelle assemblée. Gensonné n'avait-il pas tout ce qu'il fallait pour arriver, le travail facile et net, les idées justes ? Ne savait-il pas rendre ses idées avec clarté et avec grâce ? Dumouriez offrait à Gensonné, outre son amitié, son expérience. Il l'excitait à diriger, à guider la Révolution : *Soutenez les clubs et contenez-les !* Il l'exhortait à ne pas affaiblir l'autorité royale : *Le roi doit anéantir les factieux et le républicanisme les législateurs passent, et le roi reste ; nous aurons toujours recours à la monarchie.* Il lui envoyait des mémoires sur plusieurs points.

Le député de Bordeaux, devenu membre du Comité diplomatique, pria Dumouriez d'être son mentor, son maître ès choses de politique étrangère. Au milieu des séances et, comme il dit, parmi les débats les plus scandaleux qu'on puisse imaginer, tandis que jacobins et feuillants engageaient les uns contre les autres la lutte la plus affligeante, il écrivait au général qu'il comptait beaucoup sur ses instructions, qu'il avait besoin d'être mené par la main, que la certitude de recevoir les avis de Dumouriez le consolait d'être en scène avant d'avoir eu le temps de se préparer à son rôle : **Dites-moi au juste**, lit-on dans une de ses lettres, **ce que vous pensez de notre position à l'extérieur**. Et il le tient au courant de tout, lui apprend, par exemple le 30 septembre 1791, que Montmorin est perdu et sera peut-être remplacé par Barthélemy. Il essaie de lui faire avoir l'ambassade de Suisse. Il lui marque que sa propre influence ne cesse de grandir dans le Comité diplomatique, qu'il a la confiance de Koch, que Jaucourt, Ramond, Briche le ménagent : **Je suis content**, dit-il le 26 décembre, **de la manière dont Jaucourt s'est exprimé sur votre compte et il s'est engagé à me seconder de son mieux**. Mais quelques jours après, le 14 janvier 1792, lorsque Genononné déclarait à l'Assemblée qu'il était temps de donner à la nation française l'attitude qui lui convenait en face des autres nations, qu'elle ne soumettrait pas sa souveraineté aux volontés de certains despotes du dehors, et que la guerre, cette crise salutaire et nécessaire, l'élèverait à la hauteur de ses destinées, n'exposait-il pas, presque dans les mêmes termes, la pensée de Dumouriez ? Il finit par lui promettre le ministère : **Vous y serez**, lui mandait-il le 24 janvier, **vous y serez infailliblement porté, malgré le Château il faudra bien que ces gens-là marchent ou qu'ils quittent, et il est impossible que Lessart tienne**.

Lessart était en effet, pressé vigoureusement, selon le mot de Genononné, par les membres du Comité diplomatique et surtout par Brissot qui lui reprochait de ne répondre aux notes hautaines de l'Autriche que par des phrases vagues et non avec la noble brièveté des Spartiates. Il fut décrété d'accusation, et le 15 mars, Dumouriez lui succéda.

Retenu à Paris par le Comité diplomatique, Dumouriez avait, dans une note précise, exposé ce que devait être la politique française. Il fallait, avait-il dit, non pas **la continuer sur le pied de l'alliance de 1756**, mais s'unir à la Prusse le sort de la France dépendait du roi de Prusse ; Léopold n'attaquerait la France que si la Prusse se prononçait contre elle.

Il rééditait, très habilement et non sans additions, le mémoire qu'il avait lu l'année précédente au club des Jacobins. Il affirmait que les relations extérieures de la France devaient être fondées sur la Déclaration des droits ; qu'un peuple grand, libre et juste était l'allié naturel de tous les peuples ; que dans cinquante ans au plus, l'Europe serait républicaine et par suite, ajoutait Dumouriez, il fallait opérer dans le corps diplomatique un changement prompt et total. Nos envoyés n'auraient pas d'expérience, mais leurs devanciers n'étaient-ils pas des jeunes gens sans éducation politique ? Le ministère des affaires étrangères n'était-il pas le moins compliqué de tous les ministères et celui qui voulait le moins de mystère ? Le ministre, concluait Dumouriez, devait communiquer au Comité diplomatique les dépêches importantes, et ce ministre serait un patriote intègre, courageux et habile.

Qui ne comprend l'éloge que Brissot fit alors de Dumouriez dans le *Patriote français* ? Le général, écrivait Brissot, joignait aux talents militaires la connaissance des cours de l'Europe ; il possédait vigueur et lumières ; il avait séduit les patriotes ; la voix publique l'appelait au ministère.

Comme les Girondins, la cour souhaitait l'avènement de Dumouriez. Dumouriez avait juré à La Porte de sauver la monarchie. Il assurait qu'il vaincrait les Jacobins parce qu'il était lui-même jacobin, qu'il n'adoptait leur esprit et leur langage que pour se retourner contre eux. **Croyez-vous, disait-il à Vaublanc, que je les aime plus que vous ? Laissez-moi faire et vous verrez.** Sainte-Foy comptait sur lui : **Nous sommes sûrs de Dumouriez,** marquait-il dans un rapport secret, **puisque c'est nous et nous seuls, qui l'avons appelé dans des vues utiles.** Louis XVI accepta donc Dumouriez comme il avait accepté Grave, comme il accepta les autres ministres que la Gironde proposa pour l'intérieur, les finances, la marine et la justice Roland, Clavière, Lacoste et Duranthon. Il savait la guerre inévitable ; il n'attendait plus de secours que du dehors la tempête allait se déchaîner ; il croyait qu'elle emporterait la Gironde, et la Gironde croyait qu'elle emporterait la royauté.

Les premiers actes du nouveau ministre furent d'un patriote ou, comme on disait aussi, d'un sans-culotte. Il remanie le personnel diplomatique. Il réorganise le ministère et réforme les bureaux. Gérard de Rayneval, Hennin, Pfeffel, Durival et nombre d'autres sont renvoyés. Rouhière est nommé chef du secrétariat ; Le Brun, chef du 1er bureau ; Noël, chef du 2e ; Baudry, chef du 3e ; Colchen, chef du 5e. La place de directeur est rétablie en faveur de Bonnacarrère, un de ces beaux garçons qui déplaisaient à Mme Roland, mais très souple, très actif, très laborieux, plein d'esprit et de ressources, ami de Mirabeau qui l'avait fait nommer ministre de France à Liège, naguère secrétaire des jacobins, répandu dans tous les mondes, connaissant mieux que qui que ce fût les partis, l'assemblée et la cour.

Ferme, énergique, Dumouriez dit tout haut que le ministère est le ministère de la France, et non d'une faction, que la France reprend son rôle de première puissance, que son gouvernement un gouvernement constitutionnel bien supérieur à celui d'un despote a **de la force et de l'assiette**, que le nouveau Conseil est un Conseil homogène et populaire, disposé à faire une guerre vigoureuse aux puissances qu'il ne pourra contenir par des négociations sages et franches. Il somme ses agents de parler un langage résolu et, sans se jeter dans des excuses ou des apologies à la Lessart, de présenter à l'étranger la Révolution telle qu'elle est.

Il flatte en même temps l'Assemblée. **Je serai,** lui dit-il, **l'organe de votre énergie.** Il lui lit des dépêches et des traités il l'assure qu'il lui fournira tous les renseignements qu'il lui doit ; il lui soumet la plupart des affaires, grandes et petites ; il obtient d'elle six millions de fonds secrets pour employer à l'étranger et contre l'étranger **les moyens pécuniaires.**

Comme l'année d'avant, afin de n'être pas taxé d'aristocratie, il se rend au club des jacobins, et dans la séance du 19 mars, coiffé, selon l'usage, du bonnet rouge, il déclare que les négociations qu'il conduira, produiront une paix solide ou une guerre décisive ; il prie **ses frères** de lui donner dans leurs journaux les conseils dont il a besoin et, aux applaudissements de l'assistance, il embrasse Robespierre.

Mais il témoigne sa reconnaissance à Brissot. C'est Brissot qui lui a proposé Roland et Clavière. Brissot lui recommande Robert, lui recommande Bernardin de Saint-Pierre, lui recommande Servan. On nomme Brissot le Père Joseph de Dumouriez ; on dit qu'il a fait le ministère, et qu'il mène toute la machine du

gouvernement ; Fréron et Robespierre l'accusent de distribuer les ambassades et les emplois avec une scandaleuse ostentation. Enfin, c'est de concert avec Brissot que Dumouriez va faire déclarer à l'Autriche l'inévitable guerre.

Le 27 mars Dumouriez avait écrit à Kaunitz qu'il ne pouvait réfuter tous les huit jours des arguments rebattus. Il exigeait de l'Autriche une réponse catégorique. Qu'elle retire ses troupes qui menacent et cernent la France ; qu'elle expulse les émigrés de ses provinces ; qu'elle se souvienne de son alliance avec la France et qu'elle rompe les traités qu'elle a faits avec d'autres qu'avant le 15 avril tout soit terminé ; sinon la nation, fière et libre, la nation qui **soupire après une prompte décision**, ne se bornera pas à de vaines paroles et ne pourra contenir sa juste indignation puisqu'on cherche à l'avilir, à l'intimider, à la jouer, jusqu'à ce qu'on ait achevé contre elle tous les préparatifs d'attaque !

Que répondit la cour de Vienne ? Que les princes allemands possessionnés en Alsace devaient être réintégrés dans leurs droits féodaux, Avignon et le Comtat Venaissin rétrocédés au pape ; qu'elle avait ordonné des mesures de défense qui n'étaient pas comparables aux mesures hostiles de la France ; qu'elle ne reconnaissait à personne le droit de lui prescrire les dispositions qu'il lui fallait prendre pour étouffer les troubles fomentés en Belgique par le parti jacobin ; qu'elle persisterait à se concerter avec les puissances de l'Europe tant que durerait la crise révolutionnaire, tant qu'une faction sanguinaire et furieuse viserait à réduire à des jeux de mots illusoire la liberté du roi, le maintien de la monarchie et l'établissement de tout gouvernement régulier !

Évidemment l'Autriche, comme la Gironde et comme la cour, désirait la guerre. Léopold qui ne voulait pas agir, était mort le 1er mars, et François II était moins prudent que son père qu'il avait souvent accusé de lenteur et de mollesse. **On va changer de système**, disait Mercy le 8 mars et, mettant la main à la garde de son épée, **c'est de cela qu'il faut et on y est décidé**. Le 3 avril, François qui n'était pas encore empereur d'Allemagne et qu'on nommait le roi de Hongrie donnait au duc de Brunswick le commandement en chef des forces qu'il destinait, selon son expression, à sauver de l'anarchie la France et l'Europe. Le 17, Thugut annonçait à Breteuil qu'on avait résolu de **marcher**, et que le roi de Hongrie était las de ce qui se passait en France.

La France prit les devants, comme Frédéric II l'avait fait en 1756. Dès le 14 janvier, Genonville, inspiré par Dumouriez, avait dit qu'un roi dont les talents seuls pouvaient excuser le despotisme, Frédéric le Grand, avait, par une irruption soudaine, assuré la couronne sur sa tête et rompu la ligue qui se formait contre lui. Le 20 avril, à l'Assemblée, Dumouriez lut un rapport sur la situation politique de la France et sur ses griefs contre l'Autriche. Puis, le roi proposa la guerre. Elle fut votée. Nul ne pensait alors qu'elle allait, suivant le mot d'un contemporain, plonger la France et l'Europe dans un gouffre de misères !

Pour vaincre l'Autriche, il fallait obtenir la neutralité de l'Europe, tout d'abord, la neutralité de l'Angleterre qui entraînerait celle de la Hollande et de l'Espagne. Lord Auckland ne devait-il pas être en 1793 une sorte de premier ministre des Provinces-Unies et le grand pensionnaire Van de Spiegel, le satellite qui, disait-on, ne s'écartait pas de l'orbite d'Auckland, sa planète ? Quant à l'Espagne qui craignait toujours que les Anglais ne prissent ses colonies, elle ne bougerait pas tant qu'ils resteraient neutres.

L'homme qui devait négocier avec l'Angleterre s'imposait au choix de Dumouriez. C'était Talleyrand qui revenait de Londres où Lessart l'avait envoyé. Dumouriez et Talleyrand n'étaient pas liés d'amitié, mais ils se connaissaient ; ils avaient des amis communs, Biron, La Touche-Tréville, et Dumouriez s'était entretenu plus d'une fois avec Gensonné de l'ex-évêque d'Autun, du [Père Gambille](#), qui visait, selon le mot du Girondin, au gouvernement du jeune prince royal. Dumouriez ne jugeait pas Talleyrand assez docile et dévoué ; Talleyrand, tout en louant l'activité de Dumouriez, critiquait sa [tête brûlante](#) et jugeait que le style du nouveau ministre n'avait pas assez de noblesse et de soin. Mais Talleyrand était indispensable et, parce qu'il ne pouvait avoir, en qualité de Constituant, de fonctions officielles, il fut, avec le Genevois Duroveray, adjoint à l'ambassadeur Chauvelin, jeune homme vaniteux et imprudent lequel n'était qu'un prête-nom.

Dumouriez développa sa politique dans deux mémoires. Il fallait rassurer l'Angleterre et lui dire en termes très nets que la France faisait offensivement une guerre défensive, qu'elle ne voulait pas [réunir](#) les Pays-Bas. Il fallait représenter que la France, comme l'Angleterre, avait fondé sa constitution sur des droits imprescriptibles et qu'elle luttait pour sa liberté contre les puissances étrangères, de même que l'Angleterre avait lutté contre Louis XIV qui prétendait lui imposer les Stuarts. Que l'Angleterre s'associe aux coalisés ou ceux-ci seront vainqueurs et ils ramèneront l'ancien régime, rétabliront l'alliance autrichienne et le pacte de famille, feront des partages dont elle souffrira ; ou ils seront vaincus, et la France, prenant l'essor malgré elle et forcée d'étendre sa puissance en propageant l'esprit de liberté, révolutionnera la Hollande et réunira la Belgique. Que l'Angleterre reste donc neutre ou mieux qu'elle s'allie à la France. Que les deux nations, cessant d'être rivales, deviennent les arbitres de la paix et de la guerre, qu'elles se partagent l'Amérique avec l'appui des États-Unis et au détriment de l'Espagne. Que l'Angleterre s'engage à garantir à la France un emprunt de trois à quatre millions de livres sterling, et la France lui cédera l'île de Tabago, tout en confirmant le traité de commerce de 1786. Mais l'Angleterre pouvait-elle s'allier à la France révolutionnaire ? Grenville ne se moquait-il pas de l'ignorance et de l'absurdité de la mission française ? Du moins fit-il une déclaration de neutralité c'était tout ce que Dumouriez désirait. [L'Angleterre](#), avait-il dit le 11 avril, [ne se mêlera pas à la querelle et la nation contiendra la malveillance du roi](#).

La Sardaigne fut plus rétive. Lorsque le roi de Sardaigne sut que Dumouriez envoyait à Turin Huguet de, Sémonville, il refusa de recevoir un [jacobin de cette espèce](#). Dumouriez déclara le 26 avril en pleine séance de l'Assemblée qu'il exigerait une réparation, et, secrètement, il proposa de remplacer Sémonville par Audibert-Caille. Mais le roi traîna la négociation en longueur ; au mois de juillet, après le départ de Dumouriez, il la rompit brutalement.

Le ministre sut toutefois obtenir la neutralité de l'Empire germanique, et il n'y eut pour se joindre à l'Autriche que l'électeur de Mayence et le landgrave de Hesse-Cassel. Ses agents promirent d'indemniser généreusement les princes possessionnés en Alsace. D'après la constitution française, disaient-ils, les droits seigneuriaux ne devaient plus exister, et, avant de les rétablir, il faudrait [faire périr toute la nation](#). Dès lors, la guerre, même fatale à la France, était-elle bien utile aux princes ? Qu'y gagneraient-ils ? Pourraient-ils jamais restaurer la féodalité chez leurs vassaux d'antan ? N'était-il pas plus sage de discuter, non au

bruit des armes et sous l'influence des violents conseils de l'émigration, mais en paix et avec loyauté, de négociier, non pas généralement ou collectivement, mais de puissance à puissance et à Paris, non d'après le droit public allemand, mais d'après le droit de la France où était situé le territoire des princes, puis de tout régler par des transactions individuelles ?

Nos agents représentaient en même temps que la France avait déclaré la guerre à l'Autriche, non à l'Empire.

A Ratisbonne, Marbois insinuaient que le corps germanique ne devait pas se traîner à la suite de l'Autriche et de la Prusse, dans une ligue impolitique contre la France, contre la seule nation qui pouvait, un jour, sauver la liberté allemande. La diète n'était-elle qu'un simple tribunal ? Pourquoi ne reprendrait-elle pas son ancienne dignité et sa haute importance ?

A Munich, d'Assigny avait ordre de dire que le roi et la nation préparaient vigoureusement la guerre parce qu'ils voyaient se former, sous le nom de concert, une conjuration des grandes puissances ; mais que ce concert, ce monstre politique menaçait encore plus la liberté germanique que la liberté française, puisqu'il détruisait le palladium de la constitution allemande, le système sublime du grand Frédéric qui défendait la Bavière contre les envahissements de l'Autriche. Que le corps germanique prenne garde. S'il s'engage dans une guerre contre la France, il finira par être la victime de l'Autriche et de la Prusse qui chercheront autour d'elles des dédommagements et les trouveront dans des partages. Que la cour de Munich essaie donc de rompre cette terrible alliance entre la maison d'Autriche et le Brandebourg, de rétablir la rivalité à laquelle tient la constitution germanique, de rétablir l'équilibre sauveur de l'Empire. Au duc de Deux-Ponts, Naillac remontra qu'il risquait de perdre la succession de Bavière et que, pour se l'assurer, il devait conserver la balance dans le corps germanique, éclairer la diète sur ses véritables intérêts, combattre les projets de croisade contre la France, opposer à la ligue austro-prussienne une contre-ligue qui refuserait d'intervenir dans cette guerre de rois.

Restaient la Russie et la Prusse qui, selon l'expression de Dumouriez en 1773, formaient avec l'Autriche les trois puissances actives.

Il ne s'inquiéta pas de la Russie la Pologne, disait-il justement, intéresse Catherine d'une tout autre manière que les affaires de France.

Mais il ne put rompre la monstrueuse liaison de l'Autriche avec la Prusse. Amand de Custine, qu'il avait nommé ministre plénipotentiaire à Berlin, eut beau dire que la Prusse et la France étaient des alliées naturelles, que tout autre alliance ne saurait être pour chacune qu'un système forcé et momentané, qu'une guerre de la Prusse contre la France serait ruineuse et que, même en cas de succès, sa part serait zéro. Schulenburg répliqua que Frédéric-Guillaume II voulait défendre l'honneur des couronnes et repousser la propagande qui menaçait tous les souverains. Dumouriez recourut alors à un émigré, un de ses anciens camarades, le maréchal de camp Heymann, entré naguère au service de la Prusse. Il lui dépêcha un agent, Benoît, dont le fils devint Benoît d'Azy. Schulenburg refusa d'écouter Benoît et de compromettre Sa Majesté prussienne avec de misérables sans-culottes. Benoît mit par écrit les propositions de Dumouriez. Le ministre sollicitait l'arbitrage du roi de Prusse entre la France et les princes possessionnés. Il s'engageait à donner aux frères de Louis XVI les compensations que demanderait Frédéric-Guillaume. Les émigrés rentreraient en

France ; si l'on ne pouvait sans danger maintenir les privilèges de la noblesse, rétablir les grandes magistratures, restituer les biens du clergé, on augmenterait les prérogatives du roi. Ces offres parurent extraordinaires elles surprirent Schulenburg ; elles prouvaient que Dumouriez comptait tôt ou tard imposer aux révolutionnaires sa volonté. Mais à l'instant même, la France déclarait la guerre à l'Autriche, et Schulenburg faisait dire par Heymann à Benoît que la Prusse ne se séparait pas de l'Autriche, que les deux puissances ne traiteraient qu'avec le roi de France revêtu de l'autorité nécessaire. Dumouriez se tourna vers le duc de Deux-Ponts. Si le duc obtenait la neutralité de la Prusse, il recevrait un million, et le ministre promettait deux cent mille francs à celui ou celle qui ferait réussir cette négociation. Le cabinet de Berlin répondit au duc de Deux-Ponts comme à Benoît. Le 1er mai, Schulenburg annonçait à Custine que la Prusse entrait en campagne : depuis dix mois la tribune française retentissait d'injures contre les rois ; il fallait que cela finît !

CHAPITRE VII

LA GUERRE

DÉROUTE DU 30 AVRIL — LAFAYETTE ET LUCKNER — MENIN ET COURTRAI CLAVIÈRE ET ROLAND — RENVOI DES TROIS GIRONDINS — DUMOURIEZ MINISTRE DE LA GUERRE — SA DÉMISSION.

LES hostilités avaient déjà commencé. Dès le 22 mars Dumouriez dressait un plan d'opérations il était le véritable ministre de la guerre, et Grave lui obéissait docilement, comme un fils. La France, disait-il, allait déployer ce grand caractère qu'imprime la liberté et couvrir de ses bataillons l'Europe qu'elle éclairait de ses lumières. Tous les points du territoire, sauf deux, n'exigeaient qu'une exacte défensive ces deux points, c'étaient Paris et Lyon dont l'ennemi ne devait pas approcher tous deux demandaient une guerre offensive et extérieure. 30.000 hommes entreraient en Savoie, et cette facile expédition romprait les projets d'invasion dirigés contre le sud du royaume ; l'Espagne, apprenant le châtement de la cour de Turin, n'oserait attaquer seule ; la ligue helvétique ne serait pas ébranlée dans sa fidélité ; trente ou quarante bataillons de l'armée du Midi viendraient renforcer l'armée du Nord. Quant à l'armée du Nord, elle se jetterait sur les Pays-Bas. Qu'importaient l'insubordination des soldats et l'inexpérience des officiers et des généraux ? Dumouriez avait foi dans l'impétuosité française secondée par le peuple belge en peu de temps les troupes se saisiraient des Pays-Bas et de Liège ; elles auraient dans ce riche pays d'abondants magasins préparés par l'ennemi et un nombreux numéraire facilement échangé contre les assignats. C'est sur les bords de la Meuse qu'on défendrait Paris ; c'est du pays de Liège que partiraient les négociateurs, chargés de conclure une paix qui ne serait pas souillée par l'esprit de conquête car Dumouriez ne voulait pas réunir les Pays-Bas ; il laisserait les Belges faire leur révolution, assurer leur liberté à leur manière, fonder une république fédérative ; ses émissaires et notamment Maret avaient ordre de n'exciter chez les habitants qu'un seul sentiment, la haine contre la maison d'Autriche.

L'armée du Midi n'était pas prête. La guerre n'eut lieu que dans le Nord. Il y avait là trois armées celle du Nord sous le maréchal Rochambeau, celle du Centre sous le général Lafayette, celle du Rhin sous le maréchal Luckner. L'armée du Rhin resterait sur la défensive ; celle du Nord et celle du Centre envahiraient, l'une, le Hainaut, et l'autre, le pays de Liège. Le 15 avril, les instructions furent rédigées. Lafayette se mettrait le premier en mouvement et se dirigerait par Dun et Givet sur Namur ; Rochambeau se porterait du 1er au 10 mai sur Mons et sur Bruxelles, si Lafayette s'emparait de Namur et si une grande insurrection facilitait sa marche.

Mais Dumouriez savait Rochambeau lent, circonspect, maladif, peu enclin à l'offensive. Dès la guerre de Sept ans, avec une perspicacité singulière, il le jugeait bon officier de détail, mais lourd, entêté, incapable d'aller au grand. Le maréchal ne demandait-il pas à l'ennemi, dès le premier jour, au nom de l'humanité, qu'il n'y eût pas d'attaque de vedettes et d'avant-postes jusqu'à ce que les deux armées fussent en état d'ouvrir une guerre franche ? Dumouriez avait donc réservé le rôle principal à son ami Biron, naguère promu lieutenant général. Bien que médiocre militaire, Biron voulait **agir très activement**. Dumouriez, qui l'appelait un des plus forts arc-boutants de sa machine, lui avait promis le bâton de maréchal et le commandement de l'armée du Centre, si Lafayette venait à **s'écarter de son devoir**.

Le 22 avril, Dumouriez envoya de nouvelles instructions. Les circonstances, disait-il en termes exprès, obligeaient d'adopter un système d'invasion 'qui favoriserait l'insurrection générale des Belges. Lafayette s'ébranlerait vers le 30, sans attendre les moyens de campement qui lui manquaient, et à cette époque, Rochambeau porterait, de Valenciennes, son avant-garde à Mons et jusqu'à Bruxelles. Cette avant-garde serait commandée par Biron qui la réunirait à Quiévrain. Elle serait soutenue à droite et à gauche par des démonstrations qui se feraient l'une de Lille sur Baisieux et Tournay, l'autre de Dunkerque sur Furnes. On croyait ainsi que, Biron n'aurait affaire qu'aux garnisons de Mons et de Bruxelles.

Le succès semblait certain. Selon Dumouriez, Biron prendrait facilement Mons qui n'avait que de vieilles murailles en terre de tourbe ; il serait le 4 mai à Bruxelles et le 15 à Ostende ; il recevrait à Bruxelles une députation des États qu'il enverrait à Paris où Dumouriez tâcherait d'amalgamer tous les partis ; il ne ferait pas de propagande ; il ménagerait les prêtres et les moines ; il caresserait les paysans et les révolutionnaires de toute sorte.

On a souvent blâmé Dumouriez d'avoir prescrit cette offensive. Il avait raison. Fersen n'écrivait-il pas à cette date que le moment était très critique ; que la cour de Vienne n'avait fait aucune disposition ; que ses troupes étaient dispersées dans le pays par pelotons ; que si les Français attaquaient, ils auraient sûrement l'avantage ; qu'ils battraient en détail tous les détachements ; qu'ils soulèveraient la contrée ? Mais les généraux français ne surent pas mener les soldats ; ils prétendaient, avant d'obtenir un succès, trouver chez les Brabançons un chaleureux accueil, tandis que les Brabançons, fort naturellement, attendaient le succès des Français pour se prononcer. Le pays, comme disait Fersen, n'était que trop disposé à la révolte ; cependant, vît-il paraître cent mille. Dumouriez, il ne s'insurgerait pas tant que les Autrichiens ne seraient pas vaincus.

Qui ne sait comment les choses tournèrent le 30 avril ? Le détachement parti de Dunkerque sous les ordres de Carle parut devant Fumes où il n'y avait personne, et il n'entra pas dans la ville.

A Baisieux et à Quiévrain les colonnes se mirent en déroute.

A Baisieux, Théobald Dillon disposait de 5.000 hommes ; il se replia précipitamment sans avoir combattu ; sa cavalerie étonnée, saisie de panique, entraîna dans sa fuite l'infanterie et regagna Lille en criant qu'on l'avait conduite à la boucherie ; Dillon et le colonel Berthier furent massacrés et quatre prisonniers autrichiens, pendus.

A Quiévrain, Biron avait plus de 6.000 hommes contre les 3.000 Autrichiens de Beaulieu. Il ne sut pas diriger ses bataillons qui ne firent que tirailler sans but et le lendemain soir, lorsqu'il se repliait, sous prétexte qu'il avait devant lui des forces considérables et qu'il ne voyait venir ni Belges ni déserteurs, ses troupes, en proie à une folle terreur, se débandèrent en criant à la trahison. A ces nouvelles, Lafayette qui faisait diligence et qui, le 30 avril, avait atteint Givet, arrêta sa marche.

[Soyons des foudres](#), avait écrit Dumouriez à Biron : [cela est nécessaire contre les Autrichiens et plus encore contre les clubs et les oisifs de Paris](#). Ni Biron ni ses soldats n'avaient été des foudres. Mais Dumouriez, comme s'exprimait l'Anglais Gower, tenait ferme et avait la vertu du courage. Ses ennemis le traitaient de fou, de brouillon, d'ambitieux, qui, comme un autre Louvois, voulait, de Paris, diriger les opérations militaires ; il répondait que Louvois n'avait pas étudié comme lui trente années durant l'art de la guerre et que Rochambeau et Lafayette n'étaient ni des Turenne ni des Condé.

Dès le 30 avril, il disait que Biron ne pouvait rentrer à Valenciennes, que Biron devait, sans se rebuter, attaquer les Autrichiens, prendre Mons et marcher sur Bruxelles, pendant que Rochambeau pousserait sur Tournai et Lafayette sur Namur. De nouveau, il recommandait l'offensive. Il s'indignait des crimes commis par les soldats, de leur licence sans bornes, de leur frénésie. De pareils hommes auraient-ils jamais assez d'obéissance et de constance pour se plier aux détails d'une défensive méthodique ? Auraient-ils jamais assez de patience et de fermeté pour supporter des sièges, et dans les places, ne suivraient-ils pas les impulsions des factieux ? Il fallait donc mener l'armée à l'ennemi, la rendre agissante, et puisque le trésor national n'avait plus que vingt-six millions de numéraire, l'invasion des Pays-Bas fournirait l'argent qui manquait.

Biron se lamentait. Dumouriez s'efforça de le remonter. Biron n'est-il pas au-dessus d'un revers ? Qu'il remette de la discipline dans ses troupes ; qu'il leur représente leur faute et la honte qui en résulte ; qu'il leur apprenne à marcher, à manœuvrer ; qu'il redouble de courage : [Comptez sur celui à qui vous vouliez confier votre maîtresse et léguer votre épée !](#)

Mais il fallait un Dumouriez à la tête de cette armée. Rochambeau avait donné sa démission en alléguant qu'il n'était plus qu'une pièce passive et que les ministres et particulièrement Dumouriez voulaient jouer toutes les pièces de l'échiquier. Qui commanderait ? Biron, encore ému de Quiévrain, jurait qu'il aimait mieux être tué comme soldat que pendu comme général. Dumouriez choisit Luckner qui, le 24 avril, écrivait que les Français devaient quitter une défensive ruineuse et contraire à leur nature. Il fit l'éloge de Luckner, ce jeune homme qui le consolait de la vieillesse de l'armée. Luckner sauverait la France. Guidés par lui, les volontaires seraient invincibles ils feraient fuir l'adversaire numériquement faible qui venait les narguer, et Dumouriez conseillait au maréchal de les mettre en colonnes par bataillon, les intervalles garnis d'artillerie et de cavalerie légère ; ainsi, ils auraient plus de cœur, et leurs mouvements seraient plus vifs et moins irréguliers.

Luckner ne valait pas mieux que Biron. Il arriva le 15 mai à Valenciennes où il trouva Rochambeau ; il appela Lafayette, et les trois personnages eurent, le 18, une conférence dont ils envoyèrent le procès-verbal à Paris.

Que contenait ce procès-verbal ? Tout d'abord, Rochambeau donnait une dernière fois sa démission malgré les instances des deux autres qui la regardaient comme un malheur public. Puis, les trois signataires exprimaient le regret que la guerre eût été déclarée dans un moment où l'armée n'était pas en état de la faire. Enfin, Luckner et Lafayette assuraient que leur situation et celle de l'ennemi détermineraient dorénavant les opérations offensives, qu'aucune d'elles ne pouvait réussir sans un secret inviolable, et qu'ils se concerteraient avec une confiance réciproque sur celles qui leur paraîtraient praticables ou utiles.

Le ministre répondit le 24 mai aux trois signataires du procès-verbal ; il faut résumer sa lettre à Lafayette qui est vive, pressante, patriotique.

Lafayette disait que, le 20 avril, l'armée n'était pas en état de faire la guerre. Or Dumouriez avait sous les yeux les rapports de Duportail, d'Alexandre de Lameth, de Narbonne, de Crublier d'Obterre ; les généraux avaient confirmé ces rapports ; le ministre avait avec Lafayette travaillé sur la carte et réglé le plan offensif, résolu avec Lafayette et Grave que les troupes se réuniraient à Metz pour se porter avec leur artillerie et leurs vivres sur Dun et de là sur Givet où elles seraient le 1er mai.

Lafayette avait mandé le 28 avril que, lors même que les moyens lui manqueraient, il tâcherait de s'en passer, et, sans doute, il avait mis de la promptitude dans ses mouvements. Mais, franchement, avait-il exécuté l'ordre précis d'amener à Givet pour le 1er mai et ses chevaux d'artillerie et les subsistances de ses troupes ? Pourquoi ne pas diriger son avant-garde de telle sorte qu'elle fût à Givet pour le 28 avril ? Pourquoi, dès son arrivée à Metz, ne pas mettre en route l'artillerie ? Ce retard n'avait-il pas causé de grands embarras ?

Lafayette disait qu'on avait eu des revers parce qu'on avait avancé de quelques jours l'exécution du plan. Mais ce plan avait-il causé la fuite des troupes ? L'armée de Rochambeau manquait-elle de moyens pour entrer en campagne ?

Lafayette avait dit qu'il saurait reconnaître la confiance que le ministère avait en lui, et maintenant il s'efforçait de discréditer et de perdre le ministère !

Il écrivait qu'il se renfermerait dans un secret inviolable et qu'il se concerterait avec Luckner sur les opérations. Le ministre n'aurait donc que les fonctions d'un premier commis ! Lafayette ne devait-il pas, au moins, lui communiquer, en gros, le plan qu'il aurait arrêté ?

Mais Dumouriez — telles étaient ses expressions — ne pensait qu'à sauver la chose publique qu'une discussion ouverte mettrait dans le plus grand danger. Il annonçait donc à Lafayette que les Autrichiens, encore en petit nombre, ne pouvaient défendre les Pays-Bas et que les habitants n'attendaient qu'une entrée vigoureuse des Français pour se mettre en insurrection. Il affirmait que Lafayette et Luckner réunis pouvaient sur-le-champ envahir la Belgique sur un ou deux points et la conquérir que, dans quinze jours, lorsque les Autrichiens auraient reçu des renforts, tout projet d'attaquer serait impossible ; que, dans un mois, quand les Prussiens se joindraient aux Autrichiens, la défensive même deviendrait presque impraticable. Il ne demandait pas le secret de Lafayette. Il savait que la confiance ne se rétablirait pas de sitôt entre eux deux. Mais il avait toujours soutenu Lafayette et il le soutenait en ce moment où **le résultat du triumvirat des généraux était une diatribe contre un ministère qui ne voulait que leur gloire et leur avantage**. Il croyait que Lafayette était l'espoir de la nation

française, et il promettait de l'aider à relever les courages, à réparer la honte d'un premier échec. Cet échec était-il si grave ? A quoi se réduisait-il ? A quelques aunes de toile, à quelques marmites, à quelques officiers déserteurs et démissionnaires. Il n'y avait pas là de quoi se désespérer. Que Lafayette agisse ; qu'il fasse par les meilleurs moyens agir des troupes inexpérimentées ; personne, pas même ses amis, ne fait plus de vœux que Dumouriez pour ses succès.

Lafayette répliqua le 29 mai que les armées n'avaient pas été outillées comme elles devaient l'être et qu'elles avaient manqué de tout, mais qu'il ferait son devoir et que le service public, même dans ses rapports avec Dumouriez, ne souffrirait pas un instant ; Luckner et lui exécuteraient avec zèle ce qui était possible en se gardant le secret à cause de l'indiscrétion inexplicable qui révélait jusqu'alors aux ennemis les plans du ministre ; quelle que fût l'opinion de Dumouriez, il ne croyait pas la défensive impraticable et il se défendrait tant qu'un pouce de terrain en France resterait libre.

Malgré Lafayette, Dumouriez voulait absolument l'invasion de la Belgique. Valence avait beau écrire que l'état de l'armée le faisait frémir ; que tout y manquait, principalement l'ordre et la méthode dans les détails du service et de l'état-major ; qu'il semblait qu'on ne pût sortir de la confusion ; Dumouriez répondait justement qu'on ne pouvait rester dans le camp de Valenciennes qui donnait aux Autrichiens l'air du courage et aux Français la réalité de la consternation ; que l'armée, à Valenciennes, ne reprendrait ni discipline ni confiance ; que le tempérament des Français était trop vif et que l'oisiveté tuait en eux toutes les vertus ; qu'il leur fallait l'action, une continuelle mobilité. Plus que jamais il recommandait d'attaquer, et d'attaquer sans retard si l'on attendait l'ennemi, on serait forcé partout ; il fallait de meilleures troupes pour défendre un pays que pour l'assaillir.

Afin de faire quelque chose, Luckner et Lafayette convinrent dans la conférence du 18 mai d'attaquer la Flandre maritime, de tomber ainsi sur les derrières des Autrichiens et de les rejeter vers le Rhin en prenant Courtrai, Gand et Bruxelles. Ce grand mouvement serait exécuté par Luckner, tandis que Lafayette occuperait le camp retranché de Maubeuge.

Lafayette vint, en effet, occuper le camp de Maubeuge, et il eut de petites affaires qui aguerrirent son armée. Dans l'une d'elles, le 11 juin, à la Glisuelle, succomba Gouvion qui commandait l'avant-garde. Mais pourquoi Lafayette restait-il immobile sous les murs de Maubeuge ? N'aurait-il pas mieux fait de pousser en avant et après avoir masqué Mons, de marcher contre Audenarde et Bruxelles pour fermer la retraite, aux ennemis que Luckner refoulait sur Menin, Courtrai et Gand ?

Il est vrai que Luckner ne se pressait guère. Le vieux maréchal craignait de hasarder sa réputation, et Maret prédisait qu'il attaquerait, qu'il aurait quelques avantages inutiles et qu'il reviendrait après avoir obéi aux ministres sans servir leurs projets et sans compromettre sa gloire. **Il y a des ordres**, écrivait la reine à Fersen, **pour que Luckner attaque ; le ministère le veut et Luckner s'y oppose.**

Le 9 juin, Luckner se mit en marche à pas de tortue. Il prit Menin le 17 et Courtrai le 18 après un léger combat. Avec un peu d'audace, il pouvait s'emparer de Gand ; les Autrichiens étaient, cette fois encore, en petit nombre. Il s'arrêta le 30, il rentra à Lille !

C'est que tous les généraux d'alors tournaient leurs regards vers la capitale ; c'est qu'ils se souciaient plus du roi, de l'Assemblée et des jacobins que de l'armée. A la fin d'avril, les Lameth, Clermont-Tonnerre, Du Port, Beaumetz ne projetaient-ils pas de séduire Biron ? Ne comptaient-ils pas que Biron aurait des succès, qu'il mènerait à Paris son armée victorieuse pour chasser l'Assemblée, former une Convention nationale, établir un nouveau gouvernement dont ils avaient le plan tout prêt ? Lafayette ne faisait-il pas le même calcul ? N'écrivait-il pas à Jaucourt qu'il aspirait à la dictature et qu'il s'en -croyait digne ? Ne disait-il pas que la situation militaire l'intéressait moins que la situation politique et qu'il engagerait bientôt contre les factieux un combat à mort, dût-il les attaquer seul ? Telle fut la cause principale de la retraite de Luckner. Ses entours, Charles de Lameth, Berthier et autres feuillants, le dominaient ; dès qu'ils surent que Dumouriez qu'ils haïssaient, n'était plus ministre, ils décidèrent le maréchal à regagner la frontière.

Depuis le 15 juin, Dumouriez, en effet, n'était plus ministre.

Dès le début, il avait entraîné ses collègues par son ascendant. Ils dînaient ensemble deux fois par semaine Dumouriez les charmait par son esprit et sa gaieté. Un jour qu'il racontait de galantes prouesses, Clavière lui dit plaisamment en montrant le valet de chambre : **Général, vous avez fait sourire Baptiste**. Si Dumouriez jugeait Roland et Clavière un peu pédants, s'il se moquait de leur raideur puritaine, il savait éviter toute discussion et par une répartie piquante prévenir les disputes. Il surnommait Roland Thermosiris ; il comparait Clavière à Sully ou à Colbert ; il vantait le zèle de Grave qui, malgré sa faible santé, s'acquittait avec zèle d'une tâche fatigante. Mais, au bout de deux mois, Grave quitta le ministère de la guerre. Lassé, surmené, épouvanté de l'énorme responsabilité qui pesait sur lui, le malheureux devenait fou ; il signait : **Grave, maire de Paris** ! Il donna sa démission. Sur le conseil de Roland et de Brissot, la Gironde le remplaça, le 9 mai, par un autre maréchal de camp, Joseph Servan, ennemi de la cour, homme fier et sombre, honnête et laborieux, mais qui manquait de sang-froid et de ténacité.

L'arrivée de Servan rompit l'accord entre les membres du cabinet. Dumouriez avait dit d'abord que le successeur de Grave était un grand travailleur, un personnage d'une austère probité, d'un esprit juste et droit, d'un patriotisme éclairé, et, de même que Dumouriez, Servan stimula les généraux. On croit entendre Dumouriez lorsque, dans une lettre du 7 juin à Luckner, Servan écrit que le maréchal de Saxe, qui se plaignait toujours de l'indiscipline et du dénuement de ses troupes, avait pourtant remporté trois victoires et conquis la Belgique. Mais Servan ne se laissait pas régenter comme Grave ; il prétendit confiner Dumouriez dans les affaires étrangères il voulut, avec Clavière et Roland, imposer au cabinet les volontés de la Gironde.

Bientôt deux partis se formèrent dans le Conseil d'un côté, les trois girondins Roland, Clavière, Servan ; de l'autre, Dumouriez, Lacoste et Duranthon.

Les trois ministres populaires désiraient qu'un secrétaire fût chargé d'enregistrer les délibérations du Conseil qui, par suite, auraient la gravité nécessaire. Puisqu'ils étaient responsables, ne fallait-il pas faire constater leurs opinions ? Dumouriez, Lacoste et Duranthon combattirent cette mesure.

Sur l'avis de Dumouriez, Lacoste voulut envoyer à Saint-Domingue le maréchal de camp Montredon, homme couvert de dettes, habitué des maisons de jeu et

intime ami de Bonnacarrère. Les trois ministres patriotes connurent cette liaison et ils prétendirent savoir que Montredon avait promis cent mille livres à Bonnacarrère. Ils proposèrent Sillery, et, lorsque Dumouriez objecta que Sillery, immoral d'ailleurs et taré, avait été membre de la Constituante, le Conseil, de guerre lasse, accepta le vieux d'Esparbès.

Les trois girondins sommèrent alors Dumouriez de chasser Bonnacarrère qu'ils regardaient comme un agent de la cour, comme un roué sans principes et sans mœurs. Il répondit que Bonnacarrère lui était indispensable, qu'il ne s'inquiétait pas de la moralité de ses agents et qu'avant tout il leur demandait du talent. Il s'éloignait donc de la Gironde. Il jugeait qu'elle travaillait à détruire la monarchie, qu'elle avait tort d'attaquer sans cesse Louis XVI et de l'affaiblir. S'il comprenait qu'elle eût licencié la garde soldée du roi qui manifestait ouvertement un esprit de contre-révolution, s'il comprenait qu'elle eût décrété dans la séance du 24 mai la déportation des prêtres insermentés, il était de ceux qui voulaient, selon le mot de Stanislas de Girardin, se mettre à la tête de l'autorité royale, et non pas l'engloutir.

Le 4 juin, sans consulter Dumouriez, Servan proposait à l'Assemblée de réunir à Paris, au 14 juillet, cinq fédérés de chaque canton, vêtus et équipés, qui constitueraient ensuite un camp de 20.000 hommes au nord de la capitale. Brissot avouait que ce camp était destiné à faire trembler les ennemis du dedans comme les ennemis du dehors, et, le 8 juin, l'assemblée décréta qu'il serait formé. Dumouriez s'emporta contre Servan en plein Conseil ; les deux ministres se menacèrent ; ils faillirent tirer l'épée sous les yeux du roi.

Vint, le 10 juin, la lettre de Roland à Louis XVI. La fermentation, disait Roland, était extrême pour calmer les inquiétudes, pour apaiser des mécontentements qui **pouvaient mener à tout**, le roi devait sanctionner les deux décrets du 24 mai et du 8 juin ; il n'était plus temps de reculer ; la révolution faite dans les esprits serait cimentée par le sang si Louis XVI ne répondait pas au vœu de la nation.

Louis XVI ne put lire cette lettre sans colère. Il manda Dumouriez en présence de la reine. Le général proposa de renvoyer tous les ministres. **Non**, répondit le roi, **je veux que vous restiez, vous, Lacoste et Duranthon seulement rendez-moi le service de me débarrasser des trois autres**. Dumouriez ne demandait pas mieux. Seulement il pria le roi de sanctionner les deux décrets du 24 mai et du 8 juin. Non sans peine, et avec la plus grande répugnance, le roi promit sa sanction. En outre, Dumouriez changea de portefeuille. **Quand donc**, lui avait écrit Achille du Chastellet le 25 avril, **quand donc serez-vous ministre de la guerre ?** Dumouriez prit le portefeuille de la guerre parce qu'il voulait rassembler les 20.000 fédérés à Soissons et les envoyer peu à peu aux armées. Le 12 juin, au soir, il portait à Servan le message royal et le lendemain, au matin, Roland et Clavière recevaient leur congé. Naillac devenait ministre des affaires étrangères, Mourgues un ingénieur que Dumouriez avait connu à Cherbourg — ministre de l'intérieur, et par intérim, des finances.

Trois lettres de Bonnacarrère à Maret retracent brièvement ce coup de théâtre. Bonnacarrère écrit, le 10 juin, qu'avant dix jours les bons citoyens, les vrais amis de la Constitution et de l'ordre ne seront plus froissés et que le brave général déjouera les efforts des factieux ; le 11, que Servan ne se porte pas bien ; le 12, que Servan, Clavière et Roland sont enfin chassés.

Dumouriez rompait donc avec la Gironde et avec Brissot, son patron. Aussi Brissot s'écriait-il que Dumouriez serait, si Bonnacarrère n'existait pas, le plus vil

des intrigants, et le *Patriote français* du 15 juin contient un terrible réquisitoire contre les deux personnages. Dumouriez, disait Brissot, avait déshonoré la Révolution ; Dumouriez avait fait dissoudre par ses manœuvres le ministère patriote ; cet homme sans moralité comme sans talent qui voulait gouverner seul et uniquement par la corruption, avait fait renvoyer un ministère vertueux, et d'ailleurs il avait choisi pour directeur général un Bonnacarrère, un coureur de tripots, un être qui, sous l'ancien régime, se pliait à toutes les bassesses et qui n'avait apporté que ses vices dans la Révolution, un valet de tous les partis !

Mais Dumouriez se souciait peu des fureurs de Brissot ; il jugeait que Brissot et ses amis n'avaient pas cet esprit de suite, cet énergique vouloir qui décident du succès ; il jugeait que la direction de la Révolution leur échappait. Pouvait-il être, comme s'exprime Mathieu Dumas, l'instrument passif de ces Girondins qui n'avaient d'autre moyen d'action et d'influence que des mouvements populaires qu'ils ne guidaient pas ?

Le 13 juin, l'Assemblée législative décrétait que Servan emportait les regrets de la nation et elle accueillait par les plus vifs applaudissements la lettre de Roland au roi. A cet instant, Dumouriez parut dans la salle. Il fut reçu par des murmures et des huées, et l'Assemblée crut le mortifier en accordant à Roland et à Clavière le même témoignage d'estime qu'à Servan. Ferme, imperturbable sous l'orage, Dumouriez demanda la parole et lut un rapport de Lafayette sur le combat de la Glisuelle et la mort de Gouvion, puis un mémoire qu'il avait composé dans la nuit sur le département de la guerre.

Dans ce mémoire il résumait les opérations de l'administration et montrait qu'elles avaient manqué d'ordre et de précision, qu'aucun des décrets qui augmentaient l'armée n'avait été accompagné d'un état de dépenses. Il regrettait qu'on fît sans cesse de nouvelles levées sans compléter auparavant les anciens corps. Il souhaitait le retour de la subordination et il assurait qu'elle ne reviendrait que si elle descendait de grade en grade depuis le général jusqu'au dernier soldat. Il ne se vantait pas ; mais n'était-ce pas à lui-même qu'il faisait allusion lorsqu'il disait que, dans cette crise, l'homme qui n'osait prendre de grandes mesures parce qu'il craignait la responsabilité, ne pouvait être le sauveur de l'État ? Il priait l'Assemblée d'encourager les ministres investis de la confiance publique et de .sauvegarder la constitution la France ne vaincrait que si le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, au lieu de se combattre et de **fournir des prétextes aux factieux**, s'unissaient sincèrement, et s'il y avait dans le pays une législature ferme, un gouvernement actif.

Ces derniers mots excitèrent la colère du bouillant Guadet. **L'entendez-vous ? s'écria le Girondin, il est déjà si sûr de la puissance qu'il nous donne des conseils !**

Il était, en effet, sûr de sa puissance. Il allait mater tous les partis, et même, disait lord Gower qui jugeait son activité et son courage également extraordinaires détruire les jacobins. Il allait, sous le nom de Louis XVI, disposer de toutes les forces de l'État. S'il triomphait des ennemis du dehors, s'il délivrait le pays de l'invasion étrangère, ne serait-il pas le maître réel de la France ? C'était méconnaître l'irrésistible puissance de la Révolution. Un homme seul ne pouvait arrêter le torrent. Dumouriez qui pensait dominer feuillants, girondins et jacobins, ne fut même pas appuyé par la cour !

Il comptait que le roi se livrerait à lui. Mais le roi, bien que manquant de fermeté, ne se croyait pas incapable de gouverner. Il comptait avoir gagné la reine parce qu'il s'était jeté à ses pieds en lui criant : **Laissez-vous sauver !** Mais la reine n'avait plus confiance dans les protestations de personne. Elle regardait tous les ministres comme des traîtres ; elle qualifiait de gueux quiconque refusait de restaurer la monarchie absolue. Si Dumouriez, en avril 1793, à Darmstadt, parle d'elle avec mépris, c'est qu'elle lui a dit sans doute qu'il n'avait d'autre but que d'exercer le pouvoir et de tenir le roi en tutelle. Fersen, qui correspondait avec Marie-Antoinette, n'écrit-il pas, après le départ des trois girondins, que Dumouriez ne tardera pas, lui aussi, à être chassé ? Le 14 juin, Sainte-Foix mandait à Louis XVI que Dumouriez, après lui avoir assuré qu'il serait un des fidèles serviteurs du roi, n'avait suivi aucun de ses conseils, et Sainte-Foix ajoutait que l'intérêt du monarque et de la monarchie exigeait le renvoi de tous les ministres.

Cette lettre acheva de déterminer Louis XVI. Il ne pouvait pas conserver un ministre qui disait que la garde constitutionnelle, égarée par des factieux, avait projeté d'enlever le roi, un ministre qui ne comprenait pas que la conscience du roi lui faisait un devoir sacré d'opposer son veto au décret sur la déportation des prêtres !

Le 14 juin au soir, Bonnacarrère vint remettre aux Tuileries une lettre du général si le roi, marquait Dumouriez, ne sanctionnait pas les deux décrets sur les prêtres insermentés et sur le camp des fédérés, il courait le risque d'être assassiné ; après la séance de l'Assemblée, le peuple avait fait des motions aux Champs-Élysées, aux Tuileries, au Palais-Royal beaucoup de gens avaient dit qu'ils couperaient la tête au roi et à la reine, que le tocsin sonnerait à l'improviste, que plus de cent mille hommes se porteraient au château. Le roi refusa de recevoir Bonnacarrère ; il répondit qu'il attendrait Dumouriez le lendemain à 10 heures, qu'il n'avait de crainte que pour l'État, qu'il se résignait à tout, qu'on cherchait inutilement à l'effrayer.

Le lendemain, 15 juin, fut pour Dumouriez une des journées décisives de sa vie. On l'avait averti que Gensonné, son intime ami, porterait contre lui un décret d'accusation et proposerait de l'envoyer, comme Lessart, devant la haute cour d'Orléans. Il écrivit à Gensonné. **Vous croyez donc que je suis devenu Comité autrichien. Eh bien ! j'invoque Orléans et la mort la plus prompte !** Il ajoutait qu'il avait juré de maintenir la constitution, qu'il regardait un roi constitutionnel comme le palladium de la liberté, qu'on ne pouvait **passer cette ligne sans tomber dans la guerre civile et l'anarchie.** Après avoir tracé cette lettre, il se rendit aux Tuileries. Le roi lui déclara qu'il opposait son veto aux décrets. Dumouriez offrit sa démission il fut grandement surpris le roi l'acceptait.

Il est à terre, s'écria Brissot, et un autre journaliste disait : **Le roi lui a promis la dictature, le rôle d'un Richelieu, et il a donné tête baissée dans le piège.**

CHAPITRE VIII

L'ARGONNE

DUMOURIEZ À L'ARMÉE DU NORD — QUERELLES ET INTRIGUES —
CONFIANCE DES JACOBINS DANS DUMOURIEZ — LE 10 AOÛT
PROJET D'INVASION DE LA BELGIQUE — CONSEIL DE GUERRE DE
SEDAN — OCCUPATION DES DÉFILÉS DE L'ARGONNE

DUMOURIEZ semblait avoir encouru la disgrâce de tous les partis. La reine disait que ses protestations ne méritaient nulle créance ; Brissot, qu'il était un hypocrite de patriotisme, un saltimbanque en politique comme en morale ; Lafayette, qu'il avait essayé vainement de cimenter dans le Conseil son équivoque et scandaleuse existence par le sacrifice de ses trois collègues ; le rédacteur des Révolutions de Paris, qu'il avait continué, quoique ministre, à être l'amant de la sœur de Rivarol, qu'il avait rempli ses bureaux de patriotes métis et confié les ambassades à des hommes suspects, qu'il serait quelque jour l'objet de l'exécration publique. Mais Dumouriez ne perdait pas l'espoir de rentrer en scène. Le 20 juin, coiffé d'un chapeau à larges bords et enveloppé d'une longue redingote, il assista, du jardin des Tuileries, à l'invasion du palais et montra le poing au Château. Il en voulait à Louis XVI qui l'avait joué et, prévoyant que la royauté succomberait prochainement, il n'hésitait plus à se tourner contre elle. La Révolution allait triompher ; elle aurait besoin d'un capitaine, et ce capitaine, ce serait Dumouriez.

Il se fit envoyer à l'armée du Nord où il commanda le camp de Maulde. Ce camp, garni de quatre redoutes, était, en outre, protégé sur son front par le village de Maulde et sa droite, appuyée à la Scarpe et au village de Mortagne, passait pour inattaquable. Dumouriez le rendit célèbre. Par une série d'engagements qui semblaient imprévus et qu'il calculait adroitement, il sut aguerrir ses troupes, leur ménager de petits succès. Il avait formé deux corps de flanqueurs composés de 4 à 500 hommes et journellement il les menait escarmoucher ; il les renouvelait chaque semaine en les prenant à tour de rôle dans chacun de ses bataillons ; il donnait aux chefs de détachements une instruction détaillée qui leur marquait exactement les chemins, les villages, les censes, les moulins, les bois où ils devaient passer ; il exerçait tout son monde à palissader les redoutes, à jeter des ponts, à tracer des tranchées ; il fixait à chacun son poste en cas d'alerte.

Mais, si ses soldats ne cabalaient pas et ne lisaient pas les papiers publics, lui, leur général, lisait les journaux et cabalait. A vrai dire, les autres généraux en faisaient autant. L'état-major, tout fayettiste, avait froidement accueilli Dumouriez. On n'avait envoyé au général ni ordonnance ni garde d'honneur ; on n'avait pas mis son arrivée à l'ordre du jour ; durant une semaine il s'était promené dans Valenciennes en simple particulier, Luckner le traitait à la

hussarde. Dumouriez lui représentait qu'il valait mieux camper à Quiévrain qu'à Famars ; le maréchal jura, déclara qu'il n'avait pas besoin de conseils, qu'il mettrait à la citadelle tout général qui raisonnerait et lorsqu'il dut enfin donner un commandement à Dumouriez, il lui confia le moins important. Sans se soucier de ce mauvais vouloir, Dumouriez allait son chemin, frondant, -bravant Luckner, Lafayette et les deux ministres qui prirent, après lui le portefeuille de la guerre, Lajard et d'Abancourt.

Au milieu de juillet s'exécuta ce mouvement singulier que les contemporains ont nommé le *revirement* ou le *chassé-croisé* des armées. Lafayette, alors à Metz, était trop loin pour marcher sur Paris lorsque éclaterait l'insurrection jacobine que tout le monde attendait. Un jour, il arrive à Valenciennes ; il propose à Luckner un échange il défendra, lui, la frontière de Dunkerque à Montmédy, et Luckner, celle de Montmédy à Besançon ; il s'établira à Sedan, Luckner, à Metz ; l'un et l'autre garderont les corps, les généraux, les états-majors qu'ils désirent avoir avec eux. Dumouriez était à Valenciennes ce jour-là. Il vit Lafayette ; les deux hommes se querellèrent ; le bruit courut à Paris que Dumouriez avait tué Lafayette en duel.

Quoi qu'il en soit, le ministre Lajard approuva l'opération du *chassé-croisé*. Dumouriez ne manqua pas de la critiquer. N'était-ce pas en pleine guerre découvrir la frontière pendant quelques jours ? N'était-ce pas infliger aux soldats une marche inutile et fatigante ? Que les généraux échangent leur commandement, soit ; mais qu'ils laissent les troupes dans leur position. Que leur importe de mener telle ou telle armée, pourvu qu'elle soit française ?

Lui-même était compris dans ce mouvement. Il avait ordre de rejoindre Luckner à Metz, le 20 juillet, avec l'arrière-garde formée de six bataillons et cinq escadrons. Seulement, quitter la Flandre pour la Lorraine, c'était renoncer à l'invasion des Pays-Bas, et c'était s'éloigner de Paris.

Dans la nuit du 14 juillet, les Autrichiens avaient attaqué Orchies. Il écrivit aussitôt, non à Luckner ou à Lafayette, non au ministre, mais à l'Assemblée législative, qui, dans la séance du 18, entendit la lecture de sa lettre. Il ignorait, disait-il assez impertinemment, s'il existait un ministre de la guerre ; les deux généraux, ainsi que leurs armées, se croisaient en ce moment sur les routes de l'intérieur, sans penser à la frontière de Flandre. Or, les Impériaux venaient d'assaillir Orchies, ils menaçaient le camp de Maulde ; son petit corps était la seule ressource de la contrée ; par suite, il ne pouvait se rendre à Metz. Le lendemain, nouvelle lettre de Dumouriez à l'Assemblée. Il ne savait toujours pas s'il y avait un ministre de la guerre ; mais les Autrichiens occupant Bavay, il ne pouvait conduire à Metz l'arrière-garde que Luckner lui demandait sa présence était nécessaire dans le département du Nord ; *elle y a fait du bien, ajoutait-il, parce que j'y suis né et que mes compatriotes m'ont témoigné de la confiance.*

En réalité, le danger n'était pas grave ; l'expédition des Autrichiens n'avait pas d'importance un mois plus tard, Dumouriez ne craignait pas d'appeler dans l'Argonne les troupes du camp de Maulde.

Toutefois l'Assemblée s'émue. Vainement Mathieu Dumas accusa Dumouriez de désobéir au roi et au maréchal, son supérieur hiérarchique. Dumouriez resta au camp de Maulde. Son ancien, Arthur Dillon, avait reçu le commandement de l'aile gauche de l'armée du Nord et de toutes les forces de Flandre. Il se laissa persuader par Dumouriez un conseil de guerre, qui se tint à Valenciennes, décida

que le département du Nord, courant le plus grand péril, devait garder jusqu'à la retraite des Autrichiens la deuxième division que Dumouriez commandait.

Luckner, que Dumouriez ne daigna pas avertir, n'apprit la résolution du conseil de guerre que par le ministre d'Abancourt. Il s'échauffa en son harnais. Quoi ! un lieutenant général se permettait de changer les ordres d'un maréchal de France ! Il pria d'Abancourt de punir cet esprit d'indépendance contraire aux principes des lois militaires. L'armée serait perdue, disait-il, si une pareille désobéissance n'était pas châtiée. D'Abancourt répondit à Luckner que la conduite du général était extrêmement répréhensible et il blâma Dumouriez de n'avoir pas rejoint le maréchal.

Que répliqua Dumouriez ? Qu'il avait de *puissantes motifs* pour rester en Flandre ; qu'il n'admettait pas le persiflage ; qu'il était aux ordres de Dillon, son ancien, et, par contre-coup, aux ordres de Lafayette ; que cette mesure ne pouvait tenir ; qu'elle serait *détruite ou par les circonstances ou par la prévoyance de l'Assemblée* que la nation jugerait un jour s'il devait être dans ce moment de crise aux ordres de Dillon et de Lafayette ; que, malgré ses ennemis personnels, il aurait, grâce à sa persévérance, le bonheur de sauver la patrie !

Quel ton hardi et méprisant ! C'est qu'il ne doutait pas du triomphe des jacobins. Il avait écrit le 18 juillet à Louis XVI pour se plaindre de sa position subalterne et s'indigner qu'après avoir été ministre de la guerre, il fût dans une armée en quatrième ou en troisième au lieu d'être en chef, et il avait demandé, au détriment de Dillon qu'il proposait d'employer à l'armée du Centre, le commandement de toutes les troupes du Nord ; il voulait, ainsi, mieux servir et la nation et le roi qu'il *identifiait dans son cœur et dans ses principes constitutionnels* !

Mais il intriguait en même temps à Paris et en Flandre. *La nation*, avouait-il plus tard, *m'aurait confondu avec les autres et elle aurait ignoré qu'il existait un général prêt à verser son sang pour soutenir la cause du peuple*. Il adressait lettres sur lettres à la commission des Vingt-et-un et répondait du salut de la France s'il recevait beaucoup d'argent et carte blanche. Il disait à ses entours que Lafayette était près de sa chute ; que l'Assemblée tremblait devant ce héros des deux mondes, mais que sa terreur perdrait tout ; que plus elle montrerait de lâcheté, plus elle provoquerait d'excès ; que le peuple était allé trop loin pour qu'on pût l'arrêter. Il flattait les jacobins des villes du Nord, leur rappelait le zèle qu'il avait déployé dans sa *carrière révolutionnaire*. Il prenait le maire de Cambrai, Codron, pour aide de camp et organisait une compagnie cambrelote. Les clubistes de Cambrai ne l'avaient-ils pas, après le ministère, félicité de voler à la frontière et de quitter la cour qui l'empêchait de faire le bien ? Il gagnait la confiance des principaux personnages de Douai, du marquis d'Aoust, président du district, et de Merlin de Douai, président du tribunal criminel, qu'il jugeait homme de mérite. Il assurait à Merlin qu'il était dégoûté de la monarchie constitutionnelle. Il proposait au club de Lille de demander à l'assemblée, par une adresse, la déchéance de Louis XVI. Il caressait Couthon qui prenait des bains de boue à Saint-Amand, et Couthon, subissant le charme de Dumouriez, mandait à Paris qu'il avait été prévenu, comme tous les patriotes, contre le général, mais que Dumouriez, depuis son arrivée à l'armée, tenait une excellente conduite, que ses soldats l'entouraient en poussant des vivats et l'appelaient leur père, que le camp de Maulde était le camp du patriotisme et de la liberté. Dumouriez, concluait Couthon, *nous est très essentiel*.

Ces menées, ces manèges alarmèrent les amis de Lafayette. Le *Journal de Paris* déclara que Dumouriez, canonisé par les administrateurs de Lille, serait sûrement dans la liturgie de la Révolution le patron des ministres et des généraux. **Otez-le d'où il est**, écrivait Alexandre de Lameth à d'Abancourt, **car il est coalisé avec Lille, avec le département, les clubs, et il vous jouera quelque mauvais tour.**

C'était le 9 août que Lameth envoyait cet avis à d'Abancourt le lendemain le trône s'écroulait.

Qu'allait faire l'armée du Nord ? De Sedan, Lafayette ordonna aux troupes de prêter de nouveau le serment de fidélité à la nation, à la loi, au roi. Dillon obéit à cet ordre ; il protesta hautement contre le 10 août ; il s'engagea dans une lettre publique à verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour maintenir la constitution violée. Dumouriez refusa de suivre Dillon. Le 14 août, il écrivait à l'Assemblée qu'il restait fidèle à la nation, qu'il ne reconnaissait d'autre souverain que le peuple français, qu'il **approuvait sans détours ni ménagements la terrible catastrophe du 10 août à laquelle on devait s'attendre, de la part d'une nation trompée, trahie et poussée à bout.**

Il savait ce que cette profession de foi lui vaudrait. **Quelle nerveuse et loyale réponse !** s'écria de Maulde. Le 16 août, en effet, le Conseil exécutif provisoire, élu par l'Assemblée et composé de Roland, ministre de l'intérieur, Clavière, ministre des finances, Servan, ministre de la guerre, Danton, ministre de la justice, Monge, ministre de la marine, et Le Brun, ministre des affaires étrangères, conférait à Dumouriez le commandement en chef de l'armée du Nord. Les trois ministres qu'il avait chassés naguère, oubliaient dans le péril public leurs rancunes privées et lui juraient de le seconder de tout leur pouvoir. Roland, ou plutôt sa femme, ne se permettait qu'une ironique allusion Dumouriez ressemblait un peu à ces chevaliers qui faisaient parfois de petites scélératesses dont ils étaient les premiers à rire et qui se battaient ensuite en désespérés quand leur honneur était en jeu.

A peine nommé, Dumouriez écrivit à Paris qu'il n'y avait pas un seul aristocrate dans les bataillons patriotiques de son armée et il promit de punir la rébellion de Lafayette, ce petite Sylla, qui osait arrêter les représentants de la nation **investis d'un pouvoir devant lequel tout devait plier.** Mais il n'alla pas à Sedan. Il y dépêcha un officier de son état-major, Chérin, accompagné d'un trompette, et il ordonna simplement au général qui commandait le camp de Sedan, d'envoyer Lafayette à Paris de gré ou de force.

Comme naguère, il ne songeait qu'à conquérir les Pays-Bas autrichiens. Dès le 14 août, ne disait-il pas à Servan que le lieutenant général qui commanderait de Valenciennes à Dunkerque devait établir la guerre dans les Pays-Bas et l'éloigner de nos frontières qui s'épuisaient ? N'était-ce pas une diversion aussi terrible que hardie ? Pendant qu'Annibal était aux portes de Rome, les Romains ne descendaient-ils pas en Afrique ?

En vain Servan lui conseillait de se mettre à la tête de l'armée de Lafayette. Il répondait qu'il allait envahir la Belgique, que Dillon irait diriger les troupes de Sedan. Sans doute, Dillon était suspect ; le Conseil exécutif l'avait suspendu ; mais Dumouriez affirmait son patriotisme et vantait ses talents ; le 20 août, avec l'assentiment des commissaires de l'assemblée, il confiait à Dillon le corps d'armée entre Sambre et Meuse. Un seul homme, fût-il Turenne ou Luxembourg,

pouvait-il commander une frontière de plus de cent vingt lieues ? Dumouriez se réservait le meilleur lot, le corps d'armée entre Dunkerque et Maubeuge, c'est-à-dire la révolution belge, la grande et essentielle mesure qui devait assurer la liberté française. Il apprenait que Lafayette avait émigré, que Kellermann remplaçait Luckner à l'armée du Centre. Mais il croyait avoir assez fait pour la défense du pays. Dillon et Kellermann arrêteraient les Austro-prussiens qui s'avançaient sous les ordres du duc de Brunswick. Lui, Dumouriez, avec l'armée qu'il formait à Valenciennes, se jetterait dans les Pays-Bas. A Kellermann et Dillon la guerre défensive ; à Dumouriez la guerre offensive Il riposterait par l'invasion du Brabant à l'invasion de la Lorraine, et ses succès en Belgique feraient pencher la balance

Il commence ses préparatifs, il nomme des maréchaux de camp et des lieutenants généraux. Vainement, de Sedan, d'Hangest qui fait l'intérim, mande l'investissement de Longwy. Vainement les commissaires de la Législative annoncent que Sedan ne pourra résister. Vainement Servan représente qu'il faut sauver Paris et défendre la liberté des Français avant de conquérir celle des Belges. Dumouriez s'obstine à chercher dans le Brabant le salut de la patrie.

Mais Longwy capitule. Servan supplie Dumouriez de se rendre à Sedan pour secourir soit Sedan, soit Thionville. Le 27 août, Dumouriez part en jurant et nul ne le croit qu'on le reverra bientôt, qu'il battra les ennemis qui se vantent de marcher rapidement et d'aller tout droit à Paris, qu'il ne suspend son plan d'offensive que pour un mois ou six semaines, qu'avant la fin de l'année la Belgique sera conquise !

Le 28, il est à Sedan. Le lendemain, au camp, il voit une armée chagrine, méfiante. Un grenadier ose dire à haute voix : **C'est ce bougre-là qui a fait déclarer la guerre !** — Eh ! répond Dumouriez, **croyez-vous gagner la liberté sans vous battre ?** Un autre crie : **A bas le général !** — **Que ce mauvais sujet,** dit Dumouriez en tirant son épée, **vienne se mesurer avec moi,** et comme personne ne bouge : **Mes amis,** reprend-il, **cet homme est un lâche, indigne de demeurer parmi vous !** Le soldat fut maltraité par ses camarades, et le général, acclamé.

Il voulait faire d'abord la guerre défensive, côtoyer l'ennemi, disputer le passage des rivières, résister sur la Meuse, sur l'Aire, sur l'Aisne, et il ordonnait aux troupes du camp de Pont-sur-Sambre de le rejoindre en Champagne il pria les commissaires de l'Assemblée de venir appuyer par leur pouvoir ses réquisitions dans les départements. Mais son armée était-elle propre aux mouvements rétrogrades qu'il projetait ? Ne se mettrait-elle pas en désordre sitôt qu'elle reculerait, et, si elle se portait en avant à la rencontre de Brunswick, ne serait-elle pas battue sans ressource ? Ne vaudrait-il pas mieux, décidément, la mener en Belgique et tenter un coup d'audace qui déconcerterait, étonnerait l'adversaire ? Servan prescrivait alors à Kellermann de marcher de Metz sur Bar-le-Duc, et à Luckner d'organiser les levées envoyées à Châlons. Eh bien, Kellermann et Luckner ne pourraient-ils contenir les envahisseurs ? Tandis que les Autrichiens, à la nouvelle que Dumouriez menaçait Bruxelles, se sépareraient des Prussiens pour dégager les Pays-Bas, les Prussiens, demeurés seuls et laissant trop de troupes en échelons pour garder leurs lignes de communications, ne seraient-ils pas accablés à la fois par Kellermann qui les suivrait en queue et par Luckner qui les attendrait au passage de la Marne ?

Le 29 août, au soir, à Sedan, Dumouriez réunit un conseil de guerre auquel assistaient les lieutenants généraux Dillon et Chazot, les maréchaux de camp Money, Miaczynski, Dubouquet et Vouillers, le colonel du génie Lafitte-Clavé,

l'adjoint Jacques Thouvenot. Tous les membres du conseil, entraînés par Dumouriez, furent d'avis qu'il fallait rendre la guerre offensive, opérer une grande diversion dans les Pays-Bas autrichiens, diriger l'armée de Sedan sur Bruxelles pendant que les troupes du camp de Maulde marcheraient sur la gauche de Tournai ce parti, extrême en apparence, n'était que prudent ; il donnerait de l'ensemble et de l'espoir à l'armée ; il la sauverait de la dissolution.

Dans une lettre particulière à Le Brun, Dumouriez appuya la décision du conseil. Quoi de plus noble et de plus sûr ? Si l'ennemi pénètre sur notre territoire, disait-il, nous prenons notre revanche sur le sien, et il ne s'attend pas à ce coup d'éclat. Si quelques-uns de nos départements souffrent de l'invasion étrangère, rien de plus aisé que de les dédommager ensuite. Les Prussiens pourront-ils s'emparer de Paris **si bien gardé par le courage et la quantité de gens armés qui s'y rassemblent** ? Une fois enfournés dans l'intérieur, ne se débanderont-ils pas plus facilement que sur la frontière ? Enfin, si l'expédition des Pays-Bas échoue, on en sera quitte pour se réfugier derrière les places du Nord et pour voler de là par la Picardie au secours de Paris après avoir ramassé les hommes, les armes et l'argent de la Belgique.

Vouillers avait été chargé de porter à Paris le procès-verbal de la délibération du 29 août. Servan ne fut pas convaincu. Il objecta que les Autrichiens iraient quand même de l'avant, puisqu'ils étaient certains, en cas de succès, de ressaisir la Belgique, et le 1er, le 2 septembre, il écrivit à Dumouriez que l'armée de Sedan devait se diriger sur l'Argonne et le Clermontois, sur Sainte-Menehould et environs, voire sur Châlons, pour défendre de concert avec l'armée du Centre le passage de l'Aisne et de la Marne.

Ce serait donc Servan qui aurait ordonné à Dumouriez d'occuper l'Argonne ? Non. Dumouriez avait prévenu les instructions de Servan. Avant de recevoir les lettres du ministre, le général s'était ravisé ; il avait déjà changé de plan.

Les Prussiens assiégeaient Verdun le 31 août, de Sedan, Dumouriez entendit au loin le bruit de leur canon qui bombardait la place et, le même jour, les Autrichiens, tournant Montmédy, s'acheminaient, sous les ordres de Clerfayt, vers Stenay. L'armée de Sedan, dans un camp que son général jugeait détestable, allait donc être prise entre deux feux, entre les Autrichiens qui se mettraient devant elle et les Prussiens qui seraient bientôt maîtres de Verdun.

Le 31 août, non sans peine, et en gémissant, Dumouriez renonce à l'invasion de la Belgique ; de nouveau, il accepte la nécessité de la défensive, de la faible et timide défensive, de la triste défensive, la plus difficile de toutes les guerres. Il devine que les ennemis, n'attaquant plus les places, passeront entre Montmédy et Verdun, gagneront l'Aisne par la trouée de Grandpré et d'Autry ou par celle de Clermont, et de là, pousseront sur Châlons et Paris. Défendre la trouée de Grandpré et d'Autry, défendre les gorges du Clermontois, défendre les défilés de l'Argonne, voilà, par conséquent, le parti qu'il faut prendre, et c'est pourquoi, laissant Sedan et Mézières à la grâce de Dieu, Dumouriez marche le 1er septembre sur Mouzon et le 2 septembre sur Grandpré. **Je n'ai pas attendu**, écrit-il à Servan, **que vous m'invitiez à me placer dans les trouées de l'Argonne**, et Servan le félicite d'être **sur la voie**, l'assure qu'il a eu grand plaisir à suivre sur la carte les mouvements de l'armée.

Cette armée, qui s'appela dès lors l'armée des Ardennes, comptait 10000 hommes dont 37 escadrons et 27 bataillons. Dumouriez donna l'avant-garde à

Dillon qui eut sous ses ordres trois maréchaux de camp, Lamarche, l'Anglais Money et le Polonais Miaczynski, ce comte Miaczynski, maréchal de Belz qui, en mai 1771, marchait avec Dumouriez sur Cracovie. Le reste des troupes fut réparti en deux divisions celle de gauche sous Miranda et celle de droite sous Le Veneur. Le chef de l'état-major était Vouillers, homme sage et de grande expérience qui connaissait parfaitement les détails de l'infanterie. Mais Dumouriez mettait toute sa confiance dans un capitaine adjoint aux adjudants généraux, Jacques Thouvenot, qu'il promut colonel adjudant général et qu'il regardait comme l'officier le plus instruit de son armée.

Il fallait se saisir en hâte des cinq défilés de l'Argonne. C'étaient : le défilé du Chesne Populeux, beaucoup plus clair et plus spacieux que les autres, et qui comprenait en réalité deux passages, la route du Chesne à Quatrechamps et le chemin dit de Noirval qui va, par Noirval, de Châtillon-sur-Bar à Vouziers ;

Le défilé de la Croix-aux-Bois, le plus fort des défilés, simple chemin de charrettes qui reliait Briquenay à Vouziers ;

Le défilé de Grandpré, formé par l'Aire qui se jette dans l'Aisne à une lieue au sud-ouest de Grandpré ; Le défilé de la Chalade qui mène à travers bois de Varennes à la Chalade ;

Le défilé des Islettes ou la route qui, sur la rive gauche de la Biesme, en deçà du village des Islettes, gravissait une montée étroite, difficile, escarpée, et dite la côte de Biesme.

On pouvait négliger pour l'instant les débouchés du Nord, celui du Chesne Populeux et celui de la Croix-aux-Bois. Mais il était nécessaire d'occuper immédiatement Grandpré et les Islettes qui sont à six lieues de Stenay et de Verdun. Pour s'emparer de ces deux points, les ennemis avaient deux fois moins de chemin à parcourir que les Français.

Dumouriez fit preuve de diligence et d'audace. Dès le 3 septembre, il est à Grandpré. Jusqu'alors, il ne pensait qu'à se porter derrière l'Aisne, devant la trouée d'Autry dans ses dépêches, il ne parlait que d'Autry. La position de Grandpré lui parut si bonne qu'il y demeura. Il plaça son camp entre l'Aire et l'Aisne sur le plateau de Nègremont, la droite à Marcq, la gauche à Grandpré, le parc en arrière à Senuc. L'avant-garde s'établit à Marcq derrière le ruisseau de l'Agron, le centre à Beffu, la droite à Saint-Juvin et la gauche au Morthomme. A Marcq commandait Duval ; au Morthomme, Miranda ; à Saint-Juvin le meilleur officier de cavalerie qui fût dans cette armée, Stengel, colonel du 1er hussards, que Dumouriez fit nommer maréchal de camp. La position parut aux ennemis très avantageuse et presque inattaquable.

Dillon venait, en même temps, le 4 septembre, par Mouzon, Saint-Pierremont, Cornay et Varennes, à la Chalade et aux Islettes. Il menait avec lui 8 bataillons et 5 régiments de cavalerie. Sur l'ordre de Dumouriez, sa cavalerie, commandée par Frégeville, se rendit à Passavant et, de là, elle poussa ses reconnaissances jusque sur Bar-le-Duc. La côte de Biesme fut mise en état de défense par Gobert, chef d'état-major de Dillon des abatis barrèrent tous les chemins ; vingt-cinq pièces protégèrent la grande route. Dillon, Gobert, Money regardaient ce **détroit** comme inforçable.

Restaient le Chesne Populeux et la Croix-aux-Bois. Le 7 septembre, une colonne de 3 000 hommes partie de Pont-Sambre occupa la trouée du Chesne ; elle fut mise sous les ordres de Dubouquet. Quant au poste de la Croix-aux-Bois, il fut

confié au colonel Colomb qui disposa de deux bataillons d'infanterie et d'un escadron de dragons avec quatre canons.

Toutes les portes, comme disait Dumouriez, étaient fermées. Pour compléter ses moyens de défense, il appela du camp de Maulde à cette armée de Champagne qui, selon le mot de Servan, devait tout absorber, Beurnonville et un corps de 10.000 hommes.

Il oubliait que sa ligne était trop considérable et que, pour la rompre, l'ennemi n'avait qu'à porter un vigoureux effort sur un seul point.

CHAPITRE IX

VALMY

LE PLAN DE BRUNSWICK — LA PRISE DE LA CROIX-AUX-BOIS —
LES DEUX PANIQUES DU 15 SEPTEMBRE — DUMOURIEZ À
SAINTE-MENEHOULD — JONCTION AVEC KELLERMANN — COUP
DE TÊTE DU ROI DE PRUSSE — LA JOURNÉE DU 20 SEPTEMBRE
1792

BRUNSWICK pouvait, dès le 1er septembre, le jour même où il fut maître de Verdun, se saisir des Islettes. Mais il ne voulait pas marcher sur Paris.

Selon la méthode circonspecte du temps, il ne pensait qu'à s'emparer des places de la frontière, Montmédy, Sedan, Mézières, Givet, qui lui fourniraient de bons quartiers d'hiver et une base solide d'opérations pour la campagne prochaine. Le roi de Prusse, entraîné par les émigrés, déclara qu'on pousserait sur Paris sans se soucier des forteresses. Brunswick n'osa le contredire. Toutefois, durant quelques jours, il hésita. Il craignait d'attaquer Dumouriez et Kellermann isolément ; s'il attaquait l'un, l'autre intercepterait aussitôt ses communications avec Luxembourg, et s'il avançait vers Châlons, Dumouriez et Kellermann s'uniraient pour le prendre à dos. Lorsqu'il sut que Dumouriez s'était porté sur Grandpré et Kellermann sur Bar-le-Duc, il respira. Le problème était désormais facile à résoudre. Les deux généraux français feraient leur jonction dans l'Argonne. Eh bien, ils seraient écrasés d'un seul coup. S'ils se repliaient sur Châlons, et dans quel désordre ! ils reflueraient vers Paris où il serait aisé de les affamer !

Le 7 septembre, le plan de Brunswick était arrêté les Hessois et un corps d'Autrichiens commandé par Hohenlohe-Kirchberg observeraient les Islettes et la côte de Biesme ; pendant que les émigrés se dirigeraient vers le Chesne Populeux, pendant que l'armée du roi marcherait sur Grandpré, les Autrichiens de Clerfayt soutenus par le corps prussien de Kalkreuth forceraient le débouché de la Croix-aux-Bois ; ce débouché forcé, toutes les portes de l'Argonne que Dumouriez prétendait fermer, s'ouvriraient à l'invasion.

Ce plan s'exécuta. Dumouriez, voyant les Prussiens immobiles à Verdun, avait fini par croire qu'ils ne l'attaqueraient pas dans l'Argonne ; il projetait de les harceler, de leur couper les vivres s'ils se rabattaient de Verdun sur Metz ; il projetait, s'ils prenaient la route de Bar-le-Duc et de Saint-Dizier, de les suivre dans leur mouvement et de flanquer leur droite tandis que Kellermann tomberait sur leurs derrières et que Luckner les contiendrait sur leur front ; il projetait, s'ils s'engageaient sur le chemin de Vitry à Châlons, de descendre de Grandpré vers Villers-en-Argonne avec 10.000 hommes qui se mettraient à leurs trousses puis, de concert avec Kellermann, de les **serrer**, de les enfermer **dans l'entonnoir** et,

après leur avoir enlevé leurs équipages, de les recogner sur Verdun au travers des grands bois.

Beaux projets qui font honneur à son imagination, mais qui prouvent que Brunswick avait su le tromper ! Sa sécurité était si profonde que, le 11 septembre, il quitta Grandpré pour aller voir Dillon et visiter les postes de la côte de Biesme ; durant tout un jour, il resta loin du gros de son armée.

Le 12 septembre, il était attaqué sur tout le front de la position de Grandpré, notamment à Briquenay et à Fléville, par l'avant-garde prussienne de Hohenlohe-Ingelfingen et par le corps de Kalkreuth. Des coups de fusil et de canon s'échangèrent des deux parts : la cavalerie prussienne tourna bride sous le feu des fantassins français. Mais ces escarmouches, ces petits combats n'étaient que des feintes. Dumouriez jugea que les Prussiens voulaient emporter Grandpré, il demanda des secours à Dillon, et lorsqu'il eut l'idée que les ennemis ne faisaient qu'une démonstration, il crut qu'ils avaient le dessein d'assaillir la trouée du Chesne. Il ne pensait pas au défilé de la Croix-aux-Bois. Soudain, dans l'après-midi, à l'instant où il se vantait d'avoir repoussé l'adversaire, il apprenait que le passage de la Croix-aux-Bois était tombé au pouvoir des Autrichiens

Quel dramatique épisode dans cette campagne de 1792 que la prise de la Croix-aux-Bois !

Colomb, qui commande le poste, écrit le 11 septembre à Dumouriez que des fossés et des abatis rendent le défilé impraticable, qu'une poignée d'hommes suffit à le défendre, que le 4^e bataillon des Ardennes désarmé par la capitulation de Longwy est à Vouziers, qu'il faut remettre des fusils à ce bataillon et lui confier la défense du passage que lui, Colomb, avec son escadron de dragons et ses 1.200 fantassins, pourra, dès lors, rentrer au camp de Grandpré. Le général accepte la proposition. Il ordonne à Colomb de rentrer au camp et de laisser quelques gens dans les abatis ; au commandant de l'artillerie de fournir au bataillon des Ardennes armes et munitions ; au lieutenant-colonel de ce bataillon d'occuper la Croix-aux-Bois. Mais le commandant de l'artillerie néglige ou refuse de livrer les fusils, le bataillon des Ardennes reste à Vouziers, et le défilé n'est gardé dans la matinée du 12 septembre que par un capitaine et une centaine de soldats. Clerfayt, averti, pousse en avant quelques chasseurs de Leloup ; les Français prennent la fuite ; en un moment et presque sans coup férir, les Impériaux s'emparent de la trouée

Dumouriez voit arriver les fuyards. Voilà sa ligne rompue ! Les ennemis vont le déborder sur son flanc gauche et peut-être lui couper la retraite ! Pourquoi a-t-il écouté le colonel Colomb ? Pourquoi a-t-il dégarni ce poste essentiel sur un simple rapport ? Pourquoi, au lieu d'aller aux Islettes, n'est-il pas allé à la Croix-aux-Bois ? Pourquoi s'est-il fié aux cartes du pays ? Pourquoi n'a-t-il pas envoyé à ce défilé si proche de Grandpré soit Vouillers, soit Thouvenot ? Pourquoi n'a-t-il pas mis, comme aux Islettes, des canons en batterie sur la route et sur les hauteurs voisines ? Mais, après avoir pesté contre lui-même et maudit son étourderie, il ne pense plus qu'à réparer sa faute, à reprendre la position.

Chazot, chargé de l'expédition, emmène huit bataillons, cinq escadrons, douze canons ; il a ordre de tomber le lendemain sur les Autrichiens la baïonnette au bout du fusil, le sabre à la main et avec force mitraille ; il trouve de mauvais chemins, marche douze heures durant ; il ne peut attaquer le 13 septembre, comme voudrait Dumouriez. Mais le 14, à la pointe du jour, au chant du *Ça ira*, il

attaque, et après une heure et demie de combat, les Autrichiens s'enfuient en laissant au nombre des morts un de leurs plus vaillants colonels, le jeune prince Charles de Ligne.

L'allégresse éclate au camp de Grandpré. La journée de la veille s'est passée dans une poignante anxiété. D'heure en heure des officiers ont porté à Chazot l'ordre de tout tenter. Dumouriez, inquiet, impatient, a, dans la nuit même, envoyé à son lieutenant un mot d'encouragement. Enfin, le 14, à onze heures du matin, il reçoit ce billet de Chazot : **Mon général, de dessus mon cheval, je m'empresse de vous annoncer la prise que vous désirez ; je fais pousser l'ennemi dans les bois.** Billaud-Varenne, alors commissaire du pouvoir exécutif, est à Grandpré. **Victoire, écrit-il à Châlons, victoire ! La joie est dans l'armée qui s'est vue au moment de lever le camp pour se replier sur Sainte-Menehould. Dumouriez pétilla de joie ; les Français triompheront !**

Mais les Autrichiens renforcés reviennent à la charge. Chazot n'a pas le temps ni les moyens, comme il dit, de regâter la route, et Dumouriez, menacé par Kalkreuth qui se poste à Briquenay, n'ose secourir Chazot. Deux heures après avoir lâché la Croix-aux-Bois, les Impériaux l'attaquent de nouveau, audacieusement, obstinément, et, bien qu'elle ait fait le feu le plus vif, l'infanterie française doit reculer sur Vouziers.

Cette fois, le défilé est perdu sans retour. Que Clerfayt se jette aussitôt sur les derrières des Français en occupant Beaurepaire, Olizy et Termes, qu'il leur barre l'Aisne à Senuc, et ils sont cernés, contraints de capituler.

Dumouriez résolut de décamper sur-le-champ et donna sans retard ses instructions. Il laissa Dubouquet, qui commandait au Chesne Populeux, agir à sa guise, et le surlendemain, par Reims et Perthes, Dubouquet gagnait Châlons. Mais Chazot dut quitter Vouziers à minuit, longer l'Aisne, rejoindre l'armée dans la plaine de Montcheutin. L'aide de camp Macdonald alla dire à Beurnonville qui venait avec ses 10.000 hommes d'atteindre Reims, de se diriger sur Attigny et Suippes, de là, de se rabattre sur Sainte-Menehould. L'aide de camp Philippe Devaux courut à la rencontre de Kellermann, le trouva à Vitry et lui remit une lettre de Dumouriez qui le pria d'arriver en toute hâte.

Le 15 septembre, à 3 heures du matin, l'armée des Ardennes s'ébranlait en silence et sans trop de confusion. A 8 heures, elle avait passé l'Aisne sur les ponts de Senuc et de Grandham. Elle était hors de danger, et Dumouriez, rassuré, prenait les devants avec le parc d'artillerie pour se rendre à Dommartin-sous-Hans où elle s'établirait le soir.

Il comptait sans Chazot. Au lieu de partir de Vouziers à minuit, Chazot partit à la pointe du jour, et il déboucha dans la plaine de Montcheutin, non avec l'armée, mais après elle.

Or, Brunswick faisait poursuivre Dumouriez par une partie de son avant-garde. Elle tomba sur les troupes de Chazot qui s'engageaient dans le bois d'Autry. Ces troupes, lassées et découragées par l'échec de la veille, furent saisies de panique. Elles se débandèrent à travers le bois et se jetèrent dans les colonnes du corps de bataille en criant : **Nous sommes trahis, nous sommes coupés !** Le corps de bataille se dispersa. 10.000 hommes s'enfuirent devant 1.500 hussards. Si Brunswick avait envoyé 5.000 cavaliers, et non 1.500, l'armée entière était perdue.

Mais les meilleurs bataillons, ceux de Duval- et de Stengel, formaient l'arrière-garde ; ils ne se laissèrent pas envelopper dans la déroute ; sans balancer, ils marchèrent aux hussards prussiens qui ne les attendirent pas.

Dumouriez était à Dommartin-sous-Hans sur la rive gauche de la Bionne lorsqu'il vit arriver les fuyards. Il revint sur ses pas avec Thouvenot et trouva Miranda qui, à Wargemoulin, ralliait l'infanterie et qui la mena, en trois colonnes, à Dommartin-sous-Hans, pendant que Duval et Stengel, couvrant la retraite, s'arrêtaient derrière la Dormoise, puis derrière la Tourbe.

L'armée campa donc à Dommartin-sous-Hans en avant de la Bionne. Dumouriez aurait dû la placer sur l'autre bord. A six heures du soir, tout le monde crie, court à la rivière il faut que le général en chef et son état-major frappent à coups de sabre sur les soldats pour les remettre en ordre. Le lendemain, 16, l'armée prenait la position qu'elle conservera jusqu'aux premiers jours d'octobre, à Braux-Sainte-Cohière.

D'où venaient les deux paniques du 15 ? Des recrues nombreuses que tous les corps avaient reçues de Bretagne et de Normandie jeunes gens faibles, malingres, effarés, semblables, dit un officier, à des étourneaux en pleine chasse. Plus de 2.000 hommes s'étaient sauvés dans toutes les directions, semant l'alarme, assurant que l'armée n'existait plus et que les généraux étaient vendus aux Prussiens.

La leçon profita. Dumouriez sentit qu'il devait temporiser sans risquer de grand combat, et qu'il devait vaincre en temporisant : *cunctando restituit rem*.

Il ne s'était pas retiré sur Châlons, ni comme voulait Servan, sur Suippes. Arrêter les Prussiens devant Sainte-Menehould tandis que Dillon contiendrait les Austro-Hessois devant les Islettes, tel était son projet. Il cessait de couvrir Paris ; mais il s'établissait sur les derrières des alliés. En vain la colonne brunswickoise, comme on nommait l'armée prussienne, débouchait de Grandpré pour occuper la route de Châlons il la forçait à se retourner contre lui. Brunswick ne coupait pas la retraite à Dumouriez c'était Dumouriez qui menaçait les communications de Brunswick. Il connaissait la lenteur des coalisés. **Les Prussiens, disait-il, ne savent plus faire la guerre et ne valent guère mieux que nous**, et il pensait qu'il aurait le temps d'être secouru par Beurnonville et Kellermann.

Le 19 septembre, en effet, Beurnonville et Kellermann le rejoignaient. Tous deux n'arrivaient qu'après de longues hésitations, non sans revirements ni sans répugnance Beurnonville s'était rejeté sur Châlons ; Kellermann avait fait des marches et contre-marches très maladroites. Mais ils arrivaient, et, la jonction opérée, Dumouriez déclarait son armée formidable. Il avait plus de 50 000 hommes ; il possédait dorénavant la supériorité du nombre. Dès le 18, dès le 10 septembre il annonçait que l'armée prussienne ne pourrait marcher sur Châlons et n'oserait marcher sur Reims, qu'elle chercherait peut-être à donner bataille, mais qu'il saurait éviter toute affaire générale et que l'ennemi, craignant de périr de faim, se replierait sous quinze jours.

Il faillit être mauvais prophète. Brunswick a commis bien des fautes il n'a poursuivi les Français qu'avec mollesse ; il n'a quitté Grandpré que le 18 septembre parce qu'il attendait les fourgons de pain qui venaient de Verdun ; il a laissé Dumouriez prendre le bon camp de Sainte-Menehould, réorganiser son armée, recevoir les renforts de Beurnonville et de Kellermann. Mais une simple manœuvre avait suffi pour débusquer Dumouriez de Grandpré ; une simple

manœuvre ne suffirait-elle pas pour débusquer Dumouriez de Sainte-Menehould ?

Voici quel était son plan. L'avant-garde de Hohenlohe-Ingelfingen, poussant par Vienne-le-Château et le chemin romain vers la Pierre-Croisée, attaquerait sur les derrières le détachement de la Chalade, remonterait la Biesme par Claon et le Neufour, et, de concert avec les Austro-Hessois, obligerait Dillon à lâcher les Islettes. Dès lors, Dumouriez devrait abandonner Sainte-Menehould ; il reculerait, non sur Passavant et Vitry où se porteraient les Austro-Hessois, mais sur Châlons. Or, le gros des Prussiens, les Autrichiens de Clerfayt, les émigrés l'attendaient sur la route de Châlons ; Dumouriez serait forcé de livrer bataille ou de fuir vers la Marne. Dillon devina ce mouvement de Brunswick et il lui parut **contre toute espèce de raison**. Mais le mouvement commençait le 10 septembre. Il allait s'exécuter. Hohenlohe, à la tête de l'avant-garde prussienne, était entré à Vienne-le-Château, et il marchait contre Le Veneur que Dumouriez avait chargé de protéger les approches de la Chalade. La partie semblait gagnée. **Si les ennemis sont à Vienne-le-Château, écrit Dillon, il ne faut pas songer à défendre sérieusement la Chalade qui est dans un entonnoir**, et, se voyant déjà coupé de Dumouriez qui serait refoulé vers Châlons, il pensait à se retirer sur Passavant et de là sur Bar-le-Duc par Belval et Rapsécourt.

Heureusement, Hohenlohe-Ingelfingen eut ordre de revenir sur ses pas. Le roi, par sa fougue imprudente, rompit les desseins de Brunswick. Sur un faux rapport, il s'imagina que les Français décampaient de Sainte-Menehould et, cette fois, il voulut les prendre en flagrant délit de retraite. Sans consulter Brunswick, il ordonna que l'armée se dirigerait aussitôt vers la route de Châlons pour barrer le passage à l'ennemi. Aussitôt il était trois heures de l'après-midi l'armée se dirigea vers la route de Châlons. La nuit était tombée lorsque les troupes s'arrêtèrent, les unes à Somme-Suippes, les autres à Somme-Tourbe, celle de l'avant-garde à Somme-Bionne. C'est ainsi que le roi, et non Brunswick, mena ses 34.000 Prussiens à Valmy.

Quelles sont, ce soir-là — le soir du 10 septembre —, les positions françaises ?

Dumouriez est à Sainte-Menehould. L'avant-garde de Dumouriez, commandée par Stengel et composée de 5.000 hommes, occupe, en avant de Braux, deux hauteurs, le mont d'Yvron et, à gauche de l'Yvron, à une lieue de la grande route de Sainte-Menehould à Châlons, le tertre de Valmy, ou, comme on le nomme à cette époque, la butte du moulin, à cause d'un moulin à vent qu'on voit de très loin.

Kellermann, qui vient d'arriver avec 16 000 hommes, a passé la petite rivière d'Auve à Dampierre-sur-Auve et à Gizaucourt pour camper tout près de la grande route à Dommartin-la-Planchette, à gauche de Dumouriez. Il a mis à Gizaucourt un régiment de dragons et envoyé son avant-garde commandée par Deprez-Crassier vers le village de Hans, sur la Bionne, au pied du mont d'Yvron.

Mais cette position, bien qu'indiquée par Dumouriez, parut à Kellermann fort désavantageuse. Il avait à dos l'Auve et les marais qui couvraient alors les deux bords de cette rivière. Sa droite était séparée de Dumouriez par l'étang Le Roi et sa gauche, dominée par le tertre de Valmy. Attaqué et battu, comment ferait-il sa retraite ? S'il se repliait sur Dumouriez, il n'aurait d'autre issue qu'un défilé entre l'Auve et l'étang Le Roi. S'il repassait l'Auve à Dampierre, il s'engageait sur une chaussée défoncée et sur un pont mauvais et si étroit que la cavalerie ne pourrait le traverser qu'homme par homme. Enfin, si l'ennemi, marchant par la

droite, venait passer l'Auve à Gizaucourt et occuper Voilemont, il coupait aux Français et la route de Châlons et celle de Vitry. Kellermann condamna donc sa position et dit à Dumouriez qu'il passerait l'Auve le lendemain pour camper sur les hauteurs de Dampierre et de Voilemont parce qu'il voulait à tout prix conserver ses communications avec Châlons. Dumouriez l'approuva et l'exhorta, si les Prussiens l'assaillaient, à prendre son champ de bataille sur la butte du moulin, en avant et à gauche de Valmy, sur la hauteur de la Lune, à un kilomètre de Gizaucourt et à une lieue de Dommartin-la-Planchette, à l'endroit où sur le bord de la grande route de Châlons était l'auberge ou cense de la Lune.

Le 20 septembre, à quatre heures du matin, au milieu d'un brouillard épais, l'avant-garde de Hohenlohe-Ingelfingen se porte de Somme-Bionne, par la ferme de Maigneux, vers la grande route. Elle est aperçue par l'avant-garde de Kellermann, et du pied de l'Yvron Deprez-Crassier lui envoie au hasard à travers la brume quelques boulets. Puis, du grand chemin, voici que sur l'avant-garde prussienne tombe une grêle de projectiles. Kellermann s'est rappelé que Dumouriez lui conseillait de prendre son champ de bataille sur la hauteur de la Lune ; il a dépêché à la Lune sa réserve commandée par Valence, et deux compagnies d'artillerie à cheval, la compagnie de Hanicque et la compagnie de Sorbier, ouvrant un feu très vif, mettent en désordre les quinze escadrons que le duc Charles-Auguste de Weimar menait au delà de la chaussée, dans le gris et l'inconnu. Mais Hohenlohe-Ingelfingen fait avancer du canon deux batteries tirent sur l'Yvron, trois autres tirent sur la Lune, et à huit heures du matin, Deprez-Crassier et Valence, canonniers et grenadiers, dragons et carabiniers, se replient vers Kellermann.

Toutefois, grâce à son avant-garde et à sa réserve, Kellermann a pu tant bien que mal ranger et disposer son armée. Il se prépare à prendre, comme il disait la veille, la position de Dampierre et de Voilemont, lorsqu'il entend le canon. Le temps lui manque pour passer l'Auve ce serait s'exposer au plus affreux désordre. Il décide de se porter en avant de l'Auve et de garnir ce tertre de Valmy que Dumouriez lui a recommandé d'occuper. Stengel y est encore ; il crie au duc de Chartres qu'il voit venir : **Arrivez donc, je ne puis quitter ce poste sans être relevé, et si je ne devance pas les Prussiens sur la côte d'Yvron, nous serons écrasés ici tout à l'heure !** ; et, sur-le-champ, laissant son infanterie le suivre comme elle peut, Stengel part au grand trot avec ses escadrons et ses deux compagnies d'artillerie volante pour tenir le mont d'Yvron jusqu'à la fin de la journée. Kellermann entasse alors ses troupes sur la butte du moulin. Il y met d'abord sa seconde ligne ; puis il met sa première ligne en arrière de la seconde, sur la crête du tertre ; puis il y met deux régiments de cavalerie.

Les Français, faisant face aux Prussiens, s'étendent ainsi dans une sorte de demi-cercle, de l'Yvron à Gizaucourt à droite, sur l'Yvron, est Stengel ; au centre, le gros de l'armée de Kellermann en deux lignes sur le sommet et les pentes de la butte de Valmy ; à gauche, Deprez-Crassier et Valence, dans la plaine, entre le monticule de Valmy et la maison de poste d'Orbeval située sur la grande route ; plus à gauche, au delà du chemin, à Gizaucourt et à la ferme de Maupertuis, outre le il, dragons, quelques escadrons de chasseurs et deux bataillons d'infanterie.

Selon un récit postérieur de Kellermann, Dumouriez serait resté spectateur oisif de la bataille. Dumouriez, au contraire, vint généreusement à l'aide de son collègue. Pour couvrir la droite de Kellermann, il commande à Stengel de se

porter à l'extrémité de l'Yvron et à Beurnonville de se placer avec seize bataillons derrière Stengel près de 15.000 hommes garnissaient donc le mont d'Yvron.

Pour soutenir le centre de Kellermann, il forme une réserve de douze bataillons et de six escadrons prête à déboucher sur la grande route.

Pour grossir la gauche de Kellermann, il demande à Dillon quelques escadrons conduits par Frégeville.

Enfin, il ordonne à Chazot d'occuper la hauteur de la Lune évacuée le matin par Valence. Mais Chazot arrive trop tard ; il gravissait la rampe qui mène à la Lune lorsque l'artillerie prussienne se montra sur le chemin, et sous la mitraille qu'elle lui jetait, il recula pour s'établir avec 5.000 hommes environ dans la plaine en arrière et à gauche de Valence.

Ce ne fut qu'à midi, lorsque le brouillard se fut déchiré, que l'armée ennemie, paraissant peu à peu derrière son avant-garde, se déploya en face du mont d'Yvron et du tertre de Valmy. A une heure, le roi commanda d'attaquer la butte du moulin. L'infanterie s'ébranla. Au bout de deux cents pas elle reçut l'ordre de s'arrêter Brunswick n'osait enlever de vive force la position. Alors commença la canonnade où les batteries françaises rendaient coup pour coup et tiraient avec une justesse et une rapidité qui déconcertaient l'ennemi. Vers 2 heures, et durant dix minutes, elles se turent. Un obus parti de la Lune avait fait sauter trois caissons sur la butte. L'explosion emporta des rangs entiers. La seconde ligne recula. Kellermann avoue que l'instant fut très critique. Mais bientôt l'émotion cessa ; l'infanterie se reforma ; la canonnade reprit intense ; tous les témoins assurent que le sol tremblait. Brunswick, accouru sur la hauteur de la Lune, se demandait de nouveau s'il fallait tenter la chance. Il vit la contenance calme et ferme des Français ; il les vit redoubler la violence de leur feu ; il les vit donner tranquillement l'avoine à leurs chevaux. *Hier schlagen wir nicht*, dit-il au roi. *Ce n'est pas ici qu'il faut se battre*. Il savait son armée très fatiguée ; il craignait de l'engager sur un terrain difficile ; il avait peur d'un revers, peur d'une victoire meurtrière.

Le reste de la journée ne fut donc qu'un duel d'artillerie. Dumouriez vint un moment au moulin de Valmy, vers une heure, avant l'explosion des caissons. Il s'entretint froidement avec Kellermann au milieu des projectiles qui tombaient autour de lui. *Vous connaissez sa bravoure*, mandait Kellermann à Servan. *C'est tout dire*. Mais Dumouriez reconnut sur-le-champ que Kellermann avait une position trop resserrée ; il jugea que Brunswick n'attaquerait pas ; certain du dénouement, il rentra dans son camp.

Il y rentra pour suivre de plus près une manœuvre audacieuse qu'il avait conçue. Le Veneur devait passer l'Aisne et fondre par Berzieux et Virginy sur les derrières des Prussiens. Mais Le Veneur, si brave qu'il fût, était lent et manquait de vigueur. Le roi Frédéric-Guillaume avait ordonné de laisser à la ferme des Maisons de Champagne, entre Rouvroy et Massiges, tous les équipages et bagages de son armée. Si Le Veneur avait poussé sur cette ferme qui n'était gardée que par un bataillon de fusiliers, il aurait enlevé les voitures et chaises de poste, les fourgons de vivres, les tentes et les chevaux de somme des Prussiens ; il ne captura que des fonctionnaires de la chancellerie qui s'étaient aventurés vers les bords de l'Aisne pour voir une bataille.

La canonnade cessa vers 6 heures. Elle cessait à peine que la pluie tombait par torrents pour tomber ainsi jusqu'à la fin du mois. Les Prussiens et les Autrichiens de Clerfayt qui parut trop tard pour prendre part à l'action bivouaquèrent

tristement, sans manteaux et sans nourriture, sur le plateau de la Lune. Pendant ce temps, à la faveur de la nuit, Kellermann, après avoir conféré avec Dumouriez, quittait sa position qu'il qualifiait de désagréable ; il repassait l'Auve et appuyait sa droite à Dampierre, sa gauche à Voilemont ; il gardait ainsi le chemin de Sainte-Menehould à Vitry et celui de Vitry à Châlons.

Telle fut la canonnade de Valmy. L'habileté de Dumouriez avait décidé du succès. Il secourut Kellermann sans jalousie ni rivalité avec cet esprit de ressources et cette activité qui font le véritable homme de guerre. Si Stengel et Chazot n'avaient, sur l'ordre de Dumouriez, flanqué la butte du moulin, Kellermann aurait été mis en déroute.

CHAPITRE X

LA RETRAITE DES PRUSSIENS

LOMBARD ET WESTERMANN — MANIFESTE DE BRUNSWICK —
TÉNACITÉ DU GÉNÉRAL FRANÇAIS — INDISCIPLINE DE L'ARMÉE
— JALOUSIE DE KELLERMANN — RETRAITE DES PRUSSIENS —
MOTIFS DE DUMOURIEZ POUR LA FAVORISER — LES
DEMOISELLES FERNIG.

VALMY acheva de décourager les alliés. Autrichiens et Prussiens étaient dégoûtés d'une guerre qu'ils jugeaient ruineuse ils avaient hâte d'en finir. Déjà les émigrés avaient tâté Dumouriez. Le comte de Moustier lui avait écrit. Breteuil lui avait envoyé deux émissaires. Fersen avait tenté de l'endoctriner en lui dépêchant Sainte-Foy et en gagnant la baronne d'Angel. L'Autrichien Hohenlohe-Kirchberg lui avait fait des ouvertures. Au camp prussien, même désir d'entrer en pourparlers avec Dumouriez plusieurs personnages influents, le duc de Brunswick, le marquis de Lucchesini, le général Kalkreuth, le lieutenant-colonel Manstein, premier aide de camp du roi, étaient d'avis de terminer la lutte par une négociation.

Mais Dumouriez ne voulait traiter qu'avec les Prussiens. Il déchira la lettre du comte de Moustier en disant au porteur qu'il répondrait à coups de canon, et il rejeta fort loin, comme il s'exprime, les insinuations autrichiennes. En revanche, il fit des avances à la Prusse. Il avait toujours souhaité qu'elle rompît avec l'Autriche et devînt l'alliée de la France nouvelle. N'avait-il pas, le 24 août, écrit à Le Brun qu'il serait aisé de détacher Frédéric-Guillaume qui voyait que ses coffres se vidaient et que rien n'y rentrait ?

Le 20 septembre, Lombard, secrétaire de Frédéric-Guillaume, avait été fait prisonnier ; le roi le réclama, et Lombard, délivré, dut emporter un mémoire destiné au monarque et rédigé par l'aide de camp Fortair sur les notes de Dumouriez. Le général ne manquait pas d'exagérer ses forces 75.000 hommes, disait-il, étaient sous les ordres de M. Dumouriez que la confiance universelle avait mis au plus haut degré du pouvoir. Les Prussiens, au contraire, déjà désolés par les maladies, allaient périr de misère et de faim. Pourquoi combattaient-ils la France dont les ressources étaient incalculables, la France qui devait vivre avec eux en bonne intelligence et amitié ? Que le roi de Prusse se retire du pas dangereux où il est, qu'il adopte une politique raisonnable, qu'il cesse de favoriser l'ambitieuse Autriche que son intérêt lui commande d'abaisser.

Lombard s'achemina le 22 septembre vers le camp prussien. Mais il y avait à Sainte-Menehould un adjudant général et commissaire national, l'Alsacien Westermann, ami de Danton et de Petion. Il court après Lombard et le ramène.

Dumouriez, obligé de mettre Westermann dans la confiance, lui montre la lettre du roi et le mémoire de Fortair. Là-dessus Westermann demande que Lombard soit échangé contre un prisonnier français, contre Georges, maire de Varennes, et, sur l'ordre de Dumouriez, Lombard écrit au roi qu'il ne sera rendu que contre Georges. C'est Westermann qui porte au camp prussien la lettre de Lombard avec le mémoire de Fortair, et Dumouriez s'applaudit de l'incident Westermann sait l'allemand et saisira quelque renseignement utile ; il a l'esprit liant et fin ; il revient de Paris et il saura satisfaire la curiosité prussienne. Le jour même, Westermann obtenait l'échange de Lombard.

Une phrase du mémoire de Fortair avait frappé Brunswick. Le général disait que, si le roi se retirait, les négociations rompues au mois de mai pourraient se renouer. Dumouriez venait donc au-devant des Prussiens, il s'offrait ! Brunswick crut qu'il voulait restaurer la royauté, qu'il voulait peut-être marcher sur Paris de concert avec les coalisés.

Manstein fut chargé de filer la négociation. Le 22 septembre Westermann annonçait à Dumouriez et à Kellermann que Manstein leur demandait une entrevue et que Heymann l'accompagnerait. Le soir même, à 7 heures, de leur quartier de Sainte-Menehould, les deux généraux ou, comme ils se qualifiaient, les généraux des armées réunies envoyaient le billet suivant : **Si M. l'adjutant général Manstein veut se rendre demain à midi à Dampierre-sur-Auve au quartier du général en chef Kellermann, il y sera parfaitement reçu par ce général ainsi que par le général Dumouriez. Si son compagnon de voyage veut y venir, il faut que ce soit incognito et comme aide de camp, vu les circonstances.**

Le 23 septembre, Manstein et Heymann qui passait pour l'aide de camp de Manstein dînaient à Dampierre-sur-Auve avec Dumouriez et Kellermann. On convint que les avant-postes cesseraient de tirailler les uns sur les autres pendant les pourparlers, et Manstein mit par écrit, sous le titre de Points essentiels, les propositions de Frédéric-Guillaume le roi désirait que Louis XVI fût remis en liberté ; il ne traiterait qu'avec Louis XVI, mais il voulait que la France eût un bon gouvernement, et les choses ne seraient pas rétablies sur l'ancien pied.

Manstein s'imaginait avoir séduit Dumouriez ; Brunswick croyait même que le roi de France délivré viendrait au camp de Sainte-Menehould traiter en personne avec le roi de Prusse.

Mais, au sortir de la conférence, Dumouriez apprenait que la Convention avait, le 21 septembre, aboli la royauté. La République, qu'il prévoyait, existait désormais. Il écrivit aux ministres que ce premier acte de la Convention était juste, vigoureux, qu'on avait eu raison de sauter le pas, que les modérés devaient lire Plutarque et changer de peau comme le serpent, que les propositions de Manstein étaient par suite et plus que jamais inacceptables. Toutefois ces propositions, ajoutait Dumouriez, prouvaient la détresse de Frédéric-Guillaume il n'avait plus qu'à tenir les Prussiens en panne durant huit jours pour les détruire entièrement sans combat, et l'on ferait bien d'engager une négociation qui traînerait la guerre en longueur.

Le 25 septembre, Manstein invitait Dumouriez à dîner et offrait de le présenter à Frédéric-Guillaume. Le général répondit que la Convention venait d'abolir la monarchie, que la nation assemblée devait autoriser dorénavant toute négociation.

Ce message consterna le roi et ses entours. Les uns proposèrent d'attaquer sur-le-champ les Français ; les autres, et surtout Brunswick, déclaraient qu'on n'avait plus qu'à couvrir Verdun et Longwy. Seul, Manstein prétendit que Dumouriez voulait **rester en connexion** et il l'invita derechef à dîner. Derechef Dumouriez refusa ; il alléqua qu'une députation de ses soldats l'avait prié de ne pas quitter le camp.

Ce fut Manstein qui, le 25, vint dîner à Dampierre-sur-Auve. Le général ne lui cacha pas que le roi de Prusse devait traiter avec la Convention, et lorsque Manstein proposa d'échanger les prisonniers de guerre, Dumouriez répliqua qu'il ne pouvait comprendre les émigrés dans le cartel.

Le 26, l'adjudant général Thouvenot qui, selon le mot de Dumouriez, valait mieux que tous les agents de Le Brun, se rendait au quartier général prussien, au village de Hans. Le cartel d'échange fut signé les émigrés en étaient exceptés. Brunswick et Lucchesini s'entretenirent avec Thouvenot. Le duc promettait de quitter le territoire français si Louis XVI avait une place dans le nouvel ordre de choses. **Il faut, répartit Thouvenot, traiter avec la Convention. Elle représente la nation, et l'armée que vous avez en face de vous, est l'armée de la nation. Il n'est pas plus difficile de traiter avec cette nation que de lui faire la guerre. — Mais, demandait Lucchesini, ne pouvons-nous traiter avec l'armée même ? — L'armée, riposta Thouvenot, ne s'occupe pas de la politique ; elle se bat.**

Les jours se passaient, et Dumouriez ne perdait pas l'espoir de **détacher** le roi de Prusse. Le 27 septembre, il envoya un second mémoire. Pourquoi Frédéric-Guillaume ne traiterait-il pas avec la République ? Serait-il toujours l'instrument de l'Autriche ? Ne pouvait-il rompre avec des brigands ? Qu'il n'écoute plus le point d'honneur qu'il comprenne ses vrais intérêts ; qu'il abandonne les émigrés qu'il tolère dans son armée, et ces indignes alliés, ces barbares Autrichiens dont il est la dupe. La nation française l'aime, l'estime, et ses troupes ne peuvent se résoudre à le regarder comme leur ennemi.

Le roi de Prusse se fâcha tout rouge lorsqu'il lut le mémoire. Quoi ! Dumouriez lui faisait la leçon, lui conseillait de s'associer à des factieux, à des révoltés, aux hommes du 10 août ! Dumouriez assurait qu'il parlait avec franchise ; mais cette franchise, c'était de l'effronterie, de l'insolence Manstein dut répondre aussitôt à Dumouriez. Il pria le général de ne plus revenir sur les liaisons de la Prusse avec la cour de Vienne le roi avait pour principe de demeurer fidèle à ses engagements, et ce principe ne pouvait qu'augmenter la bonne opinion qu'avait de lui la nation française.

Lucchesini — qui n'était arrivé que le 24 septembre — avait dicté cette réponse ; il se piquait de deviner Dumouriez et de le vaincre en astuce. Il déclara d'emblée à Brunswick et à Frédéric-Guillaume que les Français profitaient de ces pourparlers pour se fortifier et qu'il fallait répliquer à l'outrageant mémoire de Dumouriez par un autre mémoire, montrer avec éclat que la Prusse ne pactisait pas avec la Révolution, opposer à l'abolition de la royauté un nouveau manifeste. Le 27 septembre, il rédigea ce manifeste. La Législative, disait-il, avait suspendu le roi, et la Convention, prise du même esprit de vertige, prétendait détruire une monarchie qui comptait quatorze siècles d'existence. Mais l'empereur d'Allemagne et le roi de Prusse exigeaient la liberté de Louis XVI et de sa famille, exigeaient le rétablissement de la dignité royale, exigeaient que cette dignité fût désormais à l'abri des avanies. Si la nation française refusait d'obéir à cette demande péremptoire, elle subirait tous les maux qui marchent à la suite des

armées. Le manifeste, signé par Brunswick, c'était le troisième partit le jour même.

La réponse de Dumouriez fut énergique et brève. Il écrivit à Manstein, le 28 septembre, qu'on ne traitait pas de la sorte un peuple souverain, qu'on ne tarderait pas à s'en repentir, que les Français indignés ne penseraient plus qu'à combattre. **Il n'y a aucun citoyen, mandait-il à Le Brun, qui ne s'élève à la juste fierté d'un républicain et qui ne prenne les armes pour punir la morgue de ces princes allemands. Dites à nos augustes représentants qu'ils peuvent faire plus tranquillement que jamais leurs lois et que nous les soutiendrons de nos baïonnettes et de nos canons. Il n'y aura dans les deux armées ni un lâche ni un homme faible.**

La négociation était finie. Pourtant, le 29 septembre, Manstein proposa un nouveau rendez-vous à Dumouriez qui, selon lui, n'avait pas saisi le véritable sens de la déclaration. Dumouriez se contenta de répondre que cette déclaration était imprimée partout ; qu'elle portait avec elle la menace et la guerre qu'une nation républicaine et qui n'avait pas été vaincue, ne traiterait pas sur les conditions de son esclavage.

Mais sa tactique avait réussi. Cette semaine de pourparlers valait une victoire. Brunswick préparait sa retraite et Manstein n'avait écrit le 29 septembre que pour prolonger la trêve et gagner un jour.

Le camp ennemi de Hans ou de la Lune était, en effet, un camp de misère ni fourrage, ni eau potable dans cette Champagne pouilleuse qu'un officier comparait aux déserts de Barca ; un pain rebutant et qui manqua plusieurs jours ; pas d'autre viande que la viande de cheval ; pas de sel ; le sixième des soldats atteint de la dysenterie ; tous profondément découragés, blottis sous de mauvaises tentes que la pluie souvent abattait, accroupis dans la boue autour de feux misérables, craignant un désastre, et se disant les uns aux autres que tout le pays, que le ciel même était contre eux. Aussi, le 29 septembre, fallut-il se retirer. **L'impossibilité physique d'agir, écrivait l'envoyé d'Autriche, et le manque de subsistances nous forcent d'abandonner la position.** Les alliés ne comptaient plus que 17.000 hommes valides ; s'ils avaient par extraordinaire vaincu l'ennemi, s'ils étaient arrivés devant Paris, leur nombre eût été tellement réduit qu'ils n'auraient pu, témoigne un émigré, surmonter la plus faible résistance.

Mais pendant que Dumouriez amusait et usait les envahisseurs, il luttait contre la défiance de ses soldats, contre la rivalité de Kellermann, contre les sollicitations de Servan qui le priait de décamper, et ses compatriotes lui causaient presque autant d'ennui que les Prussiens.

Il eut le mérite de tenir bon. Se retirer sur Vitry, c'était livrer Reims, Châlons et la chaussée de Paris. Se retirer sur Châlons, c'était livrer le Barrois et la Lorraine. Dans l'un et l'autre cas, les alliés hiverneraient au milieu d'un pays fertile et prépareraient une seconde campagne. Il ne fallait donc pas se retirer du tout, et pour ne pas se retirer, il fallait être les plus forts. C'est pourquoi Dumouriez appela Dubouquet de Châlons au Fresne et d'Harville de Reims à Auberive ; il rassemblait ainsi près de 80000 hommes qui couvraient Reims et Châlons sans découvrir Vitry, qui par leur masse imposaient à l'adversaire, qui peu à peu l'enfermaient dans un cercle de fer et l'acculaient à la forêt d'Argonne. Entre les deux partis qui s'offraient à lui, la *retraite* et la *réunion*, il avait opté pour la réunion.

A vrai dire, les Prussiens, en se postant à la Lune, avaient barré la route de Châlons par Sommevesle et Auve. Les convois que recevaient les Français devaient prendre la chaussée qui relie Châlons à Vitry et le chemin difficile qui conduit de Vitry à Sainte-Menehould par Possesse et Élise à travers des marais et des bois. Le pain manqua durant deux jours dans le camp français. Dumouriez dut haranguer ses soldats, les animer par des saillies et des mots familiers. Il dut menacer les sept bataillons de fédérés que Beurnonville avait amenés de Châlons, de ne pas les **rater** s'ils se comportaient mal. Il dut sévir contre deux bataillons de Paris, le bataillon des Lombards et le bataillon Républicain.

A l'inquiétude et à l'indiscipline de l'armée s'ajoutait la jalousie de Kellermann. Bien que Dumouriez fût son ancien, Kellermann ne voulait être ni paraître son lieutenant, et il l'engageait vivement à gagner Châlons, à défendre la ligne de la Marne. Pourquoi tenir avec **acharnement** les gorges de Sainte-Menehould ? Les Prussiens n'allaient-ils pas s'emparer de Vitry ? Le 24 septembre, il proposait de marcher sur Châlons sans perdre un instant, et, le 25, il écrivait à Dumouriez **Vous vous entêtez à Sainte-Menehould, mais je ne donne pas dans vos grandes mesures ; vous avez votre armée et moi la mienne ; vous ne pouvez disposer de mes troupes ni me dicter mes mouvements ; nous sommes deux généraux indépendants l'un de l'autre.**

Que faire pour mater Kellermann, pour ramener ce brave soldat à la tête faible et vacillante ? Dumouriez envoie à Paris un de ses officiers, Violla, le futur général, dépeindre la situation.

Il demande à Servan une décision claire, catégorique : **réunion** ou **retraite**. Il demande à Danton une réponse précise, un **oui** ou un **non**.

Dans le secret de son cœur, il méprise Danton ; il connaît sa vénalité ; l'année précédente, presque jour pour jour 23 septembre 1791, lorsqu'il a su que l'agitateur avait été menacé de prise de corps dans l'assemblée électorale par un huissier, il a écrit à Gallois : **Quelque mépris que j'aie pour d'Anton, et pour cause, je suis indigné que, pour faire la cour à la cabale ministérielle et corruptrice qui le soudoyait, le tribunal parisien du 6e arrondissement ait eu la témérité de vouloir le faire arracher de l'assemblée électorale.** Mais Danton est devenu ministre. Dumouriez invoque le **caractère fort** et l'**énergie** du ministre : **Si on est content de mon plan, il faut me laisser faire**, et le Conseil exécutif nomme Dumouriez commandant en chef des deux armées.

Pourtant, Kellermann s'obstine. Le 29 septembre, il veut encore se poster sur la Marne et la Vesle. Mais Danton s'est énergiquement prononcé pour Dumouriez. Au plus habile la direction de la guerre ! Ce jour même, 29 septembre, Fabre d'Églantine arrive au camp français, flatte Kellermann, caresse son amour-propre, lui promet le bâton de maréchal le bon billet ! et assure Dumouriez de l'appui de Danton.

Reste Servan. **Vous commanderez les armées**, avait-il écrit à Dumouriez le 27 septembre, **puisque vous êtes l'ancien, et vous n'en aimerez pas moins Kellermann.** Mais il faisait les mêmes objections que Kellermann, et Violla remarquait que les dépêches de Dumouriez semblaient déplaire au ministre de la guerre. Servan, lui aussi, était d'avis qu'il fallait se retirer derrière la Marne. Dès le 1er septembre ne disait-il pas que la défense de la Marne offrait de grandes ressources ? Ne priait-il pas Dumouriez, le 2 septembre, de se porter sur Sainte-Menehould, voire sur Châlons, et, le 7, de se rapprocher de Châlons ? Le 18, n'avouait-il pas qu'il aurait mieux aimé savoir Dumouriez à Châlons ? C'est que

Servan n'avait d'autre pensée que de couvrir Paris dont il redoutait la **tourbe fluctuante**. Même pendant que Dumouriez négociait avec les Prussiens, Servan lui conseillait d'abandonner l'Argonne. Le général répondit crânement qu'il ne se souciait pas des frayeurs de Paris, qu'il resserrait les ennemis dans un pays malheureux et dépouillé, qu'il ne ferait pas une retraite qui découragerait l'armée.

Son plan réussit ; lorsque, le 30 septembre, les Prussiens se mirent en retraite, il put dire avec fierté que la France aurait été en danger s'il n'avait pas eu ce qu'on appelait son obstination et s'il n'avait pas résisté à l'opinion universelle.

La retraite des Prussiens commencée, Dumouriez la favorisa il pouvait les écraser à Grandpré ; il les laissa passer. Il avait hâte de se jeter sur la Belgique, d'entreprendre cette invasion des Pays-Bas qu'il n'avait que différée, et, durant la campagne de l'Argonne, il n'avait pas cessé de suivre, selon son expression, les affaires de la révolution brabançonne. Il craignait, en outre, et ce sont encore ses propres termes les hasards d'une guerre trop longue en France même. Il craignait qu'un coup de désespoir des Prussiens ne vînt à produire dans son armée une **crise fâcheuse**, et Beurnonville, Ajax Beurnonville, comme il le surnommait, l'exhortait chaque jour à temporiser. Enfin, il se reprenait à croire que les Prussiens deviendraient bientôt nos alliés.

Les Prussiens, désireux d'opérer leur retraite sans être inquiétés, avaient résolu d'imiter Dumouriez et de joindre la diplomatie à la guerre. Pendant tout le mois d'octobre, Brunswick, Kalkreuth, Lucchesini usèrent de **négociations insidieuses** ; ils souhaitaient la paix ; ils faisaient l'éloge de la France ; sans parler de l'Autriche et des émigrés, ils écoutaient complaisamment le mal qu'on en disait. Le Conseil exécutif provisoire avait chargé Westermann d'annoncer au roi de Prusse que Louis XVI ne pouvait être mis en liberté et qu'il serait jugé, mais qu'il était traité dans sa prison avec de grands égards. Westermann alla dîner avec le roi de Prusse et il écrivit que tout allait bien, que **les Prussiens se séparaient d'avec les Autrichiens**.

Dumouriez pensait comme Westermann. Dans ses lettres des premiers jours d'octobre il mande que Frédéric-Guillaume, furieux contre ses alliés, finira par renouer et par préférer la France à l'Autriche. **Si les Prussiens veulent se séparer**, avait-il dit le 26 septembre, **je leur ferai un pont d'or à condition qu'ils abandonnent l'Autriche et les émigrés**. Les Prussiens eurent l'air d'abandonner l'Autriche et émigrés ; Dumouriez leur fit un pont d'or. **S'ils se retirent**, disait-il encore le 18 septembre, **ce ne sera que par le même défilé, et c'est là où je les attends**. Il ne les attendit pas. Ils franchirent ce défilé librement et sans obstacle.

Le 2 octobre, il se rend à Vienne-la-Ville pour assister de près à leur retraite ; de là, il arrête la marche de ses lieutenants ; de là, il ralentit les mouvements de Kellermann qui met trop de vivacité dans la poursuite. Kellermann voudrait, de Fontaine-en-Dormoise, tomber sur les derrières des Prussiens au passage de l'Aisne. Dumouriez l'envoie vers Revigny, puis le rappelle à Fontaine, puis lui ordonne de quitter Fontaine lorsque les ennemis auront traversé le défilé, et Kellermann, stupéfait, mais docile, perd ainsi quatre jours. De même Dampierre qui, le 2 octobre, est encore sur le mont d'Yvron. De même, Stengel qui reste sur la Tourbe. De même, Beurnonville qui bivouaque paisiblement dans les taillis de l'Argonne ; Beurnonville qui n'entre à Grandpré qu'au matin du 5 octobre ; Beurnonville qui se plaint à Manstein des retards de l'arrière-garde prussienne et

qui, sur l'ordre de Dumouriez, tire alors quelques coups de canon pour la forme ou, comme lui écrit le général en chef, afin qu'on ne dise pas qu'une armée encombrée de malades ait passé des défilés très difficiles sans avoir subi la moindre attaque.

Les contemporains soupçonnèrent la vérité, et des journalistes reprochèrent à Dumouriez d'avoir trop poliment reconduit les Prussiens. Mais il comptait fermement sur l'alliance de ces Prussiens qu'il ménageait. Les ministres l'approuvèrent. Le 6 octobre, ils décidaient que le général irait jusque dans les Pays-Bas poursuivre l'Autrichien, **le plus mortel ennemi de la République**. Tous pensaient que le roi de Prusse allait se détacher de l'Autriche. Le Brun n'avait-il pas dit, le 30 septembre, qu'il fallait **faciliter sa sortie** ?

Le 5 octobre, lorsque l'armée prussienne eut franchi l'Argonne, Dumouriez quitta Vienne-la-Ville ; le lendemain, au château d'Autry, il chargeait Kellermann de pousser les alliés hors du territoire et d'obtenir sans effusion de sang la reddition de Verdun et de Longwy ; le 1^{er}, il était à Paris.

Ainsi se terminait la première campagne de la Révolution, dite campagne de 1792 ou campagne de l'Argonne. Rien d'éclatant, mais de curieux épisodes, de saisissantes péripéties. Dumouriez a été maladroit ; il vient trop tard à Sedan, il n'occupe les débouchés de l'Argonne qu'au dernier moment, il perd la Croix-aux-Bois. Mais Brunswick a été plus maladroit que lui ; il n'a osé marcher ni sur Sedan ni sur les défilés ; il n'a pas inquiété la marche des Français débusqués de Grandpré ; il a laissé Beurnonville et Kellermann opérer leur jonction avec Dumouriez. Peu à peu l'équilibre s'est donc rétabli, les envahisseurs ont dû s'arrêter ; les Français ont fini par avoir la supériorité du nombre.

Et Dumouriez les commande. Il leur faut un général qui sache mener de front la guerre et la diplomatie. Que de gens croyaient qu'il n'était qu'un soldat de fortune incapable de diriger les affaires politiques ! Que d'autres croyaient qu'il n'était qu'un homme de plume qui n'entendait rien aux choses militaires Il a su lutter à la fois contre Brunswick et Lucchesini, prouver qu'il était, comme il disait l'année précédente à Montmorin, expérimenté en politique et en guerre.

Aussi, les derniers jours du mois de septembre sont-ils les plus beaux de sa carrière. Quel contraste entre le camp de la Lune et le camp de Sainte-Menehould Au camp de la Lune, les Prussiens, délabrés, exténués par leurs privations, dépérissent dans l'inaction et la faim. Au camp de Sainte-Menehould, l'armée française, encouragée par son général, convaincue, comme écrivait Marceau, qu'il faut souffrir pour la patrie, *pro patriâ parti oportet*, chante gaîment la Marseillaise et acclame la nouvelle République.

Sainte-Menehould offre l'aspect le plus animé. Que de bruit, que de mouvement dans la petite ville d'ordinaire silencieuse et morne ! De tous côtés les ouvriers fabriquent des clous, réparent les armes ou construisent des fours. De gros équipages traversent les rues. Des troupes bivouaquent sur les places. Les chasseurs de Stengel et de Beurnonville amènent des prisonniers. Deux hussards prussiens de Köhler montent gravement la garde devant la maison du général en chef. Voici les commissaires de la Convention, Carra, Sillery, Prieur de la Marne dans leur berline. Voici Dumouriez, suivi de son domestique, qui monte le cheval blanc de Lafayette. Voici les demoiselles Fernig qui passent au galop, Théophile et Félicité Fernig, que les commissaires ont comparées à Jeanne d'Arc, ni grandes ni jolies, mais bien faites, bien prises dans leur uniforme, portant une

carabine en bandoulière. On raconte qu'elles se sont signalées en Flandre aux avant-postes de Maulde, qu'elles aiment la danse aux baïonnettes, qu'elles ont blessé ou tué leur bonne part d'Autrichiens. Dumouriez les a naguère appelées dans l'Argonne et attachées à son état-major, et ces deux jeunes filles qu'il nomme ses enfants, qui se montrent, dit-il, encore plus extraordinaires par leur pudeur que par leur courage, jettent sur cette campagne de 1792 un rayon de grâce et d'héroïsme ; de même qu'à Sainte-Menehould, de même qu'au camp français, parmi les jeunes citoyens qui composaient l'armée, elles sont, selon l'expression des commissaires, respectées et honorées ! Instant inoubliable Les soldats admirent, adorent Dumouriez ; ils l'appellent leur père, et Dillon, voyant la sérénité qui ne l'abandonne jamais, s'écrie qu'il est digne du commandement. Le pays partage les sentiments de l'armée. La grandeur du danger réunit tous les esprits autour du général. De Châlons, Laclos lui écrit que cette campagne qui fera époque dans l'histoire, a sauvé la patrie. De Paris, les ministres, les députés, ses amis intimes le félicitent d'épargner le sang français et par ses manœuvres, par ses négociations, d'éloigner du territoire Prussiens, Autrichiens et émigrés. Le Brun l'assure que la France entière le regarde comme son héros, qu'il a l'estime et l'approbation absolue du Conseil exécutif, qu'il a été le premier à faire de grandes choses et qu'il sera le premier à recueillir la reconnaissance de ses concitoyens. Violla lui marque que tout le monde a les yeux fixés sur lui et que la confiance nationale l'environne !

CHAPITRE XI

JEMAPPES

DUMOURIEZ À PARIS — INVASION DE LA BELGIQUE — BATAILLE
DU 6 NOVEMBRE 1792 — LE ROCROI DE LA RÉPUBLIQUE —
BAPTISTE ET BERTÈCHE

LE vainqueur de l'Argonne fut félicité, fêté, flatté. Delacroix, qui présidait la Convention, le pria, dans la séance du 12 octobre, de mener encore les Français à la victoire, et Dumouriez répondit que les défilés de l'Argonne étaient les Thermopyles de la France, que les Français avaient été plus heureux que les Spartiates. Le Conseil exécutif approuva tous ses plans et lui donna le commandement illimité, absolu, de la *guerre belge*. Comme Dumouriez, les ministres voulaient affranchir la Belgique et le pays de Liège, voulaient *municipaliser la rue aux prêtres*, c'est-à-dire les bords du Rhin et les électors ecclésiastiques. Comme Dumouriez, ils pensaient qu'il fallait faire subsister l'armée aux dépens des pays voisins.

Lui-même se disait hautement républicain et se proclamait le général des sans-culottes. Il annonçait la révolution de l'Europe et le prochain avènement de la République universelle. Il ménageait à la fois les girondins et les montagnards. Il dîna chez Roland et offrit des fleurs à Marie Phlipon ; il se réconcilia avec Brissot ; il témoigna son estime à Vergniaud ; il voulait attacher à son état-major un frère de Guadet et durant la campagne de l'Argonne, jusqu'au 17 décembre, il correspondait avec Gensonné. Il eut des entrevues avec Danton et Santerre ; il assista le 14 octobre à la séance des jacobins, embrassa Robespierre, causa longuement avec Couthon, félicita ses frères et amis d'avoir *commencé une grande époque* et leur promit d'arracher les peuples à la tyrannie des rois. Mais il tourna le dos à Marat qui lui reprochait d'avoir sévi contre les volontaires parisiens.

Le 19 octobre, il arrivait à Cambrai au bruit des salves d'artillerie et entra à l'hôtel de ville où un superbe trophée d'armes portait cette inscription *La commune de Cambrai s'applaudit d'avoir vu naître Dumouriez le 25 janvier 1739*. Il profita de l'enthousiasme qu'il soulevait pour renforcer ses bataillons. : s'il l'eût voulu, écrit Sainte-Foix, toute la ville l'aurait suivi. Le lendemain, il était à Valenciennes. Le 21, au club qui lui offrait le bonnet rouge, il répondait qu'il ne déposerait ce bonnet que pour l'échanger contre les couronnes de fleurs que mériteraient les conquérants de la Belgique. Ce fut de Valenciennes qu'il lança un manifeste aux Belges la République venait à leur secours, venait les délivrer de leurs despotes, venait établir chez eux la souveraineté du peuple le général comptait qu'ils se joindraient aux républicains français.

Son armée manquait de tout, et, comme il disait, elle était neuve. L'infanterie n'avait pas assez de force et de solidité pour se mesurer à nombre égal avec celle des Autrichiens. Si la cavalerie avait de bons colonels, ses régiments ne pouvaient rivaliser de vaillance, de hardiesse et de sang-froid avec les dragons de Latour et de Cobourg. Mais Dumouriez pensait avec raison que cette armée devait suppléer à l'expérience par l'enthousiasme et qu'elle aurait l'avantage du nombre.

Quatre corps la composaient l'armée du Nord, commandée par La Bourdonnaye, qui entrerait en Belgique par Tournai, Nieuport et Gand ; l'armée dite de la Belgique, que Dumouriez s'était réservée, et qui marchait sur Mons ; l'armée des Ardennes, menée par Valence, qui se portait de Givet sur Namur ; l'armée de d'Harville qui déboucherait par Binche pour aider Dumouriez à s'emparer de Mons et qui, ensuite, pousserait sur Namur par Nivelles et Gembloux.

L'effort principal était donc dirigé contre Mons là, en effet, sur les hauteurs de Jemappes et de Cuesmes, le duc de Saxe-Teschen avait concentré les Autrichiens.

Clerfayt qui venait de Champagne et que Valence ne suivit qu'avec mollesse, avait rejoint Saxe-Teschen. Malgré ce renfort, le duc n'avait sous ses ordres que 15.000 hommes. Néanmoins, il comptait vaincre. Il connaissait la bravoure de ses troupes. Au pied de ces hauteurs, six mois auparavant, dans la journée du 29 avril, l'armée de Biron ne s'était-elle pas honteusement enfuie ? Pourquoi l'armée de Dumouriez, bien qu'elle eût trois fois plus de monde — cinq contre deux, disait le *Courier de Londres* — cette armée encore indisciplinée et incertaine dans ses mouvements, n'aurait-elle pas le même destin ?

De vives escarmouches précédèrent la bataille. Durant une semaine les avant-postes ne cessèrent de se fusiller et de se canonner.

Le 3 novembre, les hussards impériaux chassèrent de Thulin la légion des réfugiés belges et lui sabrèrent ou prirent quatre compagnies. Le lendemain, Dumouriez, désireux de réparer l'échec, fit emporter par son avantgarde le bois de Sars et le moulin de Boussu. Le 6 novembre s'engageait la bataille.

Quaregnon, Jemappes, Cuesmes et Bertaimont étaient les points principaux de la position autrichienne qui formait un demi-cercle.

Quaregnon se trouve à droite, en avant de Jemappes ; on ne pouvait donc prendre Jemappes qu'après avoir pris Quaregnon.

Jemappes s'élève en amphithéâtre sur une colline et derrière ce village coule le ruisseau de la Trouille alors gonflé par les pluies et bordé de marais.

Cuesmes est à gauche de Jemappes.

Entre Jemappes et Cuesmes, dans la plaine, s'étendait le bois de Flénu, disparu depuis ; sur l'emplacement de ce bois, à l'endroit dit La Campine, se dresse aujourd'hui le monument commémoratif de la bataille.

La hauteur de Bertaimont ou mont Eribus était couronnée par deux petits ouvrages.

Derrière Bertaimont est le mont Panisel et derrière le mont Panisel, la hauteur de Nimy.

Six compagnies de corps francs étaient à Quaregnon ; cinq compagnies de chasseurs tyroliens, dans le bois de Flénu ; une grande partie de la cavalerie, entre Cuesmes et Bertaimont ; trois bataillons à Bertaimont ; cinq compagnies franches et un demi-escadron à Cipluy ; tout le reste à Jemappes et à Cuesmes où Saxe-Teschen avait établi six grosses redoutes armées de canons, trois entre Jemappes et le bois de Flénu et trois au sud de Cuesmes. Dumouriez avait pris les dispositions suivantes. Toutes les attaques devaient s'exécuter en colonnes par bataillon. La gauche, commandée en l'absence de Miranda par Ferrand, le plus ancien des maréchaux de camp, prendrait Quaregnon et tournerait les Impériaux en assaillant l'extrémité droite de Jemappes. Le centre, commandé par le duc de Chartres, enlèverait Jemappes et forcerait la trouée entre Jemappes et Cuesmes. La droite ou avant-garde, commandée par Beurnonville et Dampierre, emporterait Cuesmes. D'Harville, débordant la gauche des Autrichiens, gagnerait le mont Panisel et la hauteur de Nimy pour couper aux vaincus le chemin de Bruxelles.

La journée commença par une canonnade qui dura de 7 heures à 11 heures, et l'artillerie française, qui faisait à son armée, dit un contemporain, comme un rempart de bronze, rasa les redoutes autrichiennes. Mais l'attaque ne commença qu'à midi précis. Dumouriez attendait que Ferrand, à son aile gauche, eût pris Quaregnon.

Or, Ferrand mit beaucoup d'hésitation et de lenteur à prendre Quaregnon. Il fallut que Dumouriez vînt à 10 heures diriger en personne l'opération. Enfin, à 11 heures, lorsqu'il fut maître de Quaregnon, Ferrand marcha, selon ses instructions, contre l'extrême droite de Jemappes. Dumouriez n'avait plus l'œil sur lui. Ferrand s'engagea dans des prairies marécageuses, pleines de fossés, et ses troupes se rebutèrent. Dumouriez, averti, lui envoie Thouvenot. Thouvenot lance douze bataillons contre Jemappes. Un feu meurtrier les accueille. Par deux fois ils reculent. Mais, en reculant, ils remarquent dans un angle rentrant, à l'endroit où la première redoute se rattache au village, un point dégarni, et par cette brèche ils se précipitent dans Jemappes. Au même moment trois bataillons découvraient une barque et des planches, passaient la Trouille, franchissaient les marais et, au grand étonnement des Autrichiens, tournaient Jemappes par la droite.

Au centre, pareil succès. A midi, Dumouriez donne le signal du combat. L'infanterie, commandée par le duc de Chartres, s'avance vers Flénu. Mais les chasseurs tyroliens accablent de leur mousqueterie les premiers bataillons qui pénètrent dans le bois. La brigade Drouet se débande à la vue des escadrons impériaux et un vide se produit dans la ligne de bataille. La brigade Stettenhoffen qui flanque sa gauche, se déconcerte, s'arrête. Il faut rallier ces troupes en désarroi, et Dumouriez, les officiers de son état-major, son valet de chambre Baptiste Renard, le général Moreton et son aide de camp Dufresse, le duc de Chartres et son aide de camp César Ducrest, le colonel Kilmaine s'efforcent de les remettre en ordre, de les rappeler à la bataille. Dufresse, ancien acteur, entraîne un bataillon de volontaires en lui chantant *Amour sacré de la patrie*. Baptiste Renard ramène la brigade Drouet, et Kilmaine, avec des chasseurs et des hussards, occupe la trouée laissée par cette brigade. Le duc de Chartres rassemble les fuyards de Flénu, les forme en une grosse colonne qu'il nomme gaiement le bataillon de Mons et les conduit vers le bois. Avec le bataillon de Mons s'ébranle le centre de l'armée, et avec lui, un bataillon du 5e ci-devant Navarre. En avant, le bataillon de Mons ! En avant, Navarre sans peur ! **Petit-fils d'Henri IV**, dit Dumouriez au duc de Chartres, **montrez-vous digne de**

lui ! On s'empare du bois, on s'élançe sur les pentes de Jemappes, on rejoint Thouvenot et Ferrand, et, après une résistance obstinée, les Impériaux, pris entre deux feux, se retirent sur Mons.

A la droite, mêmes péripéties et même dénouement. A midi, huit bataillons, guidés par Dampierre, gravissent les escarpements de Cuesmes et enlèvent les redoutes. Les Autrichiens fuient et trois régiments de cavalerie, hussards de Chamborant, de Berchiny et chasseurs de Normandie, les poursuivent avec vivacité. Mais deux escadrons des dragons de Cobourg et un escadron des dragons de Latour débouchent au grand galop et Berchiny, Chamborant, Normandie tournent bride. Dampierre abandonne les redoutes conquises ; son infanterie se sauve dans la plaine. Par bonheur, Dumouriez arrive. Il crie aux troupes qu'il vient combattre avec elles et qu'elles n'ont rien à craindre. Elles lui répondent Vive Dumouriez j elles se reforment ; elles refoulent les escadrons impériaux et de nouveau montent à l'assaut de Cuesmes pendant que Dumouriez, à la tête de trois régiments de cavalerie et au chant de la *Marseillaise*, tourne à gauche les redoutes, y entre par la gorge et tombe ainsi sur les derrières de l'infanterie autrichienne. A 2 heures, Cuesmes est en notre pouvoir.

La bataille était gagnée. De tous les points les Impériaux pliaient. Ils traversèrent Mons sans s'arrêter ni à Bertaimont ni au mont Panisel ni sur la hauteur de Nimy ; d'Harville ne les inquiéta pas.

Dumouriez avait été soldat autant que général. Au lieu d'embrasser l'ensemble de l'affaire, il intervient dans le détail, il se prodigue, il court partout, volant à sa gauche, revolant à son centre, puis à sa droite. Dans cette armée novice ne devait-il pas se montrer et se multiplier ? **Il fallait Dumouriez**, disait le duc de Chartres, **il fallait sa tête pour concevoir l'attaque et son bras pour l'exécuter**.

Certes, il pouvait autrement conquérir les Pays-Bas. Il n'avait qu'à suivre les Prussiens et, de concert avec Custine, à descendre le Rhin. Ou bien il pouvait marcher sur la Meuse, prendre Saxe-Teschen à revers et le débusquer sans combat. Pareillement, à Jemappes, il avait abordé la position autrichienne de front et sur le point le plus difficile, au lieu d'observer Quaregnon, de tourner les redoutes, et, en poussant par sa droite au delà de Cuesmes et jusqu'au mont Panisel, d'écraser la gauche des Impériaux.

Mais il avait voulu frapper un coup d'éclat, remporter une victoire retentissante qui éblouirait les imaginations, donner de la réputation aux armes françaises, prouver que la Révolution saurait vaincre par la force les coalisés qu'elle avait vaincus par l'adresse. Valmy n'était qu'un combat de poste. Jemappes avait été une bataille, la première que la France eût livrée depuis longtemps, et comme le Rocroi de la République.

Aussi cette victoire, si disputée, comme dit Dumouriez, et si glorieusement gagnée, fit-elle une impression profonde et en Europe et en France.

Les Autrichiens jugèrent que les Français avaient rétabli le renom de bravoure que leur échec du mois d'avril avait terni, et l'Allemagne, qui croyait jusqu'alors qu'ils ne pouvaient être que vaincus en bataille rangée, revint du mépris qu'elle avait pour eux depuis la guerre de Sept Ans.

En France l'affaire fut regardée comme une merveille. On répéta que les républicains avaient escaladé, avaient enlevé à l'arme blanche trois étages de

retranchements ou, ainsi que s'exprimait Lebrun-Pindare, trois remparts de flammes. On exalta Dumouriez, on affirma qu'il unissait la prudence de Turenne et l'audace de Condé, on vendit son portrait dans les rues de Paris, et le ministre Le Brun donna à la fille qui lui naissait les prénoms de Civilis-Victoire-Jemappes-Dumouriez.

Un aide de camp du général, Larue, accompagné du valet de chambre Baptiste Renard, vint annoncer la nouvelle à la barre de la Convention. L'Assemblée décréta que Baptiste, qui ne demandait d'autre récompense que la permission de porter un uniforme national, serait employé dans les troupes de Dumouriez, armé, monté, équipé aux frais de la République. Aussitôt dit, aussitôt fait. Baptiste s'éloigne ; au bout de quelques minutes, dans la même séance, il reparait, vêtu de cet uniforme national qu'il désire ; le président lui remet une épée .et, pour la seconde fois, l'embrasse au milieu des applaudissements.

Quatre mois après, le 6 mars 1793, semblable cérémonie. Le Sedanais Bertèche, dit La Bretèche, lieutenant de gendarmerie, avait, assurait-on, tué sept dragons de Cobourg et sauvé la vie à Beurnonville ; à l'instant où il retirait avec peine son sabre qu'il avait enfoncé jusqu'à la garde dans le corps d'un dragon, il recevait, outre quarante et un coups de sabre, un coup de pistolet qui le blessait au bras et le renversait sous son cheval. Dumouriez le nomma capitaine sur le champ de bataille. Ce n'était pas assez. Comme Baptiste, Bertèche vint se présenter à la Convention qui lui décerna une couronne de chêne et un sabre d'honneur ; le président lui donna le baiser fraternel ; les journaux le qualifièrent de nouveau Dentatus.

CHAPITRE XII

LA CONQUÊTE DE LA BELGIQUE

CONSÉQUENCES DE JEMAPPES — OCCUPATION DES PAYS-BAS
AUTRICHIENS — LASSITUDE DES FRANÇAIS — ADMINISTRATION
DE PACHE — LUTTE ENTRE LE MINISTRE ET LE GÉNÉRAL — LE
DIRECTOIRE DES ACHATS — LE DÉCRET DU 15 DÉCEMBRE — LA
RÉUNION

LA journée du 6 novembre donnait aux Français la Belgique jusqu'à la Meuse. Le duc de Saxe-Teschen, puis Clerfayt qui lui succéda dans le commandement, essayèrent en vain de défendre le terrain pied à pied. Les Autrichiens furent défaits le 12 novembre à Anderlecht, le 21 à Cumplich, le 27 à Waroux. Un mois suffit à Dumouriez pour conquérir les Pays-Bas, et tandis qu'il entra à Bruxelles et à Liège, Miranda s'emparait d'Anvers et Valence, de Namur.

Il projetait même d'envahir la Hollande et il comptait la soumettre rapidement. L'occasion était belle ; elle ne se retrouva plus. Deux fois il proposa d'attaquer les Provinces-Unies et offrit de surprendre Maëstricht ; deux fois le Conseil exécutif, redoutant un conflit avec l'Angleterre, arrêta que la neutralité de la Hollande serait respectée et que Dumouriez emploierait toutes ses forces à repousser les Autrichiens au delà du Rhin le général seconderait Custine qui s'était rendu maître de Mayence et de Francfort ; il se saisirait de Cologne ; pendant ce temps, Beurnonville, qui remplaçait Kellermann, marcherait sur Trèves et Coblenz.

Dumouriez répondit que ce plan était inexécutable pouvait-il, en plein décembre, avec une armée qui se désorganisait, remonter la rive gauche du Rhin par Cologne et Bonn ? Il obéit pourtant, et son avant-garde occupa dans le milieu de décembre Verviers, Herve, Aix-la-Chapelle. Mais tandis qu'il rejetait Clerfayt derrière la Roer, Beurnonville, battu devant Trèves, reculait sur Thionville, et Custine, chassé de Francfort, refoulé sur Mayence, était, comme disait Dumouriez, très compromis.

Les troupes n'allèrent donc pas jusqu'au Rhin. Elles prirent leurs quartiers d'hiver l'armée du Nord ou de Miranda, entre Ruremonde et Tongres ; l'armée de la Belgique ou de Dumouriez, dans le pays de Liège et sur la rive gauche de la Roer ; l'armée des Ardennes ou de Valence, de Huy à Saint-Trond ; la division d'Harville, dans le Namurois.

Leur état de lassitude et de délabrement justifie Dumouriez. Les troupes refusaient de faire un pas de plus ; elles étaient diminuées de moitié ; des bataillons ne comptaient plus que cent à deux cents hommes. Malgré les décrets de là Convention, les volontaires regagnaient leurs foyers ils alléguaient qu'ils ne

s'étaient enrôlés que pour défendre le sol national, qu'ils n'avaient d'ailleurs ni nourriture ni habits.

Le ministre de la guerre, Pache, successeur de Servan, avait, en effet, désorganisé l'administration.

Laborieux, instruit, et toutefois médiocre, taciturne, sournois, passé de la Gironde à la Montagne pour nuire à Roland, naguère son ami, et pour le supplanter, l'*homme noir*, comme le nommait un général, Pache s'était entouré de jacobins ardents, résolus, fanatiques l'ingénieur Meusnier, le chimiste Hassenfratz, le mathématicien Vandermonde, Xavier Audouin, Vincent. Il avait rempli ses bureaux de commis ignorants dont le civisme faisait le seul mérite. Il voulait *patriotiser* l'armée, *purger* les états-majors, renvoyer tous les commissaires des guerres qu'il regardait comme ennemis de la Révolution. Hassenfratz n'assurait-il pas qu'il fallait des plébéiens à la tête des troupes, que les choses n'iraient bien que si Baptiste remplaçait Dumouriez, et qu'un Auvergnat, un porteur d'eau valait autant que Baptiste ? Tous ces jacobins se défiaient de Dumouriez. On l'accusait de viser à la dictature. On ne perdait aucune occasion de le chapitrer, de l'humilier, de lui rappeler que le pouvoir militaire doit toujours céder au pouvoir civil. Le journal des jacobins, racontant la séance à laquelle assistait Dumouriez, ne disait-il pas sur un ton sec et rogue que les frères et amis avaient accueilli le héros de l'Argonne avec plaisir, mais sans enthousiasme, qu'ils lui avaient accordé de sévères hommages, et que la tâche du général était une dette sacrée dont il rendrait compte à la République ?

Il y avait alors plusieurs compagnies chargées de l'habillement, de l'approvisionnement et des charrois de l'armée. La compagnie Masson, dont l'ex-abbé d'Espagnac était le principal intéressé, avait l'entreprise des charrois de toutes les armées en vertu de trois traités signés par Servan. Une compagnie, représentée à l'armée de Dumouriez par le munitionnaire Julliot, fournissait la viande avec la plus grande régularité. Une compagnie dite administration des subsistances militaires, dirigée par Doumerc, livrait et distribuait le pain et les fourrages ; elle avait parfaitement approvisionné les troupes dans l'Argonne, et Dumouriez avait prié Doumerc de garder les mêmes régisseurs des vivres et des fourrages, Le Payen et Boyé.

Par la faute de Pache, tout manqua dès le commencement de la campagne. Dumouriez, sur le point d'entrer en Belgique, n'eut pas un sol et ne reçut ni bidons, ni marmites, ni gamelles, ni chaussures, ni effets de campement. A Jemappes il n'avait ni chirurgiens ni ambulances. Au lendemain de la bataille, il dut emprunter trois cent mille francs à d'Espagnac, deux millions au clergé de Flandre, quatre vingt mille florins aux caisses de Bruxelles, trois cent mille francs à un banquier.

Le commissaire ordonnateur de l'armée, Malus, avait, le 14 octobre, passé un marché de vingt mille sacs de fine fleur de farine d'Angleterre avec Fabre de Paris et Paulet de Douai. Lorsque les fournisseurs se rendirent au bureau de Hassenfratz, celui-ci leur déclara qu'il n'acceptait pas un marché qui fixait le prix du quintal à quarante-huit livres. Dumouriez écrivit à Pache et au Comité militaire de la Convention Hassenfratz pouvait-il rompre un marché autorisé par Servan ? Pache céda.

Mais, le 8 novembre, Malus, sur l'ordre de Dumouriez, passait avec Henry Simons de Bruxelles deux marchés, l'un pour les fourrages à fournir pendant un

mois, l'autre pour vingt-cinq mille sacs de farine. Ces deux marchés étaient urgents puisque le ministre n'envoyait rien ; ils étaient, en outre, avantageux puisque Simons consentait à être payé en assignats. Pache refusa de les ratifier et prétendit qu'il avait, par des approvisionnements de farine, assuré l'existence de l'armée pour huit mois.

Puis, superbement, le ministre annonça qu'il avait pris une grande mesure. Il avait créé le 5 novembre le *Directoire des achats* qui devait entrer en fonctions le 1er janvier. Ce directoire achèterait toutes les subsistances nécessaires aux armées de terre. Il avait pour principaux agents dans l'est de la France et de la Belgique. Simon Pick, Mosselman de Bruxelles, Perlan et Carpentier d'Ostende, les frères Théodore et Baruch Cerfberr, et il se composait de deux membres, le Strasbourgeois Marx Berr, fils d'un juif fameux dans la guerre de Sept ans par ses friponneries, et le banquier genevois Bidermann, ancien associé de Clavière, grand ami des députés de la Montagne et notamment de Fabre d'Églantine, ennemi de Dumouriez qui n'avait pas voulu lui confier les fonds secrets du ministère des affaires étrangères.

Pache s'imaginait naïvement que Bidermann et Marx Berr rendraient compte de clerc à maître. Mais ces deux hommes exerçaient un monopole. *Vous livrez la Belgique, s'écriait Dumouriez, aux accapareurs et aux avides spéculations d'une compagnie exclusive arrangée par vos bureaux. Comment empêcherez-vous qu'un aussi habile négociant que Bidermann ne spéculé pas pour son compte, lorsqu'il est sûr de là défaite de sa marchandise ? Vous êtes entouré de gens qui ne pensent qu'à leur profit personnel ; ils vous font produire des états faux qui nous représentent dans l'abondance lorsque nous sommes réduits à la misère ;* et il ajoutait que le ministre, croyant épargner quelque cent mille francs, allait en réalité gaspiller des millions et tout le fruit de la campagne, que son économie n'était qu'une aveugle lésinerie.

L'intègre et sévère Camus, envoyé par la Convention en Belgique, fut du même avis. Est-ce que Bidermann et Marx Berr pouvaient être de simples directeurs, mûs uniquement par le patriotisme ? Les fournisseurs, dont ils présentaient les factures, n'étaient-ils pas des prête-noms et des hommes de paille ? Pourquoi ces directeurs, qui ne devaient entrer en fonctions qu'au 1er janvier, faisaient-ils défendre à l'ancienne administration d'acheter quoi que ce soit pendant les mois de novembre et de décembre, sinon pour dominer le marché, écarter la concurrence et grossir leurs profits ?

Dès le 10 novembre, Perlan et Carpentier d'Ostende raflaient argent comptant tous les blés des Flandres, et, en deux jours, le prix de la rasière de froment augmentait de deux florins. *Des agents secrets*, marquait Thouvenot à la fin de décembre, *accaparent les grains et les fourrages du pays où est l'armée, pour les vendre fort cher.*

Dumouriez, irrité, déclara qu'il voulait être maître des subsistances comme des mouvements de l'armée, qu'il voulait passer seul, par le ministère de Malus, tous les marchés nécessaires à l'approvisionnement des troupes. Il somma Pache de ratifier le marché conclu par Malus avec Simons est-ce au milieu d'une campagne qu'on devait casser un marché, fût-il onéreux ? Mais Cambon appuyait Pache. Lui aussi ne voyait dans tout régisseur qu'un aristocrate, dans tout fournisseur qu'un coquin, et tenait Dumouriez pour un fripon entouré de fripons. Il dit à la Convention dans la séance du 22 novembre que Malus, son collègue Petitjean et l'entrepreneur des charrois d'Espagnac ne méritaient aucune confiance, et la

Convention ordonna que ces trois personnages seraient arrêtés et traduits à sa barre.

Pache se hâta d'exécuter le décret. Il envoya en Belgique Ronsin et Huguenin, deux jacobins fieffés. Ronsin remplacerait Malus qu'il venait de dénoncer publiquement comme un homme attaché à l'ancien régime et faisant des marchés funestes. Huguenin devrait arrêter Malus, Petitjean et d'Espagnac et les mener à Paris. Là-dessus, lettre indignée de Dumouriez au président de la Convention. On désorganise l'armée ! On suspend sa marche ! On lui ôte ses trois hommes les plus utiles ! On met à la place de Malus le poète Ronsin !

Le 1er décembre, Malus, Petitjean et d'Espagnac, emmenés à Paris, non par Huguenin, mais par Westermann, parurent à la barre de la Convention. Ils se plaignirent de Pache ; ils affirmèrent qu'ils n'avaient agi que pour nourrir l'armée, et d'Espagnac retraça ses opérations avec tant de clarté, tant de finesse et d'esprit que l'assemblée le couvrit d'applaudissements. Les trois prévenus furent laissés en liberté.

Quatre jours plus tard, le 5 décembre, la Convention recevait une nouvelle lettre de Dumouriez. L'armée était sans pain, sans fourrages, sans argent. On avait rompu les marchés qui assuraient sa subsistance jusqu'au 1er janvier. La caisse militaire ne renfermait pas trois mille livres, et le général avait dû derechef emprunter. Derechef, la Convention s'émut. Elle décréta que Pache rendrait compte, que Malus, Petitjean et d'Espagnac seraient mis à l'Abbaye.

Naturellement, Pache ne rendit aucun compte. Quant à Malus, Petitjean et d'Espagnac., ils se justifièrent pleinement. Le Comité de la guerre complimenta d'Espagnac et, au mois de janvier, la Convention réintégra Petitjean et Malus.

Mais, tandis que ce procès se plaidait devant la Convention à la honte de Pache, l'armée ne cessait de souffrir, et froidement, les agents du Directoire des achats, Pick et Mosselman, informaient Dumouriez qu'ils ne devaient pas fournir de farines avant le 1er janvier. L'armée serait-elle livrée à la famine pendant six semaines ? Hors de lui, Dumouriez somma Ronsin de conclure un marché sous quarante-huit heures. Ronsin était éperdu ; il n'entendait rien à son métier et il avait défense expresse de faire des emprunts et de passer des marchés. Pourtant, il reconnut qu'on n'avait plus de pain que pour trois jours et plus de fourrages du tout, que la caisse était vide, l'armée incapable de bouger. Il emprunta 174.000 livres sur les neuf chapitres de la ville de Liège et maintint le marché conclu par Malus avec Simons !

A cet instant, le 10 décembre, arrivait un agent du Directoire des achats, Lipmann Cerfberr, qui venait préparer le service de janvier. Dumouriez refusa de recevoir cet [échappé d'Israël](#), cet agent de [la faction financière et juive soutenue par les bureaux](#). Mais Lipmann Cerfberr, lui aussi, dut avouer que la situation était navrante : [Tout manque](#), écrivait-il à Paris, [et l'armée dépérit](#). Il dut destiner au mois de décembre les fonds du mois de janvier. Il dut, pour ne pas perdre la confiance, payer l'arriéré de l'ancienne administration. Dès le 26 décembre, il n'avait plus d'argent, ne pouvait plus rien, n'annonçait plus rien. Voilà pourquoi Dumouriez ne poussa pas jusqu'à Cologne le ministre, comme s'exprime le général, le tenait dans l'engourdissement et le mettait dans la détresse. Son témoignage est confirmé par les rapports des commissaires de la Convention, par les lettres des officiers. Les hommes ne touchent pas de solde et n'ont pour vêtement que des guenilles. La viande leur est exactement fournie et le pain manque rarement. Mais il y a disette absolue de fourrages. Le 9

décembre, le commandant de l'artillerie déclarait que les chevaux mouraient dans la boue !

Vaincu par les clameurs qui s'élevaient contre lui, Pache ordonna de prendre dans les magasins du Nord et du Pas-de-Calais de la paille et de l'avoine pour six semaines et du foin pour deux mois. Mesure tardive et inefficace ! Pourquoi envoyer de France du foin à six sous la livre au lieu de l'acheter à Liège dix-huit deniers ? Malus avait trouvé en Belgique une étoffe solide et chaude pour les capotes qui auraient valu chacune de vingt-cinq à trente francs ; Pache envoyait des capotes d'un drap mince qui ne duraient pas deux mois et revenaient chacune à cinquante ou soixante francs Dumouriez faisait faire à Liège d'excellents souliers à trois livres cinq sols la paire ; Pache envoyait des chaussures de vieux et mauvais cuir qui coûtaient sept à huit francs et qu'il fallait réformer Dumouriez aurait payé les piquets trois sous pièce ; Pache les expédiait de France en dépensant dix sous par piquet ! Pache acceptait des effets qui ne portaient même pas la marque du fournisseur !

Le 1er janvier 1793 le Directoire des achats entra en fonctions. Mais Dumouriez prévoyait avec raison que ce Directoire, plus accoutumé au monopole qu'au service des armées, ne saurait pas remplir sa tâche. Au bout de deux semaines, Ronsin avoua que ses opérations étaient nulles. Le Directoire n'avait à Liège ni magasins ni agents ni argent. Il n'avait à Louvain que du fourrage pour un jour. Il ne faisait que de petits envois partiels. Durant tout le mois de janvier les généraux ne cessèrent de déplorer son impéritie. Était-ce impéritie ? Non ; c'était friponnerie, et, s'il fallait employer des fripons, mieux valaient, comme on disait alors, ceux qui gagnaient beaucoup en nourrissant l'armée que ceux qui gagnaient davantage en la laissant périr. Pache alléguait imperturbablement qu'il ignorait les douceurs du repos, qu'il passait les nuits à donner des instructions, que des querelles d'amour-propre causaient tout le mal. Mais cet [Aristide de la République](#) avait ruiné les troupes et arrêté leur course victorieuse ; il avait cassé les marchés grâce auxquels elles vivaient ; il les avait privées de leurs commissaires ordonnateurs ; il leur avait imposé l'incapable Ronsin et ce Directoire des achats qui ne pourvoyait nullement à leur subsistance ; il avait accru leur indiscipline et leur désordre.

Aussi dès le 18 décembre Dumouriez demandait-il un congé. Il ne l'obtint qu'avec peine et sur une menace de démission Pache savait que le général venait à Paris pour le culbuter.

Dumouriez venait aussi pour plaider la cause de la Belgique. Il avait dit, en commençant la campagne, que les Belges devaient y gagner leur liberté et la France leur alliance. Dans son manifeste, tout en les sommant d'établir la souveraineté du peuple et de renoncer à leurs despotes, il déclarait que la France ne se mêlerait nullement de la constitution qu'ils voudraient adopter. Il recommandait à ses lieutenants de ne pas s'immiscer dans l'administration ni dans aucun détail de la politique, et, lorsqu'ils se saisiraient des caisses publiques, de réserver cet argent, comme les impôts, à la formation d'une armée nationale belge. La Bourdonnaye, qui le jalousait et qui cherchait à lui échapper, fit percevoir les taxes au profit de la France et décréta dans le Tournaisis et à Tournai un emprunt forcé d'un million de livres qu'il proposa de convertir en contribution Dumouriez le fit rappeler.

Il laissa donc les villes élire en pleine liberté leurs administrations provisoires. Mais quel fut le résultat des élections ? Vainement il avait installé des clubs ; vainement il avait exhorté les Belges à renoncer aux États. Liège, Mons, Charleroi, Bruxelles élurent une administration démocratique. Partout ailleurs les statistes eurent l'avantage. La Belgique ne voulait pas du système français. Le 27 novembre, plus de sept mille Bruxellois parcoururent la ville en criant *Vivent les États. La cabale des prêtres et des États*, reconnaissait Dumouriez, *règne sur les trois quarts du pays*.

Pourtant il désirait que ce pays pût se constituer, s'administrer, s'armer. Il n'avait pas proclamé le cours forcé des assignats. Faire cette proclamation, disait-il, serait commettre un acte de violence qui révolterait les habitants et nuirait au commerce. Il ordonna même que les soldats paieraient tout en numéraire.

Mais, à Paris et dans la Convention, un grand parti demandait l'annexion de la Belgique afin de donner à la France ses limites naturelles et de grossir ses revenus. Les commissaires écrivaient que la *réunion* de cette riche contrée rétablirait les finances ; Cambon et Clavière la regardaient comme l'unique ressource.

Le 15 décembre, Cambon fit adopter le célèbre décret connu sous le nom de *décret du 15 décembre*. Dans tous les pays où entreraient les généraux français, ils proclameraient la suppression des autorités, l'abolition des impôts et privilèges ; le peuple serait convoqué pour organiser une administration et une justice provisoires ; nul ne voterait et ne serait élu qu'après avoir prêté serment à la liberté, à l'égalité et renoncé par écrit aux privilèges dont le décret prononçait l'abolition ; tous les biens meubles et immeubles appartenant au fisc, au prince, à ses fauteurs et satellites, aux établissements publics, aux corps et communautés laïques et ecclésiastiques, seraient mis sous la sauvegarde et la protection de la République française l'administration provisoire nommée par le peuple serait chargée de la surveillance et régie de ces biens meubles et immeubles ainsi que de la fixation des contributions, pourvu qu'elles ne fussent pas supportées par la partie indigente et laborieuse du peuple ; des commissaires de la Convention iraient fraterniser avec cette nouvelle administration ; des commissaires du Conseil exécutif ou commissaires nationaux se rendraient en Belgique afin de concerter avec les généraux et les administrations provisoires les mesures de défense et les moyens de pourvoir aux armes, habits et subsistances.

Il est aisé de deviner quel était le but du décret installer des administrations impuissantes qui finiraient par prescrire la circulation des assignats ; créer durant la période électorale une sorte d'anarchie ; disposer librement des biens séquestrés ; tirer du pays tout le numéraire.

La Belgique entière, excepté Liège, Mons et Charleroi, accueillit le décret avec indignation. Comme elle, Dumouriez protesta. Il voulait émanciper la Belgique, et non la conquérir. Le décret du 15 décembre était, selon lui, un décret de violence et de tyrannie, un acte qui ne montrait que de l'avidité et de la précipitation. La France n'abusait-elle pas de la victoire ? Si elle désirait le remboursement des frais de la guerre, n'était-ce pas le peuple souverain de la Belgique, représenté par une assemblée, qui devait solder cette indemnité ? L'armée française ne serait-elle pas la victime d'un décret que la plupart des Belges tenaient pour injuste et oppressif ? Il faut, disait Dumouriez, que la République, pour être forte, unisse l'équité à ses intérêts ; il faut qu'elle se fasse aimer ; il faut qu'elle

mette les peuples de son côté, qu'elle les gagne par la douceur et la prudence. Qu'elle demande donc aux Belges d'avoir une armée et d'accepter ses assignats. Qu'elle traite avec les négociants et capitalistes belges qui passeront tous les marchés contre assignats, sans exiger de numéraire. Si elle a besoin d'espèces pour payer ses dépenses, est-ce que les richesses du clergé belge, l'or que recèlent les caves d'Anvers, les revenus publics des Pays-Bas ne lui offrent pas une triple source d'emprunts ? N'a-t-elle pas à sa disposition les domaines de la maison d'Autriche et les biens du clergé français ? Mais pour les gérer et les vendre, il faut employer des Belges qui en connaissent la valeur et non un tas de Français grassement appointés. **Je ne serai pas, concluait-il, l'Attila de la Belgique ; je ne veux pas être regardé comme un traître par une nation que je n'ai entretenue que de la loyauté française !**

Il refusa d'exécuter le décret. Mais les commissaires de la Convention lui déclarèrent qu'il devait plus que tout autre l'exemple de l'obéissance. Ils le menacèrent de le suspendre, de l'envoyer à la barre de l'assemblée. Dumouriez proclama le décret, et lorsqu'il se rendit à Paris, il s'indignait autant contre la Convention que contre Pache. **Elle s'aliène les cœurs, s'écriait-il, et les Belges ne respireront plus que haine et vengeance contre nous !**

Ce fut durant son absence, dans les mois de janvier et de février 1793, que s'opéra la *réunion*. Vainement il avait créé à Bruxelles un Comité militaire chargé d'organiser une armée belge ; cette armée n'exista que sur le papier. Vainement il avait tenté de faire élire une Convention belge qui siégerait dans la petite ville d'Alost les commissaires envoyés en Belgique par le pouvoir exécutif s'opposèrent partout à la convocation des assemblées primaires. Seule, Bruxelles eut le temps de nommer les électeurs qui choisiraient les députés, et, sur 21 sections, 20 donnèrent la majorité aux statistes. Ce vote exaspéra les Français, et après le décret du 31 janvier 1793, lorsque la Convention eut décidé que les populations émettraient leur vœu sur la forme de gouvernement qu'elles voulaient adopter, la réunion se fit. Est-il besoin d'ajouter qu'elle se fit sous l'impulsion des généraux, des clubs, des représentants, des commissaires nationaux et de leurs adjoints, ou, comme dit un de ces *missionnaires*, au milieu de tout l'appareil de la force et par tous les moyens de tactique révolutionnaire ? Le peuple de chaque ville était convoqué dans une église entourée ou remplie de soldats ; un commissaire prononçait une harangue ; les clubistes applaudissaient ; les assistants votaient la réunion par acclamations ou en levant leurs chapeaux. Mais ces votants étaient en petit nombre. La réunion, en réalité, n'eut pas une voix sur mille. Liège même ne la vota qu'avec des réserves et sous conditions. C'est ainsi que les Français proclamaient, selon le mot de Dumouriez, la loi sacrée de la liberté et de l'égalité, comme le Coran, le sabre à la main, et la Belgique regrettait les Autrichiens.

CHAPITRE XIII

L'INVASION DE LA HOLLANDE

VOYAGE DE DUMOURIEZ À PARIS — CHUTE DE PACHE —
INVASION DES PROVINCES-UNIES — DUMOURIEZ RAPPELÉ DE
HOLLANDE PAR LA DÉFAITE D'ALDENHOVEN — EXCÈS DES
JACOBINS — MESURES DE DUMOURIEZ — LETTRE DU 12 MARS

LE 1er janvier 1793 Dumouriez arrivait à Paris. Il voulait faire abroger le décret du 15 décembre, faire adopter un plan de campagne, *faire sauter* Pache.

Désirait-il sauver Louis XVI ? Sans doute. Même coupable, disait-il, Louis XVI était assez puni par l'abolition de la monarchie déjà on l'avait tué civilement. Mais Dumouriez n'eut garde de parler trop haut et de se compromettre. Il pensait avant tout à la guerre, au rôle qu'elle lui offrait encore ; il écrivait à Thouvenot que les circonstances l'obligeaient à rester parfaitement neutre, qu'il laissait les deux factions, Gironde et Montagne, s'entre-déchirer, qu'il n'avait d'autre but que de rendre aux armées tous les services possibles.

Ce qui lui tenait surtout au cœur, c'était l'abrogation du décret du 15 décembre. Il tenta de convertir Cambon, déjeuna, dîna avec lui. Le financier de la République fut intraitable. Le décret lui semblait injuste, mais nécessaire il croyait que les Belges, une fois ruinés, se jetteraient dans les bras de la France. En vain Dumouriez objecta qu'ils se jetteraient au contraire dans les bras de l'Autriche, qu'on éventrait la poule aux œufs d'or en prenant d'un coup au clergé des Pays-Bas toutes ses richesses, qu'il fallait faire aux Belges des emprunts qui les attacheraient à la France, leur donner les fournitures militaires, les payer par des assignats qu'ils mettraient en circulation ; le décret révoqué, ils lèveraient des troupes qu'ils joindraient aux nôtres et demanderaient d'eux-mêmes leur incorporation à la République. *Je me fais fort*, disait Dumouriez, *d'entretenir une armée avec les seules ressources de la Belgique et de prêter des millions au trésor de la France.*

Le Conseil exécutif ne fit pas meilleur accueil au général. Les ministres approuvaient le décret du 15 décembre. Le Brun affirmait qu'il fallait en finir avec ces Brabançons fanatiques et idolâtres, que le décret serait le bréviaire des Français, et il refusait de rappeler de Bruxelles le commissaire national Chépy que Dumouriez jugeait trop fougueux.

Même insuccès au Comité de défense générale. Dumouriez y lut, dans les séances du 9 et 10 janvier, quatre mémoires mémoire sur le décret du 15 décembre qui susciterait les plus grands troubles en Belgique et rallierait les peuples à la cause des rois ; mémoire sur le Directoire des achats qui livrait la Belgique aux spéculations de quelques juifs ; mémoire sur le ministère de la guerre qui devait réintégrer d'utiles agents comme Malus et Petitjean ; mémoire

sur le rôle du général qui devait avoir carte blanche et tenir dans sa main l'administration, **la partie la plus nécessaire de la guerre**. Le Comité discuta ces mémoires sans se prononcer pour ou contre. **Aussi avancé que le premier jour**, marquait Dumouriez le 19 janvier à Thouvenot : **il n'y a aucun plan de campagne ; toutes les armées sont dans le même état de délabrement et on ne s'occupe que très peu de leur réparation**. Quant à la Belgique, on va de l'avant pour la vexer et la pressurer.

Il partit le 26 janvier. Hassenfratz avait osé dire aux Jacobins, quelques jours auparavant, que nulle armée n'avait reçu plus d'approvisionnements que celle de Belgique et que le général avait prévarié dans tous les marchés, volé des sommes considérables à la nation. Mais Dumouriez savait que Hassenfratz allait **sauter** avec Pache. Il avait fait publier par Grimoard sa correspondance avec le ministre et il écrivait dans la préface que l'ignorance et l'amour propre avaient réduit ses troupes au dénuement : **Nous savons aujourd'hui qu'une armée peut être mal conduite par des géomètres, mal administrée par des poètes, mal approvisionnée par des juifs**. Il avait exhalé sans réticence la douleur et la colère que lui inspirait la misère de ses bataillons. Il avait assuré que la France était perdue si Pache restait quinze jours de plus à **la maison de la guerre**.

Pache **sauta**. Tous les généraux, tous les commissaires de la Convention l'accusaient, et tant de plaintes, tant d'inculpations n'étaient sûrement pas, comme s'exprimait Dumouriez, le fruit d'une conjuration. Le 2 février, la Convention décréta que Pache serait **changé**. Le surlendemain elle nommait Beurnonville, Ajax-Beurnonville, le lieutenant de Dumouriez, son **grand diable de fils aîné**, et sur-le-champ Beurnonville, emphatique, outrecuidant, mais actif, sincèrement désireux de réparer les maux que son prédécesseur avait causés, purgeait les bureaux, rappelait l'ancienne administration des subsistances. Enfin, s'écria Dumouriez, **on s'occupera du recrutement et des besoins de l'armée !**

Plus que jamais la situation paraissait critique. La Convention avait, le 1er février, déclaré la guerre à l'Angleterre et à la Hollande. A vrai dire, cette déclaration d'hostilités n'étonnait personne. Le 9 janvier, dans une séance du Conseil exécutif, un patriote hollandais, Conrad de Kock, avait déjà proposé d'envahir sans retard la Zélande où le stathouder projetait de se réfugier, et Dumouriez, approuvant l'entreprise, avait dressé sur-le-champ le plan de campagne, donné ses instructions à ses lieutenants, Miranda, Duval, La Noue. Mais le Conseil exécutif hésitait, et Dumouriez, après mûre réflexion, recommandait l'extrême prudence. Que serait une guerre avec l'Angleterre et la Hollande ? Avait-on de **très grands moyens militaires** ? Il offrait d'aller à Londres en ambassade extraordinaire. Cette mesure n'était-elle pas noble, majestueuse, digne de la République ? Ne convenait-il pas d'expliquer au ministère britannique avec force et sans jactance la politique de la nation française ? Sa proposition fut acceptée. On demanda pour lui un saufconduit. En attendant, il se dirigea sur Anvers pour s'aboucher, au Moerdyk, sur un yacht de l'amirauté, avec l'ambassadeur d'Angleterre lord Auckland et le grand pensionnaire de Hollande Van de Spiegel. Ses amis le félicitaient de sa mission. Lui-même s'était comparé à Caton exigeant de Carthage un oui ou un non. Miranda l'égalait à Scipion qui se rendait à Zama pour décider le sort de la République et Emmanuel de Maulde, notre ministre à La Haye, le nommait le pacificateur du monde. La déclaration de guerre rompit cette négociation. Le Conseil exécutif arrêta qu'il n'y avait plus lieu à aucune conférence. Le 31 janvier, à la veille du vote de la Convention, Dumouriez reçut des ministres l'ordre de s'emparer de Maëstricht, de Venlo et des établissements maritimes de la Hollande.

Il en eut du dépit. Pourquoi ne pas **filer** la négociation ? Pourquoi ne pas gagner quelques semaines ? Mais il n'était pas homme à se décourager. Rien n'est prêt pour l'expédition. Les Prussiens, devançant de deux heures les Français, entrent le 11 février dans Venlo. **Si Venlo est pris**, écrivait Dumouriez trois jours auparavant, **la campagne sera manquée**. Il s'obstine néanmoins. Il décide d'agir promptement et avec audace, de conquérir la Hollande en un tour de main, et par là, non seulement d'imposer aux ennemis, mais d'assurer la possession de la Belgique, de renforcer l'armée française de 20.000 Bataves, de trouver d'emblée tout ce qu'il n'a pas, armes, habits, munitions, vivres et argent. Il ordonne donc à Miranda d'investir Maëstricht ; il le stimule, l'éperonne, l'assure qu'il faut vaincre ou mourir, employer la fougue française, frapper des coups de désespoir, faire des choses incroyables, impossibles. Miranda objecte que le prince de Cobourg, le nouveau généralissime autrichien, viendra sans doute l'attaquer devant Maëstricht Dumouriez répond que les Autrichiens ne pourront entrer en campagne avant trois semaines, et Miranda investit Maëstricht tandis que La Noue, en l'absence de Valence, commande, de concert avec Stengel, Dampierre et Miaczynski, les troupes cantonnées entre la Roer et la Meuse.

Cependant Dumouriez prépare avec une hâte fébrile la conquête des Provinces-Unies. Il emprunte douze cent mille florins aux négociants d'Anvers. Il confère avec le Comité batave, avec Daendels, avec Kock, avec de Nyss, et pour mieux s'attacher les patriotes hollandais, il porte sur sa poitrine leur symbole favori, un petit chien-loup en argent avec l'inscription **chacun mord à son tour**. Il rédige une proclamation aux Bataves, leur dit qu'il arrive à la tête de 60 000 Français, les exhorte à secouer le joug du prince d'Orange, ce demi-despote qui livre leurs colonies et l'empire de l'Inde à l'insatiable Angleterre. Il appelle Petitjean qui l'aide à organiser le corps expéditionnaire il appelle le lieutenant-colonel La Martillière et le général La Bayette qui dirigeront l'artillerie ; il appelle le célèbre d'Arçon qui fera la guerre de sièges et qui se dit tout fier de travailler sous ses auspices. Il appelle et il prend pour chef d'état-major le frère cadet de Jacques Thouvenot, l'actif et habile colonel Pierre Thouvenot.

Tout autre se jetterait sur les Autrichiens qui sont derrière la Roer, pour les refouler au delà du Rhin et pour se rabattre ensuite sur Amsterdam par Nimègue. Tout autre se porterait sur Nimègue par Gueldre, Emmerich, Amersfoort, pour tourner Utrecht et gagner Muiden. Mais ne serait-ce pas donner le temps aux Hollandais de se mettre en défense ? Dumouriez choisit une route plus hasardeuse et plus courte. Laisser les places derrière lui sans les attaquer, traverser à Moerdijk le bras de mer du Hollandsch Diep qui n'a que deux lieues de large, débarquer à Dordrecht en plein cœur des Provinces Unies ; de Dordrecht courir sur Amsterdam par Rotterdam, Delft, La Haye, Leyde et Harlem ; établir en hâte un gouvernement, puis revenir sur Utrecht à la rencontre de Miranda et rejoindre ainsi par derrière son **fidèle second** qui aura pris Maëstricht et marché sur Nimègue tel est le plan de Dumouriez, plan téméraire, impraticable en apparence, mais qui peut réussir. Durutte, le futur général, n'approuvait-il pas la hardiesse de son chef qui voulait entrer en Hollande **avec la rapidité de l'aigle** et pénétrer, en évitant les inondations, au milieu du pays avant que le stathouder eût pensé même à se défendre ?

L'armée d'invasion ne comprend que 1.000 cavaliers et 15.000 fantassins, presque tous de nouvelle levée. Mais Dumouriez l'enflamme de sa propre ardeur ; d'Arçon, Valence, Beurnonville assurent, l'un, qu'il fera de nouveau triompher la

République, l'autre que l'audacieux génie du général donne la certitude du succès, le troisième que son *père* s'élèvera comme Icare au-dessus des digues de la Hollande.

Le 16 février, le territoire néerlandais est envahi. Berneron, qui commande l'avant-garde, n'arrive pas assez tôt sur les bords du Moerdyk pour s'emparer des bateaux. Mais Dumouriez ramasse dans les canaux vingt-trois bâtiments pontés qu'il fait mettre en état, et pendant que sa réserve, sur les dunes, dresse des huttes de paille qu'elle nomme le *camp des castors*, il essaie, par passetemps, de prendre des forteresses grâce à la mollesse des commandants, il prend Bréda, Gertruydenberg, Klundert.

Il ne veut pas s'arrêter devant Bréda et ne compte pas s'en emparer. Garnison, canons, palissades, inondations, tout protège Bréda. Mais le gouverneur est âgé et n'a jamais guerroyé, il se laisse intimider par des sommations menaçantes, il capitule au quatrième jour, et la France regarde cette reddition comme miraculeuse.

De même, Geertruidenberg. Qu'importe que la place ait des forts extérieurs, une inondation, une garnison belle et solide ? Elle aussi a un vieux gouverneur incapable elle aussi capitule, et la France célèbre cette reddition qui tient du merveilleux.

De même, Klundert. Ce petit fort brûle sous les obus ; la poignée d'hommes qui le défend, se sauve dans la plaine ; elle est poursuivie, atteinte, se rend prisonnière. La Convention applaudit aux succès de Dumouriez ; Barbaroux écrit qu'une nouvelle carrière s'ouvre à sa gloire et Bancal le voit déjà dans Amsterdam. Ces sièges, ces prises, ne servent au reste qu'à couvrir le flanc gauche de Dumouriez et ne sont, comme dit le général, que des accessoires, des incidents qui masquent son passage. Il reçoit 6000 hommes de renfort ; il s'apprête à franchir le Moerdyk dans la nuit du 9 au 10 mars.

Trop tard ! Le 1er mars, l'armée autrichienne, commandée par Cobourg, a traversé la Roer et dispersé les cantonnements de l'avant-garde française. C'est le combat connu sous le nom de combat d'Aldenhoven ou d'Aix-la-Chapelle. Il décourage les troupes, les met dans le plus grand désordre. Miranda lève le siège de Maëstricht, abandonne Liège et ses magasins, recule sur Tongres, sur Saint-Trond, sur Tirlemont. Le 9 mars, il est à Louvain, et Valence a, dès le 2, envoyé à Dumouriez ce message de détresse : *Notre rêve est fini en Hollande ! La Providence qui veille sur la France, fait que vous n'êtes pas embarqué. Venez ici ; il faut changer le plan de campagne les minutes sont des siècles !*

Dumouriez ne bouge pas ! De même que l'année précédente, il a refusé de quitter la Flandre et de gagner Sedan, de même il refuse de quitter la Hollande et de gagner Louvain. Il répond à Valence et à Miranda qu'il ne peut renoncer à un *énorme avantage* qu'il veut traverser le Moerdyk, terminer la révolution batave, joindre à son armée l'armée hollandaise qui se bat à regret contre lui. Il assure les commissaires de la Convention qu'il n'a besoin que de deux semaines pour exécuter son dessein. Il envoie même à l'armée de la Belgique une proclamation qui l'exhorte à se venger de l'échec d'Aldenhoven et à se jeter baïonnette baissée sur les ennemis en chantant la *Marseillaise* : *Mon œil veille sur vous, mes conseils guident vos généraux qui sont mes amis et mes élèves, rougissez d'avoir pu un moment manquer de fermeté et d'audace, relevez vos fronts républicains !* Il répète qu'il va prendre Willemstad et conquérir la

Hollande, que la conquête de la Hollande sauvera et la Belgique et la France, que le salut de la patrie est en Hollande.

Miranda conseillait à Dumouriez de ne pas venir. Mais Valence jurait que, si Dumouriez ne venait pas, les deux armées du Nord et des Ardennes seraient perdues, que Dumouriez seul pourrait conduire et enlever les soldats, que Dumouriez seul rétablirait la confiance et redonnerait de l'ensemble aux opérations. Les commissaires de la Convention écrivaient que la situation des troupes était désolante, qu'elles cherchaient, qu'elles demandaient Dumouriez. L'ami du général, La Sonde, arrivait au Moerdyk et annonçait que la Belgique était en feu. Enfin, le 8 mars, le Conseil exécutif ordonnait à Dumouriez de se rendre sur-le-champ à l'armée de la Belgique. Dumouriez partit aussitôt.

Il était temps. Les excès des jacobins avaient exaspéré les Belges. Les agents du pouvoir exécutif, chargés de faire transporter à Lille l'argenterie des communautés soumises au séquestre, pillaient les églises. Les sans-culottes de Bruxelles, formés en légion, profanaient, dévastaient Sainte-Gudule. Des insurrections éclataient à Tournai, à Soignies, à Renaix, à Grammont, et les commissaires étaient dans les transes. Les Belges secouaient donc les torches de la haine sur les Français. Ils faisaient le coup de feu contre nos soldats. Les vèpres siciliennes allaient sonner dans le pays !

Dumouriez arrive. Son premier soin est de rassurer les Belges, de les protéger, comme il s'exprime, contre les injustices et la tyrannie, de les ramener à la France par la douceur, [quelque chose qu'en puissent dire Cambon et ses satellites](#).

Le 10 mars, il expulse d'Anvers le commissaire national Publicola Chaussard, et lorsque Chaussard proteste contre cette lettre de cachet, contre ce [fetva](#), et accuse Dumouriez de parler en vizir, [je ne suis pas plus vizir que vous n'êtes Publicola, répond le général ; je suis le premier des agents du pouvoir exécutif ; je prendrai, s'il le faut, la dictature de la Belgique et, si j'assume une responsabilité terrible, je sauverai la République !](#)

Le 11, il renvoie de Bruxelles à Douai le jacobin Moreton. Il chasse Chépy. Il casse la Légion des sans-culottes et jette en prison leur chef, le soi-disant général Estienne. Il se rend à la séance des administrateurs provisoires il les prie de revenir de leurs préventions et de traiter les Français en amis. Il lance trois proclamations, flétrissant la conduite des commissaires nationaux et ordonnant la restitution de l'argenterie des églises, invitant les corps administratifs à dresser des plaintes appuyées de procès-verbaux contre les vexations qu'ils ont subies, menaçant de brûler toute ville, tout village qui se soulèvera contre ses troupes, défendant aux clubs de s'immiscer dans les affaires politiques.

Ces mesures produisent le meilleur effet. Bien qu'elles soient irrégulières et [légèrement teintées de despotisme](#), la plupart des Français de Bruxelles les approuvent. Dumouriez, selon ces Français, atteint son but et apaise les esprits, il rétablit l'ordre ; qu'il batte les Autrichiens, et il méritera que la République oublie l'illégalité de ses procédés. Les jacobins de Paris sont mécontents ; ils jugent que Dumouriez s'est servi de termes un peu lestes, ils accueillent la lecture de ses arrêtés par des murmures. Mais, dans la capitale même, d'autres applaudissent. [Il a déployé, dit un journaliste, son grand caractère, opposé sa fermeté aux ennemis du dedans et rendu justice aux Belges.](#)

Dès le 11 au soir, Dumouriez était à Louvain. Les commissaires de la Convention Camus et Treilhard lui reprochèrent ses ordonnances. Il leur répliqua en leur lisant la lettre qu'il venait d'écrire à l'Assemblée. C'est la lettre mémorable connue sous le nom de lettres du 12 mars. Il expose les causes de l'échec d'Aix-la-Chapelle et montre qu'il a dû sauver l'honneur de la nation et de la République, sauver l'armée menacée par les Belges. Ces malheureux Belges n'ont-ils pas été insultés dans leur religion, réunis à coups de sabre et de fusil par des hommes de trouble et de sang, opprimés par des commissaires violents et iniques qui faisaient enlever l'argenterie des églises ? Ils se sont donc insurgés à la voix de leurs prêtres et de leurs moines qui traitaient les Français de fuyards et de brigands.

Les commissaires se turent. Dumouriez était indispensable. Depuis son arrivée, l'unité de commandement existait. Miranda et Valence, qui se jalousaient et se dénigraient l'un l'autre, s'inclinaient devant lui. Les soldats reprenaient courage et confiance ; ils se pressaient autour de lui ; ils lui baisaient les mains, les bottes, son cheval même.

Il se hâta de réparer les pertes que l'armée avait faites et qu'il jugeait immenses. Il rappela le parc d'artillerie qui s'était enfui jusqu'à Anderlecht. Il fit venir les meilleurs bataillons de la garnison de Bruxelles. Il renvoya en France les centuries ou compagnies de cent hommes de garde nationale des vieillards, des enfants armés de piques et de couteaux, que les commissaires de la Convention avaient levées dans les départements de la frontière.

CHAPITRE XIV

NEERWINDEN

EN MARCHÉ CONTRE COBOURG — TIRLEMONT ET
GOIDSENHOVEN — BATAILLE DU 18 MARS — DÉFAITE DE LA
GAUCHE FRANÇAISE — RETRAITE DE L'ARMÉE — CAUSES DE
L'ÉVÉNEMENT

L'ARMÉE française comptait 40.000 fantassins et 1.600 cavaliers. Son avant-garde fut confiée à Lamarche ; sa droite ou armée des Ardennes, à Valence ; son centre, au duc de Chartres ; sa gauche ou armée du Nord, à Miranda. Le général en chef voulait qu'elle assaillît les Impériaux sans délai avant l'arrivée de leurs renforts. Victorieuse, elle verrait les Belges grossir ses bataillons, elle s'emparerait de Maëstricht, elle conquerrait la Hollande, cette Hollande que Dumouriez n'avait lâchée qu'à son corps défendant et avec l'espoir de la ressaisir bientôt.

Mais Cobourg faisait le même calcul. Il craignait, lui aussi, que Dumouriez ne reçût des renforts, et son armée, réunie entre Saint-Trond et Landen, avait ordre d'occuper Tirlemont le 15 mars et d'attaquer les Français le 16 à Louvain.

Le 15 mars, au matin, l'avant-garde autrichienne, commandée par l'archiduc Charles, entra à Tirlemont où Lamarche n'avait mis qu'une poignée d'hommes, et sur-le-champ nos flanqueurs de droite reculaient vers Louvain.

Dumouriez sentit qu'il fallait réparer l'échec et reprendre Tirlemont sans retard. Le 16 mars, dans la matinée, il reprenait Tirlemont et venait se déployer sur la grande route qui mène à Saint-Trond, en appuyant sa droite au village de Goidsenhoven et sa gauche à la hauteur d'Oplinter. Dans le même moment l'armée impériale se portait en avant. Les deux adversaires allaient-ils se mesurer à l'improviste ? Ils jugèrent chacun que la partie commençait trop tôt et ils se bornèrent à se disputer Goidsenhoven, non sans obstination. Les carabiniers de l'Empereur et les dragons de Nassau firent une charge audacieuse ; le feu de l'infanterie française les repoussa.

Dumouriez exultait. Mais ce qu'il voulait, c'était un second Jemappes, une belle victoire en rase campagne ; il comptait la gagner, comme le maréchal de Luxembourg cent années auparavant et sur le même terrain. Il employa toute la journée du 17 mars à la préparer.

Cobourg avait placé ses troupes derrière la petite Geete, à cinq mille pas de cette rivière, sur la ligne des hauteurs qui s'étendent de Racour à Léau. Sa droite, commandée par l'archiduc Charles, occupait la petite ville de Léau qui n'avait que de très mauvaises murailles, Halle et Dormael. Son centre ou division Colloredo,

sur deux lignes, tenait Overwinden. Sa gauche ou division de réserve, sous les ordres de Clerfayt, s'était établie entre Neerwinden et Overwinden en s'appuyant à Racour.

De son côté, Dumouriez avait fait ses dispositions.

Trois colonnes, commandées par Valence, formaient sa droite la colonne Lamarche devait prendre Racour ; la colonne Le Veneur, Overwinden ; la colonne Neuilly, Neerwinden.

Le centre, commandé par le duc de Chartres, secondait le mouvement de la droite, et ses deux colonnes, colonne Diettmann et colonne Dampierre, devaient attaquer, l'une de front, et l'autre, par la gauche, ce village de Neerwinden que Neuilly assaillait par la droite.

La gauche, commandée par Miranda, était répartie en trois colonnes les colonnes Miaczynski et Ruault poussaient sur Dormael ; la colonne Champmorin entrerait à Léau et y resterait jusqu'à la fin de l'action.

Si toutes les colonnes s'acquittaient de leur tâche, elles rejetaient les Autrichiens sur Liège et occupaient, au soir, face à Tongres, une ligne de bataille entre Léau et Saint-Trond.

Le 18 mars, au matin, les troupes passent la Geete.

La droite est la première à attaquer. Vers midi, la colonne Lamarche s'empare de Racour, puis se rabat sur Overwinden. A 2 heures, Lamarche et Le Veneur emportent Overwinden, et ce n'est qu'après de sanglants efforts que les Impériaux parviennent à ressaisir Overwinden et Racour. Cinq fois Racour est repris et perdu par Lützow qui conduit à l'assaut deux bataillons Esterhazy et les hussards de Blankenstein ; la position n'est enlevée qu'à une sixième attaque où Clerfayt se met lui-même à la tête des deux bataillons Esterhazy. Pareillement, Overwinden est repris trois fois et perdu trois fois par les deux brigades d'Alvinczy, la brigade Wenkheim composée de trois bataillons de grenadiers et la brigade Auersperg. Le prince de Cobourg, qui se rend à son aile gauche, remarque que des masses d'infanterie et de cavalerie postées entre Racour et Overwinden envoient sans cesse des troupes fraîches aux Français qui défendent les deux villages. Il décide d'aborder ces masses, de les disperser ; pendant que les cuirassiers de Nassau et de Zeschwitz culbutent la cavalerie, la brigade Boros, dragons de Latour et hussards de Blankenstein, enfonce la première ligne de l'infanterie. Mais la seconde ligne, inébranlable, arrête les escadrons impériaux par un feu violent et Boros a son cheval tué sous lui. La nuit termine le combat ; les Français, harassés, abandonnent Overwinden où, dit un témoin, ruisselle le sang. Au centre, même fureur, même acharnement. D'un premier élan, la colonne Neuilly enlève Neerwinden ; mais pendant qu'elle se, rejette sur la colonne Le Veneur pour la seconder, les Impériaux rentrent dans le village. Ils sont assaillis par les colonnes Diettmann et Dampierre qui, selon leurs instructions, pénètrent dans Neerwinden de front et par la gauche. Une lutte opiniâtre s'engage les généraux français, l'épée à la main, marchent en avant de leurs troupes, et l'un d'eux, Desforêts, tombe, atteint d'un coup de fusil à la tête. Les républicains reprennent Neerwinden et poussent sur les hauteurs d'alentour garnies de canon. Leur avantage ne dure pas longtemps. Accablés par le feu de l'artillerie autrichienne, menacés par l'infanterie de Colloredo qui s'avance à leur rencontre, ils lâchent Neerwinden et fuient vers la rivière. Dumouriez court à eux, les rassemble, les ramène au combat. Pour la troisième fois, Neerwinden est aux mains des nationaux. Mais bientôt et comme naguère, sous la grêle des

boulets autrichiens et sous l'effort des troupes que Cobourg envoie à Colloredo, ils cèdent de nouveau Neerwinden. L'ennemi les poursuit, les presse, et Dumouriez a réuni à peine ses colonnes que les huit escadrons de la brigade Hoditz se précipitent sur elles. L'infanterie des Français se débande derechef ; leur cavalerie se disperse sans penser à faire résistance. Seuls, les dragons du 20e n'ont pas bougé. Valence, qui vient les animer, reçoit trois coups de sabre sur la tête et ses aides de camp Château-Renaud et Jaubert périssent à ses côtés. Les dragons soutiennent vaillamment le choc ; ils donnent au reste de la cavalerie le temps de se rallier ; ils chargent à leur tour les Impériaux et les frappent, non sur les cuirasses, mais à la gorge ; les deux demoiselles Fernig, aides de camp de Dumouriez, combattent avec ces dragons l'une blesse, l'autre tue un cuirassier de Nassau. Vainement une brigade de cavalerie autrichienne se rue en même temps sur l'infanterie de Diettmann ; elle recule sous la mitraille des canons et sous les balles du 99e, ci-devant Deux-Ponts, encouragé par la présence du chef d'état-major Jacques Thouvenot.

Telle était, à la tombée de la nuit, l'issue de la lutte à la droite et au centre des Français. Si les Français laissaient à l'adversaire Racour, Overwinden et Neerwinden, ils n'avaient pas repassé la petite Geete.

Mais l'aile gauche était vaincue, et sa défaite entraînait celle de l'armée.

La colonne Miaczynski avait d'abord pris Dormael ; attaquée trois fois par Benjowsky, elle s'enfuit à la troisième.

La colonne Ruault, débutant, elle aussi, par un succès, s'empara d'Orsmael et se déploya à droite et à gauche de la chaussée de Saint-Trond. Mais elle avait en face d'elle l'archiduc Charles, et le feu de l'artillerie autrichienne, de l'aveu des Français, était excessif, très bien suivi ; ses chevaux, ses canonniers tombaient, et des officiers d'infanterie faisaient l'emploi de servants. Enfin, Benjowsky se joignit à l'archiduc, et la colonne Ruault, chargée par le corps franc O'Donnell et par deux bataillons de Sztarray, chargée par les hussards d'Esterhazy et les dragons de Cobourg, se sauva vers le pont d'Orsmael. Ses généraux ne purent la rallier Guiscard périt, ainsi que Baron, aide de camp de Miranda ; Ruault et Ihler furent blessés ; l'archiduc conquit quinze canons.

Restait la colonne Champmorin. Elle s'était divisée en deux parties. L'une, conduite par Champmorin, marcha sur Halle et engagea contre le prince de Wurtemberg une forte canonnade ; mais les fuyards de la colonne Ruault vinrent se jeter dans ses rangs ; elle aussi se mit en déroute ; elle aussi repassa la petite Geete dans le plus grand désarroi. L'autre partie de la colonne, commandée par le colonel Keating, était entrée dans Léau ; elle canonna le peu de troupes autrichiennes qu'elle avait devant elle, et au soir, lorsqu'elle sut la retraite de Champmorin, elle se hâta de traverser la petite Geete.

L'aile gauche avait donc été refoulée au delà de la rivière. Fut-ce la faute de Miranda ? Il assura depuis que l'ennemi lui opposait deux fois plus de monde, qu'il avait attaqué vigoureusement l'adversaire, que jamais troupes n'avaient essuyé de combat plus meurtrier, qu'il avait laissé deux mille hommes sur le champ de bataille. En réalité, il avait l'avantage du nombre et il ne mit pas assez de vigueur dans son attaque. Il fit même une retraite précipitée il prescrivit à Miaczynski de se retirer jusqu'à Tirlemont !

Dumouriez n'apprit que très tard ce qu'était devenu Miranda. Des trois messagers que lui envoya son lieutenant, aucun ne le rencontra. Aussi, à la nuit tombante et lorsque expirèrent les derniers bruits de la bataille, il partit avec

Thouvenot à la recherche de son aile gauche. Ce ne fut qu'à une demi-lieue de Tirlemont qu'il trouva des soldats de Miaczynski. Il entra dans Tirlemont ; Miranda, froidement, mandait l'événement à ses amis de Paris ; sans lui faire aucun reproche, Dumouriez lui commanda de rebrousser chemin.

Sûr désormais de la défaite, le général en chef passa la nuit à Tirlemont, ralliant sa gauche, dictant les mouvements, du lendemain. Il avait chargé deux aides de camp, Rainville et Saint-Pater, de porter à la droite et au centre l'ordre de repasser la petite Geete ; l'un et l'autre s'égarèrent dans l'obscurité. Lorsque arriva Rainville, à la pointe du jour, le duc de Chartres commençait sa retraite. Quant à Le Veneur, à qui Valence avait laissé le commandement, il avait rassemblé à minuit les officiers généraux qui furent tous d'avis de se replier, et, à 5 heures du matin, traversé la rivière, avant de recevoir le message de Saint-Pater.

Le 19 mars, les Français prenaient la même position que le 16, la droite à Goidsenhoven et la gauche à Haekendover. Mais ils étaient vaincus, ils le savaient, et le découragement les avait saisis. On en eut la preuve dès le matin. Benjowsky occupait la hauteur de Wommersom. Vainement Dumouriez envoya contre lui quatre bataillons de Miaczynski qui n'avaient pas encore combattu et qu'il fit soutenir par de l'artillerie ; vainement, l'épée nue, il somma ces bataillons de marcher à l'ennemi. Ils refusèrent de bouger ; ils demeuraient immobiles, comme transis sous le feu des canons autrichiens établis à trois cents pas de leur front.

L'armée avait perdu son énergie. Les troupes de ligne montraient encore une martiale attitude. Mais les volontaires disaient tout haut qu'ils se feraient tuer en France et non en Belgique ; des compagnies, des bataillons entiers se dirigeaient de leur chef vers la frontière Dumouriez dut, dans la nuit du 19 mars, repasser la grande Geete.

Cobourg devait la victoire à ses troupes. L'artillerie autrichienne s'était surpassée, et les journaux de Paris prétendirent vaniteusement que les émigrés français la dirigeaient. La cavalerie avait fait de belles charges. L'infanterie n'avait pas cessé de combattre avec le plus grand sang-froid et de revenir obstinément à la charge ; aussi, à la fin de la journée, était-elle épuisée et rendue. **La bravoure de l'armée, mandait Cobourg, son obéissance et sa discipline sont sans exemple.**

Dumouriez avait commis des fautes. Il avait mal choisi son point d'attaque au lieu de s'opiniâtrer contre Overwinden et Neerwinden, il aurait dû pousser plus à droite, sur Wamont, ce Wamont où, vers midi, il envoya un détachement qui recula devant les dragons de Latour il aurait ainsi débordé les Impériaux, les aurait tournés sur leur gauche et refoulés sur Saint-Trond ; mais, comme à Jemappes, il voulut attaquer de front les Autrichiens et les vaincre en bataille rangée. Il eut tort, en outre, de ne pas appeler de Hollande les troupes qu'il avait laissées au colonel Pierre Thouvenot et de Namur le corps commandé par d'Harville, pour jeter dans la mêlée tout ce qu'il avait de forces et accabler Cobourg sous la masse des bataillons. Il eut tort, enfin, d'assaillir l'étendue de la position au lieu de concentrer sa vigueur sur un seul point.

Néanmoins, il paya de sa personne, il entraîna son armée et la maintint en face de l'ennemi. Pourquoi les Français montrèrent-ils à la droite et au centre une bravoure surprenante ? C'est que Dumouriez les échauffait de sa flamme.

Aussi, les officiers autrichiens convenaient-ils que la bataille avait été douteuse pendant une demi-heure et que la retraite aurait eu lieu si Clerfayt n'avait pas, avec le corps de réserve, frappé des coups décisifs. Sans Mack, son chef d'état-major, Cobourg, étonné et comme étourdi par la fougue et la hardiesse des républicains, se serait peut-être replié dans la soirée ; Mack, appuyé par l'archiduc Charles, déclara que ce serait une honte de se retirer, qu'il fallait rester sur le champ de bataille et attaquer de nouveau les Français à la pointe du jour.

Cobourg devait pourtant se rappeler que ces Français tant redoutés n'avaient pas l'expérience et la solidité des Impériaux. A Neerwinden comme à Aix-la-Chapelle les volontaires causèrent le désastre. Miranda et ses lieutenants Ruault et Champmorin se plaignaient de leur couardise. Les volontaires, écrivait Dumouriez, avaient de mauvais officiers. Dès le lendemain de Neerwinden il proposait de supprimer le mode d'élection qui, selon son expression, ne donnait pas le talent, ne commandait pas la confiance, n'obtenait pas la subordination. Le surlendemain, il publiait une proclamation à ses camarades il accusait la gauche d'avoir lâché son canon et la garde des ponts sans la gauche, les Français n'auraient pas exécuté leur retraite. Il voulait qu'on fît une loi sévère contre l'indiscipline et le brigandage ; les officiers qui fuiraient seraient chassés et rasés ; les officiers et les soldats qui fuiraient en criant qu'on était coupé ou trahi et ceux qui seraient convaincus de vol ou de meurtre seraient punis de mort.

CHAPITRE XV

LOUVAIN

COMBAT DU 22 MARS — LE COLONEL MONTJOYE AU CAMP DE COBOURG — ARMISTICE TACITE ET ABANDON DE LA BELGIQUE — DESSEINS DE DUMOURIEZ — SON ENTREVUE À LOUVAIN AVEC DANTON ET DELACROIX — MIRANDA

DANS la nuit du 19 mars, Dumouriez, trompant l'ennemi par des feux de bivouac, avait occupé les hauteurs de Cumplich. Le 20, il reculait encore pour s'établir à Boutersem et, afin de couvrir Bruxelles, il plaçait Neuilly à Jodoigne, sur la lisière de la forêt de Soignes ; en même temps d'Harville recevait ordre de se tenir prêt à marcher après avoir jeté 2.000 hommes dans le château de Namur.

Mais le 21, Dumouriez sut que Diest. était pris. Il se replia sur Louvain, se résolut à lutter une fois encore, à tenter une suprême chance il mit Champmorin à Pellenberg, Lamarche à Corbeek, Le Veneur à Bierbeek et à Blanden, Dampierre à Florival, Neuilly à Tombecke.

Le 22 mars, il fut attaqué. Il avait encouragé les soldats et parlé de revanche à plusieurs : *Le général, disait-il, a été satisfait de la confiance qu'ils lui ont témoignée ; mais c'est de l'armée entière qu'il attend cette confiance il faut montrer aux ennemis que nous sommes les mêmes Français qui ont vaincu à Jemappes, à Anderlecht et à Liège.* Il ajoutait que les Impériaux souffraient plus que les Français, qu'ils manquaient de magasins, qu'ils devaient vivre dans un pays épuisé.

L'affaire fut sanglante ; des deux parts on combattit avec furie. Le 17e régiment, ci-devant Auvergne, commandé par Dumas de Saint-Marcel, et aidé par deux bataillons de volontaires, le 1er bataillon de Mayenne-et-Loire et le 2e bataillon de Saône-et-Loire, enleva dans le village de Blanden deux canons qui furent menés en triomphe à Louvain. Le général Le Veneur avait promis six louis par pièce ; il donna douze louis à la brigade qui les offrit à la Convention.

Champmorin se soutint à Pellenberg durant sept heures ; une attaque du 1er bataillon de la Manche, conduit par Valhubert, fut si vive, si impétueuse que Mack demandait avec admiration quelle était cette *troupe bleue* et que Dumouriez lui envoya, pour réparer ses pertes, les premières recrues qui vinrent à l'armée.

Mais Lamarche se défendit mollement à Corbeek et se hâta de passer la Dyle ; Champmorin l'imita ; Le Veneur dut faire de même, et son aide de camp, un fougueux jeune homme, le capitaine Hoche, qui eut un cheval blessé sous lui, criait avec colère que l'armée des Ardennes était sacrifiée.

Il fallut donc abandonner Louvain après avoir eu près de 4.000 hommes prisonniers ou mis hors de combat, et cette affaire du 22 mars ou affaire de Louvain fut le dernier effort de Dumouriez. L'armée ne pouvait plus rien ; son indiscipline, son désordre, son insouciance désespéraient les généraux. C'est, disait Dumouriez, *une bande de loups qui fuient comme des moutons*. Il se résigna. Les Pays-Bas étaient d'ordinaire l'enjeu d'une bataille, et il avait livré et perdu deux batailles il céda les Pays-Bas au vainqueur. N'écrivait-il pas dès le 15 février que, s'il avait le dessous, son armée qui n'était nullement propre à la défensive, serait promptement chassée de la Belgique, aussi promptement qu'elle l'avait envahie, et que toutes les disgrâces et la consternation suivraient cette retraite désordonnée ?

Le 23 mars, au soir, le colonel Montjoye, un Alsacien qui se nommait également Froberg et qui s'était attaché de tout cœur à Dumouriez — se présentait aux avant-postes autrichiens. Il pria Cobourg de ne pas faire de grandes attaques et de laisser les Français se retirer tranquillement sur Bruxelles ; en revanche, Dumouriez promettait d'évacuer Bruxelles sur-le-champ et sans se battre.

Cobourg, circonspect, timoré, toujours convaincu qu'il était trop -faible et redoutant de fatiguer son monde, consentit à cet armistice tacite. Dumouriez s'achemina lentement, décemment jusqu'à la frontière. Il avait, le 23 mars, rassemblé ses troupes à Cortenberg entre -Bruxelles et la forêt de Soignes ; il les fit couvrir par son avant-garde qui devint, sous le commandement de Vouillers, l'arrière-garde et qui comprit toute la cavalerie et vingt-cinq bataillons, les meilleurs de l'infanterie.

Le 24, il traversait Bruxelles. Cinq mois auparavant les habitants avaient accueilli l'armée française avec enthousiasme aujourd'hui ils la voyaient s'éloigner sans exprimer un regret et en cachant mal leur joie. Le 25, Dumouriez réglait ses ultimes mouvements sur le sol belge. D'Harville, abandonnant Namur, se repliait sur Givet et Maubeuge. O'Moran, quittant Tournai, gagnait Dunkerque et Cassel. L'armée de Hollande — qui n'avait pu, est-il besoin de le dire ? une fois privée de son général, ni prendre Willemstad ni passer le Moerdyk, — venait camper derrière l'Escaut ; mais Flers restait à Bréda et Tilly à Geertruidenberg, tandis que Berneron se jetait avec Westermann dans la citadelle d'Anvers.

Ainsi Dumouriez tenait encore les forteresses de la Hollande ; il appuyait sa gauche à Anvers, sa droite à Maubeuge ; il occupait une ligne de défense que Mack jugeait excellente.

Cette ligne, il ne la gardera pas. Il veut maintenant marcher sur Paris, renverser le gouvernement, abattre la République, la République de Pache, de Cambon et de Marat, cette République qui l'écœure, cette République ingrate qui, au lieu de récompenser ses généraux, les vexe, les persécute et les accable. *Faut-il donc, s'est-il écrié le 29 novembre 1792, que j'enraye, puisqu'on brise mes roues et qu'on tue mes chevaux ?* Et, le même jour, il a marqué à Pétion que la première année de la République peut devenir la dernière, que la bureaucratie est plus tyrannique que sous l'ancien régime, que le système de gouvernement conduit les Français à vivre ensemble comme des loups enragés, que le pays va retomber dans la plus dangereuse anarchie. Le 13 décembre, avec son intime entourage, il a traité la Convention de tribunal inquisitorial et déploré ce régime qui favorise la délation, enlève aux agents publics, avant même qu'ils passent en jugement, leurs fonctions et leurs honneurs. Personne, a-t-il dit, n'est sûr de son

état ; ce temps est un temps de proscription, de démente et de méchanceté, le temps des Tibère, des Néron !

Au dégoût et à la haine que la République lui inspire, se joignent d'ambitieux calculs. Sans nul doute, il a rêvé, ne fût-ce qu'un instant, la dictature de la France comme celle de la Belgique, et quelques-uns de ses amis l'ont encouragé à saisir l'autorité. N'était-il pas, lui disait Noël, le héros de Mons et de Grandpré ? N'avait-il pas sauvé la France à Sainte-Menehould et à Jemappes ? Sans lui, n'aurait-elle pas été **divisée en provinces autrichiennes et prussiennes** ?

Mais la France n'est pas alors assez lasse, assez meurtrie pour se jeter dans les bras d'un soldat heureux ; ce ne sera qu'après dix ans d'orages qu'elle acclamera Bonaparte. En 1793, le souvenir de la royauté vit encore dans les âmes. Dumouriez ne pouvait être qu'un Monk, et non un Cromwell ; il ne pouvait être que le connétable de la monarchie restaurée, et, comme pensait Fersen, le chef du Conseil de régence. Conventionnels et jacobins le virent avec joie partir pour la Hollande ; cette expédition, écrivait Le Brun, **le rendra plus indifférent sur les événements de la Belgique, et nous le ramènera, ne fût-ce que par insouciance**. En réalité, Dumouriez voulait conquérir la Hollande pour mieux exécuter son dessein de contre-révolution. Il espérait, après la conquête, joindre les troupes hollandaises à ses propres troupes, délivrer la Belgique de ceux qu'il appelait les tyrans conventionnels, refouler les Autrichiens au delà du Rhin, et, avec une armée de Français, de Belges et de Bataves, rentrer à Paris pour y proclamer un roi. Augustin Robespierre le devina. **Dumouriez est aimé dans la Belgique**, disait le conventionnel aux Jacobins le 17 mars ; **il envahira la Hollande ; là aussi il se fera idolâtrer, et prenons garde qu'il ne tourne nos propres armes contre nous-mêmes !**

L'expédition de Hollande échoua. Mais Dumouriez ne renonça pas à son projet. Il revint en Belgique, déterminé à jouer de son reste, exhalant son dégoût, laissant libre cours à ses ressentiments, frappant à coups redoublés comme avec une rage sombre sur les jacobins qui molestaient les Belges, assurant que les commissaires du Conseil exécutif étaient des gens grossiers, exaltés et féroces, blâmant sans mesure les actes de la Convention ; et il rédigea sa lettre du 12 mars.

Cette lettre, qui fut remise le 14 au président de la Convention, Bréard, dénonçait la rupture. Elle parut à Bréard si forte, si raide, si dictatoriale qu'il n'osa la lire publiquement. Il la porta sur-le-champ au Comité de défense. Une vive discussion s'engagea. Fallait-il lire la missive à l'assemblée qui, sans nul doute, lancerait, dans sa colère, un décret d'accusation contre Dumouriez ? Robespierre et Barère furent de cet avis ; ils proposèrent d'accuser le général. Mais Delacroix et Danton combattirent de toutes leurs forces cette opinion. Delacroix affirmait que Dumouriez était encore nécessaire : **J'aime mieux, s'écriait-il, que ma tête tombe plutôt que la sienne**, et Danton ajoutait que si Dumouriez se fourvoyait en politique, il conservait ses talents militaires, qu'on ne pouvait rien contre lui tant qu'il dirigerait la retraite de l'armée, qu'on devait lui envoyer des commissaires pour le guérir ou le garrotter. Le Comité approuva Danton et Delacroix. Il les chargea de se rendre auprès de Dumouriez. **Je vous promets**, dit Danton, **qu'il se rétractera ou sinon je vous l'amène pieds et poings liés**.

Dumouriez vit Danton et Delacroix à Louvain dans la nuit du 20 au 21 mars. Il a raconté depuis qu'ils mirent dans leur négociation beaucoup d'esprit et de cajolerie. Mais il ne leur cacha pas l'indignation que lui inspiraient les **crimes** de

la Convention, et il refusa de se rétracter. Il consentit seulement à tracer un billet de six lignes au président de l'assemblée les circonstances pouvaient modifier les mesures qu'il proposait dans sa lettre du 12 mars ; il pria la Convention d'attendre le rapport des commissaires.

Il savait toutefois que la Convention sévirait tôt ou tard contre lui. Un journaliste ne disait-il pas que, même vainqueur, Dumouriez ne serait pas dispensé de l'examen ni de l'improbation ? Vaincu et certain de ne pas trouver grâce, persuadé que ses ennemis allaient crier à la trahison et qu'il était perdu s'il était mandé à Paris, toujours avide de jouer un rôle et oubliant qu'un général battu n'exerce plus le même prestige sur ses troupes, Dumouriez n'eut pas l'idée de donner sa démission pour quitter l'armée comme avait fait Lafayette, comme Valence voulut faire un instant. **Je ne veux, disait Valence, prendre aucun parti ; je m'exile de ma patrie ; jamais je ne servirai contre mes concitoyens, quel que soit leur égarement.** Non Dumouriez ne quitterait pas l'armée qu'il appelait son armée ; il la mènerait à Paris contre la Convention !

Émigrés et alliés soupçonnaient son dessein. Metternich-Winnebourg annonçait que, si Dumouriez éprouvait des revers, il ferait la contre-révolution ; Mercy, Fersen, Breteuil projetaient naguère de négocier avec lui.

Mais Dumouriez ne désirait traiter qu'avec les Autrichiens. Ne fallait-il pas, tandis qu'il marcherait sur Paris, obtenir leur neutralité pour assurer ses derrières ?

Ses principaux lieutenants et aides de camp, les deux Thouvenot, Marassé, Ruault, Neuilly, Berneron, Bannes, le duc de Chartres, Montjoye partageaient ses vues ; ils juraient, comme lui, de punir les *scélérats de Paris*.

Un seul général se tournerait sûrement contre lui Miranda qui faisait grand fracas de patriotisme et ordonnait que l'armée porterait le deuil de l'*illustre martyr* Le Peletier Saint-Fargeau, Miranda qui visait au commandement en chef, Miranda qui possédait la confiance de Petion et de Brissot, qui disait hautement qu'il serait toujours du côté de la République et que Dumouriez trouverait en lui un Labienus ou un Caton. **Que ferez-vous, lui demandait le généralissime, si la Convention me fait arrêter comme elle a fait arrêter La Noue et Stengel ? — En serviteur fidèle,** répondait Miranda, **je serai obligé d'obéir.** Et, lorsque Dumouriez s'emportait contre la République qui lui paraissait impossible en France, **pour moi,** répliquait Miranda, **je n'abandonnerai pas dans un quart d'heure d'humeur les principes que je me suis faits par une étude de vingt ans.** Toutefois Miranda ne semblait pas à craindre. Les troupes n'aimaient pas cet aventurier venu de Caracas, qu'elles qualifiaient de Péruvien ou d'Espagnol. Tout le monde, commissaires, généraux, soldats, blâmait ses airs de hauteur, ses prétentions, ses vivacités. Il n'avait pu prendre Maëstricht, et Des Bruslys l'accusait d'avoir montré, durant le siège, ignorance et entêtement. Il avait, après l'échec d'Aix-la-Chapelle, avec un singulier optimisme, prétendu que l'armée avait peu souffert. Il avait causé la défaite de Neerwinden. Le 21 mars, Danton et Delacroix, convaincus qu'il avait perdu la confiance, l'envoyèrent à la barre de la Convention.

Nombre de contemporains ont cru que Dumouriez voulait mettre sur le trône le duc d'Orléans ou le duc de Chartres.

Mais Dumouriez méprisait trop le duc d'Orléans pour le faire roi, et, à l'avance, il l'avait même exclu du Conseil de régence. Durant son ministère, il était resté

sourd aux instances de Biron qui le priait de ne pas laisser le duc dans l'inaction ; lorsqu'il avait été informé que Philippe projetait de se rendre à l'armée de Luckner, il lui avait défendu — dans une lettre du 22 mai — d'entreprendre ce voyage. Le duc, écrivait Dumouriez, avait-il prévenu Luckner ? Savait-il si sa présence plairait au maréchal ? Ne savait-il pas, au contraire, qu'elle causerait parmi les troupes **des diversités d'opinion et des conjectures trop éloignées de la réalité** ? Dumouriez priait donc M. d'Orléans, comme il le nommait, de ne pas aller en Flandre **les motifs de prudence**, concluait-il, **subsistent plus que jamais**.

Quant au duc de Chartres, Dumouriez l'aimait, l'estimait il faisait le plus grand éloge de ses qualités militaires et de ses sentiments politiques le jeune prince ne disait-il pas qu'il voyait tout dans un noir profond, après avoir vu tout en rose, et ne blâmait-il pas la Convention qui déclarait la guerre à l'Europe entière et perdait la France **par oubli de tous les principes** ? Néanmoins Dumouriez ne le jugeait pas digne de la couronne ; il se rappelait, comme rapporte un de ses amis, que

Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier ;
que, semblable à Henri de Valois, le duc de Chartres pouvait
Devenir lâche roi, d'intrépide guerrier.

Rétablir la royauté en faveur d'Égalité fils, n'était-ce pas d'ailleurs remettre l'autorité entre les mains d'Égalité père ? Louis-Philippe, qui cachait pas son affection filiale et qui, dans cette dernière quinzaine de mars 1793, de Louvain, de Bruxelles, d'Enghien, de Tournai, correspondait assidûment avec son **cher papa**, ne subirait-il pas la volonté paternelle ?

Louis XVII était donc le souverain selon le cœur de Dumouriez. Le général posséderait le pouvoir puisqu'il présiderait le Conseil de régence ; il n'aurait pas à lutter, suivant l'expression d'un de ses confidents intimes, contre les intérêts ou les caprices d'un roi majeur ; il combattrait plus efficacement l'influence des émigrés ; il établirait un gouvernement national et, par l'éducation d'un prince encore enfant, assurerait le maintien, le développement de la monarchie constitutionnelle. Enfin, Louis XVII n'était-il pas le roi que désiraient les coalisés ?

CHAPITRE XVI

LES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION

ÉVACUATION DES PAYS-BAS — SOUPÇONS — COMMISSAIRES
ENVOYÉS, AVEC LE MINISTRE DE LA GUERRE, AU QUARTIER
GÉNÉRAL DE SAINT-AMAND — LEUR ENTRETIEN AVEC
DUMOURIEZ — LEUR ARRESTATION

DÈS le 23 mars, Dumouriez s'était abouché avec l'étranger. Le colonel Montjoye, en demandant un armistice déguisé, avait fait les premières ouvertures. Le général, disait l'aide de camp, voulait mettre fin aux malheurs de la France, dissoudre la Convention, restaurer la monarchie, et Montjoye pria Cobourg d'envoyer un officier supérieur à qui Dumouriez ferait des communications de la plus haute importance.

Le 25 mars, au soir, le colonel Mack vint dîner au quartier général d'Ath. C'était le Mack qui devait en 1805 capituler dans Ulm, homme intelligent, actif, énergique, doué de toutes les qualités d'un bon chef d'état-major, mais incapable de commander une armée. Après le repas, devant Jacques Thouvenot, Montjoye, le duc de Chartres et Valence, Dumouriez confia au colonel qu'il voulait marcher sur Paris, proclamer Louis XVII, convoquer une assemblée nouvelle ; il comptait que le prince de Cobourg l'aiderait dans cette entreprise et lui donnerait sa parole d'honneur de ne pas l'attaquer. Mack répondit que, tant qu'il y aurait un seul Français en Hollande ainsi qu'en Belgique, tout accommodement serait impossible, et Dumouriez consentit à évacuer les Pays-Bas il passerait, disait-il, la frontière le 30 mars ; les deux armées observeraient un armistice qui ne serait suspendu qu'après avoir été dénoncé vingt-quatre heures auparavant. Il exposa le détail de la grande aventure qu'il allait tenter. Il se mettrait à la tête de son avant-garde qui formerait trois divisions la première se saisirait de la Convention ; la deuxième, du club des Jacobins ; la troisième, du Temple. La masse, ajoutait-il, ne veut pas autre chose que la constitution de 1791. On augmentera les pouvoirs du roi, on ne restituera pas les biens du clergé vendus ou engagés, on rétablira la noblesse et on lui rendra ce qu'elle a perdu, à condition qu'elle attende quelque temps encore, car ce serait fait d'elle et de moi si l'on prononçait son nom en ce moment. Les émigrés, le comte de Provence, tout le premier, ne se mêleront pas du gouvernement ; ils ont, par leur fuite et leur conduite déraisonnable, provoqué tous les crimes et perpétué l'anarchie ; ils devront absolument se soumettre à la constitution. Ne pensez-vous pas, insinua le colonel, qu'il serait nécessaire, pour votre propre sûreté, d'avoir des garnisons autrichiennes dans plusieurs places de France ? Ce serait, répliqua Dumouriez, jeter le soupçon et la méfiance dans mon armée. Il faut éviter jusqu'à

l'apparence de l'intervention étrangère. Je ne laisserai pas entamer l'intégrité du territoire. Si j'avais cent vies, je les donnerais pour mettre un terme aux atrocités des jacobins ; si j'en avais mille, je les sacrifierais pour empêcher les puissances étrangères de dicter des lois à ma patrie ! Les officiers présents approuvèrent leur général. Mack, heureux du résultat de sa mission, n'insista pas davantage. Cobourg, qui n'avait plus que 28.000 soldats et qui manquait d'artillerie de siège pour attaquer Anvers et les forteresses des Pays-Bas, obtenait, sans coup férir, ce qui lui aurait probablement coûté des mois et des milliers d'hommes. Dumouriez se raviserait peut-être et la Convention le remplacerait peut-être par un autre. En tout cas, il n'y aurait plus un Français en Belgique !

Dumouriez tint parole. Flers et Tilly capitulèrent à Breda et à Geertruydenberg selon ses ordres, qui leur furent portés par un officier autrichien. Marassé, redoutant l'indiscipline de ses troupes, rendit Anvers sans même attendre l'instruction du général en chef et malgré les reproches de Westermann. De toutes parts, les Français reculèrent, suivis à longue distance par l'armée de Cobourg qui s'acheminait en deux colonnes l'une sur Tournai, l'autre sur Mons. Il y fallut du temps. Le 30 mars, Dumouriez n'avait pas encore évacué Tournai. Le colonel Mack vint lui rappeler sa promesse et le trouva, ainsi que ses entours, aussi ferme qu'auparavant, résolu, comme naguère, à *faire sauter* la Convention, certain que son armée était inébranlablement attachée à sa fortune. Le lendemain, 31 mars, Dumouriez mettait son quartier général aux Boues de Saint-Amand, au Petit Château, dans l'ancienne demeure des Cernay, non loin de l'établissement thermal. *Je me place là, disait-il, dans un ermitage isolé au milieu d'un bois ; je n'aurai qu'un escadron de hussards avec moi et je pourrai y travailler à mon aise.* Le parc d'artillerie était à Saint-Amand. L'armée des Ardennes campait à Maulde, celle du Nord, à Bruille. Les flanqueurs de droite, aux ordres de Miaczynski, cantonnaient à Orchies, et les flanqueurs de gauche, à Bavay. La division Neuilly occupait Valenciennes et Condé ; Neuilly commandait à Condé ; Ferrand, à Valenciennes ; Tourville, à Maubeuge ; Duval, à Lille ; Dampierre, au Quesnoy. Ces lieutenants de Dumouriez lui paraissaient sûrs, dociles, prêts à le suivre partout. Dampierre, qui le nommait *mon aimable général*, était, disait-il, homme de qualité et fait pour bien penser.

La crise s'annonçait, et déjà Dumouriez révélait ses desseins à ses ennemis.

Le 26 et le 27 mars, il reçut à Tournai la visite de trois jacobins intrigants, à la fois commissaires de leur club et agents du ministre Le Brun l'homme de lettres Dubuisson, le Belge Proli, fils naturel de Kaunitz, le juif Pereyra. Ils offrirent à Dumouriez l'alliance des jacobins et lui rappelèrent ses liaisons avec eux. Ne l'avaient-ils pas ménagé dans sa querelle avec Pache ? Lorsque Hassenfratz le dénonçait, ne passaient-ils pas à l'ordre du jour ? Au mois de janvier, Proli, accompagné de Cloots, de Desfieux et de Seiffert, ne le priaient-ils pas d'honorer de sa présence les séances du club ? Naguère, le 12 mars, Billaud-Varenne Desfieux Jeanbon Saint-André ne l'avaient-ils pas défendu et n'avaient-ils pas dit Billaud, qu'il n'était pas homme à trahir et à se couvrir d'infamie, Desfieux, qu'il se conduisait bien, Saint-André, que la malveillance seule excitait les soupçons qui l'entouraient ? Pourquoi Dumouriez, qui voulait centraliser le gouvernement, ne serait-il pas le général des jacobins ? Ne pouvait-il culbuter la Convention, pour la remplacer par leur club ?

Mais Dumouriez détestait de tout cœur les jacobins, ces jacobins qui récemment, dans leur séance du 18 mars, soutenaient qu'eux seuls avaient fait quelque bien en Belgique, et il disait volontiers qu'il y avait désormais une guerre à mort entre les jacobins et lui, qu'il périrait ou qu'il raserait leur salle et sèmerait du sel sur l'emplacement de leur club. Il répondit donc à Dubuisson et à ses deux collègues **Je ne serai votre homme que si vous dispersez la Convention et faites un rempart de votre corps à la famille royale. Voilà le moyen de réparer vos crimes, car votre Société a causé le malheur de la France.** Ce fut surtout dans la conférence du 27 mars qu'il dévoila ses plans de restauration. Il fallait la paix, répétait-il, la paix au dehors et au dedans. Lui seul pouvait la négocier parce qu'aucune puissance ne voudrait traiter avec la Convention et le Conseil exécutif. Il terminerait les maux de la France. Il avait quatre pouces de lame à son côté, et il ne souffrirait pas plus longtemps l'existence du tribunal révolutionnaire qui n'était qu'une institution horrible ; l'existence de la Convention qui ne se composait que de régicides, qu'ils eussent, ou non, voté l'appel au peuple ; l'existence de la République qu'il tenait dorénavant pour une folie et une absurdité. Il rétablirait l'ancienne Constitution, si médiocre et vicieuse qu'elle fût ; il la ferait proclamer par l'armée des Mameluks, par sa propre armée qui, d'un camp ou d'une place forte, dirait qu'elle voulait un roi. Sans doute, la Convention le décréterait d'arrestation. Le beau décret ! Comme si on pouvait l'exécuter au milieu de ses troupes ! Mais l'assemblée n'avait pas trois semaines à vivre ; ses arrêtés n'auraient bientôt de validité que dans la banlieue de la capitale. Vainement elle menacerait la vie de la reine et du dauphin. L'armée marcherait sur Paris qui serait vaincu en huit jours par la famine il suffisait de mettre un corps à Pont-Sainte-Maxence, un autre à Nogent, d'autres postes sur les rivières. Aussi bien la déclaration de guerre à l'Angleterre, cette mesure ridicule de Brissot, réduisait la France à la disette ; la nation n'avait pas assez de blé pour se nourrir et les croisières anglaises ne laisseraient pas un seul navire chargé de grains entrer dans les ports !

C'était peut-être se découvrir trop tôt. Mais la veille, le 26 mars, Dumouriez avait fait à Goguet, commandant temporaire de Bruxelles, les mêmes confidences, assurant que le pays serait perdu si la guerre continuait, qu'il n'y aurait plus de numéraire au 15 mai, que les volontaires ne se signalaient que par leur poltronnerie, que les places de la frontière ne sauraient se défendre, que les insurrections croissaient, que les Français étaient un peuple de fous et d'enragés conduits par des brigands à qui les assassinats ne coûtaient rien, qu'il fallait conclure la paix et, par suite, rallier les honnêtes gens, chasser les conventionnels, faire une révolution dans la Révolution et reprendre cette constitution de 1791 que les Français avaient idolâtrée.

La conversation de Dumouriez avec Goguet et les trois émissaires jacobins précipita le dénouement. Les commissaires de la Convention avaient quitté l'armée battue et fugitive. Pendant que Camus et Danton rentraient à Paris, Delacroix, Gossuin, Treilhard, Merlin de Douai et Robert se rendaient à Lille pour veiller sur la frontière menacée, et ils commençaient à se méfier de Dumouriez. Après avoir regardé la lettre du 12 mars comme une rodomontade, après avoir dit que Dumouriez, bien qu'échauffé et exalté, avait pourtant de bonnes intentions, Delacroix jugeait qu'il faisait tout pour accréditer les soupçons qu'excitait sa légèreté.

Aussi, le 28 mars, lorsque Delacroix reçut une note, *Le dire d'un homme en place*, où Goguet retraçait son entretien avec Dumouriez, lorsque Dubuisson et ses deux acolytes lui racontèrent leur entrevue, il décida que le général ne devait plus commander. Il estimait la bravoure, les talents de Dumouriez, et respectait son audace ; mais, sûrement, le vainqueur de Jemappes était un conspirateur, un traître qui voulait **enchaîner son pays ou le traîner sur le bord du précipice pour l'arrêter dans sa chute ou se faire déclarer son sauveur, son protecteur !** Le 29 mars, au matin, il tenait conseil avec Gossuin, Treilhard, Merlin, Robert et deux autres commissaires, Lesage-Senault et Carnot, arrivés tout exprès de Douai, et il proposait d'arrêter sur-le-champ Dumouriez. **J'irai en personne, s'écriait-il, l'arrêter à la tête de son armée et je lui brûlerai la cervelle s'il ose résister à l'autorité de la Convention !** Mais ses collègues lui remontrèrent que Dumouriez possédait encore la confiance du soldat ; que, si l'armée privée de son chef subissait un désastre, ils seraient eux-mêmes décrétés d'accusation. Par six voix contre une, celle de Delacroix, ils décidèrent d'appeler Dumouriez à Lille où son arrestation serait plus aisée. Ils le requièrent de venir le jour même dans l'après-midi **pour s'expliquer sur des inculpations graves qui le concernaient**, et ils dressèrent à l'avance la liste des questions qu'ils lui poseraient il y en avait quatorze.

Ironiquement, Dumouriez répondit qu'il ne pouvait à la fois plaider et commander ; que, s'il allait à Lille, l'armée aurait des craintes ; qu'il ne voulait y aller qu'avec des troupes **pour purger cette ville de tous les lâches qui le calomniaient** ; que les commissaires n'avaient qu'à lui envoyer deux ou quatre d'entre eux qui l'interrogeraient.

Partons tous, tel fut le mot unanime des conventionnels lorsqu'ils reçurent à dix heures du soir la réponse de Dumouriez, et le lendemain, 30 mars, à quatre heures du matin, ils se préparaient à gagner Tournai lorsqu'une nouvelle lettre du général suspendit leur départ il quittait Tournai pour se porter sur Bruille et Maulde où le Conseil exécutif lui ordonnait de camper, dans une position qui couvrait les places du Nord ; il serait le 31 mars à Saint-Amand et là, il attendrait les commissaires.

Les conventionnels convinrent de se rendre le 31 mars à Saint-Amand, d'arrêter Dumouriez et de le remplacer par le plus ancien des lieutenants généraux. Ils espéraient entraîner les troupes par une proclamation et par l'ascendant qu'ils croyaient exercer sur elles. **Il faut**, disait le fougueux Delacroix, **que Dumouriez obéisse ; s'il fait un mouvement, je vous demande l'autorisation de l'abattre d'un coup de pistolet.**

Mais ce n'étaient pas eux qui devaient faire le voyage de Saint-Amand pendant que Dumouriez négociait avec Mack, la Convention avait agi.

Le 24, le 25, le 26 mars, la lettre terrible du 12 avait paru dans les journaux de Paris et le 26, le Comité de défense générale qu'on nommait aussi le Comité de salut public, ce Comité que l'assemblée avait renouvelé après Neerwinden et composé de vingt-cinq membres, tenait sa première séance, en présence d'un grand nombre de conventionnels. Le ministre Beurnonville lut une lettre de Dumouriez qui proposait l'évacuation de la Belgique. Elle partagea les assistants. Prieur de la Marne, Lefebvre de la Sarthe s'étonnèrent, s'indignèrent de l'abandon du peuple belge, et Robespierre, traitant Dumouriez de dictateur, déclara qu'on ferait bien de le destituer. Mais Dubois-Crancé répondit qu'il avait

des preuves en faveur de Dumouriez, que le général était encore nécessaire et devait agir à sa guise, selon ses propres plans. Danton et Camus se joignirent à Dubois-Crancé. Si Dumouriez, affirma Danton, avait des torts graves, s'il voulait élever la Belgique et la Hollande comme ses enfants et à sa manière, s'il s'entourait de révolutionnaires brabançons qui le poussaient à des sottises, il était le seul homme de guerre qu'eût la France. **Gardons-le**, conclut Danton, **tout en le surveillant**.

L'orage grondait. Il gronda de nouveau à la Convention, dans la séance du 27, où Cambon témoigna que Dumouriez répandait à profusion en Belgique la lettre du 12 mars dans laquelle il attaquait les décrets de la Convention. Cette lettre, ajoutait Cambon avec colère, semblait ignorée en France et on la cachait soigneusement au peuple. Ne fallait-il pas faire un rapport sur cet acte d'un général ambitieux et sur l'exécution du décret du 15 décembre ? Robespierre appuya Cambon. Il assura que la puissance de certains généraux devenait vraiment redoutable. Sur sa motion, l'assemblée décida que la lettre du 12 mars serait lue dans la séance du lendemain. La lettre du 12 mars ne devait être lue ni le 28 ni le 29. Le Comité de défense générale hésitait à se prononcer. Enfin, le 29, dans sa séance du soir, il condamna Dumouriez. Ce fut une dramatique séance. Petion annonça d'abord que Miranda était, la veille, arrivé de l'armée et qu'au dire de Miranda, il y avait dans l'état-major de Dumouriez d'infâmes intrigants, des ennemis de la liberté ; que le général en chef méditait une trahison ; qu'il voulait abandonner entièrement la Belgique ; qu'il disait tout haut que la France n'était pas faite pour la République ; qu'il rentrerait à la tête de son armée pour marcher sur Paris et renverser les pouvoirs constitués ; qu'en ce moment, sans doute, il levait le masque. Puis, parut Beurnonville. Il lut une lettre de Dumouriez, datée du jour précédent. Et quelle lettre ! Dumouriez traçait le plus noir, le plus affligeant tableau de la situation les autorités civiles ne cessent de traverser les projets de l'autorité militaire ; les soldats, surtout les volontaires, se livrent au brigandage ils n'ont plus de vivres et de munitions, plus d'habits et d'armes ; les Autrichiens peuvent forcer la frontière où il leur plait, prendre les places sans résistance, envoyer jusqu'aux environs de Paris 20.000 hommes de cavalerie qui ravageront et ruineront tout ; et lui, Dumouriez, ne saurait les arrêter comme en 1792 où la France avait des ressources pécuniaires, du républicanisme, de l'énergie ; la Convention, de l'ensemble et du prestige. Il demande qu'on pèse bien ces tristes vérités. Y eut-il jamais une crise plus dangereuse ? Jamais peuple fut-il frappé de cet esprit de vertige ? Et à ce peuple français porté aux excès Dumouriez oppose les Impériaux dont il loue la modération les Impériaux laissent les émigrés sur les derrières, ils traitent avec douceur les prisonniers et les blessés, ils accordent à Marassé une capitulation honorable. Pourquoi ne pas profiter de ces ménagements ? La France est perdue si l'inexpérience et l'exagération dirigent encore son gouvernement : **On ne fonde les Républiques que sur la vertu ; on ne les soutient qu'avec du courage, de l'ordre et de la sagesse**.

Cette lettre excita l'indignation des assistants. Ils ne pouvaient croire que le désastre eût atteint de telles proportions et que l'armée fût réduite à cet état désespérant de confusion et de misère. Non Dumouriez essayait de décourager, d'effrayer la nation ; Dumouriez trahissait la République il était d'accord avec ces Autrichiens dont il vantait la mansuétude et les égards ; il voulait, de concert avec eux, rétablir un roi En deux endroits de sa lettre, et comme s'il portait un défi à la Convention, ne parlait-il pas du royaume de France ? L'ennemi, disait-il,

peut mettre à feu et à sang la partie du royaume qui avoisine Paris, et encore : En 1792 le royaume n'était pas déchiré par la guerre civile.

La discussion dura jusqu'à trois heures du matin. La plupart des conventionnels étaient persuadés que Dumouriez avait décelé ses intentions **liberticides** ; quelques-uns pensaient que ses revers lui avaient détraqué la cervelle mais, traître ou fou, il ne pouvait plus commander l'armée il fallait, selon le mot de Danton, le *décrocher*.

La séance finissait lorsque Le Brun entra dans la salle et lut le rapport où Dubuisson racontait son entretien avec Dumouriez. Le doute n'était plus possible. Le Comité résolut de mander Dumouriez à la barre de la Convention. Des commissaires de l'assemblée, accompagnés par le ministre de la guerre qui saurait imposer à l'armée le respect et le silence, iraient porter cette sommation au général ; vingt-quatre heures après leur départ, Cambacérès monterait à la tribune pour lire au nom du Comité les pièces accusatrices, lettre du 12 mars, lettre du 28 mars, rapport du jacobin Dubuisson, et la France apprendrait en même temps la trahison de Dumouriez et son châtement.

Ainsi fut fait. Le 30 mars Camus annonçait à la Convention que le Comité avait décidé, durant la nuit et après une longue délibération, des mesures de sûreté contre les trames perfides qui s'ourdissaient dans l'armée de la Belgique. Il proposait donc, au nom du Comité, de mander Dumouriez à la barre de la Convention et d'envoyer aussitôt à l'armée de la Belgique le ministre de la guerre avec quatre commissaires de l'assemblée, Camus, Quinette, Lamarque, Bancal, investis du pouvoir de suspendre et d'arrêter les fonctionnaires militaires et civils.

La proposition fut décrétée. La Convention se contenta d'adjoindre aux quatre commissaires Lazare Carnot, membre du Comité de la guerre, qui venait de se rendre dans le département du Nord pour inspecter les places.

Le soir même, à huit heures, Beurnonville et les commissaires couraient sur la route de Lille. Le lendemain matin, ils rencontraient le courrier Languet qui portait une lettre de Dumouriez au ministre. Dans cette lettre, datée du 29, Dumouriez écrivait qu'il appelait à lui les garnisons d'Anvers, de Bréda, de Geertruydenberg qui n'avaient capitulé que pour mieux servir la patrie et qu'il divisait son armée en deux portions, l'une qui combattrait les ennemis extérieurs et les empêcherait d'envahir le territoire, l'autre qui combattrait les ennemis intérieurs et rendrait à la partie saine de la Convention, jusqu'alors opprimée, sa force et son autorité. Il refusait d'aller à Lille où le mandaient Delacroix et cinq commissaires il ne livrerait pas sa tête à un tribunal arbitraire ; il ne se remettrait pas comme un agneau entre les mains des malveillants ; il ne se jetterait pas comme Curtius dans le gouffre après s'être jeté comme Decius dans les bataillons ennemis ; il ne serait pas la victime de vils assassins. Non il allait en finir ; il allait sauver l'État, arracher la nation à la honte. Que voyait-il partout, sinon des dénonciations, des factions, des crimes, des hommes qui se couvraient de boue les uns les autres, qui se menaçaient du poignard, des scélérats qu'on soutenait au lieu de les punir, au lieu d'en faire justice, comme le demandait l'armée qu'ils avaient désorganisée et réduite à l'extrémité ? Pourquoi le Comité qui, à une demi-douzaine d'individus près, paraissait bien composé, laissait-il certains personnages **tyranniser l'assemblée au moyen des tribunes** ? La France serait sauvée, non par les métaphores, non par les clameurs et les

piques, mais par la discipline, par la prudence, par un plan sage, et ce plan, c'était de négocier puisqu'on ne pouvait plus se battre, c'était de faire la paix.

A cette lettre du 29 mars Dumouriez avait joint une proclamation aux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Il jurait à ces départements de défendre leurs limites, de protéger leurs forteresses, de combattre non seulement les ennemis extérieurs, mais l'anarchie, **monstre bien plus dangereux, qui prend les formes et le langage d'un patriotisme exagéré** ; il assurait que ses camarades, quoique diminués par la désertion, sauraient rassembler les braves autour d'eux, rallier les autres qui reviendraient de leurs erreurs, et rétablir le règne de la loi. Après avoir lu cette proclamation et la lettre du 29 mars, les commissaires poursuivirent leur route, mais ils retinrent le courrier Languet et l'emmenèrent avec eux pour le renvoyer à Paris avec la nouvelle de l'exécution du décret.

A midi, ils étaient à Roye où ils trouvaient Treillard. Plus loin, à Péronne, ils rencontrèrent un second courrier de Dumouriez qui remit à Beurnonville une lettre du 30 mars. Elle contenait les mêmes plaintes et les mêmes récriminations. L'ennemi, disait Dumouriez, s'avancait à travers un pays mangé ; il avait préparé ses magasins, il était sur la frontière, et que lui opposait-on ? Une armée **dénaturée** qui n'avait pas de quoi vivre pendant dix jours, qu'il faudrait éparpiller dans des places dépourvues de tout. Mais lui, Dumouriez, ne se décourageait pas. Bien mieux, les **atrocités** des jacobins contre lui le poussaient à bout ; il soutiendrait tous les articles de sa lettre du 12 mars ; les sophismes orgueilleux d'un Cambon, d'un Robespierre ne perdraient pas un homme qui avait sauvé et qui sauverait encore la patrie. Tout cela ne pouvait durer ; la Convention était livrée au despotisme des tribunes, et sa majorité contrainte au silence par la minorité ; il viendrait lui rendre l'éclat et la considération qu'elle n'avait plus. Plus de concession aux scélérats. Avec l'énergie d'un homme libre, il proclamait des vérités imposantes et nécessaires. Si la guerre continuait, elle deviendrait terrible ; les Anglais désoleraient la côte et renforceraient les rebelles ; les Autrichiens passeraient les frontières et en même temps **les lois de sang et les exagérations d'une licence barbare achèveraient de détruire tout lien social**. Les Français périraient-ils donc comme les juifs de Jérusalem ? Ne pouvait-on remédier à ces maux affreux par une fermeté sage et une prudence froide, au lieu de tout braver, sans rien calculer, avec une aveugle frénésie ? Ne pouvait-on, s'entendre avec les puissances qui nous combattaient et dont l'intérêt même était de nous ménager et de faire promptement la paix ?

Les commissaires hâtaient de plus en plus leur marche. Le 1er avril, à huit heures et demie du matin, ils arrivaient à Lille. Leur collègue Carnot, qu'ils comptaient y trouver, était, la veille, parti pour Arras ; ils ne l'attendirent pas ; ils lui donnèrent rendez-vous à Douai pour le lendemain. Après avoir été escortés jusqu'à Orchies par le colonel et le lieutenant-colonel du 13e régiment de chasseurs à cheval, deux hommes fameux, Saint-Georges et Alexandre Dumas, après avoir échangé quelques mots avec le jeune colonel Macdonald qui venait de prendre à Orchies le commandement du régiment de Picardie, ils entraient, vers six heures du soir, à Saint-Amand.

Dumouriez les reçut au Petit-Château, dans une salle du rez-de-chaussée. Il y avait là Valence, coiffé d'un bonnet noir qui cachait sa blessure, Jacques Thouvenot, Bannes, Nordmann, Lescuyer, Devaux, de Nyss, Romme, Rainville,

les deux demoiselles Fernig et la plupart des officiers de l'état-major. Dumouriez embrassa Beurnonville, il salua Camus, il félicita Bancal et Quinette de leur modération, il ne parla pas à Lamarque qui présidait alors le club des jacobins.

Beurnonville lui annonça que les commissaires venaient lui notifier un décret de la Convention. *Apparemment*, dit Dumouriez en regardant Camus, *c'est pour m'arrêter*. Camus ne répondit pas, et il allait lire le décret, lorsque Beurnonville proposa d'entrer dans le cabinet du général. *Mes actions*, répliqua Dumouriez, *n'ont jamais redouté le grand jour ; un décret rendu par sept cents personnes n'est pas un mystère, et mes officiers, mes camarades peuvent tout voir et tout entendre*. Cependant, sur les instances de Beurnonville, il consentit à passer dans son cabinet. Valence seul le suivit. La porte resta ouverte les officiers ne voulaient pas perdre de vue leur général. Camus présenta le décret. Dumouriez lut la pièce.

Ce décret, dit-il, me semble déplacé ; je ne puis quitter l'armée dans la situation où elle est ; il faut d'abord que je la remette en ordre.

— Général, répondit Camus, nous ne pouvons composer avec notre devoir.

— Songez à la responsabilité que vous assumez, si vous me suspendez ; acceptez plutôt ma démission.

— Nous n'avons pas pouvoir d'accepter votre démission. Et que ferez-vous, après l'avoir donnée ?

— Ce qui me conviendra ; mais je n'irai pas à Paris me faire condamner par le tribunal révolutionnaire. Vous ne reconnaissez pas le tribunal révolutionnaire ?

— Non. Jamais je ne me soumettrai à ce tribunal barbare et je ferai tout pour en délivrer mes compatriotes. Cette institution est l'opprobre d'une nation libre.

— Mais, objectèrent les collègues de Camus, pourquoi n'iriez-vous pas à Paris ? La ville est tranquille. Vous n'avez rien à craindre. Vous paraîtrez à la barre de la Convention et non devant le tribunal révolutionnaire. Vous ferez taire la calomnie.

— Je connais Paris aussi bien que vous. Marat et les tribunes dominent la Convention je ne serai pas à l'abri de leurs fureurs ; ma contenance seule suffirait à me condamner.

— Nous vous accompagnerons, dirent alors Quinette et Lamarque, nous vous couvrirons de notre corps, nous répondrons de votre sûreté.

— Allons donc ! Irai-je seulement jusqu'à Paris ? On m'égorgerait en chemin. Des assassins sont échelonnés sur la route ; l'on a mis à Roye, à Gournay, à Senlis des hussards et des dragons de la République pour se défaire de moi. Des courriers me l'ont dit.

— Général, interrompit Bancal, rappelez-vous l'obéissance et l'abnégation des généraux romains.

— Eh vous défigurez l'histoire. Est-ce que les Romains ont tué Tarquin ? Ils avaient une république bien réglée et d'excellentes lois. Nous, nous sommes dans un temps d'anarchie. Des tigres désirent ma tête ; je ne veux pas la leur donner, et je fais cet aveu sans crainte d'être soupçonné de faiblesse.

— Bref, dit Camus, vous ne voulez pas obéir au décret de la Convention ?

— Je vous ai exposé mes motifs, et je vous prie de ne pas en venir aux extrémités ; retournez à Lille et laissez-moi ici si je me sépare de mon armée, elle se débandera entièrement.

— Eh bien, s'écria Beurnonville, je vous remplacerai, je connais cette frontière ; tant que j'y ai commandé, elle n'a jamais été insultée !

— Alors, mon cher Beurnonville, vous êtes venu me souffler mon commandement ?

— Oh ! vous savez bien que je n'ai accepté le ministère que pour mettre les armées en état de faire campagne. Mon poste est, non pas ici, mais sur les bords de la Moselle ; c'est là que m'attend mon armée ; je n'ai d'autre désir que de la rejoindre.

— Un État, remarqua Bancal, ne peut subsister lorsqu'un général s'élève au-dessus des lois. Général, allez-vous imiter Lafayette dont vous avez si hautement réprouvé la conduite ? Vous êtes chéri des Français. Voulez-vous qu'ils vous méprisent et vous haïssent ?

— Le sort de la République ne dépend pas d'un homme, Cambon vous l'a répété. La République n'existe pas. C'est Marat, c'est le club des jacobins qui s'élève au-dessus des lois, et non Dumouriez. Je ne cherche pas à éluder un jugement. Que la nation ait un gouvernement solide et je demanderai moi-même un tribunal. Aujourd'hui, ce serait un acte de démence. Je désobéis, mais je ne désobéis qu'à la tyrannie.

Le temps s'écoulait. Huit heures allaient sonner et les commissaires voulaient renvoyer à Paris le courrier Languet qui annoncerait à la Convention l'exécution du décret. Sur un signe de Camus, ils passèrent dans une chambre voisine afin de délibérer.

Beurnonville restait avec Dumouriez pour répondre de sa personne. Demeurez avec moi, dit Dumouriez au ministre. Rappelez-vous tout ce que vous avez souffert des anarchistes. N'êtes-vous pas la victime désignée de Marat ?

— Ma situation est horrible, répliqua Beurnonville, vous allez prendre un parti désespéré ; je vous le demande en grâce, faites-moi subir le même sort qu'aux députés.

— N'en doutez pas, et je crois, par là, vous rendre service.

Les deux hommes, ainsi que Valence, rentrèrent dans la salle commune au milieu des officiers de l'état-major qui juraient de retenir leur général, fût-ce par la violence, s'il se laissait mener à Paris.

Docteur, dit Dumouriez au premier médecin Menuret, quel topique me conseillez-vous de mettre sur cette plaie ?

— Le même que l'an dernier, au camp de Maulde, un peu de désobéissance.

Au bout d'une heure, les députés reparurent ; Camus s'avança vers Dumouriez qui s'adossait à la cheminée.

Citoyen général, vous connaissez le décret qui vous mande à la barre de la Convention, voulez-vous l'exécuter ?

— Non.

— Vous désobéissez à la loi.

- Je suis nécessaire à mon armée.
- Vous vous rendez coupable.
- Et puis ?
- Aux termes du décret, nous mettons les scellés sur vos papiers.
- Je ne le souffrirai pas.

Un murmure d'indignation courait parmi les officiers.

Dites-moi, reprend Camus, les noms de ces gens-là. Ils se nommeront eux-mêmes.

Les officiers se nomment.

Je m'appelle Devaux.

- Je m'appelle de Nyss.

Dumouriez présente les demoiselles Fernig : Voici les demoiselles Fernig. Pouvez-vous douter de leur civisme ?

- C'est affreux ! s'écrie une des jeunes filles.
- Assez, dit Camus, ce serait trop long ; que tous me donnent leur portefeuille. Vous, général, au nom de la nation et de la loi, nous vous suspendons de vos fonctions !

Cette fois, les officiers ne murmurent plus ; ils parlent, ils protestent hautement :

Vous suspendez notre général, notre père, celui qui nous menait à la victoire !

Quelques-uns s'emportent en menaces : Il faut les pendre !

Dumouriez apaise d'un geste les officiers : C'est trop fort, et cette scène doit finir. Lieutenant, appelez les hussards !

Un lieutenant ouvre la porte qui donne sur la cour ; des hussards entrent, entourent les commissaires :

Arrêtez ces hommes, leur dit Dumouriez en allemand, mais sans leur faire de mal.

Il touche le bras de Beurnonville : Mon cher Beurnonville, vous êtes arrêté aussi, mais vous garderez vos armes. Messieurs, vous me servirez d'otages.

Beurnonville se débat ; il crie qu'il est le ministre de la guerre ; il donne des ordres ; les hussards ne l'écoutent pas.

Général, dit Camus à Dumouriez, vous perdez la République !

- C'est plutôt vous, vieillard insensé !

Le ministre, les commissaires, leurs secrétaires furent conduits à Tournai et livrés à Clerfayt. Le 30 mars, Dumouriez avait dit au colonel Mack : Il y a à Lille des commissaires de la Convention qui projettent de m'arrêter et de m'envoyer à Paris ; mais c'est moi qui les arrêterai, et je vous les enverrai. Il avait tenu parole ; dans un billet à Clerfayt, il priait le général autrichien de garder ces députés d'une assemblée tyrannique, pendant qu'il allait, durant la trêve promise, empêcher les crimes de Paris.

CHAPITRE XVII

LA DÉFECTION

PROCLAMATION — LES CAMPS DE BRUILLE ET DE MAULDE —
DÉCRETS DE LA CONVENTION — LES SENTIMENTS DE L'ARMÉE —
DAVOUT — FUITE DE DUMOURIEZ — PROCLAMATION DE
COBOURG — DÉBANDADE DE L'ARMÉE

DUMOURIEZ ne perdit pas de temps. Dès le 2 avril, au matin, l'armée apprit l'arrestation des commissaires. Elle devait ainsi s'exprimer Dumouriez dans une courte proclamation émettre son vœu contre les agitateurs et les assassins, rendre à la patrie le repos qu'elle avait perdu par les crimes de ses représentants, lui rendre la constitution qui seule donnait aux Français la liberté et qui seule **pouvait les garantir de la licence et de l'anarchie**.

Cette proclamation fut suivie, quelques heures plus tard, d'un **supplément** ou **note** deux fois, ajoutait Dumouriez, deux fois il avait sauvé la France à la tête de l'armée qu'il ramenait sur la frontière par une retraite savante ; il voulait mériter mieux encore de la patrie, et ses braves compagnons feraient connaître franchement leur opinion au pays.

Il écrivit en même temps aux administrateurs du Nord la nation subissait sous le nom sacré de liberté un insupportable esclavage ; il allait donc marcher sur Paris et proclamer la constitution de 1791 ; né dans le département du Nord qu'il avait délivré des ennemis, il serait le libérateur de la France entière.

A cette France entière il adressa un long et chaleureux appel. Il avait, disait-il, sauvé la nation ; mais dès le mois d'octobre Marat, **le plus scélérat des hommes et l'opprobre des Français**, l'avait calomnié dès la fin de novembre, on avait résolu sa ruine, on l'avait accusé de vouloir être duc de Brabant, stathouder, dictateur, et Pache avait laissé ses troupes manquer de tout. Il était allé à Paris pour remédier au mal il n'avait reçu que menaces et insultes. Battu à Neerwinden, il avait opéré une honorable retraite, et ce qui demeurait de l'armée ne respirait que pour une liberté sage et pour le règne des lois. Mais les Marat, les Robespierre, la secte des jacobins conspiraient sa perte et celle des généraux qu'ils emprisonnaient à Paris pour les égorger, ou, selon le mot qu'ils avaient forgé, pour les septembriser. Des commissaires étaient venus le sommer de paraître à la barre de la Convention il les avait arrêtés pour avoir des otages contre les crimes de Paris, et il marchait sur Paris. Que les Français jugent sagement la situation. N'avaient-ils pas décidé que la France était et resterait une monarchie ? N'avaient-ils pas juré en 1789, en 1790 et en 1791 une constitution qui donnait des lois ? N'avaient-ils pas aboli le despotisme d'un seul ? Et ils voudraient du despotisme plus odieux de sept cents hommes dénués de mœurs et de principes, qui n'avaient obtenu la députation que par des crimes ou

des cabales ! Ils voudraient d'une assemblée de représentants enflammée par des tribunes qui, elles-mêmes, étaient soufflées par les jacobins ; d'une assemblée dont quatre cents à cinq cents membres **gémissaient et décrétaient sous le glaive des satellites de Marat et de Robespierre** ! Qu'avait-on vu depuis que la France était sans roi ? Les massacres de septembre, les dénonciations, les proscriptions, des bandes de prétendus fédérés courant les départements et les dévastant ; Louis XVI immolé sans procédure juridique, sans tribunal ; le décret du 10 novembre provoquant les nations et assurant l'appui de la France à celles qui se désorganiseraient ; le décret du 15 décembre aliénant les cœurs du peuple belge qui se serait, sans Dumouriez, révolté contre les vexations et les forfaits des jacobins la vie des citoyens à la merci des juges iniques du tribunal révolutionnaire ; une foule de décrets inspirés par l'orgueil, par l'avidité, par le désir de conserver le pouvoir ; les places les plus importantes accordées à des hommes incapables et indignes ; les membres de la Convention se méprisant, se détestant, se calomniant, se déchirant les uns les autres ; des Comités qui dévoraient tout ; une trésorerie nationale qui ne rendait aucun compte ; la guerre absurdement conduite ; les troupes de ligne et les volontaires de 1791 qui devaient être renforcés, incomplets, presque nus ; la cavalerie et l'artillerie dépourvues du nécessaire ; de nouveaux corps composés de satellites du 2 septembre et de coupeurs de têtes ; une assemblée ignorante qui ordonnait aux généraux d'aller prendre Rome et conquérir l'Espagne ; des commissaires spoliateurs et pareils à ces affreux proconsuls contre lesquels s'indigne Cicéron ; l'escadre de la Méditerranée se brisant sur les roches de la Sardaigne et la flotte de Brest se faisant battre par les tempêtes ; les Anglais interceptant les grains ; les départements prenant les armes pour résister à l'oppression. Les Français n'avaient donc qu'un point de ralliement, la constitution de 1791 qui leur rendrait la liberté et la gloire, et cette constitution, l'armée de Dumouriez la rétablirait pendant la trêve, car les ennemis consentaient à suspendre leur marche pendant que Dumouriez mettrait fin aux discussions intérieures. La constitution et la paix ! Voilà le noble ouvrage qu'accompliraient les troupes de ligne et les braves volontaires de 1791 qui abhorraient l'anarchie !

Aux proclamations se joignirent des actes. Dumouriez essaya de s'assurer des forteresses, de Condé, de Valenciennes, de Lille.

Il avait mis à Condé le général Neuilly, l'un de ses lieutenants les plus dévoués ; il chargea le grand prévôt de l'armée, Lescuyer, de prendre Valenciennes, le général Miaczynski, de prendre Lille.

Lescuyer fut lent et maladroit. Dumouriez lui avait ordonné d'arrêter le commissaire de la Convention Bellegarde et de l'amener aussitôt au quartier général. Lescuyer arrive à Valenciennes le 2 avril, à 2 heures du matin, avec quatre hussards de Berchiny. Au lieu de courir chez Bellegarde, il va trouver Ferrand qui commande la place et lui annonce qu'il est chargé d'arrêter un commissaire. **Pourquoi pas les autres ? — Comment les autres ? — Oui, Cochon et Lequinio qui viennent d'arriver.** Là-dessus, Lescuyer écrit à Dumouriez qu'il arrêtera trois commissaires, qu'il n'ose toutefois les arrêter dans Valenciennes même, qu'il les laissera sortir de la ville, qu'alors il se jettera sur eux avec ses quatre hussards et des gendarmes nationaux fournis par Ferrand. Mais Ferrand, qui craint de se compromettre et désire se ménager une issue, fait dire secrètement aux commissaires qu'ils auraient tort de s'éloigner. A 8 heures du matin, Lescuyer communique à Ferrand la réponse du général en chef Neuilly se

rend à Valenciennes avec des forces supérieures ; dès qu'il y sera, Lescuyer ne devra plus hésiter. Or, Lescuyer hésite. Les volontaires de la Charente veillent aux abords de l'auberge des commissaires, et des groupes animés commentent dans les rues l'arrestation de Beurnonville et des quatre députés. Lescuyer redoute, dit-il, de soulever le peuple, de provoquer une scène terrible, et il demande à Dumouriez de nouveaux ordres. La journée se passe. Ferrand se range du côté des commissaires il leur révèle la mission de Lescuyer, leur avoue que l'imprimeur Prignet a mis sous presse la proclamation de Dumouriez ; et les commissaires, Cochon, Bellegarde, Lequinio, prennent incontinent d'énergiques mesures. Ils vont, accompagnés de Ferrand, chez Prignet, et saisissent la proclamation. Ils vont aux casernes ; ils haranguent les soldats, ils prononcent la suspension de Dumouriez : **Soldats, Dumouriez a fait arrêter le ministre de la guerre, son supérieur, et quatre représentants de la nation ; il ne peut plus commander ; comme Lafayette et Cromwell, il veut s'établir un trône ; abhorrez tous les tyrans, soyez attachés à la République, reconnaissez vos représentants, vos frères et vos amis !** A ce moment survient Neuilly, à la tête de deux régiments de cavalerie et de trois bataillons d'infanterie. Sans s'effrayer, les députés ordonnent que les portes soient fermées, que les troupes bivouaqueront au dehors, et en leur nom, le général Champollon proclame à minuit, à la barrière de la ville, la destitution du traître Dumouriez. Neuilly s'échappe, et Lescuyer, comptant sur le silence de Ferrand, payant d'audace, prête serment aux commissaires.

Pendant que Lescuyer et Neuilly échouaient à Valenciennes, Miaczynski échouait à Lille. Il avait 4000 hommes sous ses ordres et il devait, de concert avec Duval, proclamer la constitution de 1791, livrer aux Autrichiens les commissaires de la Convention qui seraient dans la ville, marcher sur Douai et emprisonner Moreton qu'il remplacerait par d'Hangest, puis pousser sur Cambrai, ôter le commandement au lieutenant-colonel Bouchotte, annoncer aux habitants que leur compatriote Dumouriez voulait **les tirer de l'infâme tyrannie des Robespierre et des Marat** ; enfin, dépêcher à Péronne une avant-garde de 400 cavaliers. Mais Miaczynski allait être arrêté dès les premiers pas il trouverait à Lille, outre Duval qui refusait de trahir ses serments, deux jacobins ardents et déterminés, le commandant temporaire La Valette et le procureur-syndic Sta. Il eut d'ailleurs l'imprudence de révéler sa mission aux officiers de chasseurs, Saint-Georges et Alexandre Dumas, qu'il vit, le matin du 2 avril, à Orchies, et qui, la veille, avaient escorté Beurnonville et les quatre commissaires. Saint-Georges et Dumas, piquant des deux, devancèrent Miaczynski à Lille. Lorsqu'il se présenta, les portes étaient closes ; il ne put entrer qu'avec une centaine de cavaliers ; les administrateurs du district le firent arrêter, et il ne fut remis en liberté que lorsqu'il eut juré de servir la République et enjoint à ses troupes de se rendre, à portée du canon de la place, au camp de la Madeleine où le colonel Macdonald les commanderait. Dumouriez, qui perdait tout espoir de s'emparer de Lille, tenta du moins de rappeler à lui les 4.000 hommes de Miaczynski. Il chargea de cette entreprise Philippe Devaux qu'il nomma maréchal de camp. Mais Macdonald, de sa propre main, arrêta Devaux. **Mon ami**, dit-il à Devaux, **je ne sais ce qu'on te veut, mais j'ai ordre de t'arrêter**. Comme Miaczynski et Lescuyer, Devaux mourra sur l'échafaud.

Par suite, avortait un raid qu'on n'a su que de nos jours. Dumouriez avait ordonné à Frégevillle de se rendre à Cambrai avec le 1er régiment de hussards, de gagner en secret et aussi rapidement que possible Pont-SainteMaxence et la

forêt de Bondy, d'enlever du Temple la reine et la famille royale or, comme disait Dumouriez, pour exécuter ce projet, il fallait avoir Valenciennes ou Lille.

Restaient les deux armées, l'armée du Nord qui tenait le camp de Bruille et l'armée des Ardennes qui tenait le camp de Maulde. Dumouriez les entraînerait-il ? Rosières commandait le camp de Bruille. Le 2 avril, il rassembla ses principaux officiers, les quatre généraux de brigade Stettenhoffen, Kermorvan, Chancel, d'Avaine et les trois adjudants généraux, Pinon, Pille, Chérin. Il leur demanda ce qu'il fallait faire. Stettenhoffen dit que Dumouriez était un gueux, et le lendemain, il écrivait que sa santé délabrée ne lui permettait plus de servir. Les autres, Kermorvan, Chancel, d'Avaine, hésitaient. Mais les trois adjudants généraux se prononcèrent sans ménagement contre Dumouriez. Le plus ardent était Chérin ; il rappela que l'arrestateur des commissaires avait l'année précédente accueilli la nouvelle du 10 août avec allégresse et montré la plus grande haine pour la royauté, et il proposa de se saisir du rebelle. Rosières n'était pas homme à prendre un si vigoureux parti ; il fit lire dans le camp la proclamation du général en chef. Averti de l'opposition des adjudants généraux, Dumouriez ordonna de les arrêter. Dès le 2 avril, Pille était chargé de fers et livré à Clerfayt qui l'envoyait à Maëstricht. Le lendemain soir, ce fut le tour de Chérin ; mais il put échapper. Quant à Pinon, il avait, avec l'ordonnateur Vaillant, rejoint les commissaires à Valenciennes.

L'accueil de l'armée du Nord dédommagea Dumouriez. Le 2 avril, à trois heures de l'après-midi, il se rendait au camp de Bruille. Les soldats l'acclamèrent. Le 5e bataillon de Saône-et-Loire déclara, dans une adresse signée de son premier lieutenant-colonel Chapuis, de l'adjudant-major et de vingt-six officiers, sous-officiers et soldats, que Dumouriez sauverait encore la patrie, que l'obéissance de ses troupes lui garantissait la victoire, que ses ennemis étaient les ennemis de l'armée qui les détestait sans les craindre. La 5e compagnie des chasseurs de la Meuse assura qu'elle regardait Dumouriez comme son chef légitime, qu'elle lui obéirait passivement, qu'elle ne voulait d'autre constitution que celle de 1791. Au soir, à Saint-Amand, chez Mme de Genlis, dans un grand souper, Dumouriez et ses officiers burent au succès du pronunciamiento. Les mandats d'arrêt lancés contre eux par le Comité de sûreté générale et envoyés à Beurnonville avaient été interceptés. Durant le repas, ces lettres de cachet passèrent de main en main, et les convives s'indignaient. Valence qui, jusqu'alors, gardait une espèce de neutralité, éclata. Voilà pourquoi on avait pris la Bastille ! Un Comité, à qui nulle loi, nul décret ne donnait ce droit, faisait jeter à l'Abbaye des hommes qui versaient leur sang pour la patrie Et l'armée, fatiguée des vexations qu'elle éprouvait, ne marcherait pas, à la voix de Dumouriez, contre une assemblée qui perdait le temps en querelles honteuses !

Le lendemain, 3 avril, Dumouriez, plein de foi dans son étoile, se rendit au camp de Maulde, à l'armée des Ardennes. Le Veneur y commandait, sous les ordres de Valence, et il était fort perplexe. Il aimait Dumouriez ; il lui avait, disait-il, des obligations. Mais pouvait-il agir contre sa conscience, participer à un fatal complot à un grand attentat, et s'il résistait à Dumouriez, ne serait-il pas arrêté sur-le-champ et envoyé comme otage à l'ennemi ? Il jugeait sa position affreuse. Depuis vingt-quatre heures il avait éludé sous divers prétextes les ordres qu'il recevait du quartier général. Il finit par se mettre au lit en disant qu'il était malade et il chargea son aide de camp Hoche de porter à la Convention une lettre qui retraçait ses embarras et ses troubles. La situation, écrivait-il, est

terrible pour le citoyen fidèle dont toutes les démarches sont observées et qui court les plus grands risques s'il donne à connaître sa façon de penser.

Dumouriez ne trouva donc pas Le Veneur à la tête des troupes. Mais il leur avait adressé une proclamation il leur donnait ce mot d'ordre *Enfants, suivez-moi* et ce mot de ralliement *Je réponds de tout* ; il leur dénonçait les commissaires de la Convention, ces intrigants qui voyageaient aux frais du trésor public pour désorganiser l'armée par de calomnieux rapports et envoyer les généraux à la guillotine ; il les exhortait à le seconder : *La postérité dira de nous sans la brave armée de Dumouriez, la France serait un désert aride ; elle l'a sauvée, régénérée ; soyons les dignes fils de si glorieux pères !* Il passa quatre heures au camp de Maulde. Le duc de Chartres et Valence l'accompagnaient. Valence caressait les officiers, serrait la main aux soldats, causait familièrement avec tous, leur montrait le duc de Chartres en disant qu'un décret d'arrestation était lancé contre ce jeune et vaillant Égalité ; qu'on voulait faire de la France une Bastille, mener tous les généraux à la boucherie. Dumouriez harangua les bataillons l'un après l'autre, les excitant contre la Convention, les engageant à détruire l'anarchie et à rendre au pays le repos et la paix. Le 5^e bataillon de Paris semblait douteux ; Dumouriez dit au lieutenant-colonel Chopplet qu'on ne ferait pas de mal aux commissaires et que Beurnonville n'était pas fâché de son arrestation. Lorsqu'il sortit du camp, il se croyait sûr de son armée, s'étonnait même d'y trouver tant de bonne volonté.

Pendant ce temps la Convention lançait décrets sur décrets. Elle avait appris, le 3 avril, la rébellion de Dumouriez. Sur la proposition de Thuriot, elle déclara que Dumouriez était traître à la patrie puisqu'il avait juré la perte de la liberté et le rétablissement du despotisme. Elle défendit d'obéir au *traître* ; elle ordonna que les Français qui le reconnaîtraient comme général, seraient punis de mort et leurs biens confisqués au profit de la République. Dumouriez fut mis hors la loi. Tout citoyen était autorisé à lui courir sus ; celui qui le saisirait et l'amènerait à Paris, mort ou vif, recevrait une récompense de trois cent mille livres. Les pères et les mères, les femmes et les enfants des officiers de l'armée commandée par Dumouriez seraient gardés à vue comme otages par chaque municipalité. La femme de Dumouriez alors à Saint-Quentin la femme et les enfants de Valence, la citoyenne Montesson, femme du feu duc d'Orléans, la femme de Philippe-Égalité furent arrêtés ; Philippe-Égalité et Sillery, gardés à vue ; Miaczynski, traduit à Paris et enfermé dans la prison de l'Abbaye. Les commissaires avaient été, ainsi que le ministre de la guerre, mis sous la sauvegarde de l'armée dont la Convention invoquait les sentiments d'honneur et de loyauté. L'assemblée déclara, en outre, qu'ils n'étaient pas prisonniers de guerre et, par représailles, elle fit transférer à Paris des officiers autrichiens de grande famille, parmi eux, un comte d'Auersperg et des comtes de Linange.

Une proclamation rédigée par La Source appela les soldats de l'armée de la Belgique à se rallier autour de l'oriflamme de la liberté. Menaceraient-ils la patrie ? Deviendraient-ils les satellites d'un scélérat ambitieux, d'un chef perfide qui voulait les tromper, les avilir, les perdre, d'un traître qui violait la souveraineté du peuple en saisissant les députés que la Convention leur envoyait ? Non. Ils étaient l'avant-garde de la nation ; la nation entière était derrière eux, prête à protéger de sa puissance ceux qui sauraient la servir et à écraser de sa foudre ceux qui oseraient être rebelles. Ils mériteraient la couronne civique ; ils livreraient Dumouriez qui projetait de leur donner un roi, ce Dumouriez dont le

nom était voué à l'infamie et la tête à l'échafaud ; ils défendraient ce Paris que Dumouriez calomniait et qui respectait les lois ; ils défendraient cette Convention que Dumouriez leur représentait comme divisée en deux factions et où il n'y avait d'autres débats que ceux d'un patriotisme ombrageux ; ils ne seraient pas les aveugles instruments des conspirateurs et des tyrans.

Huit commissaires furent dépêchés aux armées du Nord et des Ardennes ils mettraient les places fortes de la frontière en bon état ; ils prendraient toutes les mesures de sûreté générale ; mais d'abord ils établiraient les plus promptes communications entre les diverses parties des deux armées et y maintiendraient les principes de la République. Deux d'entre eux se rendraient à Valenciennes pour se porter de là sur les points où ils jugeraient leur présence nécessaire ; trois autres, à Lille et à Douai pour se joindre à Carnot ; deux autres, à Péronne pour y former tant avec les recrues qu'avec les soldats échappés du camp de Dumouriez un noyau d'armée. On s'était plaint que les commissaires n'eussent pas une marque distinctive on méconnaissait leur caractère ; on ne voyait en eux que des secrétaires et des commis. Il fut résolu qu'ils n'auraient plus le nom de commissaire trop commun et qui n'imposait pas assez ; ils s'appelleraient désormais représentants du peuple, et ils porteraient un costume chapeau rond surmonté de trois plumes aux trois couleurs, sabre pendu à un baudrier de cuir noir, écharpe en ceinture avec une frange jaune.

Le lieutenant-colonel Bouchotte, commandant temporaire de Cambrai, remplaça Beurnonville. Les commissaires avaient loué son civisme. Il fut élu, le 4 avril, ministre de la guerre à l'unanimité des suffrages.

En attendant que Bouchotte vînt, le ministre des affaires étrangères Le Brun avait pris le portefeuille et, pour faire oublier ses liaisons avec Dumouriez, déployait un grand zèle. Il décerna un mandat d'arrêt contre Valence. Les Girondins l'imitèrent. Le général les désignait lorsqu'il parlait de la [saine partie](#) de la Convention et ils craignaient de passer pour ses complices. Brissot s'écria qu'il avait l'horreur des rois enracinée dans l'âme, qu'il propageait depuis longtemps les principes du républicanisme, qu'il périrait plutôt que de transiger avec Dumouriez. Le rédacteur du *Patriote français*, Girey-Dupré, demanda la mort de l'homme qui voulait jouer les Alcibiade ou les Monk lorsque César marchait contre Rome, disait le journaliste, tandis que les tribuns déclamaient et qu'en vain Pompée frappait du pied la terre pour en faire sortir des légions, Caton formait Brutus au tyrannicide

Point n'était besoin des discours et des décrets de la Convention. Ses commissaires dans le département du Nord agissaient sans attendre ses volontés, de leur chef, avec une décision rapide et une remarquable énergie. Deux étaient à Douai Carnot et Lesage-Senault. Ils investirent des plus amples pouvoirs les conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais et les requièrent de rallier les citoyens à la Convention, [le seul centre d'autorité qui pût exister](#) d'imposer à tous la cocarde nationale ; de prohiber le chapeau relevé d'un seul côté et garni de taffetas noir, dit *chapeau à la Dumouriez* ; d'arrêter les suspects ; de prendre mort ou vif ce Dumouriez qui poussait la félonie plus loin que Lafayette. Ils firent une proclamation aux généraux et aux soldats les généraux devaient se retirer avec l'artillerie et les bagages sous le canon des places, et les soldats, livrer Dumouriez, [le monstre le plus odieux qui eût jamais désolé la terre](#).

Les commissaires de Valenciennes, Bellegarde, Cochon, Lequinio, furent les plus agissants. Ils sommaient Valence de se saisir de Dumouriez et le duc de Chartres de mériter son nom d'Égalité. Ils péroraient dans les casernes et les rues ; ils haranguaient les détachements qui venaient les rejoindre ; ils entraînaient par leur fermeté les commandants des forteresses, Tourville, Ferrand, Dampierre, Neuilly, Langlois.

De Maubeuge, Tourville leur écrivait qu'il cessait de correspondre avec Dumouriez.

A Valenciennes, Ferrand ordonnait à la garnison de n'obéir qu'à la Convention qui seule représentait le peuple français.

Au Quesnoy, Dampierre se prononçait hautement il refusait, disait-il, de s'attacher au char d'un homme ; il ne considérait que l'intérêt de la patrie ; il jurait au Conseil exécutif de maintenir la République.

A Condé, le commandant temporaire Langlois mandait aux députés qu'il regardait Dumouriez comme déchu, et Neuilly, dont ils exigeaient la soumission, lisait leur proclamation à ses troupes.

A vrai dire, Dampierre ne se déclara que le 4 avril, et Neuilly, ainsi que Langlois, cachaient avec soin les intelligences qu'ils avaient avec les commissaires. Dumouriez croyait donc réussir. Il affirmait à Cobourg que son armée se prêtait entièrement à ses vues, et il la mettait en ordre sous de nouveaux chefs Vouillers commandait l'armée des Ardennes et La Marlière, l'avant-garde ; Des Bruslys dirigeait l'état-major.

Dumouriez ne pouvait néanmoins compter que sur la ligne. Il l'avait toujours préférée aux volontaires ; à la fin de mars il ne manquait pas de dire qu'elle offrait plus de ressources que les bataillons nationaux, qu'elle, au moins, faisait face à l'ennemi, qu'elle seule était capable de résister. L'infanterie et la cavalerie ne l'abandonnèrent qu'à la dernière extrémité ; elles promettaient de le suivre à Paris, de le défendre contre les anarchistes qui causaient leurs revers. Même après la fuite du général, elles semblent engouées de lui et les représentants témoignent que la cavalerie écoutait froidement, sans y mêler sa voix, les cris de *Vive la République !* Mais les canoniers, ainsi que les volontaires, devaient se tourner contre Dumouriez. L'artillerie était résolument républicaine ; elle avait dans ses rangs plus de clubistes et de discoureurs que les autres corps ; elle se piquait d'être célèbre dans le monde et elle voulait être célèbre par le civisme autant que par les talents ; Dumouriez l'a nommée très justement la garde prétorienne de la Révolution.

Ce furent les bataillons nationaux qui, en 1793 comme en 1792, aux camps de Maulde et de Bruille comme au camp de Sedan, décidèrent l'affaire. N'étaient-ils pas, selon l'expression des commissaires, les enfants chéris de la liberté ? Davout, lieutenant-colonel du 3e bataillon de l'Yonne, assurait que l'âme de Le Peletier Saint-Fargeau avait passé dans la sienne et que la République *surviverait à toutes les trahisons*. Le fils du conventionnel Le Cointre, capitaine de canoniers au 1er bataillon de Seine-et-Oise, animait ses compagnons contre Dumouriez. Dans la soirée du 3 avril, sept volontaires du 2e bataillon de Saône-et-Loire, le lieutenant David, le sergent-major Leblond, le fourrier Montigny, les sergents Bonnefont, Dubois, Luquet et Prost, se présentèrent au Petit-Château ; ils avaient écrit à la craie sur leurs chapeaux les mots *La République ou la mort*. David lut une adresse qui sommait Dumouriez de faire connaître ses intentions ;

ils furent arrêtés et envoyés avec le capitaine Le Cointre aux avant-postes autrichiens ; deux d'entre eux, Bonnefont et Prost, réussirent à se sauver.

Déjà des pelotons se détachaient doucement de l'armée et se glissaient vers Valenciennes. *Des jeunes gens, a dit Lequinio, venaient, fondant en larmes, se jeter dans nos bras et nous rendre l'anxiété de leurs bataillons.* Madame de Genlis jugeait les dispositions du soldat équivoques, et le duc de Chartres prévoyait une révolte. Dumouriez eut même l'idée de désarmer les volontaires ; mais l'animosité était déjà grande entre les habits bleus et les habits blancs ; ce désarmement aurait fait couler le sang et n'était-ce pas allumer dans son propre camp la guerre civile, cette guerre qu'il déplorait, qu'il voulait étouffer à Paris et en France ?

Dans les troupes de ligne, la défection commençait. De Lille, de Douai, de Valenciennes, des émissaires venaient les travailler sous leurs tentes. Le Comité de sûreté et de défense générale de Lille dépêchait au camp de Maulde un sous-lieutenant du 19^e bataillon des fédérés, Perrin, qui répandait un appel du Comité lillois *Après avoir brisé les chaînes des rois et de tous les aristocrates, porterez-vous les fers de Dumouriez ? Soldats, marcherez-vous sous le drapeau d'un perfide qui veut vous mener à l'infamie en égorgeant vos frères ? Non, vous êtes Français, républicains. Ce tyran sera la victime que vous conduirez sous la hache de la loi, au pied de l'autel sacré de la patrie, et son sang y sera le sceau de notre liberté !*

Roisin, alors en mission dans le Nord, envoyait de Douai le décret de la Convention qui mettait à prix la tête de Dumouriez.

Les commissaires de Valenciennes jetaient à pleines poignées les assignats et les proclamations proclamation du 2 avril qui suspendait Dumouriez et défendait de lui obéir ; proclamation du 3 avril qui rappelait à l'armée que la Convention représentait la France et que les Français devaient se dépouiller de toute idolâtrie proclamation du 4 avril qui engageait tout militaire, de quelque grade que ce fût, à se saisir de la personne du général et à mériter par cet acte de patriotisme un nom glorieux dans l'histoire de la Révolution ; note de l'ordonnateur Vaillant exhortant les soldats à se rendre sous les étendards de la République à Valenciennes où ils auraient le nécessaire, le vivre et la paye.

Ces appels furent entendus. Les commissaires parlaient de la patrie, de la République, de la Convention. Or, patrie, République et Convention n'étaient pas encore des mots qui sonnaient creux ; c'étaient des mots sacrés, qui faisaient une impression profonde sur les cœurs. La Convention incarnait la nation, et l'on a écrit plaisamment, mais avec justesse, que les soldats auraient dit à Dumouriez : *Père général, obtenez-nous un décret de la Convention pour marcher sur Paris, et vous verrez comme nous mettrons en capilotade ces bougres de l'assemblée.* La République excitait leur enthousiasme. Ne leur donnait-elle pas l'avancement que leur refusait la monarchie ? Aussi le nom de républicain était-il pour eux un titre d'honneur ; en face des Autrichiens et des Prussiens qu'ils appelaient les satellites des despotes, ils se regardaient comme les champions, comme les chevaliers des droits de l'homme ; dans leur attachement au nouveau régime, dans leur ferveur républicaine, ils tenaient les jacobins et les montagnards pour les plus sincères et les plus fermes amis de la liberté et de l'égalité. Enfin, au-dessus de la République et de la Convention l'armée plaçait la patrie. Elle crut un instant que l'assemblée mandait Dumouriez à sa barre parce qu'il avait perdu la bataille de Neerwinden et abandonné la Belgique. Mais elle sut bientôt que Dumouriez livrait aux Impériaux le ministre de

la guerre, les commissaires de la Convention, Pille, Le Cointre, les volontaires de Saône-et-Loire. Elle le vit recevoir à tout moment des parlementaires autrichiens. Elle apprit qu'il avait conclu une suspension d'armes. Elle lut dans les proclamations des représentants de Valenciennes, du commissaire Vaillant, du Comité lillois qu'il s'unissait à l'Autriche, qu'il s'arrangeait avec les tyrans, qu'il projetait de joindre son armée à celle des Impériaux. Dumouriez était donc un traître !

Le **traître** avait demandé un dernier entretien au colonel Mack ; l'entrevue fut fixée à Boussu, à mi-chemin de Mons et de Condé, dans l'après-midi du 4 avril. Avant d'aller au rendez-vous, le général voulut s'assurer définitivement de Condé. S'il comptait sur la cavalerie qui stationnait dans la place, il se défiait de l'infanterie, notamment du 1er bataillon de Seine-et-Oise qui passait pour très républicain et du 6e régiment, le seul des régiments de ligne qui fût hautement jacobin. Il avait donc résolu de venir en personne **purger**, cette garnison, et il informa l'armée qu'il partait pour Condé, qu'il reviendrait dans la soirée ; il pensait, ajoutait-il, que les soldats prendraient avec énergie le seul moyen qui leur restait pour conquérir la paix intérieure et extérieure.

Il n'avait que peu de monde avec lui le duc de Chartres, Pierre Thouvenot, Montjoye, les demoiselles Fernig, son neveu Schomberg, son secrétaire Quantin, huit hussards de Berchiny et des domestiques dont le fidèle Baptiste. S'emparer de Condé dans la matinée, se concerter avec Mack dans l'après-midi, se rendre à Saint-Amand dans la soirée pour donner aux troupes l'ordre décisif d'occuper la position d'Orchies qui les éloignait du dangereux voisinage de Valenciennes et qui menaçait à la fois Lille, Douai et Bouchain tel était le programme de cette journée du 4 avril.

A une lieue de Condé, à Odomez, un aide de camp de Neuilly lui annonce que Condé est en grande fermentation et l'engage à ne pas aller plus loin. Dumouriez renvoie l'aide de camp et prie Neuilly de venir à sa rencontre avec le 18e régiment de cavalerie. Un bataillon de volontaires, le 3e de l'Yonne, s'avance sur la route avec bagages et canons. Ils reconnaissent Dumouriez et, contre la coutume, passent sans un cri, sans un vivat. Dumouriez s'étonne de leur silence et de leur mouvement qu'il n'a pas commandé. **Où allez-vous ? — A Valenciennes. — Vous tournez le dos à Valenciennes et vous allez à Condé.** Les soldats l'entourent, le menacent. Dumouriez, inquiet, se dirige vers une maison d'Odomez pour écrire l'ordre au bataillon de rentrer au camp de Bruille. A peine s'est-il éloigné que les volontaires lui crient : **Arrête, arrête, à bas les traîtres !**, lui tirent des coups de fusil et le poursuivent à toutes jambes. Davout les conduit ; il sait que Dumouriez a livré Pille, son camarade et ami, aux Autrichiens ; de son propre chef, il a quitté Bruille pour se réfugier à Valenciennes, auprès des commissaires de la Convention. Mais le hasard amène sur son chemin le **traître**, le **scélérat**, le **monstre** car il le nomme ainsi il veut **sauver la République**, terminer la **crise** il se met aux trousses de Dumouriez. Le général s'est jeté dans la campagne, il rencontre le ruisseau de la Seuw que sa monture refuse de passer, il descend, traverse le ruisseau, enfourche un autre cheval que lui donne un domestique du duc de Chartres, arrive à l'Escaut, au bac de la Boucaulde, près du village de Wiers, et trouve une barque qui le porte, lui sixième, à l'autre bord. Le reste de la troupe, dont le colonel Thouvenot qui prend Baptiste en croupe, gagne le camp de Maulde au grand galop parmi les coups de fusil. Les volontaires de l'Yonne ont tué deux hussards, deux domestiques, blessé des

chevaux et capturé Quantin. Ils auraient tué Dumouriez si l'un d'eux n'avait crié : **En retraite** ! ; ils reviennent sur leurs pas et laissent échapper le général.

A travers les marais, Dumouriez avait atteint le château de Bury où l'attendait Mack. Il ne perdait pas courage. Baptiste et deux officiers l'avaient rejoint ; ils assuraient que les troupes de ligne étaient exaspérées contre les volontaires. Il déclara qu'il irait le lendemain au camp de Maulde pour exécuter son plan, et il pria Mack d'obtenir de Cobourg une proclamation. Cobourg, disait-il, devait dans cette proclamation affirmer les desseins véritables de Dumouriez, affirmer qu'il voulait l'intégrité du territoire français, qu'il restituerait à la France les places où il mettrait garnison cette proclamation était l'unique ressource, le seul moyen de salut qui restait ; on ne saurait la publier trop tôt et la répandre à trop d'exemplaires. Mack, convaincu, laissa Dumouriez rédiger sur-le-champ la proclamation. Cobourg annonçait aux Français qu'il venait, avec le vertueux Dumouriez, établir un gouvernement sage et solide, finir les attentats, les bouleversements et les malheurs de la France ; que ses soldats s'uniraient aux soldats français en amis et en compagnons d'armes pour restaurer un roi constitutionnel ; il donnait sa parole d'honneur de ne pas faire de conquête ; il regarderait comme un dépôt sacré les places qui lui seraient remises et il les rendrait dès que Dumouriez ou le nouveau gouvernement les réclamerait. Mack emporta la proclamation, Cobourg la signa. Les places où il entrerait ainsi, n'offraient-elles pas aux Impériaux un abri ? Si l'Autriche les rendait plus tard, n'aurait-elle pas eu le temps d'en connaître le fort et le faible ? Si la cour de Vienne le désapprouvait, quoi de plus facile que de le désavouer ?

Peu d'instants après avoir quitté Mack, le 5 avril, à 3 heures du matin, Dumouriez allait au camp de Maulde, et Mack admira son courage. Mais Dumouriez eut tort de prendre une escorte autrichienne et de mener avec lui quelques dragons de La Tour, dont un officier. N'avait-il pas dit à Mack qu'il s'efforceraient d'éviter jusqu'à l'apparence de l'intervention étrangère ? **C'est une sottise**, remarquaient les commissaires de Valenciennes, **et qui achève de ruiner son projet**.

Pourtant, il trouva d'abord bon accueil. Aux avant-postes de Mortagne où campait le 71e, ci-devant Vivarais, il nomma les soldats ses enfants, les pria de tenir ferme et de ne pas abandonner leur père, leur promit qu'ils ne manqueraient de rien. **Les Impériaux**, disait-il, **sont désormais nos amis ; ils en veulent, non pas à nous, mais aux prétendus patriotes, aux danseurs de carmagnole, aux coupeurs de gorges ; nous irons à Paris, nous rétablirons un roi avec la constitution de 1791 et, si nous ne sommes pas assez forts, Cobourg nous offre 40 000 hommes qui marcheront avec nous**. Le régiment lui répondit par les cris de **Vive M. Dumouriez, vive le roi !** et l'officier autrichien, arborant la cocarde tricolore, ajouta **Vive le roi et la première constitution française !**

Le 99e, ci-devant Royal Suédois, salua Dumouriez par les mêmes cris : **Vive M. Dumouriez, vive le roi !** et, avec le 71e, fusils et canons chargés, mèche allumée, descend à Mortagne. Là, plusieurs bataillons, tant de ligne que de volontaires, sont sous les armes. Dumouriez les harangue : mais, si les uns répondent **Vive le roi !** les autres murmurent ou restent silencieux. **Que les républicains**, dit le général, **partent librement, mais que les royalistes demeurent avec moi ; j'ai de l'argent, rien ne leur sera refusé**. Et, pour bien marquer qu'il est l'ennemi de la République, il fait reconnaître, en tête du 71e, au nom du roi Louis XVII, un nouveau lieutenant-colonel.

De Mortagne, il se rend au camp de Maulde. Aux bataillons qui se rangent en cercle, d'une voix déjà faible et enrôlée, il narre les événements de la veille il a failli être assassiné, il a dû fuir pour la première fois de sa vie, il a été sauvé de la mort par les dragons de La Tour, et montrant ces hommes qui l'escortent, sans eux, dit-il, je ne sais pas ce que je serais devenu ; ce sont les plus braves gens du monde ; ils sont, comme nous, las de la guerre ; comme nous, ils ne veulent que la paix. Renvoyons la Convention qui a sans doute de bons sujets, mais où deux cents scélérats tiennent le glaive sur la tête de cinq cents autres. Sinon, mes camarades, tous les rois se ligueraient contre notre pays pour en faire un cimetière. Oui, la France ne peut se tirer de l'anarchie sans un roi. Il faut marcher sur Paris et, si nous ne sommes pas assez forts, j'ai 40.000 hommes prêts à me suivre. Nous reprendrons la constitution de 91 chacun rentrera chez soi : j'ai juré moi-même et je jure encore de n'occuper aucune place dans aucun temps. Soldats, vous pensez tous comme moi et vous ne me quitterez pas. Je vous donne la journée pour vous décider.

Mais pendant qu'il parle, il voit se former des groupes de mécontents, il voit les visages se refroger, des regards s'assombrir, et au même instant, il apprend que l'artillerie quitte Saint-Amand et part pour Valenciennes.

Il est 11 heures du matin. Dumouriez, avec Valence, court à Saint-Amand. Il s'adresse aux artilleurs : Oui, j'ai fait arrêter les commissaires de la Convention et je regrette que Cambon ne les ait pas suivis il faut accepter la constitution de 91 et reconnaître un roi ; vous êtes environnés d'assassins qui ne cherchent qu'à répandre le sang et à promener les têtes sur des piques. Valence le seconde : Camarades, j'ai servi quatre ans dans l'artillerie et je vous connais ; voulez-vous vivre dans le brigandage et l'anarchie ? Mais les canonniers ne répondent pas, ne poussent pas un cri ; ils attendent leurs pièces et font leurs préparatifs de départ.

Désespéré, Dumouriez s'éloigne. Aussitôt Bollemont, directeur du parc, et les deux lieutenants-colonels Songis et Boubers donnent l'ordre de partir. Toute l'artillerie prend le chemin de Valenciennes.

La nouvelle gagne le camp de Maulde. Les volontaires, surtout les Parisiens, et parmi les Parisiens, ceux du 10^e bataillon ou des Amis de la patrie et du bataillon de la Commune et des Arcis, annoncent hautement qu'ils suivront l'artillerie ; ils envoient des députations aux troupes de ligne. Le 17^e, le 43^e, le 45^e, le 71^e le 99^e hésitent encore. Nous n'avons rien à craindre, disent les uns, Dumouriez est brave et ne nous trahira pas. — Si, répliquent les autres, il nous trahit. Avez-vous vu les dragons de La Tour ? Voyez-vous ces voitures de vivres et de fourrages qui vont vers Tournai ?

C'en est fait. Volontaires et troupes de ligne délaissent le camp de Maulde. Détachements par détachements, l'armée se rend à Valenciennes, son point de ralliement et son quartier général, à Valenciennes où l'appellent les représentants de la nation, à Valenciennes où flottent, loin de l'étranger, les drapeaux de la République. Le Veneur, menacé d'arrestation, s'est enfui. Mais La Marlière, Diettmann, Becker s'efforcent de mettre un peu d'ordre dans cette retraite, et, à la voix de Becker, le 56^e et le 58^e forment l'arrière-garde.

Les troupes du camp de Bruille devancent celles du camp de Maulde. Dans la nuit du 4 au 5, Rosières écrit aux commissaires qu'il respecte les lois, qu'il veut mourir pour la République, et avec Kermorvan, Chancel et d'Avaine, il mène trente-six bataillons à Valenciennes.

D'autres — six bataillons de volontaires, un bataillon de ligne, le 6e cavalerie et le 7e hussards — se rendent à Douai. Le colonel du 7e hussards a fait sonner à cheval après avoir permis à quiconque le voudrait, de sortir des rangs, et tous ses hommes lui ont répondu par le cri de *Vive La République !*

En vain Dumouriez tente de rallier les troupes de ligne qu'il rencontre, leur reproche leur ingratitude, les accuse d'inconstance et de légèreté ; officiers et soldats lui répondent qu'ils ne combattront pas leurs camarades. Il n'a plus avec lui que deux escadrons de Berchiny, un escadron des hussards de Saxe, un escadron des dragons de Bourbon et cinquante cuirassiers. C'est avec cette poignée d'hommes qu'il franchit la frontière à Rumegies. *J'ai toujours pour dernière ressource*, avait-il dit à Dubuisson, *un temps de galop vers les Autrichiens*. Ceux qui firent avec lui ce *temps de galop* et qu'on appela les *émigrés de Dumouriez*, pour les distinguer des *émigrés de Lafayette*, et des *émigrés de la première édition*, étaient les lieutenants généraux Marassé, Valence, le duc de Chartres ; les maréchaux de camp Vouillers, Dumas de Saint-Marcel, Ruault, de Bannes, Berneron, Neuilly, Segond, Jacques Thouvenot ; les colonels Pierre Thouvenot, Montjoye, Nordmann ; les commissaires des guerres Soliva et Beauvallon ; le médecin en chef Menuret ; les aides de camp Romme, Rainville, de Nyss, les demoiselles Fernig.

Il avait confié le trésor de l'armée au colonel Colomb qui commandait le 47e régiment ci-devant Lorraine, et Jacques Thouvenot pria Colomb de suivre Dumouriez pour rentrer en France sous trois jours. Colomb mena le trésor à Valenciennes. *Voilà*, s'écriait un des commissaires, *la pièce finie !*

CHAPITRE XVIII

ERRANT COMME ULYSSE

PROCLAMATIONS ET ADRESSES — CONGRÈS D'ANVERS
DUMOURIEZ À BRUXELLES, À AIX-LA-CHAPELLE, À FRANCFORT, À
DARMSTADT, À STUTTGART, À MERGENTHEIM — SÉJOUR À
LONDRES — EXPULSION — OSTENDE — LUTTELFORST —
MOUDON — AUGSBOURG

DUMOURIEZ fugitif n'a plus même son épée il n'a que sa plume. Ce sera désormais sa seule arme. Il s'en servira avec fièvre durant tout le mois d'avril 1793 comme s'il voulait, à force de proclamations, d'adresses, de lettres, se rappeler, s'imposer à la mémoire de ses concitoyens.

C'est, le 12 avril, une seconde *Proclamation à la nation français*. Il retrace les événements qui viennent de se passer. Il avait cru que son armée désirait rétablir une constitution qui ramènerait l'ordre et la paix et, cette résolution des troupes, qui semblait unanime, des généraux, Dampierre, Stettenhoffen, La Marlière, Rosières, Chancel, Ferrand, l'avaient changée par ambition ou par esprit de vertige c'étaient des traîtres qui périraient victimes des jacobins, car plusieurs d'entre eux appartenaient à la caste persécutée et les anarchistes rejetteraient sur eux tous les désastres. Il ne voulait pas émigrer ; mais lorsqu'il avait appris que des factieux projetaient de l'enlever et de le mener à Valenciennes pour le sacrifier à la vengeance des tyrans, il avait dû se retirer dans le camp des Impériaux qu'il regardait comme alliés d'après la **noble et franche** déclaration du prince de Cobourg. Il comptait donc que l'armée, un moment égarée, comprendrait qu'elle ne pouvait rester sous les drapeaux de la licence ; il comptait qu'elle se rallierait à lui pour mettre fin aux désordres qui couvraient la France de terreur et de deuil, et il jurait qu'il n'avait, ainsi que ses compagnons, d'autre dessein que de rétablir la royauté constitutionnelle. **Partout où l'anarchie cessera à l'apparition de nos armes et de celles des coalisés, on trouvera en nous des amis et des frères ; partout où nous trouverons de la résistance, nous saurons distinguer les coupables et épargner aux paisibles habitants les calamités de la guerre. Nous ne craignons nullement les poignards de Marat et des jacobins. Nous en détruirons la fabrique ainsi que celle des infâmes écrits par lesquels on cherche à pervertir le caractère de la nation française.**

C'est, le 18 avril, une *Adresse à tous les Français égarés de bonne foi par leurs démagogues*. De nouveau Dumouriez s'élève contre les désorganisateur, contre les **infâmes régicides et tyranneaux éphémères**, contre l'**affreuse anarchie**. Il exhorte les Français à détruire l'**infernale Convention**, à proclamer Louis XVII, à restaurer la monarchie en lui fixant de justes limites, à prendre pour modèle le gouvernement de la **fière Albion**, à rappeler les émigrés et les prêtres qui se sont

exilés pour ne pas prêter un serment qui leur semblait le plus grand des crimes, à rétablir la religion dans tout son lustre. Il donne ainsi des gages aux Bourbons et à leurs partisans. Français, dit-il, facilitez à vos frères émigrés la rentrée dans leurs foyers où ils sont si désirés ! Que la loi d'oubli soit à jamais gravée dans vos cœurs et que tous les individus soient également soumis aux lois, dociles et obéissants aux souverains. Il assure que la religion est le fondement de la société politique et que d'elle émane la puissance du gouvernement.

C'est, le 20 avril, la *Déclaration sur ses prétendues liaisons avec Philippe d'Orléans*. Il n'avait, écrit-il, jamais estimé l'Égalité et depuis l'époque où Philippe d'Orléans, déchirant les liens du sang, avait voté la mort de Louis XVI et prononcé son opinion avec une impudeur atroce, son mépris s'était changé en aversion ; il désirait que cet homme fût livré à la sévérité des lois. Quant aux enfants de Philippe d'Orléans, doués d'autant de vertus qu'il avait de vices, dépourvus d'ambition, ils avaient parfaitement servi leur patrie dans les armées. L'aîné n'aspirait pas au trône ; il fuirait même au bout du monde plutôt que de devenir roi ; s'il voulait jamais revendiquer la couronne, Dumouriez mépriserait et haïrait le fils comme il méprisait et haïssait le père.

C'est, le 24 avril, une *Lettre au président de la Convention*. Il maudissait l'hydre à sept cents têtes, cette Convention qui rendait effroyable une révolution sublime et qui s'arrogeait l'aristocratie du crime, la seule qui fut désormais en France ; cet aréopage d'enragés, de scélérats, d'hommes faibles et ignorants ; ces tyrans qui, pour maintenir un gouvernement exercé à coups de poignard, fabriquaient une constitution à coups de hache ; ces singuliers législateurs qui, en pleine séance, se traitaient de crapauds et se menaçaient avec des pistolets et des épées. Il citait, au passage, Cambon, digne Sully de pareils despotes ; Barère, dont il flétrissait la versatile atrocité Robespierre qui, dans une verbeuse déclaration dont chaque ligne était un mensonge, arrangeait une conspiration absurde entre ses adversaires et Dumouriez ; Vergniaud qui, pour répondre à Robespierre, arrangeait un plan entre Dumouriez et la faction d'Orléans ; Delacroix et Danton, ces deux fanfarons qui pouvaient être utiles à tous les partis. Il souhaitait que la nation, s'exprimant par la voix des départements, pût délivrer Paris de ce tas de brigands, et il comptait que la partie saine et souffrante de la Convention se révolterait contre les suppôts de l'antre jacobin, qui voulaient entraîner la France dans leur chute. Il espérait que les membres coupables de l'assemblée seraient trop heureux si leur obscurité ne leur laissait pour châtiment que leurs remords. Il conseillait à ce tripot de vouer à la rigueur des lois les agitateurs et les assassins qui siégeaient sur ses bancs, et après s'être épuré, de se retirer devant des représentants choisis d'après la constitution de 1791.

Il faisait même, en ce mois d'avril 1793, ce quatrain à la Convention

Dignes envoyés du Tartare,
Votre école est votre tombeau ;
Vous me mandez à votre barre,
Mais l'Europe vous mande à celle du bourreau.

Il écrivait donc, écrivait, écrivait ! Hélas ! l'action lui était désormais interdite. Il n'était plus qu'un émigré, un émigré impuissant, repoussé de partout.

Il avait cru que les Autrichiens renonceraient à toute hostilité pendant qu'il marcherait sur Paris et disperserait la Convention. Mais Cobourg et Mack avaient

négoié de leur chef l'empereur les désapprouva. Dumouriez, écrivait François II, n'était pas sincère. N'avait-il pas l'année précédente, au camp de Sainte-Menehould, abusé de la crédulité de Brunswick ? Ne voulait-il pas gagner du temps, semer la discorde entre les alliés, proclamer roi le duc d'Orléans ? L'empereur ordonnait donc à Cobourg d'aller de l'avant, sans plus parlementer. Même si Dumouriez réussissait dans son entreprise et atteignait Paris, Cobourg pousserait sa pointe et profiterait du désarroi des ennemis pour occuper les places qui forment la barrière de la France contre les Pays-Bas.

Cobourg avait alors invité les ambassadeurs des puissances alliées à se réunir à Anvers, **en une espèce de petit congrès**. Ce congrès se réunit le 8 avril. Metternich-Winnebourg et Starhemberg représentaient l'Autriche le duc d'York et lord Auckland, l'Angleterre ; le prince d'Orange et son fils, la Hollande ; Keller et Knobelsdorf, la Prusse. Le prince de Cobourg ainsi que son fidèle Mack, l'attaché militaire prussien Tauentzien, le général Valence, chargé de défendre les intérêts de Dumouriez et des officiers récemment émigrés, assistaient à la première séance.

Mack exposa ses négociations et Cobourg lut la proclamation où il s'engageait à joindre ses troupes à celles de Dumouriez, à ne faire en France aucune conquête, à ne considérer que comme un dépôt sacré les places qui lui seraient remises. Il y eut un tolle général. **Je pars sur-le-champ**, dit lord Auckland à Starhemberg, **vos cour a trompé l'Angleterre et nous renoncerons à toute alliance avec vous**. Le duc d'York, fort animé, criait à Cobourg : **Vous m'avez joué et personnellement compromis**. Les deux princes d'Orange, père et fils, appuyaient pesamment le duc d'York, et le comte Keller assurait que le roi de Prusse serait offensé dans sa loyauté. Starhemberg fut le plus indigné. Cobourg avait-il donc des pouvoirs pour se lier avec ce Dumouriez qui, menacé de la guillotine et perdu de tous côtés, se jetait dans les bras de l'Autriche ? Croyait-il tirer de là quelque avantage ? Non ; puisque Dumouriez s'opposait au démembrement de la France. **Cette démarche**, concluait Starhemberg en se tournant vers Cobourg, **flétrit vos lauriers ! Vous mettez l'armée de l'empereur à la suite de l'armée d'un Dumouriez et presque sous les ordres de cet intrigant ! Et cela, pour restaurer le système que notre but est de détruire ! Le mot de *constitution* a été le signal des hostilités et vous en faites l'olivier de la paix !** Cobourg protesta qu'il avait agi pour le mieux. Starhemberg et ses collègues le sommèrent de désavouer sa proclamation. Il répondit qu'il attendrait les instructions impériales.

Mais le lendemain, 9 avril, Cobourg apprenait que Dumouriez avait fui. Il pouvait publier une rétractation. Starhemberg la rédigea. Le prince y disait qu'il n'avait exprimé dans sa déclaration du 5 avril que son vœu particulier. Or, ses sentiments personnels avaient été méconnus ; des hommes profondément criminels s'obstinaient à bouleverser la France ; sous l'empire des circonstances, il rompait l'armistice, rétablissait l'état de guerre, révoquait, annulait formellement sa déclaration dont ne subsistait qu'un seul article l'engagement de maintenir sur le sol français la plus sévère discipline parmi les troupes des alliés.

Dumouriez alla sur-le-champ voir Cobourg. Il se plaignit hautement la nouvelle proclamation l'étonnait, l'affligeait ; ce n'était pas là ce que Cobourg avait promis. Cobourg répondit qu'il exécutait des ordres justifiés par les circonstances, que la situation du pays n'était plus la même, que Dumouriez n'avait plus de forces à sa disposition, que l'armée sur laquelle il comptait s'apprêtait à le combattre, que l'Empereur devait par conséquent diriger les opérations. A son tour, Dumouriez répliqua qu'il avait, dans les arrangements

conclus avec Mack, prévu l'abandon de son armée, qu'il avait accepté le titre de général d'artillerie pour avoir le droit de commander les troupes autrichiennes, qu'il ne venait pas d'ailleurs revendiquer ce grade et réclamer le commandement, mais qu'il protestait contre la proclamation du 9 avril et qu'il ne pouvait demeurer un instant de plus dans le camp impérial. Où pouvez-vous aller ?, lui dit Cobourg. — Je n'en sais rien ; mais permettez-moi de vous recommander ceux de mes malheureux camarades que la proscription et la faim retiendront sous vos drapeaux. — Je vous promets d'avoir pour eux les soins les plus tendres. Cobourg prit au service impérial le millier d'hommes qui suivait Dumouriez.

Le général gagna Bruxelles. Il y reçut la visite de Starhemberg et il eut avec le diplomate une conversation curieuse. Vous blâmez, lui disait Starhemberg, la rétractation, mais vous ne songez qu'à vous ; la déclaration du prince aurait brisé la coalition, et il ne pouvait traiter que les armes à la main. Dumouriez s'échauffa. Le seul moyen de ramener la paix, répondit-il, est de parler *constitution*. Vous battriez les Français, mais vous ne les abattrez pas. L'armée autrichienne est brave, c'est la meilleure que je connaisse ; elle serait invincible si je la commandais. Puis, se laissant aller, il raconta sa vie, assura que la constitution anglaise était la plus parfaite, qu'il fallait à la France un roi avec des pouvoirs limités, comme le roi d'Angleterre. Il vanta ses succès. J'ai tourné et retourné l'armée prussienne comme un morceau de beurre qu'on pétrit dans la pâte. J'ai remporté la victoire à jamais fameuse de Jemappes et, si je ne vous ai pas chassés de l'autre côté du Rhin, c'est que je ne fus pas secondé. Plus tard, je dus abandonner la Hollande au moment où j'étais certain d'y entrer ; mes lieutenants, s'ils avaient eu ma tête, auraient passé le Moerdyk. Mais il me fallut voler à l'endroit le plus désespéré, et je ne pus ramasser que des débris de troupes. Pourtant, j'exaltais tellement leur énergie que vous fûtes sur le point de perdre la bataille de Neerwinden. Vaincu, je traitai avec le prince de Cobourg qui parut me comprendre et désira m'aider. J'évacuai les Pays-Bas ; je vous rendis des services importants, et me voilà trompé, paralysé par la rétractation qui fera le malheur de la France et le vôtre !

Le 16 avril, il quitta Bruxelles pour se diriger vers la Suisse. Il pensait y trouver, encore tout formés, les régiments qui naguère servaient la monarchie et qu'il aurait menés en Bourgogne intercepter les communications entre Marseille et Paris.

Sur sa route le peuple se pressait pour le voir. Le 17, à Aix-la-Chapelle, il rencontra Fersen et lui dit que les Autrichiens allaient trop lentement, mais que la France n'avait plus d'armée, que les troupes de ligne *passeraient* dès qu'elles pourraient, qu'il aurait eu Lille et Valenciennes sans l'imbécillité de ses lieutenants, qu'on devait tout accorder pour ravoire la famille royale et ensuite ne rien tenir à ces gueux-là. C'est un vrai Français, notait Fersen, vain, étourdi, ayant de l'esprit et peu de jugement.

Le 20, à Francfort, pendant que Dumouriez changeait de chevaux à la poste, on lui demanda ce qu'il pensait de la situation. Il répondit avec beaucoup de politesse et de patience. Il essaya de justifier sa conduite, protesta contre le démembrement de son pays. C'était, disait-il, une iniquité de priver le jeune roi d'une portion, si mince fût-elle, de son héritage, et si les alliés voulaient s'agrandir aux dépens de la France, ils finiraient par se désunir. L'envoyé autrichien Schlick vint arrêter ces propos qu'il qualifia d'indécents.

A Darmstadt, chez le landgrave, Dumouriez déclara que la mort de Louis XVI lui avait coûté bien des larmes et qu'il fallait mettre Louis XVII sur le trône constitutionnel en donnant pour régent au royaume un homme qui connût l'armée et sût manier les esprits.

A Stuttgart, chez le comte Puckler, il assura de nouveau qu'il ne pouvait coopérer à la mutilation de sa patrie et qu'il avait toujours été royaliste sans tenir au parti des émigrés et sans vouloir la restitution des biens du clergé. Lafayette, ajoutait-il, avait de bonnes intentions et projetait de rétablir l'autorité royale ; mais la tâche était au-dessus de ses forces ; **je l'ai donc culbuté**. Il parla de l'Argonne ; il loua Clerfayt ; il blâma Brunswick qui n'avait osé l'attaquer à Valmy ; s'il avait été forcé dans son camp, disait-il, il aurait reculé derrière la Loire et laissé Paris sans défense.

Mais partout, après l'avoir regardé et écouté curieusement, on le priait de s'en aller. Le duc de Wurtemberg, le prince-évêque de Würzbourg, la ville d'Augsbourg lui refusèrent un asile. Il revint à Bruxelles et fit afficher sur les murs sa déclaration relative au duc d'Orléans Metternich-Winnebourg ordonna d'enlever les placards, et, le 4 mai, Dumouriez se rendait à Mergentheim qui dépendait de l'électorat de Cologne.

Là, il écrivit deux lettres, l'une à Mack, l'autre à l'archiduc Charles. Dans la première, il reprochait aux Prussiens leur lenteur et conseillait aux Autrichiens de terminer vite leur campagne : **Si une fois Valenciennes est pris, tout est dit parce que vous pouvez éviter Bouchain et vous porter sur Cambrai qui ne peut pas tenir**. Dans la seconde lettre, il priait l'archiduc d'intervenir en sa faveur pour qu'il obtînt la permission de vivre soit à Mergentheim soit dans les Pays-Bas.

L'électeur de Cologne chassa Dumouriez de Mergentheim. Le ministre de Louis XVI, écrivait ce prince à la date du 16 mai, n'était-il pas **le premier moteur** de la guerre ? S'il avait brillamment commandé l'armée, que de maux il avait causés à l'humanité ! Il prenait pour une marque d'estime la curiosité des peuples qui désiraient voir de près l'auteur de leurs malheurs et l'objet de leurs craintes, et peut-être les grandes puissances croyaient-elles qu'il leur serait utile. Mais lui, simple particulier, ne pouvait penser de même et il engageait Dumouriez à choisir un autre domicile.

Le général résolut de rentrer à Bruxelles, et le 21 mai, il mandait de Mergentheim à Mack qu'il sentait combien il était incommode aux Autrichiens, qu'il voulait aller en Angleterre de là, il combattrait la Convention et suivrait d'un œil attentif les événements de la Vendée. Cinq jours plus tard, de Bruxelles, il sollicitait de Cobourg des conseils qui seraient des ordres et, en passant, lui représentait l'avantage d'une diversion vers Cateau-Cambrésis, sur le flanc des républicains qui devait être entièrement découvert.

Cobourg le renvoya à Mercy ; mais Cobourg écrivait en même temps à Mercy que la situation des choses exigeait que Dumouriez ne vînt pas à l'armée autrichienne et ne parût même pas en Belgique. Mercy et Metternich-Winnebourg partageaient cet avis. Lorsqu'ils virent Dumouriez, ils l'exhortèrent vivement à quitter Bruxelles. Ils lui donnèrent un passeport au nom de Peralta. Le 12 juin, Dumouriez arrivait à Londres.

Il croyait avoir des amis en Angleterre et il reçut la visite de Fox et du duc de Clarence. Mais lord Auckland le qualifiait d'*illustrious rascal* et Burke demandait

naguère à la Chambre des Communes si l'Angleterre pouvait traiter avec un Dumouriez. On s'indigna que le général fût descendu dans Piccadilly, chez le chapelier Carco qui passait pour un ardent jacobin. On le suivit. On l'insulta lorsqu'il se rendait le soir chez la maîtresse de Talon, Mme Bernard. Le 15, il jugea bon d'annoncer sa présence à lord Grenville il était venu, disait-il, sous un nom emprunté pour n'être pas inquiété durant son voyage ; mais il avait atteint son but ; il s'empressait de se faire connaître ; il sollicitait la permission d'attendre dans les environs de Londres la fin des troubles de sa malheureuse patrie et il rappelait sa conduite à l'égard du gouvernement britannique dans le cours de son ministère et dans la dernière négociation.

Grenville n'aimait pas Dumouriez qui, selon lui, n'avait pas, au contraire de Lafayette, le mérite d'être attaché à ses principes et, lorsqu'il avait appris que l'armée française abandonnait le vaincu de Neerwinden **Nous voilà, s'était-il écrié, quittes de cet homme, et l'embarras de l'avoir dans notre jeu était bien plus grand que l'avantage de son appui !** Il répondit que le séjour de Dumouriez en Angleterre était **sujet à trop d'inconvénients** et que le général devait s'éloigner sans délai.

L'Autriche avait encouragé le cabinet britannique. Thugut disait que Dumouriez n'était capable que de faire des tripotages, de susciter des tracasseries, et Starhemberg assurait Grenville que l'Autriche n'accordait aucune confiance à ce rodomont et ne prêterait en aucune circonstance la moindre attention à son **verbiage extravagant**, que l'empereur avait enjoint de ne plus le tolérer, ainsi que ses officiers, ni dans les Pays-Bas ni dans les États autrichiens.

Le 22 mai, Dumouriez s'embarquait à Douvres et le lendemain il abordait à Ostende. Les émigrés l'auraient mis en pièces, si le général anglais Erskine ne l'avait protégé et si le bailli d'Ostende n'avait paru. Le bailli vint notifier à Dumouriez la décision du cabinet de Vienne défense de passer outre ; interdiction de demeurer en Belgique ; s'il prétendait jouir d'un libre asile dans les Pays-Bas, il serait arrêté sur-le-champ et conduit à la citadelle de Luxembourg.

Sur le conseil d'Erskine, Dumouriez regagna son bateau et, de là, écrivit à Cobourg, à l'archiduc Charles, à Metternich-Winnebourg, à Mercy il ne demandait qu'un coin, le plus ignoré ; il acceptait toutes les lois qu'on voudrait lui prescrire.

Mercy plaida sa cause. Cobourg n'avait-il pas promis formellement au général sûreté et liberté ? Enfermer Dumouriez à Luxembourg, n'était-ce pas manquer à la parole donnée, user de violence et de mauvaise foi, **exciter des clameurs** ? N'était-ce pas empêcher la désertion d'autres officiers de marque ? Pourquoi l'avoir chassé de l'Angleterre où il ne pouvait nuire, où on l'aurait eu sous la main ? Le laisser à Londres, n'était-ce pas débarrasser l'Autriche du personnage ? Mercy conseillait de l'employer au dehors. Certes on devait se tenir en garde contre ses **prestiges** ; mais il trouverait dans son activité, dans son esprit remuant, dans ses talents, quelque moyen de jouer un rôle ; s'il échappait à l'échafaud, il reparaitrait sur la scène ; il n'était pas de ceux qu'on écoute ou qu'on rebute tout à fait. Pourquoi l'Autriche ne l'aiderait-elle pas à débarquer sur les côtes de Normandie ? Il croyait avoir un parti dans cette province il ferait une diversion de plus contre les factieux ; il augmenterait les troubles de l'intérieur, et, par suite, les chances de victoire des alliés.

Entraîné par Mercy, Metternich-Winnebourg fit dire à Dumouriez que, s'il voulait rester dans les Pays-Bas, il n'avait qu'à se rendre à Luxembourg pour y résider.

Après mûre réflexion, Dumouriez répondit qu'il préférerait se réfugier ailleurs. Metternich-Winnebourg, heureux de cette résolution qui délivrait les Pays-Bas d'un hôte dangereux, lui envoya, pour faciliter son séjour dans une autre contrée, un passeport au nom de comte Du Perier. Mais, lorsque Cobourg dénonça les visées britanniques sur Dunkerque, Starhemberg écrivit que les craintes du prince **venaient de la source impure et malicieuse de Dumouriez** qui désirait brouiller l'Angleterre et l'Autriche. Metternich, alarmé, s'imagina que les deux généraux Marassé et Berneron, le colonel Thouvenot et La Sonde, qui restaient encore à Bruxelles, **manœuvraient** et **abusaient de l'asile que Cobourg leur avait accordé**. A la fin de juillet et au commencement d'août, il les fit arrêter et envoyer à Anvers.

Dumouriez était alors à Lüttelforst, dans le pays de Juliers, à une petite lieue de Cruchten, village de la Gueldre autrichienne. Metternich, qui voulait décidément le **mettre en lieu de sûreté**, avait demandé son extradition au comte de Nesselrode, chef de la régence de Juliers. Dumouriez eut le temps de fuir. Mais il disait avec raison que, depuis qu'il avait quitté son armée, il était errant comme Ulysse et partout proscrit. On racontait qu'un petit prince auquel il demandait asile, lui avait répondu : **Je ne puis vous recevoir comme émigré, et je serai obligé de vous pendre comme jacobin**.

Il disparut. Est-il passé le 9 août à Unna ? Était-il vers la fin d'août à Neuss Les bruits les plus divers coururent. Selon les uns, il projetait de soulever avec Montjoye la région du Rhône. Selon d'autres, il vivait dans un couvent de Chartreux près de Düsseldorf. D'autres prétendirent l'avoir vu à Schaffhouse, à Winterthur. En réalité, il était en Suisse, à Moudon, chez le bailli de l'endroit, le colonel Weiss, son ami, et il y travaillait à ses *Mémoires*. Lorsqu'il sut l'insurrection de Toulon, il courut en Italie pour gagner la côte de Provence. Convaincu que son voyage serait inutile, il revint en Suisse. Puis, sur la fausse nouvelle que l'empereur d'Allemagne avait ordonné de l'appréhender, il se rendit à Augsbourg ; de là, dans les derniers jours de décembre 1793, il écrivit à Lacy et à l'archiduc Charles qu'il n'était pas coupable, qu'il demandait justice, qu'il souhaitait obtenir la confiance du monarque **le plus intéressé au rétablissement de l'ordre**, qu'il se fatiguait de mener la vie d'un lièvre. L'archiduc lui répondit que le gouvernement autrichien n'avait pris aucune mesure contre lui.

CHAPITRE XIX

MITAU ET PÉTERSBOURG

HAMBOURG — MÉMOIRES ET ÉCRITS POLITIQUES — VOYAGE DE MITAU — ACCUEIL DE LA COUR — SÉJOUR À PÉTERSBOURG — RÉCONCILIATION DE LA BRANCHE CADETTE AVEC LES BOURBONS — LETTRE À BONAPARTE — MÉMOIRE SUR L'ARMÉE AUTRICHIENNE

EN 1794 et 1795 Dumouriez publia ses Mémoires. Ils parurent en trois fois.

1° En 1794, les *Mémoires du général Dumouriez écrits par lui-même*. Cette partie des *Mémoires*, terminée au mois de janvier 1794, s'étendait de l'exécution de Louis XVI à ces journées d'avril où eut lieu la défection. L'ouvrage, tel que Dumouriez l'avait conçu, devait comprendre, en huit livres, sa vie entière. Il donne les deux derniers avant les six premiers parce qu'il veut, comme il s'exprime, répondre aux imputations lancées contre lui, repousser la calomnie qui le poursuit, justifier sans retard ses actes les plus récents.

2° En 1794, *Vie privée et politique du générale Dumouriez pour servir de suite à ses Mémoires*. C'est la première partie des Mémoires ; elle comprend les quatre premiers livres ; il y raconte sa carrière révolutionnaire et son ministère.

3° En 1795, *Campagnes du général Dumouriez dans la Champagne et la Belgique, écrites par lui-même pour faire suite à sa vie privée et à ses Mémoires*. C'est la deuxième partie de l'ouvrage ; elle comprend le cinquième et le sixième livre Valmy et Jemappes.

Depuis, les *Mémoires* de Dumouriez ont été réunis par Berville et Barrière qui les ont publiés dans les années 1822 et 1823 en quatre volumes sous le titre *La vie et les Mémoires du général Dumouriez*, et c'est d'après cette édition qu'on peut les apprécier en leur ensemble. Composés rapidement et à bâtons rompus, ils manquent de cohésion ; ils offrent des répétitions, des longueurs, des négligences Dumouriez ne regarde l'art d'écrire que comme *la voiture, des idées*. Ils renferment en outre des erreurs voulues ; le général pallie ses fautes ; il altère souvent la vérité. Mais il décrit à larges traits les campagnes il trace de vivants portraits ; il répand à pleines mains les anecdotes et les saillies.

Retiré depuis le mois d'avril 1794 dans le voisinage de Hambourg, incapable de se taire et de se résigner à l'oubli, il publia dans l'année 1795, en trois parties, le *Coup d'œil politique sur l'avenir de la France*, qui conseille aux Français de renoncer aux conquêtes, de faire la paix, de rétablir la monarchie modérée et d'appeler au trône, puisque Louis XVII est mort, le comte de Provence.

Il proclamait donc Louis XVIII roi de France, et toute l'Europe savait qu'il vouait dorénavant ses efforts au rétablissement de la royauté.

On crut même, en juin 1795, qu'il était venu secrètement à Paris, et, au mois de septembre suivant, Starhemberg mandait à Thugut que Dumouriez était plus que jamais l'agent militaire du parti, que cet homme insinuant, infatigable, démesurément ambitieux **se donnait des peines incroyables pour la réussite de ses projets**, qu'il désirait toujours le pouvoir **avec l'ardeur la plus violente**.

C'est surtout en 1798 et en 1799 que Dumouriez s'agite ; il combat le Directoire comme il a combattu la Convention, par ses écrits et ses intrigues, puisque écrire et intriguer sont désormais ses seuls moyens.

En 1798 il publie un *Tableau spéculatif de l'Europe* où de curieuses prophéties se mêlent aux effusions de royalisme. Suivant lui, la situation créée par la paix de Campo-Formio ne durera pas ; la possession de la Vénétie est précaire ; elle sera pour l'Autriche une source de grandes guerres le congrès de Rastatt est une honte pour l'Allemagne ; le saint Empire se dissout, parce qu'il n'y a pas de nation allemande la Prusse seule peut mettre fin à cet état de choses et fonder un nouvel Empire que l'Allemagne s'unisse donc, conclut Dumouriez, qu'elle rompe les conférences de Rastatt, qu'elle fasse une guerre nationale ; qu'un *homme-roi* relève l'aigle germanique sans autre ambition que de sauver sa patrie, ou bien que la France, généreuse et juste, recule sa limite du Rhin sur la Meuse, accorde à l'Europe une paix modérée et renonce à la démocratie anarchique pour rétablir la monarchie constitutionnelle.

Le *Tableau* est du mois de février. En septembre, Dumouriez le remanie sous le titre de *Nouveau tableau spéculatif de l'Europe*. Il juge l'expédition d'Égypte aussi folle qu'injuste ; il assure que Bonaparte, ce Bonaparte qui, l'année précédente, avait en un clin d'œil décidé le sort des nations, ne peut pas aller aux Indes que Bonaparte est, après le désastre d'Aboukir, perdu sans ressources que Bonaparte sera trop heureux de se rembarquer et de se soustraire, une fois encore, à Nelson. Il compte même que les Russes, joints aux Impériaux, mettront fin au congrès de Rastatt, et il avertit les Français que la politique **désorganisatrice et dévastatrice** du Directoire épuise toutes leurs ressources, que **ce chaos ne pourra durer**, qu'un chef se présentera devant qui disparaîtront les satellites de la *pentarchie*.

Il essaie d'agir en même temps qu'il écrit. Dans l'année 1799 il ébauche un grand plan de restauration. Le prince Charles de Hesse, gouverneur de Holstein et généralissime des armées danoises, devenu son ami, lui a donné une pension de deux mille livres et une maison toute meublée à Altona. Au mois de juillet 1798, Dumouriez conseille au prince de faire accéder le Danemark à la coalition contre la France. En échange d'un subside de 800.000 livres sterling et des îles de Porto-Rico et de Crab Island, le Danemark fournira 12 vaisseaux de ligne à l'Angleterre et enverra 18.000 hommes dans la presqu'île du Cotentin. Mais pour faire réussir ce plan, il faut s'aboucher avec Louis XVIII et le tsar Paul.

Par l'intermédiaire de l'émigré Fonbrune, Dumouriez rentre en grâce auprès du roi de France. Louis XVIII avait à Hambourg un agent secret, du nom de Thauvenay. Averti par Fonbrune, Thauvenay écrit à Saint-Priest que Dumouriez désire non seulement revenir au roi, mais le servir avec zèle. Saint-Priest répond que, si le général demande l'agrément du roi dans les formes convenables, Sa Majesté acceptera son hommage et oubliera ses torts.

Dumouriez fait sa soumission à celui qu'il nomme son souverain légitime, et le roi lui marque qu'il recevra avec confiance les assurances de son dévouement. **Je suis convaincu, ajoute Louis XVIII, que nous n'aurions pas tardé si longtemps à nous entendre si j'avais pu, au mois de septembre 1792, obtenir la permission ou, pour mieux dire, l'avantage de vous attaquer l'épée à la main dans votre camp ; la cocarde blanche eût alors promptement remplacé celle que vous ne portiez qu'à regret.** Thauvenay remit cette lettre à Dumouriez le 17 août 1799 dans une auberge d'Elmshorn sur les bords de l'Elbe. Dumouriez, ravi, s'écria que Henri IV seul aurait pu faire une pareille réponse à Sully, qu'il commanderait bientôt l'avant-garde d'un corps anglo-danois, qu'il servirait le roi avec l'ardeur la plus vive, qu'il tenait le parti d'Orléans pour un parti d'intrigants et que le jeune duc d'Orléans était un prince vertueux et vrai qui ne pensait pas à comploter avec les scélérats de Paris.

Quelques jours après, à Hambourg, il conférait avec le général Willot qui projetait de soulever la Provence. Il approuva ce dessein, lui conseilla d'atterrir aux Martigues de concert avec le duc de Berry qui débarquerait à Cette, et de pousser sur Pont-Saint-Esprit, Saint-Etienne pour tendre la main à Précý ; pendant ce temps, le comte d'Artois se saisirait de Saint-Malo, Dumouriez, de Cherbourg, Pichegru, de Besançon.

Restait à obtenir l'appui de Paul Ier. Dumouriez voulait aller à Pétersbourg afin de lui exposer son plan, et Louis XVIII mandait au tsar que les liaisons de Dumouriez avec le prince Charles de Hesse, ses connaissances politiques et militaires, les partisans que lui faisait sa réputation le rendaient utile au succès de la cause que Paul défendait avec tant de grandeur d'âme.

Au mois de décembre 1799, Dumouriez, appelé par Paul Ier, s'achemina vers la Russie par Mitau où Louis XVIII résidait. A l'avance, il était ivre de bonheur. Il disait à Thauvenay qu'il adorait la personne du roi. Thauvenay lui donna quatre cents ducats en lui conseillant d'avoir à Mitau meilleur ton qu'à Hambourg. Le général ne se fâcha pas de l'avis : **Je le sais bien, disait-il, et je m'en fais des reproches fréquents ; c'est une mauvaise habitude dont je me corrigerai.**

Il vit Louis XVIII à Mitau le 5 janvier 1800. L'accueil fut assez froid. N'était-ce pas un nouveau converti ? N'avait-il pas encore la tête près du bonnet rouge ? On ne le reçut pas officiellement ; on ne l'invita pas à dîner ; on ne le présenta ni à la reine ni à la duchesse d'Angoulême qui s'était mise à pleurer en apprenant son arrivée. Il fut traité comme un voyageur qui venait prendre les ordres du roi.

Son séjour à Pétersbourg ne le consola pas. Il comptait **empaumer** le tsar. Mais Rostoptchine et Voronzov priaient, suppliaient Paul de ne pas croire un aventurier, un intrigant qui servirait également le ciel et l'enfer. Dumouriez vit l'empereur, l'entretint plusieurs fois à la parade, lui remit trois mémoires. L'empereur déclara nettement qu'il ne voulait plus sacrifier ses soldats à de perfides alliés. Au bout de trois mois, Dumouriez partit, après avoir lassé la patience russe. Il eut mille ducats d'or — ce que Paul donnait à ceux qu'il mandait à sa cour — et des compliments. Paul lui avait dit qu'il devait être le Monk de la royauté ; que les Français, qui faisaient tant de choses glorieuses, étaient bien supérieurs aux Russes. **Les Russes, s'écriait le tsar, ne sont que des cochons, et à des cochons peut-on parler de gloire ?**

Dumouriez avait compté que l'empereur approuverait au moins l'affaire de Danemark. Rostoptchine l'avertit que la cour de Copenhague, comme celle de Pétersbourg, blâmait ses projets de descente. Très dépité, Dumouriez regagna

Hambourg. De là, il écrivit encore à Paul, à Rostoptchine, à Panine ; il envoya même à Panine une lettre, dérobée à la légation française, de 25 personnages qui propageaient en Russie les idées révolutionnaires !

Toutefois, comme il le dit, tous les préjugés étaient dissipés il se liait désormais à Louis XVIII. Ce fut lui qui réconcilia les princes de la branche cadette avec les Bourbons. Le 10 février 1800, le jeune duc d'Orléans, Louis-Philippe, qui revenait d'Amérique avec ses deux frères, recevait à Londres une lettre pressante de Dumouriez. Le général engageait son **fil** **adoptif** à se jeter dans les bras du roi, à consacrer sa vie au chef de sa maison. Sur-le-champ les trois princes d'Orléans assurèrent Louis XVIII de leur inviolable fidélité.

Pourtant, Dumouriez qui faisait flèche de tout bois, essayait, la même année, de rentrer en France et de profiter du coup d'État de brumaire. Le 3 novembre 1800, il écrivit au premier consul. Il n'avait pas, disait-il, démérité de l'indulgence nationale ; il s'était montré comme soldat à Jemappes ; il avait conquis la Belgique. Sans doute il avait été regardé comme traître à la patrie. Mais voulait-il trahir son pays ? Qu'avait-il fait, sinon ce qu'exigeaient la raison, l'intérêt, la politique et les circonstances ? Ne devait-il pas **prendre quelque chose sur lui-même** ? S'il avait eu la faiblesse de retourner en France, n'aurait-il pas été condamné à mort ? On l'accusait d'avoir favorisé le parti d'Orléans ; jamais ce parti n'avait été le sien ; les enfants de Philippe d'Orléans n'étaient que des soldats de son armée, et Philippe avait **porté sa tête coupable sur un échafaud mérité**. Dumouriez invoquait donc la justice et la générosité du premier consul qui rappelait Lafayette et les Français égarés.

La lettre, longue, diffuse, dénuée de vigueur, déplut sûrement au premier consul qui dut hausser les épaules en lisant cette phrase : **Vous avez fait ce que j'aurais fait si mes talents et mes moyens me l'eussent permis**. Il excepta Dumouriez de toutes les amnisties à quoi Dumouriez répondit qu'il aimait mieux être un excepté qu'un amnistié. Et qui ne sait qu'en 1804, lorsqu'il ordonna d'arrêter le duc d'Enghien, Bonaparte croyait que Dumouriez, ce **misérable intrigant** — en réalité M. de Thumery — était auprès du jeune prince ?

Mais, depuis l'année précédente, Dumouriez était à Londres. Il eut, un instant, l'idée de s'établir sur le sol autrichien. L'archiduc Charles avait pour lui quelque sympathie. A la fin de 1793, ce prince ne marquait-il pas à l'empereur qu'on ferait bien de ménager un homme qui par ses talents, par son esprit entreprenant et hardi, pouvait encore jouer un rôle ? En 1800 il avait demandé à Dumouriez un mémoire sur la réorganisation de l'armée autrichienne, et, à cette occasion, le général avait reçu du cabinet de Vienne une pension de trois mille francs qui lui fut servie jusqu'à l'année 1807 où, par un coup de tête, comme il a dit, il refusa de la toucher désormais. Aussi, au mois de juin 1803, comme pensionnaire et sujet de l'empire, envoyait-il à l'archiduc Charles un nouveau mémoire sur un système de guerre qui donnerait, croyait-il, aux Autrichiens, la supériorité sur les troupes françaises.

On comprend toutefois qu'il ait préféré l'Angleterre à l'Autriche. Ne disait-il pas que l'Angleterre était le refuge des mécontents de toutes les nations et que la raison et la justice y avaient toujours des défenseurs ? N'y fut-il pas traité, comme il le dit encore, non en fugitif, non en homme léger et sans conséquence, mais avec confiance, avec noblesse et considération ?

CHAPITRE XX

LONDRES

NELSON — DUMOURIEZ À LONDRES — NOTES ET MÉMOIRES AU
MINISTÈRE — PROJETS DE DÉFENSE — AU SECOURS DE
L'AUTRICHE — NOTES SUR LA PLATA — LETTRE AU ROI DE
PRUSSE — TABLEAU DE L'EUROPE À LA FIN DE 1806

AU mois d'octobre 1800, Dumouriez avait fait la connaissance de Nelson. Les deux hommes s'étaient plu. Le grand marin avait désiré que Dumouriez devînt son frère d'armes et lui avait donné cent livres sterling en lui disant, pour l'obliger de les prendre : *Vous vous êtes trop bien servi de votre épée pour ne pas vivre de votre plume.* Après le bombardement de Copenhague et la destruction de la flotte danoise, Dumouriez félicita l'amiral : *Mon cher et glorieux Nelson, Victoire est pour toujours attachée à votre nom,* et il souhaitait à Nelson de délivrer l'Italie et la France de la tyrannie démocratique.

Nelson recommanda Dumouriez au ministère anglais, et le général fit alors remettre par son ami au premier ministre Addington une note sur les craintes qu'il avait pour la sûreté de l'Angleterre et, par suite, pour la sûreté de l'Europe. Il défendait, disait-il, la cause des rois, la cause de la religion, des mœurs, des lois ; de concert avec Nelson et le cabinet britannique, il hâterait la chute d'un gouvernement qui, s'il durait, renverserait tous les autres gouvernements.

Dumouriez comptait déjà que cette note, qu'il jugeait importante, lui vaudrait d'éclatantes et immédiates faveurs les ministres l'appelleraient, lui demanderaient des détails qu'il ne pouvait donner que verbalement et sur place il pria Nelson de lui envoyer une frégate ; il voulait partir, arriver incognito ; il louerait un logis aux environs de Londres, ou bien il resterait près de Nelson pour l'aider et pour servir à la fois Nelson et l'Angleterre. Les choses ne vont jamais si vite. Deux ans se passèrent ; le cabinet anglais gardait le silence. Vainement Nelson affirmait que Dumouriez était *réellement bien intentionné*, que, s'il rentrait dans sa patrie, *il serait le pire ennemi des Anglais et les haïrait pour la façon dont ils l'avaient traité.*

Mais la paix d'Amiens fut rompue et l'Angleterre craignit l'invasion française. Dumouriez avait naguère envoyé un mémoire sur les projets de descente. Nelson revint à la charge, assurant que les plans et conseils de Dumouriez seraient précieux, qu'un pareil homme qui jadis commandait à Cherbourg était nécessaire à la défense nationale. Au mois d'octobre 1803 le ministère appela Dumouriez à Londres. Le 26, le général assistait, avec le comte d'Artois, le prince de Condé et les ducs de Bourbon et de Berry, à la revue des volontaires passée par le roi George III. *Pourquoi, lisait-on dans le Gentleman's Magazine, ne pas opposer Dumouriez à Bonaparte, ne pas prendre une dose de Dumouriez comme*

infaillible antidote contre le poison bonapartiste ? N'était-ce pas un vrai Français, un général capable qui sans nul doute a parmi ses compatriotes beaucoup d'amis et de gens qui lui veulent du bien, tandis que Bonaparte n'est qu'un simple étranger sans principes, un Corse qui rompt la trêve ? A la tête des émigrés, Dumouriez ne peut-il rendre au peuple français la liberté ?

Désormais Dumouriez regarde l'Angleterre comme sa seconde patrie. Il désire sincèrement la servir, la défendre. C'est en Angleterre qu'il veut vivre et mourir, au milieu d'une nation dont il préfère de beaucoup, dit-il, les solides vertus aux frivoles agréments de la France. Il prie les ministres anglais de ne pas le considérer comme un étranger. Il obtient une pension de mille livres sterling qui lui assure l'indépendance et l'aisance. On l'estime, on l'entoure d'égards. Il est à Brighton, dans l'été de 1805, l'hôte du prince de Galles ; en juillet 1806, Grenville, le même Grenville qui l'expulsait d'Angleterre treize années auparavant, juge que les notes du général sur la Sicile et la Sardaigne, bonnes et pratiques, répondent à ses propres idées. Dumouriez suit du reste les prudents avis de Nelson *Il est très habile*, écrit l'amiral à lady Hamilton, *et il l'emporte tout à fait sur nos généraux ; dites-lui de ne pas se faire d'ennemis et de ne pas montrer qu'il en sait plus que quelques-uns d'entre nous. L'envie ne sait pas de bornes à ses persécutions. Mais Dumouriez a vu le monde, et il sera sur ses gardes.*

Dumouriez devient ainsi le conseiller du ministère. Le 8 décembre 1803, il envoie à Addington un mémoire sur les affaires du Nord ; en juin 1804, il remet une note politique à Pitt qu'il félicite de *réveiller le courage des souverains* et de diriger *la juste et nécessaire insurrection de l'Europe contre son oppresseur.*

Mais il se consacre surtout à la *partie militaire*, indiquant en 1804 un remède contre une épidémie qui sévit dans la garnison de Gibraltar, proposant de former un bataillon de prisonniers piémontais commandé par l'adjudant général Merck, rédigeant en 1806 un mémoire sur les moyens de mettre plus d'ordre et de régularité dans les mouvements des troupes, tenant le ministère en éveil, lui reprochant même sa faiblesse, son inaction, l'accusant de torpeur, lui remontrant qu'il faut au moins faire semblant d'énergie pour animer le continent à la résistance, appelant en 1805, en 1810, en 1811 son attention sur l'île de Wight, sur les points où les contrebandiers abordent fréquemment et où un ennemi *aussi entreprenant et actif* que les Français peut impunément débarquer.

En 1804, il esquisse un projet de défense de l'Irlande. Diviser l'île en quatre districts militaires dont chacun aura sa place d'armes, Cork, Limerick, Athlone, Enniskillen retrancher Londonderry, Sligo, Killala, Castlebar, Golway, Tralee, Kenmare et Kinsale ; surveiller les grandes baies du Sud et du Sud-Ouest, celles de Cork, de Kinsale et de Bantry tel est le plan de Dumouriez. Quatre ans plus tard, au mois de janvier 1808, revenant sur cette Irlande dont la perte serait l'écroulement de l'Empire britannique, il propose de fortifier les stations navales de Cork, de Dublin, de Valentia, de Beerhaven, pour couvrir la ligne de la côte et rendre un débarquement très dangereux ; mais, à son avis, l'envahisseur ne peut tenter une descente efficace qu'entre Cork et l'embouchure du Shannon ; s'il la tente, les garnisons de Dublin et celles des quatre places d'armes marcheront à sa rencontre et le rejeteront dans la mer.

Le plus important mémoire de Dumouriez, un mémoire long, minutieux, qui fut très apprécié, c'est celui qu'il terminait au mois de mai 1804 sur la défense de

l'Angleterre. Il énumérait d'abord les obstacles que le pays devait opposer aux Français les batteries de côte ; les camps retranchés et les places d'armes ; les troupes et notamment les chasseurs et ces tirailleurs dont le système, né dans la France de 1792, a **déconcerté et vaincu toutes les armées de l'Europe** ; les principes auxquels se conformeraient les généraux chargés de l'exécution du plan défensif. Puis, après avoir divisé l'Angleterre en six districts militaires, il montrait comment on pourrait protéger tous les chemins qui mènent à Londres, comment on pourrait protéger le littoral, protéger Jersey et Guernesey. Il étudiait les ports d'où partirait l'expédition française ; il conseillait à l'état-major anglais de prendre Walcheren, la clef des Pays-Bas opération coûteuse et qui rencontrerait de la résistance, mais qui, selon lui, réussirait.

Il recommandait ainsi l'offensive, car, dans le secret de son cœur, il ne croyait pas que les Français fussent, cette fois, assez hardis et assez forts pour exécuter une descente. En août 1805, il annonçait que très prochainement Bonaparte serait trop heureux, sous prétexte d'une guerre continentale, d'abandonner ses préparatifs de débarquement et de marcher avec toutes ses troupes vers l'Allemagne ou l'Italie.

D'un œil jaloux il suivait tous les actes de celui qu'il nommait l'ambitieux Bonaparte. Cet homme ne s'arrêterait donc pas ! Il prenait à la fois le diadème impérial et la couronne de fer Quel événement monstrueux ! N'aurait-il pas mieux fait de pardonner à Pichegru, à Cadoudal, de laisser Moreau aux délices de Grosbois, d'effacer les traces de la Révolution, d'appeler Louis XVIII, **l'héritier légitime, sur un trône raffermi, purifié des abus de l'ancien gouvernement et des souillures de l'anarchie ?** Hélas ! ce n'était pas un grand homme, c'était un homme extraordinaire ; ce n'était pas un homme célèbre, il n'était que fameux.

La colère de Dumouriez s'accrut lorsqu'il vit Napoléon fonder la confédération du Rhin. Il s'indigna que des princes allemands se fissent les humbles vassaux de la France impériale et il les qualifiait de souverains éphémères.

Il aurait voulu reparaître dans les camps et il sollicitait alors un commandement en Italie. Au mois de septembre 1805, il marquait à Nelson qu'il désirait être son coopérateur et, à la tête d'une armée d'Italiens ou d'Autrichiens, attaquer dans le centre du royaume d'Italie ce Bonaparte, **ce barbare usurpateur que tous deux abhorraient également.** Il avait envoyé son plan à la cour de Vienne : 20.000 Autrichiens viendraient de Dalmatie débarquer près d'Ancône, couper les communications de la division de Naples, marcher sur Gênes par la Toscane et Parme, prendre à dos les troupes qui défendaient le Mantouan et le Milanais. **Que vos ministres, disait Dumouriez à Nelson, ne laissent pas mon expérience sans emploi ; mon nom est prépondérant dans l'opinion des Français et très propre à être opposé au nom du Corse.** Il écrivait en même temps à Mack, son frère d'armes et ami, qu'il regardait la Dalmatie comme le pivot de la guerre d'Italie, comme **le seul moyen de renverser ce royaume naissant qui renverserait la maison d'Autriche et l'Orient, si l'on tardait à réunir ses efforts,** et il demandait, outre le grade de feldzeugmeister qu'on avait **arrangé** pour lui en 1793, la direction de ce corps mobile qui partirait de la Dalmatie.

Ce ne fut pas en Italie qu'il alla. A la fin de novembre 1805, Castlereagh l'envoya commander en Bohême un corps de Hessois à la solde anglaise. Dumouriez partit. Lorsqu'il toucha terre, la guerre était terminée, et il gémissait : **J'ai été**

envoyé trop tard, et ce n'est pas ma faute si les deux empereurs ont laissé battre leur belle armée à Austerlitz !

Il revint à Londres. Au mois de juin 1806, il fit pour Fox et Windham une note sur Montevideo. Que pensait-il d'une expédition commandée par le général Whitelocke et dirigée contre la Plata ? Il jugea que l'entreprise était périlleuse, que les troupes anglaises ne pourraient occuper longtemps les colonies espagnoles, que le climat, la différence du caractère, l'étendue du territoire, tout leur ferait obstacle. Mieux valait, selon Dumouriez, envoyer dans le pays un prince qui comprendrait les colons, qui saurait gagner leur sympathie, les aider dans leur révolte contre la métropole et les allier à l'Angleterre. Ce prince, c'était le duc d'Orléans. Son arrivée produirait une grande sensation les colons seraient convaincus que l'Angleterre n'avait aucune vue de conquête et de domination, qu'elle désirait sincèrement leur liberté sous un gouvernement choisi par eux, qui respecterait leurs lois et leur religion. L'Angleterre rejeta ce beau plan ; Whitelocke partit ; les colons le repoussèrent ; si l'on avait adopté le projet de Dumouriez, Louis-Philippe devenait roi de la Plata !

Mais la Prusse fixait, en 1806, le regard du général. N'allait-elle pas subir le sort de l'Autriche ? Dans trois lettres qu'il écrivit à Hardenberg, Dumouriez annonça les dangers qui menaçaient la monarchie prussienne. Pourquoi Frédéric-Guillaume n'avait-il pas conservé la place de Wesel pour en faire la clef et le boulevard de ses Etats ? Pourquoi écoutait-il Haugwitz et Lombard ? Pourquoi ne les chassait-il pas ? La Prusse avait acquis le Hanovre en échange de Wesel. Mais le Hanovre était un pays endetté, épuisé, où la Prusse ne pourrait se soutenir que par une sévérité tyrannique. Quoi ! le -roi livrait à la France le nord de l'Allemagne dont il avait tant de fois garanti la neutralité ! Il sacrifiait à une aveugle jalousie la maison d'Autriche ! Il sanctionnait la ruine de la maison d'Orange ! Il reconnaissait roi de Hollande le frère de Bonaparte ! Il reconnaissait prince un spadassin nommé Joachim ! Il reconnaissait archichancelier de l'Empire germanique un misérable prêtre sans naissance et sans talents ! Ne perdait-il pas ainsi sa considération personnelle, l'estime de son armée, l'affection de ses peuples, la confiance de l'Allemagne qui soupirait après Arminius ? Et ce terrible Bonaparte auquel il avait tout immolé, ne finirait-il point par se tourner contre lui ? Que Frédéric-Guillaume, concluait Dumouriez, déploie donc, pour son propre salut, toute son énergie ; qu'il renonce à cette paix, chef-d'œuvre des Haugwitz et des Lombard ; qu'il restitue le Hanovre à l'Angleterre, laquelle lui fournira son appui ; qu'il s'unisse au roi de Suède, au roi de Danemark, à l'empereur Alexandre qu'il établisse une ligue du Nord destinée à être l'égide de la liberté du continent ; qu'il sache résister au tyran qu'il se fasse honneur de le combattre, de l'anéantir ! Il a courage et constance ; la reine a l'âme aussi noble que la sienne ; que tous deux lisent les lettres de Dumouriez sans les communiquer à de lâches et perfides conseillers ; qu'ils connaissent la vérité et que la Prusse sauve et elle-même et l'Europe !

Ce que Dumouriez avait prédit, se vérifia. La Prusse succomba. Mais pourquoi, répétait Dumouriez, avait-elle en 1805 secondé par sa partielle neutralité l'audace de Bonaparte ? Pourquoi le roi avait-il livré passage aux Français à travers ses Etats ? Pourquoi n'avait-il pas alors masqué Mayence et menacé le Bas-Rhin ? Pourquoi, après Austerlitz, cette timide apathie ? L'Autriche lui avait rendu la pareille, et, si l'armée autrichienne avait débouché en Franconie, elle aurait arrêté les Prussiens. Quelle politique étroite, fautive et imprévoyante ! Et

combien d'autres fautes le roi avait commises Pourquoi permettait-il à l'électeur de Hesse une neutralité qui n'était qu'une défection, qui découvrait le flanc droit des Prussiens, les obligeait à se concentrer sur le territoire saxon dans une ligne très resserrée ? Cet électeur avait d'excellentes troupes et un gros trésor. Ne devait-il pas, lui aussi, protéger la liberté de l'Allemagne contre Bonaparte ? Était-ce la peine d'avoir des troupes pour ne pas les employer et de ramasser de l'argent pour ne pas le dépenser à propos ? Pourquoi le roi de Prusse avait-il abandonné le Thüringer Wald et défendu si mollement le débouché de Hof ? Pourquoi avait-il laissé les ennemis déborder et tourner sa gauche ? Pourquoi avait-il cru qu'il pourrait lutter seul contre une nation enorgueillie de ses victoires ? Ne savait-il pas que son armée avait plus de réputation que de force réelle ?

Cette fois encore Dumouriez faillit prendre part à la guerre. Le ministère anglais voulut, au mois de septembre, l'envoyer sur le continent. Nommé résident à la cour de Suède, le général irait à Stockholm, puis à Pétersbourg, puis à Berlin pour régler une grande diversion que le roi de Suède Gustave IV projetait de faire en Allemagne et que le gouvernement anglais désirait appuyer. Mais, comme l'année précédente, on s'y prit trop tard. Le temps s'écoula. Dumouriez ne reçut pas d'instructions deux semaines après Iéna, le 31 octobre, lord Howick lui annonçait que sa mission devenait inutile.

Il ne désarma pas. Il disait que Bonaparte avait l'âme **haineuse et ignoble** que Bonaparte insultait basement et par des propos de caporal la reine Louise, que Napoléon, mû par un vil sentiment de vengeance et par une sorte de rage, poursuivait sans relâche cette **noble et intéressante** femme. Plus que jamais, Dumouriez exhortait le ministère anglais à ne pas faiblir.

Au mois de décembre 1806, il dédia à Grenville et adressa à Vansittart, chancelier de l'Échiquier un *Tableau de l'Europe*. Il fallait craindre, disait-il comme s'il prévoyait le traité de Tilsit que la Russie vaincue ne fit avec Bonaparte une alliance offensive et défensive. La politique du tsar Alexandre était dictée, non par la prudence, mais par la colère qu'avaient excitée en lui l'assassinat du duc d'Enghien et l'annexion de Gênes. Si Bonaparte entraînait les puissances du Nord, n'attaquerait-il pas l'Angleterre en 1808, après une année de préparatifs, avec toutes les forces navales du continent ? Ne reformerait-il pas le camp de Boulogne ? Ne volait-il pas de capitale en capitale et ne changeait-il pas le destin des nations dans le palais de leurs rois ? N'avait-il pas dit qu'il donnerait dans Londres la paix à l'Europe ? S'il venait dicter la paix dans Londres même, l'Angleterre qui, de tous les États, avait le plus longtemps bravé ses menaces, subirait le plus dur asservissement !

CHAPITRE XXI

1807 ET LE JUGEMENT SUR BUONAPARTE

LE JUGEMENT SUR BUONAPARTE — NAPOLÉON AVENTURIER —
ASSERTIONS INEXACTES — PROPHÉTIES — AVIS AU MINISTÈRE
ANGLAIS — NOTES SUR LE PORTUGAL

EN 1807, après Eylau et avant Friedland, Dumouriez compose le plus curieux de ses mémoires, le *Jugement sur Buonaparte, adressé par un militaire à la nation française et à l'Europe*. C'est un pamphlet. Jamais Dumouriez n'a si crûment et avec autant de virulence exprimé sa haine contre Napoléon.

La famille des Bonaparte, dit-il, est une race abjecte, impure, qui souille les trônes de l'Europe et qu'il faut replonger dans la fange. Napoléon est un scélérat, la honte de la France, le fléau de l'univers ; il épuise sa patrie et la sacrifie à son ambition effrénée ; il parade dans les capitales et les dépouille ; il dévaste l'Europe, la couvre de misère et l'inonde de sang ; l'histoire des conquêtes de cet Alexandre qu'on nous apprend à admirer dans les collèges et qui fut le plus dangereux fou de la terre lui a tourné la tête, et la liste de ses extravagances, de ses rapines et de ses cruautés serait trop longue à dresser.

On sent que Dumouriez est mordu par la jalousie ; qu'il envie ce Bonaparte qui, comme lui, a été porté par la Révolution au commandement des armées, mais qui, plus heureux que lui, a pu s'élever au sommet de la gloire et de la puissance. Pourquoi ? Est-ce un si grand génie ? N'est-il pas l'enfant de la fortune et le favori des circonstances ? Il a bouleversé l'Europe. Mais tout était mûr pour ce bouleversement. Pas un cabinet assez fort pour arrêter Bonaparte et pas un général assez habile pour lui résister. Sa carrière a donc été aussi facile que brillante. Toutes les puissances du continent ont fourni les pierres dont est formé le piédestal de ce colosse !

Ce colosse, qu'on l'examine de près. Qu'on déshabille ce héros, cette idole de l'opinion. Qu'on voie ses défauts à nu. On reconnaîtra que la politique de Bonaparte est hâtive, fautive, indécise ; que son administration est arbitraire, violente, injuste ; qu'il n'entend rien aux lois, aux finances, au commerce ; qu'il ne sait que dépenser follement, que ruiner, que détruire ; que ses talents militaires peuvent être contestés.

C'est un aventurier qui n'eut jamais qu'une conduite désordonnée, excentrique, téméraire. Ses combinaisons sont fausses, imprudentes ; il commet faute sur faute parce qu'une fièvre d'ambition précipite tous ses mouvements, parce que tout ce qui sort de cette tête fameuse, est mal arrangé, gigantesque, exagéré.

Général, il pousse en avant sans aucune précaution ; il ne calcule ni les chances de la guerre ni les obstacles que présentent les régions et les saisons.

Il a triomphé en 1805 dans une campagne qui ne fut qu'une suite d'erreurs, grâce à la neutralité des Prussiens, grâce à l'incapacité de Mack, grâce aux lenteurs et aux maladresses des Austro-Russes qui livrèrent bataille à Austerlitz au lieu de marcher par leur droite vers Nuremberg et Ratisbonne s'ils avaient fait ce mouvement, l'armée française, menacée d'être coupée de la Souabe et du Rhin, aurait lâché Vienne et la Bavière. Il a triomphé en 1806 grâce aux fautes du roi de Prusse qui soumit le sort de ses États au hasard d'une seule bataille ; il était perdu si l'Autriche avait jeté son épée dans la balance.

Il a triomphé en 1807, mais avec bien de la peine. Il a pénétré en Pologne **comme un fou**. Bennigsen a eu l'honneur de la journée de Pultusk. Bennigsen a gagné la bataille d'Eylau qui **coûta à la France ses meilleurs officiers et la fleur de ses soldats**. Bonaparte a été battu par cette armée russe qu'il avait battue à Austerlitz et qu'il pensait toujours battre. Dumouriez assure même que Bennigsen fera mieux encore et par de savantes manœuvres débordera les deux ailes de l'armée française qui devra se retirer pour se remettre en communication avec l'Allemagne et la France.

Le *Jugement sur Buonaparte* renferme ainsi bien des assertions inexactes. Dumouriez s'imagine que le jeune roi de Suède, Gustave IV, dont il vante outre mesure les qualités supérieures, viendra de Poméranie, comme Gustave-Adolphe, **établir une grande guerre au centre de l'Allemagne**. Il blâme Napoléon d'envahir la Pologne en laissant derrière lui une Allemagne à demi-révoltée et les places de la Silésie entre les mains des Prussiens, comme si ces places n'étaient pas bloquées et comme si l'Allemagne se trouvait alors en insurrection ! Il lui reproche de lancer les Turcs contre la Russie. Il affirme sérieusement que le sultan n'a ni généraux, ni soldats et ne devra son salut qu'à la modération du tsar. Il prétend qu'à Austerlitz l'Empereur était **au fond de la nasse**, que la France avait en 1805 acheté le ministère prussien et qu'en 1806 d'infidèles conseillers de Frédéric-Guillaume avaient révélé le plan de campagne à Napoléon.

Chose étrange, il croit que les Français — en 1807 ! — sentent la nécessité de **supprimer** Napoléon, et il les prie de détromper l'armée si aveuglément dévouée à son général en chef. Il oppose cette armée à celle d'autrefois, à celle qu'il commandait. Suivant lui, l'armée de Napoléon serait une horde de brigands de toutes les nations qui n'auraient d'autre lien que l'amour du pillage. La licence et l'espoir des récompenses l'attachent à Bonaparte. Elle est entièrement démoralisée ; cette école de corruption pervertit la jeunesse française qui ne connaît plus de patrie que ses drapeaux et de loi que la violence. En revanche, l'armée qui combattait en Champagne, dans la Belgique et sur les bords du Rhin, était l'armée de la patrie ; elle désirait la liberté de la patrie sous une monarchie légitime elle eut horreur de la mort du roi. Voilà où sa haine contre Napoléon entraîne Dumouriez ! L'armée de 1807 n'est qu'un ramas de bandits, et l'armée de 1792 et de 1793 avait des sentiments royalistes ! Ne se souvient-il plus de ce mot de ses *Mémoires*, que les troupes ne montraient qu'insouciance et apathie lorsqu'on leur parlait du procès de Louis XVI et que pas un officier, pas un soldat ne voulait réfléchir sur le sort du monarque ?

Chose plus étrange encore, le vainqueur de Jemappes défend les théories de la vieille école et, à l'entendre, la rapidité et la hardiesse deux mérites qu'il

reconnaît à Napoléon ne constituent pas l'habileté. Il ne se souvient pas que l'audace fait la moitié du succès ; il se plaint, comme ces Prussiens qu'il raillait jadis et qu'il a vaincus, que Napoléon ne gagne les batailles qu'en violant les principes oui, Bonaparte aurait dû les perdre toutes ; aucune n'a été le fruit de l'art. Austerlitz et Iéna sont des victoires brusquées et contraires aux règles !

Mais Dumouriez prévoit que Napoléon, de nouveau vainqueur, imposera au tsar Alexandre la paix et une alliance dont le prix sera la dissolution de l'empire turc, et que Napoléon, par suite, engagera tout le continent dans une sainte ligue contre l'Angleterre.

Il prévoit que la *pacifomanie* ne régnera pas toujours qu'un temps viendra où les cabinets de l'Europe ne seront plus, comme il dit, pétrifiés, médusés par la tête volcanique de Napoléon ; que les peuples se réuniront contre le moderne Attila ; que l'Allemagne au désespoir, s'insurgera en corps de nation ; que la Hollande et la Suisse même secoueront le joug ; qu'infailliblement, l'empereur d'Autriche devra recommencer la guerre pour son honneur et sa sûreté contre le tyran du monde.

Il prévoit que Napoléon, cette sanglante comète, cessera bientôt d'incendier l'Europe.

Il prévoit que le drame se terminera par la catastrophe du héros, que l'Empire napoléonien tombera, qu'alors on verra, non sans surprise, combien les courtisans de Bonaparte étaient peu nombreux et combien ils seront infidèles à leur dieu.

Il prévoit que la nation, désabusée, se rattachera à la monarchie qui est le port dans la tempête, que la France reprendra ses souverains légitimes, les Bourbons, à qui le trône est bien dû en expiation de leurs longues souffrances et du martyre de Louis XVI.

Le *Jugement sur Buonaparte* ne fut pas imprimé en 1807. Friedland démentait trop cruellement les prédictions de Dumouriez. L'opuscule ne parut que dans l'année 1809 en anglais et en français ; il ne portait d'autre nom que celui du traducteur Elder.

Du reste, en cette même année 1807, avant Friedland, Dumouriez n'avait pas épargné les avis aux ennemis de Napoléon.

Il écrivait au ministère russe et au tsar Alexandre, leur recommandant d'éviter des batailles précipitées, d'adopter la défensive environnante qui lui avait si bien réussi en 1792.

Il priait Castlereagh, dans une lettre du 19 mai, de faire quelque chose. A son avis, une vigoureuse attaque en Italie serait le meilleur moyen d'aider le tsar. Les Anglais avaient près de 20.000 hommes en Sicile. Les vainqueurs de Sainte-Euphémie ne devaient-ils pas chasser de Naples le roi Joseph ? Cette conquête de Naples allumerait dans la péninsule le feu de l'insurrection qui couvait déjà, et l'incendie s'étendrait jusqu'aux Alpes. Que le gouvernement britannique, disait Dumouriez, sorte d'une inaction qui faisait murmurer la nation entière ; qu'il termine la guerre ; qu'il porte le coup mortel à Bonaparte.

Friedland ne découragea nullement Dumouriez. Le 12 juillet, il marquait à Castlereagh que le ministère ne pouvait traiter, que la paix, désavantageuse, humiliante, ne serait qu'un court et ruineux armistice.

L'invasion du Portugal, au mois de novembre 1807, mit de nouveau sa plume en mouvement. Il fit une *Note militaire sur le Portugal* et, lorsqu'il apprit la conquête du pays, il annonça que le peuple portugais, ce peuple que Bonaparte menaçait d'effacer de la liste des nations, saurait recouvrer honneur et liberté.

CHAPITRE XXII

1808-1815

PLAN D'OPÉRATIONS EN ESPAGNE — LETTRES À WELLINGTON —
LE DÉSASTRE DE RUSSIE — LA CAMPAGNE DE 1813 — CHUTE DE
NAPOLÉON — LES BOURBONS — PROPOSITION DE RENTRER EN
FRANCE — LES CENT JOURS — MÉMOIRES SUR L'ITALIE, SUR LES
ÉMIGRÉS.

LA guerre d'Espagne suivit de près l'expédition de Portugal. Avant même qu'elle eût réellement commencé, Dumouriez envoyait au cabinet anglais et à la junte centrale de Séville un plan général d'opérations, recommandant l'emploi des bandes de partisans, vantant l'utilité des guérillas.

Le 8 août 1808, lorsqu'il sut la bataille de Rio Seco, il déclara que les Espagnols seraient toujours vaincus en rase campagne, qu'ils devaient agir de concert avec les Anglais. Mais Wellington, qui commandait les forces britanniques, n'avait que faire des avis et projets de Dumouriez. Il écrivit parfois au général pour lui donner de ses nouvelles et, de son côté, le général félicita Wellington des victoires de Torres-Vedras et de Fuentes d'Oñoro. Ces victoires — ainsi s'exprimait Dumouriez — ces rudes leçons infligées aux lieutenants de Bonaparte avaient non seulement sauvé le Portugal, mais changé le caractère de la guerre ainsi que le destin de la péninsule les Espagnols deviendraient invincibles **comme les incomparables Anglais et, comme les Portugais, dignes élèves de Wellington.**

Il prévit le désastre de 1812. En 1807, quand il composait le *Jugement sur Buonaparte*, il croyait que Napoléon avait conçu le plan **vaste et éblouissant** de pénétrer en Russie, de **dicter ses lois** dans Pétersbourg ou Moscou. Selon le général, si Napoléon était sage, il soulèverait les Polonais, il les organiserait **non pas intempestivement, étourdiment, partiellement, mais par un mouvement régulier et national** ; avec eux, il se porterait sur Moscou, pendant que les Turcs feraient une diversion en Ukraine. Mais, ajoutait Dumouriez, le fougueux Bonaparte ne suivrait pas cette marche trop calculée il ne tiendrait pas compte de l'inclémence du temps, de la pauvreté du sol ; il s'enfoncerait dans la Lithuanie ; les ennemis, dont il connaissait déjà la constance inébranlable, lui disputerait le terrain pied à pied sans lui laisser la ressource d'une bataille décisive, et son armée, tirant de trop loin tous ses moyens et coupée de ses communications, périrait, **victime de la faim, de la fatigue, de la nudité, du climat dur et du fer des Russes.** Et, dans ce même ouvrage, Dumouriez n'avait-il pas dit que la Providence réservait au tsar le mérite d'arrêter le torrent, que l'empereur Alexandre serait le vengeur de l'Europe, que les Russes avaient déjà **détruit en Pologne le prestige d'invincibilité que la terreur crédule attachait au nom de Bonaparte** et qu'ils suffiraient à purger la terre de ce moderne Gengiskhan ?

En 1813, il blâma le **coup de main** contre Dresde. Ah ! sans nul doute, Moreau n'avait pas conseillé cette imprudence ; mais Moreau succombait, et Dumouriez qui connaissait le vainqueur de Hohenlinden et correspondait avec lui, pleura en apprenant sa mort : Moreau, écrivait-il, avait de très grands talents et un très estimable caractère. Sûrement, si Moreau n'avait pas été mortellement blessé, il n'aurait pas, après l'échec de l'assaut du 26 sous les remparts de Dresde, attendu la bataille du 27 ; il aurait, après la nuit du 26, mené l'armée dans le camp de Pirna d'où Bonaparte ne l'aurait pas délogée ; mais, par la suite, il aurait trouvé bien des obstacles dans les personnes qu'il était appelé à guider.

Les revers de Napoléon et de ses lieutenants consolèrent Dumouriez de la perte de Moreau. Il pensait que l'Empereur, menacé de tous côtés, se replierait sur Erfurt pour y rallier tous ses corps et tenter la chance d'une bataille, la seule chance qui lui restât, et la seule que les alliés ne devaient pas lui laisser. A Leipzig, en effet, l'Empereur tenta cette chance et, après sa défaite, il opéra sa retraite, comme Dumouriez l'avait prédit, par Erfurt.

Durant cette fin de l'année 1813, le général ne cessa pas d'exposer aux coalisés ses vues sur la situation. Il pria même Castlereagh de l'envoyer sur le continent avec ou sans mission ostensible. En octobre, il développait le plan d'une grande diversion en Italie. L'Autriche, disait-il, ne se contenterait pas d'attaquer de front le prince Eugène ; elle l'attaquerait sur ses derrières ; le roi de Sardaigne et le roi des Deux-Siciles, aidés par de petits subsides, s'efforceraient d'exercer une puissante influence sur les événements. L'intérêt du gouvernement britannique n'était-il pas que ces deux rois fussent, l'un dans le nord, l'autre dans le midi, les deux colonnes de la liberté italienne ?

Il applaudit, le 29 novembre, au soulèvement de la Hollande ainsi qu'aux progrès de Wellington qui passait les Pyrénées, et il annonça que Suchet, loin de recevoir des renforts de Toulon et d'Italie, serait certainement rappelé de Catalogne en France. Déjà il se demandait quelle serait la nouvelle constitution de l'Allemagne et il proposait de remplacer les trois électeurs ecclésiastiques par trois électeurs laïques, de supprimer la souveraineté des évêques, abbés et chapitres, de donner les domaines du clergé aux quinze ou seize États qui formeraient la confédération germanique, sinon pour les égaliser, du moins pour établir entre eux une juste proportion ; d'abolir la noblesse immédiate, de proclamer libres les villes hanséatiques, Hambourg, Lubeck et Brème, ainsi que Francfort, siège de la diète.

Le 13 décembre, il félicita le ministère anglais de l'avènement du prince d'Orange au trône de Hollande : **C'était un grand pas, et entièrement dans l'intérêt de l'Angleterre.** Mais ne fallait-il pas accroître la Hollande : pour prêter plus de force et d'éclat à ce titre de roi qui serait insignifiant et même périlleux s'il restait limité aux sept provinces ? Ne pouvait-on ajouter la Belgique à la Hollande et, puisque l'Autriche avait des droits sur la Belgique, lui offrir, en dédommagement, les deux électors ecclésiastiques de Cologne et de Trèves auxquels succéderaient les deux électors laïques de Hesse et de Wurtemberg ?

Il sentait que la chute de Napoléon était prochaine. Parfois il eut, dans les premiers mois de l'année 1814, des accès de colère contre la Prusse et l'Autriche il blâmait la fougue de Blücher qui se faisait battre en détail ; il se méfiait de Metternich et de l'empereur François, **Monsieur le grand-père.** Mais il comptait

sur le tsar Alexandre qui, selon le mot d'un ami de Dumouriez, se conduisait comme un ange et qui seul soutenait tout l'édifice. Il pria le cabinet anglais de ne pas traiter avec Bonaparte cet homme à l'ambition insatiable et à la conscience élastique ne se hâterait-il pas de reprendre les armes dès que les alliés seraient partis ?

Selon Dumouriez, Bonaparte n'avait plus, à la fin de mars, qu'à se jeter dans l'Est pour manœuvrer entre les places et menacer les communications des coalisés ou bien encore à fondre sur les Autrichiens pour les refouler en Bourgogne, à rallier les forces que Joseph avait à Paris, à rappeler Soult, Suchet et Augereau, à former ainsi dans le centre de la France une armée de 150.000 hommes. Mais ces deux plans n'étaient que des plans de désespoir Napoléon devait tomber ; il tomba. Les Bourbons revinrent. Dumouriez n'avait pas manqué, dès le mois de janvier, de leur attribuer un rôle dans la guerre qui s'enflammait sur le sol français. Il aurait voulu que le duc d'Orléans, **le plus capable** des princes de sa maison, fût employé en Italie avec son : intime ami lord Bentinck. Quant au comte d'Artois, il se rendrait en Suisse, pour y lever les régiments que les rois de France avaient toujours eus à leur service, et, de là, il : marcherait sur Lyon, puis sur Paris, sans se joindre aux troupes des alliés.

Dumouriez accueillit donc avec joie la Restauration. Pourtant, dès le 7 avril, il exprimait des craintes. Les entours du roi n'avaient-ils pas de dangereuses prétentions ? La France ne retomberait-elle pas du despotisme de Napoléon dans le gouvernement arbitraire des Bourbons ? Une révolution n'éclaterait-elle pas après le départ des alliés ? Pour sa propre sûreté, pour la paix de l'Europe et le bonheur de la France, Louis XVIII. ne devait-il pas régner en vertu d'une belle et bonne constitution ?

Le général applaudit à la Charte. Il avait la conviction que Louis XVIII voulait réellement tout ce que la Charte promettait. Mais le roi laissa les émigrés attaquer son ouvrage ; il laissa l'abbé de Montesquiou restreindre la liberté de la presse et assurer que *prévenir* était synonyme de *réprimer*. En récompense de sa profonde connaissance de la langue, cet abbé de Montesquiou fut nommé membre de l'Académie française. **Hélas !** remarquait Dumouriez, **la Révolution va continuer ; l'ancre du vaisseau est perdue gare la tempête !**

Il devinait pareillement que l'armée allait susciter aux Bourbons de grands embarras ; il proposait de casser la garde ou de l'établir sur un nouveau pied avant le retour, des prisonniers ; autrement, il y aurait une guerre de gladiateurs et il naîtrait plus d'un Spartacus.

Au mois de mai, il prévint Vansittart que l'armée française n'avait d'autre désir que de remettre le Corse sur le trône. L'Angleterre, disait-il, devait redoubler d'attention, surveiller l'île d'Elbe, avoir l'œil ouvert sur Napoléon.

Mais lui-même, pourquoi ne rentrait-il pas dans la patrie, comme les émigrés ? Ses amis de France s'étonnaient qu'il n'eût pas accompagné le roi ; ses amis d'Angleterre, le duc d'York, Wellington, croyaient que les Bourbons allaient le nommer maréchal. Différents bruits couraient sur lui. Selon les uns, il devait se rendre à Paris où il descendrait chez Bonnacarrère ; selon les autres, il était déjà à Paris et pressait l'organisation d'une lieutenance générale parce que le gouvernement était trop faible.

Au mois de décembre 1814, le duc d'Orléans demanda si Dumouriez pouvait revenir et reprendre du service. **Je verrai, dit Louis XVIII, je verrai avec plaisir Dumouriez rentrer en France, bien qu'il soit trop âgé pour servir utilement. Le**

comte d'Artois ajouta : **Nous lui ferons une pension, mais qui sera inférieure à celle qu'il touche en Angleterre.** Quelques jours plus tard, Blacas, au nom du roi, informait Dumouriez qu'il aurait, sans servir activement, la paye et les rations d'un lieutenant général en activité.

Dumouriez répondit, le 3 janvier 1815, au duc d'Orléans qu'il ne voulait ni être à charge au gouvernement ni recevoir l'obole de Bélisaire. Il n'était ni invalide, ni décrépité, ni incapable de servir utilement le roi et son pays ; il était encore aussi sain d'esprit et de corps que Blücher, que Koutouzov, que Vioménil. N'avait-il pas mérité l'éternelle reconnaissance de sa nation et, par conséquent, une récompense royale ? N'avait-il pas mérité le bâton de maréchal ? Et, quand il ne pourrait plus supporter les fatigues de la guerre, son éducation variée, sa connaissance des langues, des nations et des affaires politiques et militaires, sa longue expérience n'ouvraient-elles pas d'autres carrières à sa robuste vieillesse ? Pourquoi ne pas le placer dans la chambre des pairs ? Il concluait qu'il devait rentrer honorablement dans sa patrie et que s'il était nommé soit maréchal soit pair, il n'hésiterait pas à revenir et à consacrer au roi le reste de sa vie.

Il ne fut nommé ni maréchal ni pair, et il ne bouda pas. Le 3 mars 1815, lorsqu'il sut que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe et marchait sur Lyon, il crut que son devoir de Français, de général, d'ancien ministre lui commandait de se mettre à la disposition de son souverain ; il demanda les ordres de Louis XVIII en assurant qu'il voulait **vivre et mourir pour le meilleur des rois et pour sa patrie.**

En 1815, comme en 1813, il essayait, quoi qu'il en dise, de se pousser en avant. Il pria le gouvernement anglais de l'envoyer pour deux ou trois mois dans les Pays-Bas il espérait être encore utile ; il désirait revoir cette Belgique où il n'avait fait que du bien, rencontrer Wellington, le roi de Prusse, les empereurs d'Autriche et de Russie, demander à Metternich le rétablissement de la pension qu'il avait refusée en 1807.

Il n'eut pas la mission qu'il souhaitait. Mais durant les Cent Jours, sa fertile plume enfanta note sur note : chaque semaine il envoya un mémoire au cabinet anglais.

C'est, le 17 avril, un mémoire sur la Suisse, cette citadelle qui commande l'Italie, la France centrale, la Bavière, la Souabe. Il ne faut pas que les milices helvétiques la défendent ; il ne faut pas que l'usurpateur qui rassemble des forces à Altkirch et à Lyon, tiennent Bâle et Genève, et change ainsi le caractère de la guerre. Les alliés doivent diriger une armée sur Bâle et un corps considérable sur Genève ; l'armée piémontaise occupera la Savoie ; des troupes autrichiennes viendront par le Piémont opérer en Dauphiné et en Provence.

C'est, le 24 avril, un mémoire sur l'Italie. Murat s'est déclaré pour Napoléon, et Dumouriez pense que le roi de Naples va envahir la Lombardie, chasser le roi de Sardaigne et former un royaume d'Italie pendant que Suchet qui commande l'armée des Alpes, entrera en Suisse.

C'est, le 13 mai, un important mémoire sur les émigrés. Dumouriez ne veut pas qu'ils accompagnent, comme en 1792, l'armée des coalisés. Il faut les employer dans l'Ouest et le Midi ; dès que Wellington commencera son mouvement, il les enverra par mer en Bretagne ; si on les laissait ! dans les Pays-Bas, leur présence y serait nuisible et leur indiscretion irriterait l'opinion publique. Ces diversions, entreprises loin des coalisés par les émigrés et les princes du sang qui se mettront à leur tête, affaibliront le parti de Bonaparte et rendront la guerre moins obstinée, moins longue. Quant à Louis XVIII, il ne peut se montrer

à la suite des alliés et au milieu des calamités de la guerre ; il soulèverait contre lui toute la nation. Il doit, comme la reine des abeilles, paraître sans aiguillon ; la seule place qui convienne à sa dignité et à son intérêt, durant la campagne, est à Francfort parmi les souverains qui se sont armés pour renverser Bonaparte.

A plusieurs reprises Dumouriez écrivit alors à Wellington, lui donnant des conseils que le duc jugeait sûrement inutiles. Il louait toutefois Wellington : **J'ai, disait-il, une confiance absolue dans mon héros qui en toutes ses campagnes a uni la hardiesse à la prudence.** Après Waterloo, il félicita chaudement le vainqueur **Depuis longtemps j'avais prédit que vous étiez destiné à délivrer l'Europe de son fléau.** Mais Wellington devait faire mieux encore que de gagner des batailles il devait, avec son bon sens, mettre les Français d'accord et les rendre raisonnables ; il devait aider Louis XVIII à pacifier le pays bouleversé par un fou enragé. De nouveau, Dumouriez, proposa de licencier l'armée pour la recréer ensuite ; il affirmait que la mesure n'était pas une mesure législative, que la nation n'aspirait qu'à secouer le joug d'un **militaire** insolent et perfide. Il proposait de poursuivre à outrance, sans traiter avec eux, Davout et les généraux de Bonaparte. Il proposait d'arrêter tous les grands coupables et de confisquer leurs propriétés pour indemniser les émigrés. Il proposait de détenir Bonaparte à Sainte-Hélène. Cet emprisonnement ne serait-il pas légal ? Pouvait-on reconnaître à Bonaparte, ainsi qu'en 1814, le titre d'Empereur ? N'avait-il pas terminé sa vie politique ? Il n'était même pas un prisonnier de guerre puisqu'il se livrait à la générosité du peuple britannique après avoir vu qu'il ne pouvait échapper et gagner l'Amérique. C'était un particulier qui fuyait la justice du continent et on le traitait encore avec bonté ; on aurait dû le juger en France par contumace avec ses complices.

CHAPITRE XXIII

DERNIÈRES ANNÉES

LE COUP D'ŒIL POLITIQUE SUR L'EUROPE EN 1819 — MÉMOIRES
SUR ET POUR L'ESPAGNE — LES BOURBONS ET LE DUC
D'ORLÉANS — MORT DE DUMOURIEZ

JUSQU'À son dernier moment, Dumouriez ne pourra détourner les regards du théâtre de ce monde. Au mois de décembre 1819, il rédige un *Coup d'œil Politique sur l'Europe* qui témoigne, comme toujours, de la clarté, de la sagacité de son jugement.

Il montre que les rois ont, dans les années 1814 et 1815, soulevé les peuples en leur donnant **les mots d'ordre révolutionnaires** qu'après la victoire ils ont refusé d'exécuter leurs engagements et entrepris d'étouffer les sentiments qu'ils avaient éveillés. Mais, dit Dumouriez, il suffisait à la révolution de triompher quelque part pour enflammer l'espérance chez les peuples et la crainte chez les ministres. Partout la révolution luttait ; partout la liberté combattait le despotisme ; partout les peuples se révoltaient contre les ministères. Il conclut que l'opinion est la reine du siècle. Vainement les gouvernements recourront à la violence. L'armée, leur instrument et leur unique moyen, agira d'abord, mais finalement pliera. Une voix retentit aujourd'hui dans toutes les consciences anathème sur quiconque tourne ses armes contre ses concitoyens. Partout est le malaise ; partout, le mécontentement, la plainte. Partout, germent ces grands événements qui changent la face des nations. Partout, se développent des idées qui déjouent toutes les mesures et brisent toutes les résistances. Le nombre décidera. L'art consiste à gouverner dans l'intérêt du grand nombre. Gouverner dans l'intérêt du petit nombre, c'est encourir l'inimitié des masses, et **les masses seules sont des puissances**. Or, le secours des masses s'obtient par le système représentatif. Sans ce système, on ne connaît pas l'opinion publique. Les rois, à qui l'on fait tant de peur des représentations nationales, ne sont-ils pas à la merci des cinq ou six hommes qui composent le ministère, et les ministres n'obtiennent-ils pas du prince tout ce qui profite, non à l'État, mais à leurs amis et à leurs protégés ? Si les monarques n'établissent pas le système représentatif, les peuples secoueront leur joug ; tout tend irrésistiblement à la liberté constitutionnelle ; **la crise approche ; il faut céder ou être entraîné ; *volentem fata ducunt, nolentem trahunt***.

Le *Coup d'œil* de 1819 fut suivi de plusieurs autres mémoires. Dumouriez ne cessait pas, comme disait un de ses fidèles amis, de consacrer son temps à la liberté des hommes et à l'indépendance des nations.

C'est, en avril 1820, le mémoire intitulé *Réflexions sur la révolution espagnole*. Dumouriez applaudit à la régénération de l'Espagne et il exhorte Louis XVIII, le Nestor des souverains, le [sage auteur de la charte](#) à développer cette [œuvre de lumière](#), cette constitution que les peuples étrangers souhaitent d'obtenir et que ses ministres éludent ou détruisent.

C'est, en novembre 1820, le *Mémoire militaire sur le royaume des Deux-Siciles*. Il est remis par le duc d'Orléans au prince héréditaire de Naples et communiqué à deux juges compétents, le général Foy et le général Lamarque, qui désirèrent l'un et l'autre le voir imprimé.

C'est, en juillet 1821, le *Mémoire militaire pour l'Espagne*. Dumouriez engage les révolutionnaires espagnols à créer une armée permanente, à créer cette infanterie solide qui a manqué à la péninsule dans la guerre contre Napoléon, à créer une milice nationale composée de tous les hommes capables de porter les armes.

Il ne croit pas que la France attaque, envahisse l'Espagne pour y rétablir le despotisme de Ferdinand VII, et il pense qu'elle gardera la neutralité, que, tout au plus, elle accordera le passage à travers les départements méridionaux aux troupes autrichiennes et russes. Mais, à la fin de 1822, il apprend que la France accepte la mission d'exécuter en Espagne les décisions de la Sainte-Alliance. Les Espagnols n'ont rien fait de ce qu'il leur avait conseillé. Ils lui demandent un nouveau mémoire pour opérer une diversion sur le territoire français et tenter le renversement des Bourbons. Dumouriez refuse ; il répond que le plan qu'il a donné suffisait et suffit encore si les Espagnols montrent résolution et promptitude ; qu'il ne peut davantage : [De ce côté-ci des Pyrénées](#), dit-il, [est ma patrie !](#)

Mais il s'indigne que des Français passent les Pyrénées pour restaurer un Ferdinand. Une profonde tristesse le saisit ; il ne songe plus qu'à cette guerre qu'il qualifie de malheureuse et d'impie. Il approuve l'entreprise de Fabvier, de Carrel, des officiers français qui veulent s'opposer les premiers, sur les bords de la Bidassoa, à l'armée envahissante. Il regrette que son âge l'empêche de rejoindre ces hommes généreux. [Ils sont](#), lui objecte un ami, [traîtres à la patrie !](#) — [Oui, mais qu'importe le nom, si la chose est bonne ?](#) — [Quand la chose a un mauvais nom, on la condamne comme une mauvaise chose.](#) — [Qu'importe une condamnation si elle est innocente !](#) — [Oui, mais on n'en subit pas moins les cachots, l'exil ou la mort.](#) — [Qu'importe encore ! Il y a la raison qui marche, l'avenir qui venge ; j'espère que mon exemple n'empêchera jamais les officiers français d'attaquer la tyrannie et de défendre l'humanité !](#)

Cette guerre d'Espagne le détacha de la branche aînée. Il disait naguère que la sagesse de Louis XVIII assurait aux Français tous les avantages d'une monarchie constitutionnelle garantie par la charte. Non, décidément, les Bourbons n'avaient rien oublié ni rien appris ; la vérité n'arrivait pas jusqu'à eux ; ils n'apercevaient pas la fausse route où le ministère les entraînait ! Dumouriez se tourna désormais vers le duc d'Orléans. Dans ses lettres à Canning il déclare qu'un changement de dynastie est nécessaire à la France, que c'est pour elle le seul moyen de sauver l'Europe du despotisme. Déjà, depuis qu'il voyait la Restauration menacer les libertés publiques, il se prenait à penser que son lieutenant d'autrefois, le soldat de Valmy et de Jemappes, serait le meilleur roi que la France pût avoir. Il avait touché ce point à Londres en 1815 dans une conversation avec le tsar Alexandre ; le tsar lui avait répondu : [Le duc d'Orléans](#)

est le seul de la famille qui soit de son époque ; mais il ne peut être question de lui qu'à son tour, et c'est fâcheux.

Les inquiétudes que l'avenir de la France inspirait à Dumouriez, l'accablèrent. Elles finirent par altérer sensiblement sa santé il avait alors quatre-vingt-quatre ans. Durant l'hiver de 1823 qui fut rigoureux et qui lui interdit ses promenades habituelles, ses amis craignirent pour sa vie.

Il vivait à la campagne. Après avoir demeuré de 1803 à 1807 aux environs de Londres, à Acton, dans une belle maison nommée Gunnersbury Lodge, puis, durant quelques années à Londres, puis, de 1812 à 1822, à Little Ealing dans une maison appelée Rochester House, il était venu, le 14 mars 1822, s'établir à Turville Park, près de Henley, dans la vallée de la Tamise. Ce fut là, le 14 mars 1823, qu'il mourut. Il repose dans un caveau de l'église de Henley.

CHAPITRE XXIV

CONCLUSION

LES DEUX TOMES DE LA VIE DE DUMOURIEZ — DÉFAUTS ET QUALITÉS DU GÉNÉRAL — SON AMBITION DÉMESURÉE, SON AUDACE, SON ESPRIT D'OFFENSIVE — POURQUOI IL FIT DÉFECTION — IL AIMAIT LA FRANCE, ET S'IL L'ABANDONNA, IL L'AVAIT SAUVÉE

LE second tome de la vie de Dumouriez, du mois d'avril 1793 au mois de mars 1823, ne vaut pas le premier. Une fois hors de France, Dumouriez fut, comme le dit Rivarol, tué par l'opinion : il n'avait plus qu'à faire le mort.

Mais quel beau, quel intéressant premier tome ! Il sert avec une éclatante bravoure. En Hanovre, en Westphalie il se forme à son métier de soldat on n'apprend la guerre, disait-il, qu'en la faisant. Après la paix, il voyage, non, comme il écrit dans ses Mémoires, à la façon de Pythagore et de Platon, pour étudier la morale, mais pour connaître les langues et les peuples. Il est, non pas un espion, non pas un aventurier, mais un agent du ministère et une sorte d'envoyé militaire. Il passe déjà pour une *tête chaude* : c'est ainsi, lit-on dans un de ses rapports, que les ministres et les bureaux désignent les gens *dont ils ne peuvent atteindre les idées supérieures*. Néanmoins, il a d'excellentes notes et il avance rapidement. A l'âge de trente ans, il est colonel. Si souple qu'il soit, il ne doit aucun de ses grades à la bassesse et il attend pendant dix-huit années son brevet de maréchal de camp. La Révolution éclate ; il prend l'essor. Il n'a eu garde de se rouiller dans son commandement de Cherbourg ; il possède, selon sa propre expression, une expérience variée ; il se pousse donc et, alors, avouons-le, il intrigue ; c'est à force de se pousser, à force d'intriguer qu'il s'impose ; il flatte sans scrupule tous les partis ; le voilà premier ministre — ainsi le qualifie lord Gower — le voilà général en chef — et il tombe.

Son grand défaut, le défaut du XVIIIe siècle, a été l'étourderie. Impatient, pétulant, fougueux, semblable à un peloton de salpêtre, il ne voyait que les beaux côtés d'une entreprise et il oubliait ou méprisait les difficultés. Il a toutefois de si brillantes qualités qu'elles justifient son ambition, cette ambition démesurée, cette envie de dominer pour laquelle, dit Servan, il osait tout risquer et tout hasarder.

Pas un de ceux qui l'approchent pendant son ministère qui ne soit comme ébloui et fasciné par l'étendue de ses vues, par sa promptitude de décision, par son inlassable activité. Dans les sociétés il entend tout ce qui se dit et devine tout ce qu'il n'entend pas. Dans le Conseil des ministres il mêle aux vérités d'amusantes anecdotes, divertit le roi, et déride Roland.

Il a le mot pour rire. Au milieu de la campagne de l'Argonne, n'écrit-il pas qu'il compte embrasser bientôt son gros Valence et Kellermann et les baiser tous deux en pincettes ?

Il a le mot pittoresque. Lorsqu'à la fin d'août 1792, il abandonne les places de Sedan et de Mézières : *Si on les prend, dit-il, nous les reprendrons ; attachons-nous au gros de l'arbre et négligeons les branches.* S'il mande à Servan qu'il va saisir l'occasion, il ajoute qu'il la saisira au toupet puisqu'elle est chauve par derrière. Peu d'hommes ont eu son esprit alerte, pétillant, intarissable. Certains passages de ses *Mémoires* rappellent Beaumarchais par la verve, la malice, et dans ses lettres et ses rapports que de nerf souvent et que de vivacité !

La diplomatie est un de ses talents et il joint volontiers les négociations aux combats. *Il y a, disait-il en faisant allusion à lui-même, il y a peu de nos héros en état de manier l'arme de la politique.* En Champagne, dans les derniers jours de septembre 1792, avec quelle jouissance il manie cette arme, avec quelle finesse et quelle habileté subtile il abuse les Prussiens et leur parle tous les langages, tantôt énergique et affectant une martiale rudesse, tantôt sentimental et déplorant les maux de la guerre ! Que de combinaisons sensées il propose durant son ministère ! Et, dans son exil, que de justes pronostics !

Soldat, il a eu l'instinct d'un nouveau système ; il a employé les tirailleurs en grandes bandes et gagné sur les escarpements de Jemappes la première victoire qu'aient remportée les républicains.

L'audace est son trait principal. *Vous connaissez, écrivait-il en 1770 à Durand, mes services passés et, j'ose dire, mon audace.* Il voudrait que l'audace fût la première qualité du soldat français. Napoléon admirait l'audace de Dumouriez. *Il a, dit Napoléon, fait un mouvement fort téméraire en se plaçant au milieu de l'armée prussienne. Je suis l'homme de guerre le plus audacieux qu'il y ait. Eh bien, je n'aurais pas osé une telle manœuvre. La campagne de Dumouriez est très belle, très audacieuse ; cet homme avait beaucoup de tête et d'esprit, et, s'il avait continué, il aurait eu le plus grand renom. C'était bien autre chose que Lafayette. Tous les généraux d'alors étaient des imbéciles ; nous les avons vus depuis !*

Dumouriez a eu constamment le goût de l'offensive. Lorsqu'il prend l'offensive, il dit qu'il suit son génie. Il pense que la guerre défensive, d'ailleurs plus malaisée, entraîne toujours un désastre ; que les Français sont faits pour l'attaque, qu'ils déploient dans l'attaque leur ardeur native, qu'ils doivent aller de l'avant, qu'il est dans leur nature active et impétueuse, non de conserver des conquêtes, mais de conquérir, et il rappelle fièrement qu'ils ont pris Port-Mahon, qu'ils avaient jadis pour principe que toute armée postée derrière des lignes est battue, et qu'on croit en Portugal qu'aucune place ne peut résister à leur assaut.

Au milieu du péril et dans les situations les plus critiques, il montre une confiance étourdissante. Il ne cesse de dire à ses troupes qu'il faut, pour vaincre, avoir confiance en soi-même et dans ses chefs. N'écrit-il pas le 7 septembre 1792, lorsqu'il attend les Austro-Prussiens dans l'Argonne, lorsqu'aucun de ses officiers n'a encore la carte du pays, qu'il espère refouler les envahisseurs et les poursuivre dans les Pays-Bas et en Allemagne ? Il ne se décourage jamais. *Je ne croirais pas l'empire perdu, mandait-il à Biron le 19 mai, quand même nous serions chassés de Paris.* Si Dillon hésite avant de pousser sur Stenay : *Sans doute, lui marque Dumouriez, il y a du désordre dans vos troupes, mais il ne faut prévoir ni lâcheté ni fuite ; allons, de la gaieté !*

Lorsqu'il cède le défilé de la Croix-aux-Bois, il déclare hardiment qu'il saura se tirer encore de ce mauvais pas. Quand il rallie son armée prise de panique, il assure qu'elle est repentante, qu'elle se fie à lui, qu'elle battrait les ennemis s'ils se présentaient, qu'il répond du salut de la patrie, et, en venant occuper le camp de Sainte-Menehould, il se vante d'avoir fait une très belle marche. Dès qu'il reçoit des renforts, il annonce que son affaire est certaine, qu'en évitant toute bataille, il achèvera de ruiner l'adversaire.

Il avait en septembre 1792 la volonté, la puissance morale. En vain Dillon, Kellermann, Servan le pressaient de quitter son camp de Sainte-Menehould ; il répliquait à ce [conseil perpétuel](#) qu'il n'irait pas gêner sa campagne, et, lorsque le ministère lui dépêche deux agents, Westermann et Benoît, pour traiter avec les Prussiens, il objecte que ces hommes croiseront sa besogne, entraveront ses mouvements ; il garde Westermann qu'il sait docile, renvoie Benoît qui ne lui convient pas, et comme [les capitaines romains et grecs](#), mène la négociation : le commandement ne doit-il pas être dans les mains d'un seul ? [Un général, écrivait-il en mars 1795, un général, à la tête d'une poignée de troupes indécises et désorganisées, malgré les conseils, les ordres, les murmures, prend une position hardie devant une armée formidable, l'étonne, lui impose, rend la confiance à ses soldats, forme à son tour une armée, et finit par consumer et par faire disparaître la masse qui devait le détruire.](#)

Selon le mot de Danton, il avait l'art d'échauffer, d'encourager les hommes. Il savait parler à l'armée ; il savait mettre enjeu l'amour-propre national. Écoutez comment en 1791, à Fontenay-le-Comte, après avoir dansé des farandoles avec les femmes du peuple, il reconforte les volontaires de la Vendée : [Toi, je t'ai vu dans tel régiment, et toi, dans tel autre, ton nom de guerre était Bel-Amour, tu étais un bon soldat. Allons, mes enfants, nous vaincrons les tyrans, les ennemis de notre liberté !](#) Mais s'il avait assez de familiarité pour se faire aimer des soldats, il gardait assez de dignité pour obtenir leur louange et leur admiration. C'est pourquoi les émigrés le regardaient comme [la pierre angulaire de l'édifice révolutionnaire](#), comme le seul général qui pût [électriser les hordes de la République](#).

On lui reprochera sa trahison ou plutôt sa défection d'avril 1793. Fut-il plus coupable que les émigrés ? Que d'injures, que de calomnies l'avaient assailli ! [On croit à Paris, disait-il le 28 novembre 1792, qu'un homme qui est sur la route d'une gloire héroïque peut être conduit par une passion aussi vile que l'avarice !](#) Pour l'apaiser, Brissot lui représentait que l'ingratitude est l'essence du gouvernement républicain, que la postérité le dédommagerait. Faut-il s'étonner que Dumouriez ait peu goûté cette consolation ? Quelques-uns de ses compatriotes l'excusaient déjà. Le 1er avril 1793, un gazetier témoigne qu'il est outré du désordre de son armée, qu'il se livre, par suite, à tous les emportements d'une âme sensible et profondément ulcérée. La Sonde assure que des scélérats ont aigri son caractère et l'ont forcé à faire tout ce qu'il a fait. [Il eût marché droit, écrit Mme Roland, si la Convention eût été plus sage.](#) Dans ce Paris qui, de l'aveu de Beurnonville, fourmillait alors de désorganiseurs, nombre de gens, effrayés de l'anarchie, attendaient Dumouriez comme un sauveur ; des groupes se formaient, mais, rapporte un journaliste, sans chaleur, sans énergie, et les citoyens, se demandant ce que voulait Dumouriez, ne cherchaient pas les moyens de l'empêcher d'agir.

Quoi qu'il en soit, il protesta toujours contre un démembrement du territoire. Il aima toujours la France. Il reconnaissait qu'en 1793, en 1794, en 1795, [le génie](#)

de la liberté avait déployé toutes les ressources d'une nation distinguée par son esprit et son courage. Il rendait hommage à la vaillance des républicains. Il admirait leur rapidité, leur constance, leur acharnement. Ils s'avancent, s'écriait-il, précédés d'une colonne de terre, semblable à la colonne de fumée des Israélites. S'il déplorait que les bourreaux eussent souillé Toulon reconquis, il jugeait que les soldats avaient attaqué la place en héros à qui rien ne peut résister. En tout, lisons-nous dans une de ses lettres de 1803, en tout, la partie militaire de la Révolution, la seule dont la nation puisse s'honorer, a toujours été superbe.

Lui-même n'avait-il pas, à Jemappes, guidé la valeur française, cette valeur opiniâtre et toujours croissante ? Jemappes et Valmy font oublier ses fautes. Avant d'abandonner la France, il l'avait sauvée il a dit justement qu'il portait sur le front un mot tracé en lettres de feu, le mot *Champagne* !

FIN DE L'OUVRAGE